

APRÈS LES INCIDENTS  
DE SAINT-ÉTIENNE

**Manchester est éliminé  
de la Coupe d'Europe  
de football**

LIRE PAGE 48

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,20 m.;  
Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique,  
13 fr.; Canada, 5 0/10; Danemark, 3,50 kr.;  
Espagne, 25 pes.; Grèce, 20 dr.; Italie, 20 L.;  
Japon, 100 y.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,  
1 fl.; Portugal, 20 esc.; Royaume-Uni, 2,25 sh.;  
Suède, 1 kr.; S.S.A., 65 esc.; Venezuela, 10 c. bol.

Tarif des abonnements page 19  
5, RUE DES ITALIENS  
75001 PARIS - CEDEX 05  
C.C.P. 4297-23 Paris  
Tél. Paris 06 636072  
Tél. 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

## L'eldorado antarctique

La neuvième réunion consultative du traité de l'Antarctique commence ce lundi 19 septembre à Londres et se poursuivra pendant trois semaines. Treize pays y participent : les douze signataires du traité de Washington — Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Chili, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande et U.R.S.S. — et la Pologne qui, en juillet, est devenue membre à part entière du « club » de l'Antarctique. Cette réunion marque un tournant dans les préoccupations des Treize : elle sera la première à étudier les problèmes posés par l'exploitation des ressources vivantes et minérales de l'Antarctique, problèmes qu'avait ignorés le traité signé à Washington en 1959 et entré en vigueur en 1961.

La zone couverte par le traité englobe tout ce qui est situé au sud du 60° parallèle sud : les 13 millions de kilomètres carrés du continent austral et les 15 millions de kilomètres carrés de l'océan Antarctique. C'est-à-dire que, depuis seize ans, un peu moins du vingtième de la surface totale de la Terre jouit d'un statut absolument unique : la zone est délimitée, la faune et la flore y sont protégées ; le stockage de matières nucléaires y est interdit ; les revendications territoriales de l'Argentine, de l'Australie, du Chili, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande y sont « gelées » sans être ni démenties ni reconnues ; la recherche scientifique — très fructueuse — y est à la fois libre et coordonnée.

Depuis longtemps, on sait que les eaux antarctiques sont parmi les plus riches du monde. On a, d'autre part, découvert récemment quelques indices d'hydrocarbures dans les bassins sédimentaires de l'océan Antarctique et de minéraux utiles (fer et charbon, notamment) dans les roches du continent à n'être pas recouvertes par la calotte glaciaire. En outre, cette calotte renferme, à elle seule, 65 % de toute l'eau douce de la planète.

Il était donc logique que l'Antarctique devint une sorte d'eldorado mythique aux yeux des pays en voie de développement, mis en appétit par la notion de « patrimoine commun de l'humanité » désormais appliquée à la haute mer. Certains des « 77 » (nom traditionnel du groupe des pays en voie de développement aux Nations unies) ont déjà réclamé que la mise en valeur de l'Antarctique soit faite au profit du tiers-monde, sans se rendre compte que l'exploitation des éventuelles richesses minérales sera si difficile qu'elle n'est pas envisageable avant très longtemps. Et, sans réaliser que les ressources vivantes — réelles certes, mais nullement incalculables — ont contre elles d'être situées dans l'océan le plus hostile à l'homme et le plus éloigné des zones de consommation.

En dépit de ces obstacles, les Treize se préoccupent déjà maintenant de l'avenir de la région. Mais sauront-ils remplir les vides juridiques du traité et mettre sur pied une réglementation qui interdise toute exploitation sauvage de ressources vivantes encore mal évaluées ?

## Vers la dissolution du Parlement d'Athènes

Le scrutin aura lieu à la fin de novembre

M. Karamanlis a reçu, ce lundi matin 19 septembre, le chef de l'opposition, M. Metaxas, leader du parti du centre (EDEK). Il devait s'entretenir, en fin d'après-midi avec M. Andreas Papandreu, chef du mouvement socialiste panhellénique, également dans l'opposition. Suivant le secrétaire d'État à la presse, M. Lombrakis, le chef du gouvernement ne proposerait, « à la suite des rumeurs qui ont couru sur les élections, de leur faire connaître les vues du gouvernement sur ce sujet ». Mais il était généralement admis qu'il comptait informer ses visiteurs de son intention de demander au président de la République la dissolution anticipée du Parlement, dont le mandat vient à expiration dans un an. Les élections auraient lieu le 20 ou le 27 novembre. Retour de Grèce, André Fontaine décrit le climat dans lequel va s'engager la campagne électorale.

## LA GRÈCE AU SEUIL DE L'EUROPE

I. — Quand le bâtiment va...

De notre envoyé spécial ANDRÉ FONTAINE

Mykonos. — Dans la lumière du bref crépuscule, les images de carte postale cèdent la place à des rapports plus subtils. Le blanc éblouissant des murs de la petite église vire doucement au gris, se détachant un instant, ton sur ton, avant de se fondre dans la nuit, sur le ciel soudain déserté par le soleil. Un Français hirsute, bardé de caméras, bondit de terrasse en terrasse, crie son enthousiasme, indique à ses compatriotes, de passage, les endroits où prendre les clichés les plus sophistiqués. Fournis jadis à des multinationales, les groupes descendus des bateaux de croisière s'approprient à repagner leur bord, abandonnant l'île aux milliers de touristes de tous âges, de toutes nationalités et de toutes conditions qui ont choisi d'y passer leurs vacances au son du bouzouki, ainsi qu'aux innombrables commerçants qui, en dignes fils d'Hermès, les exploitent avec entrain. Mykonos est célèbre pour ses trois cent soixante-sept hôtels, mais qui a compté ses hôtels, ses restaurants, ses bistrot, ses discothèques, ses bars, que le grec moderne, ignorant le son B, orthographe d'ailleurs « mpar », ses boutiques de robes, de vestes tricotées, de fourrures et de souvenirs en tout genre ?

De la ville byzantine et franque de la ville au sud du Péloponnèse, maintenant aisément accessible, jusqu'aux monastères aériens des Météores, de Delphes au Parthénon, de Rhodes à Corfou, c'est partout, en ce début d'automne, le même plaisir de vivre, à peine gâché par la canicule ou par quelque soudain déluge, bienvenu après des mois de sécheresse. Les grandes angouisses de l'époque, la crise mondiale, paraissent bien lointaines. On parle quotidiennement en France de l'Espagne et du Portugal. Mais rarement de la Grèce, qui a pourtant en commun avec eux d'avoir retrouvé la démocratie, sans trop de casse, après des années de dictature, et de frapper à la porte du Marché commun. Or il se trouve qu'elle s'en distingue par deux caractéristiques peu banales : d'abord elle ignore pratiquement le chômage, ce qui est déjà assez rare ; et puis son gouvernement s'appuie sur un parti qui contrôle à lui seul la majorité du Parlement.

(Lire la suite page 6.)

## LE « PLAN BARRE » A UN AN

Morose anniversaire

Le « plan Barre » aura joué un an. A l'occasion de cet anniversaire, « le Monde de l'économie » dresse un bilan des résultats de l'effort gouvernemental durant les douze derniers mois (pages 23 à 25). Une douzaine de graphiques commentés illustrent et complètent le jugement d'ensemble que porte Gilbert Maitland sur ce « morose anniversaire », jugement qui tourne autour de deux questions : le « plan Barre » a-t-il réussi ? Le pouvait-il ?

## LES GRILLES DU TEMPS

## Un entretien avec Georges Friedmann

Georges Friedmann, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, âgé de soixante-quinze ans, a consacré l'essentiel de son activité professionnelle à l'étude de la socio-

logie du travail. Ses principaux ouvrages sont : « La Crise du progrès », « Où va le travail humain ? », « Le Travail en miettes », « La Puissance et la Sagesse ».

### I. — La « malédiction taylorienne »

Un jour, Anne Philipe, que vous avez connue il y a près d'une trentaine d'années et dont vous entreteniez l'amitié, vous a posé à brûle-pourpoint la question suivante : « Comment vous définiriez-vous en une seule phrase ? » Vous avez répondu : « Je suis un observateur du vingtième siècle. » Réponse modeste, car vous avez été aussi un acteur. Mais réponse très audacieuse également, car, pour embrasser d'un coup d'œil le siècle si complexe où nous vivons, il faut plus que de la curiosité. Alors, ma première question

est la suivante : « Nous vivons aujourd'hui dans le plus grand trouble. Comment atteindre, selon vous, une société meilleure ? »

Comment réaliser une société meilleure ? Un ensemble de conditions serait nécessaire. Maitendez pas de moi que je les examine ou seulement les énumère toutes. J'en détache une, à mon sens capitale, qui implique elle-même d'autres. Il faudrait dépasser la séparation tranchée, la dichotomie entre, d'un côté, tout ce qui est préparation, conception, organisation, décision, pouvoir — de l'autre, les tâches d'exécution. Celles-ci, de moins en moins manuelles dans les sociétés industrielles avancées, deviennent souvent symboliques, documentaires, cognitives (par exemple, réactions à des signaux audio-visuels), demeurent pourtant tout à fait distinctes des premières.

Cette dichotomie date de Taylor, qui s'efforça de séparer le plus possible les fonctions de direction et les travaux manuels. On connaît de lui, en ce sens, un mot célèbre que rapporte sa grande biographie par Copley, jamais traduite en français. Vers 1880, aux aciéries Midvale, les questions répétées d'un ouvrier, qui était le fruit de ses expériences quotidiennes, finirent par faire exploser son flegme légendaire : « Taisez-vous ! » (ou plutôt : « Fermez-la » « Shut up ! »), lui cria-t-il un matin. « Vous n'êtes pas ici pour penser, d'autres sont payés pour cela ! » Cet ouvrier, qui refusait de ne pas

comprendre ce qu'on lui faisait faire, s'appela Shurtle. Son nom mérite de ne pas être oublié, de même que l'apostrophe du fondateur de l'Organisation dite « scientifique » du travail (O.S.T.).

Propos recueillis par  
PIERRE DROUIN.  
(Lire la suite page 2.)

## LA DIXIÈME BIENNALE DES JEUNES ARTISTES

## Le retour aux particularismes

Avant d'entrer, un avant-goût. La dixième Biennale de Paris a déployé ses enseignes sur l'espionnage qui réunit les deux Musées de l'avenue du Président-Wilson. Une « sculpture » mise à l'échelle de la monumentalité du bâtiment, qui croise ses filins d'acier entre les hautes colonnes de marbre en décadence ; une « maison mobile » du Texas en aluminium brillant et aux formes arrondies, d'un modernisme désuet des années 50. L'avant-garde des jeunes artistes de moins de trente-cinq ans du monde entier est là, dans les des Musées nationaux.

Il ne sont que cent vingt-cinq, mais ce qu'ils présentent suffit à donner la mesure du grand désarroi de la jeune production artistique aujourd'hui. Voici l'art de la vidéo, vidéo-sculpture et vidéo-film, qui tente de maîtriser artistiquement l'environnement électronique ; les « intimistes » qui témoignent de leurs propres « espaces mentaux » ; les « régionalistes » qui, eux, rendent compte d'espaces culturels particuliers ; les « peintres analytiques » qui tentent une réflexion picturale tournée sur elle-même, presque froide, à la fois artisanale

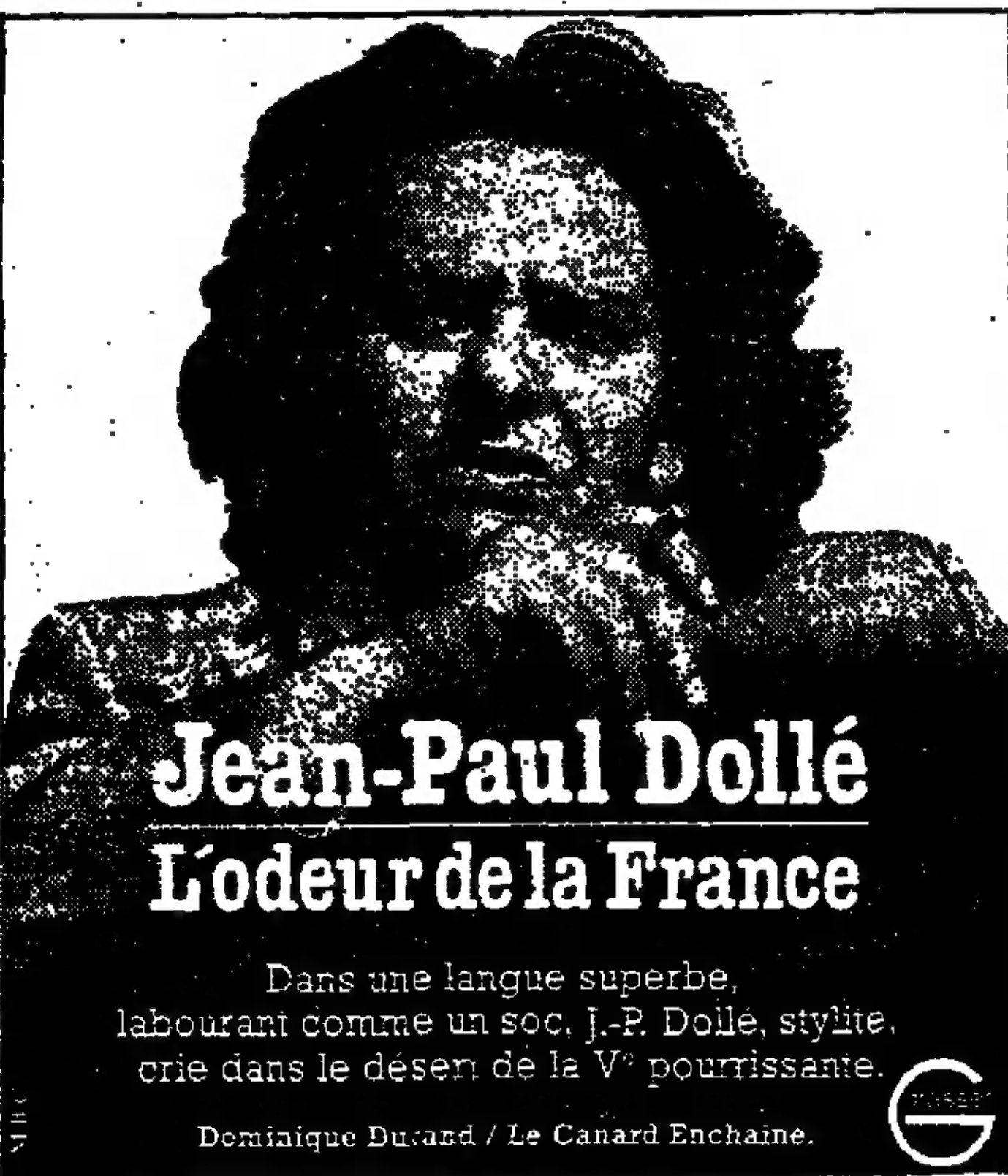
et intellectualisée ; la descendance des artistes qui, depuis 1968, ont remis en question les moyens plastiques de l'art et usent de « concepts », de photos, de textes, de magie personnelle, d'analogie avec la linguistique, l'ethnologie, l'archéologie.

Voici aussi des peintres d'Amérique latine. Les seuls qui témoignent d'une culture et de situations spécifiques. Presque tous les autres illustrent cette tendance artistique internationale en cours dans les sociétés industrielles avancées et qui tend à s'uniformiser.

Un étrange nivellement a frappé l'art contemporain à Paris et à Londres, à New-York, Tokyo, Cologne ou Milan. Une manifestation telle que la Biennale de Paris a le mérite de faire apparaître cette situation désormais évidente. Portée par les médias, l'information artistique circule rapidement. Qu'une idée plus ou moins nouvelle se manifeste ici ou là, elle ne tarde pas à trouver son écho, à se développer, à s'amplifier, à se généraliser.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 34.)



**Jean-Paul Dollé**  
L'odeur de la France

Dans une langue superbe, labourant comme un soc, J.-P. Dollé, styliste, crie dans le désert de la V<sup>e</sup> pourrissante.

Dominique Duand / Le Canard Enchaîné.

### DES FEMMES EN PRISON

Lire page 18 les articles  
de MICHEL KAJMAN  
et JOSTYANE SAVIGNEAU

Au Portugal

Des routiers prennent des  
dans une prison de Porto  
Un détenu est tué

Les gendarmes portugais ont arrêté, à Porto, un groupe de routiers qui avaient été arrêtés à la suite d'un contrôle de routine. Les routiers ont été conduits dans une prison de Porto où ils ont été détenus pendant plusieurs heures. Un détenu a été tué pendant les émeutes.

POUR LE GÉNÉRAL  
DE LA GENDARMERIE  
DE L'ARMÉE

Le général de la Gendarmerie de l'Armée a été nommé à la tête de la Gendarmerie de l'Armée. Il a été nommé à la tête de la Gendarmerie de l'Armée.

LE GÉNÉRAL  
DE LA GENDARMERIE  
DE L'ARMÉE

Le général de la Gendarmerie de l'Armée a été nommé à la tête de la Gendarmerie de l'Armée. Il a été nommé à la tête de la Gendarmerie de l'Armée.

LES BRÈVES

Les brèves de la semaine. Les brèves de la semaine. Les brèves de la semaine.

Les brèves de la semaine. Les brèves de la semaine. Les brèves de la semaine.

Les brèves de la semaine. Les brèves de la semaine. Les brèves de la semaine.

Les brèves de la semaine. Les brèves de la semaine. Les brèves de la semaine.

Les brèves de la semaine. Les brèves de la semaine. Les brèves de la semaine.

piaros  
RAMEAU

LA PROGRAMMAT

Les combats dans l'Ogaden

LES FORCES ÉTHIOPIENNES  
ONT SUBI  
DE NOUVEAUX REVERS

(Lire nos informations page 4.)

صكزا من الأصل



# idées

## Travailler deux heures par jour

**TITRE-CHOC**, titre-provocation. On nous rassure : deux heures par jour, c'est un symbole, une ligne d'horizon. Voilà bien quatre générations, Paul Lafargue, gendre de Marx, publiait le *Droit à la paresse*, et ses amis politiques le blâmaient d'un titre qui rendait suspects ses revendications. Ces droits nous les avons en partie arrachés : congés payés, congés-maladie, congés-grossesse, mi-temps, horaires « à la carte ». Ces grandes victoires laissent entier le caractère sacré du travail. Pourtant, la Bible en fait une malédiction liée à l'exclusion du paradis, lieu d'éternel loisir. N'empêche : le progrès, la croissance, défilé nouveau, exigent le rendement...

Mais si aujourd'hui les pays industrialisés ne peuvent plus les fournir, ces huit heures par jour ?

### Le gaspillage favorise la croissance

Nous le savons par des économistes, comme Ralph Nader : le gaspillage est organisé pour favoriser la « croissance ». Emballages et imprimés publicitaires débordant des poubelles, fragilité défilée des appareils d'électroménager, calculés pour ne pas être réparés, nylon « fragilisé », meubles et immeubles fabriqués pour ne pas durer. Faux besoins suscités, psychologiquement imposés. Prestige lié non à la possession d'un moyen de transport mais à la cylindrée et à la carrosserie des autos, à la marque des vêtements, à l'équipement en « gadgets ».

Les loisirs arrachés ne donnent pas le « droit à la paresse » : on en a fait une industrie. Employant des milliers, brassant des capitaux, le loisir cesse d'être un péché et devient une obligation du « standing » : les devoirs du touriste et du « vacancier ».

Parler de croissance « année zéro » ? C'est, au pis, un péché contre l'expansion, grandeur de la patrie, ou au mieux une utopie. La France reste le pays industrialisé d'Europe où les horaires

Allocation-chômage étendue, codifiée ; pré-retraite, retraite avancée ; sécurité, apprentissage prolongés... Autant d'avantages. Que de machines ne tournent pas à plein rendement ; que de personnel sous-employé, pour ne pas accroître le chômage. En 1973, pendant la grève des mineurs en Angleterre, usines et bureaux pour économiser l'énergie, n'ouvraient que trois jours par semaine ; la production n'a pas baissé au même rythme. Un ouvrier du textile raconte qu'en France, en 1973, son usine, faute de commandes, avait supprimé l'épuisant roulement des équipes, les 3 x 8 : les salariés, délivrés du travail de nuit, ont revêtu. Mais les vieux syndicalistes hésitent devant le tract des jeunes « A trente-deux heures on vit mieux » : n'était-ce pas donner prise à l'éternelle insulte des patrons : la « paresse » ?

« Finalement Taylor, technicien général, mort en 1915, est un des hommes dont la pensée et l'action auront le plus marqué le monde du vingtième siècle. Lequel, en dépit d'un concept à la mode, est encore loin de l'être postindustrielle. L'énigme lui-même fut fasciné par l'O.S.T. Des milieux chinois de l'O.S.T. Des milieux du taylorisme américain régnent déjà sur l'industrie soviétique et celle de tous les pays du tiers-monde où j'ai pu m'informer ».

« Pour moi, l'idée fait son chemin : pourquoi les ordinateurs et l'automatisation n'allègeraient-ils pas les horaires au lieu de renforcer l'épuisement des salariés ? Dans ce livre, des employés et des ouvriers osent avouer qu'ils préfèrent restreindre leur consommation pour se garder le temps de vivre. Et se demandent pourquoi ordinateurs et automatisation, au lieu de harasser ceux qui les servent, ne serviraient pas à alléger les horaires ».

Ce petit livre, où les travailleurs réfléchissent autant qu'ils décrivent leur travail et où les intellectuels « cimentent » ces exemples, c'est peut-être l'ironie d'une nouvelle prise de conscience.

DOMINIQUE DESANTI.

★ *Travailler deux heures par jour*, livre collectif dirigé par Adrien (Claude) Bessis, éditions postaux ; Suzanne Bonnavay, secrétaire ; Charly Boyard, ouvrier du textile ; Roger Collas, ouvrier retraité ; Gilles Denigès, docker ; D. Schütz, enseignant ; L. Vast, chercheur scientifique, Seuil, 198 p.

## Les grilles du temps

## Un entretien avec Georges Friedmann

(Suite de la première page.)

Grâce à des observations et Informations (difficiles à obtenir pour certains pays), j'ai constaté que la dichotomie taylorienne subsiste, en 1977, dans la plupart des usines de l'Occident « capitaliste », mais aussi dans celles de l'Est « socialiste », particulièrement en U.R.S.S., et dans le tiers-monde, en voie d'industrialisation. Quant à la Chine populaire, ses succès, les convulsions internes (la plus récente : l'écrasement de la « bande des quatre », le désastre de la grande ruineuse et sanglante « révolution culturelle », le retour au pouvoir de Teng Hsiao-ping) s'expliquent en grande partie par l'après-lutte entre deux courants : celui qui vient de l'extérieur va vers une productivisme « à l'occidentale », fatalement associé à un mimétisme chinois de l'O.S.T. Des milieux du taylorisme américain régnent déjà sur l'industrie soviétique et celle de tous les pays du tiers-monde où j'ai pu m'informer ».

« Finalement Taylor, technicien général, mort en 1915, est un des hommes dont la pensée et l'action auront le plus marqué le monde du vingtième siècle. Lequel, en dépit d'un concept à la mode, est encore loin de l'être postindustrielle. L'énigme lui-même fut fasciné par l'O.S.T. Des milieux chinois de l'O.S.T. Des milieux du taylorisme américain régnent déjà sur l'industrie soviétique et celle de tous les pays du tiers-monde où j'ai pu m'informer ».

« Pour moi, l'idée fait son chemin : pourquoi les ordinateurs et l'automatisation n'allègeraient-ils pas les horaires au lieu de renforcer l'épuisement des salariés ? Dans ce livre, des employés et des ouvriers osent avouer qu'ils préfèrent restreindre leur consommation pour se garder le temps de vivre. Et se demandent pourquoi ordinateurs et automatisation, au lieu de harasser ceux qui les servent, ne serviraient pas à alléger les horaires ».

conscience malheureuse les chaînes de millions de « purs exécutants », — où qu'ils peinent, à Moscou, à Chicago, à Essen ou à Billancourt. »

« Demeuré dans l'axe de votre question, je vous réponds qu'une « société meilleure » devra permettre à un maximum d'hommes et de femmes, d'adultes et de jeunes, d'engager au moins une part importante de leur personnalité dans le travail, d'y trouver de l'intérêt, de s'y sentir concernés. S'ensuivent plusieurs remarques. Dans les sociétés actuelles (je pense à la France, mais surtout aux Etats-Unis, à l'Allemagne, à l'U.R.S.S.), les gens s'ennuient : une fois évadés de leur « travail », ils cherchent à s'étourdir durant leur « non-travail ». D'où leurs actuels comportements, souvent aberrants, les cadences effrénées de « loisirs » contaminés par la psychologie du temps de travail dans les grandes zones urbanisées dites « villes », comme Tokyo, Los Angeles, Londres, Paris, etc. D'où aussi, pour dépasser l'exploitation du savoir ouvrier, imposée par la dichotomie, l'importance — que nous retrouverons à chaque détour de cet entretien — d'une libre et véritable formation de l'individu, rendue plus nécessaire que jamais par son incessante exposition au flux anarchique des masses médias.

« Je me garde, vous le voyez, d'user de certains termes (éducation, humanisme, morale, valeurs) aujourd'hui répudiés, ridiculisés par les maîtres et sursitaires du « prêt à penser », décrits récemment (1), par Folrot-Delpech dans un article courageux où il qu'il va à contre-courant des modes de l'intelligentsia française (surtout parisienne, rive gauche). Complaisamment servies par les « débats » télévisés ou radio-diffusés de la « pensée-spectacle », elles seraient capables de nous mener un jour d'une sorte de terrorisme idéologique.

à me bercer de grandes espérances. Les travailleurs consacraient en grande partie leur temps libéré à se cultiver (lectures choisies, « grande musique », musées, etc.), à leur « dada » favori (seul ce terme familier correspond, mal, à l'anglais *hobby*) : collections d'objets — leurs genres sont en nombre infini, des papillons aux boîtes d'allumettes — photographie, sports, modèles réduits, peinture, théâtre amateur, chorales, etc., y compris, bien sûr, le simple « rien faire », le *farniente*...

« Mais dans nos sociétés, qu'elles soient d'abondance ou de pénurie, la pression des « besoins » et de la publicité enfante l'individu dans le cycle produire-consumer et se manifeste sous des formes variées, toutes aussi contraignantes. Observez notre société de consommation : une grande part du temps « libéré », que vous dénommez « loisir » dans votre question, est utilisé — phénomène prouvé par de solides enquêtes aux Etats-Unis, en Europe (Ouest et Est), — est utilisé, dis-je, par de nombreux salariés non pour se cultiver, se divertir, nourrir un « dada », mais pour « bosser », faire un complément de travail rémunéré : « second job » très répandu aux Etats-Unis, travail « noir » ou heures supplémentaires, en France ; leurs homologues étant largement répandus dans les « démocraties populaires ». Explication la plus simple : insuffisance des salaires face à des besoins croissants que tant d'autres peuvent satisfaire, inégalité flagrante des revenus.

Sous les yeux de chacun, une foule étale des voitures luxueuses, des résidences multiples, des gadgets domestiques dernier cri, des « évènements » vers les antipodes, etc. Notes aussi que « le temps libéré par le progrès technique », selon votre expression, est en fait rongé par toutes sortes de contraintes dont la durée des transports entre le travail et le domicile n'est pas la moindre.

« Aux Etats-Unis, société technicienne la plus avancée qui préfigure la nôtre de quelques années, un de ses meilleurs observateurs, David Riesman, l'auteur de *La Foule solitaire*, note que beaucoup de travailleurs devant le vide soudain d'un temps « libéré » « auquel ils n'ont pas été préparés », éprouvent une sorte d'anxiété, comparable, selon lui, à celle des ouvriers confrontés au « vide » creusé dans leur vie par le chômage technologique. Les « conquêtes » du progrès technique ne sont pas toujours aussi bienfaites que vous semblez le supposer.

« A tel point qu'on peut se demander où l'homme trouvera dans la société « postindustrielle », informatisée, automatisée, cybernétique, un substitut au travail actif qui, plus que toute autre comme l'a bien vu Freud, le lie à la communauté humaine et lui donne des gratifications particulières lorsqu'il l'a librement choisie ? Certainement pas grâce au loisir tel que nous le voyons « vécu » par la plupart de nos contemporains dans le milieu technique non dominé, au moins, par l'angoisse de l'an 2000.

### Une sorte de « service social »

« J'ai dit « la plupart », car la suis loin de méconnaître ce qu'apportent, dès aujourd'hui, les loisirs, et grâce à eux l'évasion, la satisfaction de « dadas », d'aptitudes, voire de vocations refoulées par les contraintes quotidiennes et, en premier lieu, par celles du « gagne-pain ». Je visite assez souvent, en province, des Maisons de jeunes et de la culture (M.J.C.), j'aime m'y entretenir avec des jeunes, qui m'apportent beaucoup. Admirables et peut-être décisives seraient les conquêtes du loisir si l'Etat consacrait à ce que je désigne par « l'éducation véritable » ainsi qu'à la multiplication à l'équipement des M.J.C., à la sélection d'animateurs mêlés aux jeunes en égaux, en camarades, ouvrant à leur libre choix les voies les plus diverses, encourageant leur créativité dans les arts plastiques, l'artisanat, etc., si l'Etat leur consacrait, dis-je, la millième partie de ce qu'il investit dans les recherches destinées à accroître notre « force de frappe » et dans les armements nucléaires (ce ne sont là, bien sûr, que vaines paroles dans un monde démentiel).

« Puisque l'homme peut demeurer aliéné durant son « temps libéré », comment, où, quand, peut-il vraiment engager sa personnalité ? Vous avez cité un jugement de Freud qui tend à montrer qu'il peut y parvenir, dans son travail... »

« Dans son travail, lorsqu'il l'a librement choisi. »

« Or c'est assez rare. Alors, comment peut-il se sentir concerné par des responsabilités, de l'intérieur dans un travail qu'il n'a librement choisi ? »

« C'est là un des plus graves problèmes de demain, et peut-être déjà d'aujourd'hui. Quels que soient les structures sociales et les progrès techniques, ils maintiendront, pour une certaine proportion de la « population active », des tâches en elles-mêmes sans intérêt, sans gratification affective tant qu'elles seront assignées à la dichotomie taylorienne dans une société dont les membres ne seront pas délivrés par l'autogestion de l'exploitation « marxiste-léniniste » du savoir ouvrier.

« On peut raisonnablement prévoir que la durée hebdomadaire de ces tâches sera, en tout cas, de plus en plus réduite et constituera une sorte de « service social » d'une trentaine d'heures, par exemple, réparti sur un maximum d'individus « actifs » : progrès déjà non négligeable.

« Mais il faut replacer votre question dans un contexte historique.

J'ai toujours été de ceux qui se refusent à colorer de rose le passé. Si j'avais le temps, j'insisterais sur la cruauté de la première révolution industrielle du capitalisme sur l'effroyable misère de l'immense majorité des paysans sous l'Ancien Régime (rappelez-vous ! l'ancien tableau que brosse I. Brunschwig, le neveu de M. J. Moyon, dans son livre *Le Moyen Âge « énorme et délicat »*). Néanmoins, dans les sociétés pré-machinistes, il y avait quantité de métiers manuels exigeant un long apprentissage, une riche qualification acquise « sur le tas » ; fabriquer et achever entièrement seul, un meuble, par exemple, était un habile charpentier et charronnier. Soit dit en passant combien sont-ils, en 1977, les ouvriers qui éprouvent la joie d'achever eux-mêmes un objet ?

« L'exercice quotidien de ces métiers, même s'ils avaient été imposés à l'adolescent lors de son entrée en apprentissage, lui assurait plus tard de grandes satisfactions. J'ai dit un mot, tout à l'heure, de l'imprimerie. Savez-vous comment les ouvriers de la Fédération C.F.D.T. du livre ont intitulé leur rapport dans le petit recueil *Les Dégâts du progrès* ? « Le métier tout le camp ! » Titre parfaitement adéquat aux réalités actuelles, et pas seulement dans l'imprimerie. Depuis quelques décennies, suis de près la débâcle, l'agonie de l'artisanat. Dans un bonjour de l'île-de-France que je fréquente, il y avait encore, en 1960, quinze artisans. Aujourd'hui, ils sont deux. Evolution inéluctable ? Comprenez que votre question, pour lui répondre pleinement et avec nuances, exigeait un livre.

« Oh les hommes de demain, dont la plupart seront dépourvus par le « progrès » technique des gratifications d'un métier qualifié, devenus de « purs exécutants » réagissant à des signaux — où trouveront-ils un nouvel équilibre, une nouvelle source de satisfactions ? J'ai dit, au passage, les principales raisons pour lesquelles je ne partage pas les espoirs misés par certains spécialistes dans une future « civilisation du loisir ». Celui-ci, dans nos sociétés industrielles malades, à l'Est autant qu'à l'Ouest (une seule reconnaît et même afflige ses maux : les Etats-Unis), est, comme elles, malade, contaminé. Leur guérison conditionne la sienne. »

Propos recueillis par PIERRE DROUIN.

(1) *Le Monde* du 15 juillet 1977.

Prochain article :

ET L'AUTOGESTION ?

## Des statistiques indispensables sur le plan INTERNATIONAL : ANNUAIRE STATISTIQUE de l'Unesco

Cet annuaire regroupe toutes les données statistiques disponibles à fin 1975 dans 210 pays ou territoires.

DOMAINES ETUDIÉS :

- Population mondiale.
- Éducation : tous les degrés d'enseignement par continents, groupes de pays ; systèmes scolaires et taux d'inscription ; enseignement préprimaire, primaire, secondaire et supérieur ; dépenses de l'enseignement.
- Science et technologie : personnel scientifique et technique, dépenses de recherche ; indicateurs du développement scientifique et technologique.
- Culture et information : bibliothèques ; édition de livres, journaux et périodiques ; consommation de papier ; film et cinéma ; radio et télévision.

Unesco documentation descriptive de cet annuaire et catalogue gratuit de nos publications sur demande.

Ouvrage bilingue : français-anglais - 788 pages (27 x 22 cm) - 63 tableaux et 4 annexes.

Bon de commande

FRANCE : Librairie de l'Unesco, 7, Place de Fontenay, 75700 Paris et librairies universitaires 180 Fr.

BELGIQUE : Service de Courrier de l'Unesco, 112, rue du Trône, 1050 Bruxelles, 1 685 Fr.

SUISSE : Librairie Payot, 6, rue Greuter, C.P. 381, 1211 Genève 11, 103,10 Frs.

Nom et prénom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Je commande \_\_\_\_\_ Annuaire statistique 1975 et joins le règlement correspondant soit : \_\_\_\_\_ F. ☐ Adressez-moi une facture.

Signature : \_\_\_\_\_

### Temps « libéré » et temps « libre »

« Le progrès technique, malgré tout ce qu'on nous vend de dire, libère du temps. Il donne du loisir au travailleur. N'est-ce pas une conquête très importante ? »

« Le temps disponible pour les « loisirs » n'a cessé de croître depuis le début des révolutions industrielles en fait, c'est le temps « libéré » par la réduction de la durée hebdomadaire du travail, celui de la présence quotidienne à l'usine, etc. Les inspecteurs de fabrique, aux Etats-Unis, décrivait couramment, vers 1880, la pratique d'une présence hebdomadaire d'environ soixante

heures. Aujourd'hui, la grande centrale syndicale A.F.I.-G.I.O. inscrit à son programme la revendication de la semaine de trente-deux heures pour combattre le chômage en répartissant sur un maximum de « population active » les tâches survivant aux progrès techniques.

« Mais le « temps libéré », souignons-le d'emblée, n'est pas le temps « libre », durée préservée des multiples contraintes extérieures, où, dans une société « meilleure », la personnalité tenterait de s'exprimer et, si elle en a l'écoule, de s'épanouir.

« Je n'étais pas le seul, en 1946,

هكذا من الأصل



Le Monde

# étranger

## Mme GANDHI ET M. BHUTTO FACE A LA JUSTICE

### Le ministre indien de l'intérieur veut faire arrêter la fille de Nehru

### L'ancien chef du gouvernement pakistanais sera jugé avant les élections législatives

Différentes enquêtes sur les activités, les liens et les abus des principaux dirigeants de l'ancien régime, apportent chaque semaine de nouvelles révélations. Mme Nandini Satpathy, membre du bureau exécutif national du parti Janata, formation au pouvoir, mais aussi ancien ministre de l'Etat de l'Orissa et ancien

membre du parti de Mme Gandhi jusqu'en février dernier, a été arrêtée samedi 17 septembre pour corruption puis relâchée sous caution.

Les personnalités impliquées aujourd'hui dans des scandales majeurs ont exercé, notamment sous l'état d'urgence

— de juin 1975 à mars 1977, — des pouvoirs exorbitants. La personne la plus visée est le fils cadet de Mme Gandhi, Sanjay, et à travers lui, bien entendu, sa mère. Le ministre de l'intérieur, M. Charan Singh, affirme détenir une preuve suffisante pour justifier l'arrestation de l'ancien premier ministre.

Arrêté de nouveau samedi 17 septembre avec dix de ses principaux collaborateurs, l'ancien premier ministre pakistanais, M. Zulfikar Ali Bhutto, sera jugé par un tribunal militaire avant les élections législatives du 18 octobre prochain, sans doute dans les jours qui viennent. Le général Zia, qui l'avait renversé le 5 juillet dernier, et qui est administrateur de la loi martiale, a annoncé que, s'il était condamné, M. Bhutto ne serait pas autorisé à faire campagne.

Le Parti du peuple pakistanais (P.P.P.), déçu de l'absence de son chef, dont le prestige semblait avoir remonté depuis sa libération, la semaine dernière, et qui avait annoncé son intention de faire activement campagne, il semble que certains généraux, inquiets de la popularité de l'ancien premier ministre, aient décidé de le remettre sous verrou pendant que cela était encore possible sans susciter trop de troubles. Toutefois quelques manifestations ont déjà eu lieu en faveur de M. Bhutto. A Lahore, elles auraient fait un mort.

M. Bhutto doit faire face à plusieurs chefs d'accusation. Il risque la peine de mort si sa complicité dans les tentatives d'assassinat d'adversaires politiques est reconnue par la haute cour de Lahore : il avait cependant été placé la semaine dernière en liberté provisoire pour manque de preuves. Il est, en outre, accusé de haute trahison et un tribunal spécial a été constitué, à Lahore, pour juger son attitude lors des événements de 1971, qui aboutirent à l'accession du Pakistan-Orient à l'indépendance sous le nom de Bangladesh après une guerre avec l'Inde. Il doit aussi composer avec un tribunal militaire pour violation de l'article 12 de la loi martiale, dont les termes sont extrêmement vagues. Enfin, selon le général Zia,

« Ce qui a été découvert, c'est seulement le sommet de l'iceberg », a déclaré récemment M. Charan Singh, faisant allusion à l'arrestation, le 15 août, parmi une dizaine de personnes de plusieurs proches collaborateurs de Mme Gandhi. Parmi eux, son secrétaire particulier pendant une quinzaine d'années, M. R. K. Dhanvan ; M. Yashpal Kapoor, parlementaire qui fut son agent électoral, et M. P. C. Sethi, ancien ministre du pétrole et des industries chimiques, trésorier du parti du Congrès. Le rapport préliminaire du bureau central de recherche — police menant les enquêtes dans le cadre d'une loi

contre la corruption, peaufinée par le précédent gouvernement — indique que ces personnalités avaient transféré des sommes équivalentes à 30 millions de francs, provenant des caisses du Congrès, sur des comptes ouverts à l'étranger.

Le cabinet du premier ministre avait, en effet, la haute main sur les fonds secrets — « l'argent noir » — alimentant les caisses du parti gouvernemental : donations, en particulier des sociétés privées, commissions prélevées en vue de la passation par l'Etat de marchés éventuels avec des compagnies étrangères, etc.

L'implantation de deux usines d'engrais soit confiées à une filiale d'ENIL. Le frère aîné de Sanjay, Ranjiv, pilote à la compagnie aérienne intérieure indienne, et sa femme Sonia, d'origine italienne, détenaient quelques actions de Maruti. Mais Sonia s'est dégoûtée des responsabilités de direction qu'elle exerçait dans l'une des filiales du groupe. Ranjiv vient à son tour

### Un impossible retour ?

Le quotidien *Indian Express* affirme que Ranjiv avait reçu des pots-de-vin s'élevant à près de 5 millions de francs en devises étrangères de la part de Boeing. La société américaine a, depuis, démenti ces informations.

Toutes ces indélicatesses ont pu être plus facilement commises sous le couvert du « système » engendré par l'état d'urgence, et d'un premier ministre sans doute trop indulgent à l'égard de son fils et de son entourage ou trop peu concerné par les questions d'intendance. Toute la question est de savoir quelle part de responsabilité Mme Gandhi a prise dans — ou en marge — de ces affaires.

D'une affaire à l'autre, les preuves s'accumulent. Il reste certes à convaincre la justice qu'il est véritablement coupable de corruption. Tra-t-il en prison ? Mme Gandhi est visiblement très affectée et craint elle-même d'être arrêtée. Elle a rencontré M. Desai le 13 septembre, peut-être pour réclamer plus de ménagement. Cependant les Indiens pardonnent généralement plus facilement à l'ancien premier ministre — elle a été mal conseillée, disent-ils — qu'à son fils, qui s'est rendu très impopulaire en dirigeant notamment des opérations de stérilisation forcées ou d'assassinat de bidonvilles.

Plusieurs ministres du nouveau gouvernement qui, on ne doit pas l'oublier, ont pratiquement tous été inculpés par le précédent régime — et notamment M. Charan Singh — ne sont pas prêts de lui pardonner ses exès et le procès fait aux anciens responsables prendra fatalement un caractère politique. Le ministre de l'intérieur, qui a donné le feu vert à l'arrestation des collaborateurs de Mme Gandhi, veut pousser aussi loin que possible les investigations et les poursuites.

Pourtant une inculpation de l'ancien premier ministre ne rendrait pas forcément service au nouveau régime. Mais ses dirigeants ont des raisons de s'inquiéter de ses qualités de technicien (comme en témoigne la rentrée politique qu'elle a faite dans un style tout personnel en se rendant auprès d'un sage guinéen, Vinoba Bhave, de la « conscience » du mouvement au

puvoir, M.J.-P. Narayan, et dans une communauté d'indochinois). Mme Gandhi reste populaire auprès d'un peuple qui n'a pu trouver en son successeur, M. Desai, une idole. Elle conserve ses « hommes » — en même temps que ses adversaires déterminés — au sein du parti du Congrès qui n'a pas voulu prononcer son expulsion « pour ne pas menacer son unité ».

Personne, cependant, en dehors d'elle-même, n'imaginerait qu'elle puisse reconquérir une position forte au sein de l'appareil de l'ancien régime dirigeant, encore moins revenir au pouvoir avant longtemps.

GERARD VIRATTE.

### « Eminence grise » pendant onze ans

M. D. K. Dhavan, véritable éminence grise de Mme Gandhi, fut l'un des rares collaborateurs dont elle n'eut pas à se séparer pendant onze ans de règne. Il passe pour avoir été l'un des principaux rédacteurs des dispositions les plus arbitraires de l'état d'urgence. Homme du sérail, corrompu et discret, il était au fait de toutes les affaires, y compris les plus compromettantes.

M. Yashpal est l'un des cousins éloignés de M. Dhavan. Le rôle qu'il assumait, en tant qu'intendant entre le pouvoir et des bailleurs de fonds et collecteurs de voix aux élections de 1971, lui conféra la réputation d'un agent, certes efficace, mais agissant aux limites de la légalité. Il permit alors au chef de gouvernement de conserver, son siège à Rae Bareilly (Uttar-Pradesh), mais fut largement responsable de sa condamnation pour « irrégularités électorales » par le tribunal d'Allahabad en 1975, jugement contre lequel Mme Gandhi se dressa en provoquant l'état d'urgence. En mars 1977, dès le lendemain de la défaite du Congrès, M. Kapoor fit plusieurs déplacements suspects aux Maldives — îles indépendantes proches de Sri Lanka. Avant d'être chargé de mettre d'importants documents ou sommes d'argent à l'abri ?

Le 22 août, c'était au tour de M. Bansi Lal, ancien ministre de la défense, d'être arrêté. Lui aussi est accusé de détournement de

fonds : 500 000 roupies (800 000 F) de la caisse des Jeunes congressistes, dont Sanjay Gandhi était devenu le « patron ».

Lorsqu'il était, auparavant, chef du gouvernement de l'Haryana, petit Etat proche de la capitale, il passait pour un administrateur efficace, mais sans scrupules, dont la famille avait largement profité de son passage au pouvoir. Il contribua cependant à faire de l'Haryana l'un des Etats les mieux équipés de l'Inde. Il nous assure même que Sanjay Gandhi ne fut pas impliqué dans l'opération de construction automobile.

Dans l'opération, de nombreux petits agriculteurs de l'Haryana furent expulsés et ne repurent qu'une médiocre indemnisation. Lorsque M. Lal fut nommé ministre de l'Inde, M. Lal dut à ses relations de faire par la suite une ascension rapide et inhabituelle pour quelqu'un n'étant pas passé par l'appareil du parti. Il reçut comme premier poste dans le cabinet fédéral ce « u » de ministre de la défense. (Mais, comme l'ancien premier ministre, il fut battu aux élections de printemps : son électoral ne lui ayant pas pardonné la brutalité avec laquelle les opérations de stérilisation avaient été conduites en Haryana). Après cet échec, la direction du Congrès jugea — bien tardivement — que les « méthodes antidémocratiques et indignes » de M. Lal justifiaient son expulsion du parti.

### Un « rêve d'enfance »

Le fils cadet de Mme Gandhi a prêté renouer de lui-même à toute activité politique, mais il doit néanmoins répondre devant la justice de nombreuses accusations. Si nombreuses, qu'il a demandé « par anticipation », en vertu de dispositions existant en Inde, à ne pas être arrêté et à être dispensé d'avoir à se présenter devant le tribunal chaque fois qu'une affaire le concernant en cause est examinée. Tout dernièrement, il était accusé d'avoir forcé l'administration de la ville de New-Delhi à équiper d'un épurateur d'eau fabriqué par la société de construction automobile Maruti qu'il a créée. L'enquête sur les activités multiples et complexes de cette société et de ses filiales est encore en cours.

Malgré un apport personnel des plus modestes, Sanjay a créé, à l'âge de vingt-trois ans, en 1970, avec l'aide de quelques hommes d'affaires — et, en particulier, du plus gros industriel indien, M. Birla — la société Maruti dans le but de fabriquer une petite voiture populaire. Le gouvernement avait auparavant lancé un appel d'offres international auquel avaient répondu plusieurs constructeurs étrangers — dont Renault. Mais ceux-ci devaient être écartés, quoiqu'ils aient généralement déjà versé des pots-de-vin au parti gouvernemental.

La petite voiture sera construite par Sanjay Gandhi, qui veut ainsi « réaliser un rêve d'enfance ». Le projet séduit des actionnaires désireux de tirer de leur participation certains avantages politiques. Des concessionnaires, espérant commercialiser le véhicule, prennent des actions dans la société Maruti : ils se retrouveront gros - Jean comme

devant. Quelques voitures seulement sortirent des chaînes. Des prototypes inachevés. Devant le fiasco du projet, et afin d'utiliser les capacités de production de l'usine Maruti, Sanjay entreprit d'abord de monter des véhicules industriels et des rouleaux compresseurs à partir d'éléments fournis par des constructeurs locaux. Les véhicules sont vendus à des transporteurs publics ou privés grâce aux relations du jeune président-directeur général. Celui-ci développe ensuite les activités de sa société dans deux directions : fabrications sous licence — celles-ci obtenant plus facilement lorsqu'on est proche du pouvoir — et représentation de matériels étrangers.

Simultanément, il a pris de l'ascendant aux côtés du premier ministre. Son ascension s'accéléra, au début de 1976, et va servir ses activités industrielles et commerciales. Nul n'ignore, parmi les missions économiques étrangères ou les hommes d'affaires de passage à New-Delhi, qu'il est « la » personne à contacter par qui souhaite trouver rapidement un marché en Inde. Maruti devient représentant des avions de tourisme américains Piper, percevant 25 % de commission, et invite certains gouvernements locaux à en acquiescer. Il vend également des équipements de forage et du matériel allemand de lutte contre l'incendie dans les aéroports, et envisage la construction de camions — en collaboration avec Berliet — mais lui préfère une société allemande. On dit dans la capitale qu'il s'est aussi intéressé à l'achat par l'armée de l'air indienne d'un intercepteur (le Jaguar et le Mirage sont en concurrence) et qu'il exerce des pressions pour que

## A TRAVERS LE MONDE

### Argentine

● LE PRÉSIDENT DU SYNDICAT NATIONAL DES ENSEIGNANTS A ÉTÉ ENLEVÉ le 8 septembre, à Buenos-Aires, nous indique-t-on à Paris. Il s'agit de M. Bravo, qui est également coprésident de l'assemblée permanente des droits de l'homme en Argentine. M. Bravo, qui est instituteur, a été enlevé de sa classe par des individus en civil se disant policiers.

### Cambodge

● RADIO PHNOM-PENH a fait à nouveau allusion, dimanche 18 septembre, au conflit frontalier qui oppose le Cambodge à la Thaïlande et au Vietnam. « Les membres de notre armée révolutionnaire tiennent fermement leur fusil prêt à défendre le pays » dans la province de Prey-Veng, qui se trouve en face de la province vietnamienne de Tay-Ninh, a affirmé la radio. — (U.P.I.)

### Chine

● LE LIEUTENANT-COLONEL SEYNI KOUNTCHE, président du Niger, est arrivé dimanche 18 septembre à Pékin pour une visite officielle de six jours. Le prési-

dent de la Guinée équatoriale, M. Francisco Macías Nguema, s'y rendra, également, attendu à Pékin mardi, a annoncé l'agence Chine nouvelle. — (A.F.P.)

● UN HOMME D'AFFAIRES AMÉRICAIN, M. Richard Talmage, en voyage en Chine avec la vedette de cinéma William Holden, a été légèrement blessé dimanche 18 septembre en plein centre de Pékin par un inconnu armé d'un couteau. Hospitalisé, M. Talmage a déclaré qu'il pensait avoir eu affaire à un « dérangé mental ». Deux incidents similaires, en 1966 et en 1976, avaient été suivis par l'exécution, annoncée officiellement, des auteurs des agressions. — (A.F.P.)

### Espagne

● LA PRESSE MADRILENE estime dans ses pages publiques samedi 17 septembre que la situation dans l'ancienne colonie espagnole du Sahara occidental constituera le « point chaud » du débat de politique étrangère, qui doit ouvrir cette semaine au Parlement. L'opposition de gauche souhaite, en effet, que l'Espagne « corrige le crime historique » commis, selon elle, par le gouvernement Navarro le 14 novembre 1975, lorsque l'ancien tripartite de Madrid a livré le Sahara occidental au Maroc et à la Mauritanie. Selon le quotidien *Informaciones*, le ministre des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja, craignait qu'une révision de cet accord — qui n'a jamais été soumis aux Cortes — n'entraîne une dégradation des relations avec Rabat. — (A.F.P.)

### Philippines

● DIX-HUIT OUVRIERS AGRICOLES de religion chrétienne ont été tués samedi 17 septembre lorsque le camion qui les transportait a sauté sur une mine, posée vraisemblablement par des insurgés musulmans dans l'île de Basilan, au sud de l'archipel, où le cessez-le-feu intervenu en décembre entre les troupes gouvernementales et le Front de libération nationale Moro n'est pas toujours respecté. — (A.F.P. Reuter.)

### Porto-Rico

● LES ETATS-UNIS SONT PRÊTS À ACCORDER L'INDEPENDANCE au statut d'Etat de l'Union à Porto-Rico si les habitants de l'île le souhaitent, a déclaré, le 16 septembre, M. Carter. Le président a indiqué qu'il appuierait, en revanche, à l'envoi à San Juan d'une mission d'enquête de l'ONU chargée d'étudier les accusations portées contre les Etats-Unis par Cuba, selon lesquelles Washington traite l'île comme une colonie. Porto-Rico a actuellement le statut d'Etat associé. — (A.F.P.)

### Rhodésie


● M. IAN SMITH, premier ministre de Rhodésie, a annoncé, samedi 17 septembre, un renouveau ministériel et une réduction des effectifs du gouvernement. Il a, d'autre part, déclaré qu'il avait retardé la mise en application de ses propres projets de réglementation internes pour « laisser une chance au plan anglo-américain ». — (A.F.P.)

### Grande-Bretagne

● DES ECHAUFFOURÉES entre membres du mouvement d'extrême droite National Front et manifestants du groupe antiraciste People's Front ont eu lieu samedi 17 septembre à Londres. Huit personnes, dont deux femmes, ont été arrêtées. Ce nouvel incident entre le National Front et l'extrême gauche britannique intervient vingt-quatre heures après que le chef de la police de Manchester ait demandé l'interdiction d'une manifestation du National Front prévue pour le 8 octobre. — (A.F.P.)

### Guinée

● LE PRÉSIDENT SEKOU TOURE a reconnu, dans une intervention retransmise vendredi 18 septembre par Radio-Conakry, avoir été « hâté et lapidé » lors de la marche organisée le 27 août dernier par les femmes de la capitale. Ajoutant qu'il avait donné



**André Glucksmann**  
**Les maîtres penseurs**

“L'éclat des «maîtres penseurs», sa beauté, ses emportements, ses nuances et ses rires n'y sont pas des effets d'humeur... Glucksmann démonte le décor solennel qui encadre cette grande scène où, depuis 1789, avec ses entrées de droite et de gauche, se joue la politique...”

Michel Foucault.

محند أمين الأمل



## DIPLOMATIE

La visite du premier ministre  
aux États-Unis

M. PONTILLON (P.S.) : M. Barre  
n'a rien obtenu.

M. Robert Pontillon, membre du secrétariat national du P.S., a déclaré samedi 17 septembre à propos de la visite du premier ministre aux États-Unis : « M. Barre n'a obtenu aucun engagement du gouvernement américain sur l'atténuation de la situation en Algérie. Il n'a pas obtenu la levée de l'embargo sur l'opération pré-électorale de la majorité. En réaffirmant seulement la déclaration de la déclaration d'arrêt du département d'État, le président Carter n'a pas été aux sollicitations du commissaire de la droite. »

« On sait en effet à Washington que l'arrivée de la gauche au pouvoir à Paris ne remettra en cause ni les engagements internationaux de la France, pas davantage qu'elle n'affectera les relations entre les deux pays la qualité de relations normales par l'histoire et fondées sur le respect mutuel et le souci de l'indépendance nationale. »

« M. Jean-Marie Soutou reste secrétaire général du Quai d'Orsay. M. Soutou, qui a atteint l'âge normal de la retraite pour les diplomates (soixante-cinq ans) dimanche 18 septembre, est maintenu dans ses fonctions de secrétaire général du Quai d'Orsay. Cette prorogation est automatique pour les ambassadeurs de France, dont la mise à la retraite doit être fixée par décret. M. Soutou avait été élevé à la dignité d'ambassadeur de France le 29 septembre 1976 et nommé secrétaire général du Quai d'Orsay le mois suivant. Il avait dès lors été convenu que M. Soutou serait prorogé dans ses nouvelles fonctions pour mener à bien la réforme du Quai d'Orsay, entreprise depuis un an et qui a entraîné notamment la reorganisation du secrétariat général et la « géographisation » progressive des services de l'administration centrale. »

## AFRIQUE

### LES COMBATS DANS L'OGADEN

#### Les forces éthiopiennes ont subi de nouveaux revers

Les autorités éthiopiennes ont déclaré samedi 17 septembre une nouvelle mobilisation générale pour faire face à la dégradation de la situation dans l'Ogaden, où la prise de la ville de Jijiga (à l'est de Dire-Daoua) par les forces somalies semble confirmée malgré les démentis éthiopiens. La radio d'Addis-Abeba diffuse désormais toutes les heures des bulletins invitant tous les Éthiopiens valides à prendre les armes. Des milliers de taxis ont été réquisitionnés. Le Commandement national des opérations révolutionnaires (N.R.O.C.) a affirmé, d'autre part, que des organisations

marxistes-léninistes avaient formé un front uni pour soutenir l'effort de guerre.

Le gouvernement éthiopien a décidé également de regrouper les quelque vingt mille associations de paysans au sein d'une association unique appuyant le pouvoir.

Commentant cette levée en masse décrétée en Éthiopie, la radio somalienne a affirmé que le président Mengistu « n'hésitait pas à envoyer des milliers d'Éthiopiens à la mort ». Les responsables du Front de libération de la Somalie occidentale accusent, pour leur part, les soldats éthiopiens d'avoir massacré soixante-dix vieillards du village d'Hadaw, près de Jijiga.

#### De notre envoyé spécial

Les deux villes, les Éthiopiens sont avantagés par leur supériorité aérienne, les forces somalies par leur supériorité terrestre et la réduction de leurs lignes logistiques. Pourtant, si elles se battent loin de leurs bases, les forces de libération somalies ont l'avantage de se retrouver déjà sur les arrières de leurs adversaires et d'avoir pris pied sur les montagnes qui entourent Harar.

Jijiga se trouve à la limite entre les basses terres de l'Ogaden et les hautes terres de l'Éthiopie proprement dite. Voilà quelques jours, le lieutenant-colonel Mengistu Bahli Mariam, chef d'État éthiopien, se serait rendu lui-même sur place pour y ordonner le repli, à des fins tactiques, de la garnison de Jijiga sur les monts Kara-Marda, situés à l'ouest. Juchés sur les hauteurs et une fois la plaine dépeuplée, les troupes éthiopiennes auraient alors dominé leurs adversaires.

Si l'on en croit la même source, ce repli ne se serait pas déroulé comme prévu. Pour deux raisons : les forces de libération somalies se seraient déjà infiltrées sur les monts Kara-Marda, ce qui laisserait planer un doute sur la solidité des positions éthiopiennes dans ce secteur montagneux. D'un autre côté, la supériorité écrasante de l'aviation éthiopienne semble inefficace après l'adoption dans le camp adverse de tactiques de guérilla. Lors du repli vers les montagnes, le président Mengistu aurait été lui-même contraint de sauter dans un hélicoptère venu le chercher. Cette évolution de la situation en faveur des forces de libération somalies ferait désormais de Harar et de Dire-Daoua les deux objectifs-clés d'une bataille encore incertaine. Pour la défense de

#### Rhodésie

« Dans une lettre adressée à M. Ian Smith, premier ministre de Rhodésie, Mgr Ménéger, au nom de la commission française Justice et Paix, est intervenu récemment à propos de l'arrestation de cette commission (le Monde du 9 septembre). Le prélat écrit notamment : « A tous, moi-même, le premier ministre, et à ceux qui gouvernent avec vous le pays, nous voulons dire combien il nous paraît inconcevable que des gens œuvrant pour la justice avec des moyens non violents, puissent être arrêtés, jugés et, comme cela s'est déjà produit, condamnés. Finalement, dans le cas présent, un jugement doit avoir lieu le 30 septembre prochain, nous souhaitons vivement qu'il mette en lumière, aux yeux du monde, que la religion et les religieux actuellement inculpés ont agi par amour de leurs frères africains noirs et pour la promotion de leurs droits légitimes. »

### LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

#### L'Arabie Saoudite aurait proposé un nouveau projet de règlement négocié

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie et le Front Polisario suivent de près le projet de ce sommet extraordinaire de l'O.U.A. sur le Sahara occidental, qui aurait dû se tenir à Lusaka entre le 5 et le 10 octobre mais qui a été ajourné à la demande de la Zambie. Celle-ci estimait ne pas pouvoir garantir la sécurité des participants en raison des attaques de la Rhodésie.

Le président Bourmedienne a reçu, samedi soir 17 septembre, M. Lachin Yaker, vice-président de l'Assemblée populaire nationale, qui venait de rencontrer M. Omar Bongo, président en exercice de l'O.U.A. Le chef de l'État gabonais est à la recherche d'une solution qui permette d'appliquer les décisions des précédents « sommets » de l'O.U.A. et de la Mauritanie.

Dans une interview à l'agence Algérie Presse Service, M. Wilfrid Elmi, secrétaire général de l'O.U.A., a déclaré que « la Zambie ne déclinait que momentanément l'offre qui lui avait été faite quant à la tenue du « sommet » et qu'elle était disposée à accueillir cette réunion en janvier ».

M. M'Bombouza a précisé que le président Bongo l'avait chargé de poursuivre les consultations pour fixer le lieu définitif du « sommet ». L'ensemble des États membres ayant approuvé sa tenue et s'étant engagés à participer à son financement. Toutefois, à ce jour, deux pays seulement auraient versé leur quote-part. Il a ajouté qu'il était « surpris et effaré par les accusations » de la presse marocaine le qualifiant « d'agent de l'Algérie et de ses alliés ».

Il a réaffirmé qu'il agissait sur instructions du président Bongo. Or ce dernier passait pour être plutôt favorable aux thèses marocaines, au moins jusqu'à une période récente. L'ajournement du « sommet » aurait-il été décidé pour laisser une chance d'aboutir à une nouvelle tentative de médiation saoudienne inspirée par les États-Unis ? C'est ce qu'on laisse entendre dans certains milieux diplomatiques. Selon ce projet, un « comité » de « consultation » serait organisé pour respecter le principe de l'autodétermination et donner moralement satisfaction à l'Algérie, mais le statu quo sur le terrain serait maintenu à l'avantage du Maroc et de la Mauritanie.

En contrepartie, le roi Hassan II ferait ratifier par la nouvelle Assemblée nationale marocaine le traité d'Ifrane de 1972, par lequel le Maroc renonçait à toute revendication sur Tindouf et le Sahara algérien. En outre, toutes les richesses minières du Sahara occidental seraient exploitées en commun par Rabat, Nouakchott et Alger. Enfin, l'Arabie Saoudite s'engagerait à financer certains projets en cours, ainsi que la mise en exploitation du gaz du djebel Berge et la pose d'un gazoduc qui aboutirait au Sahara occidental. Pour le moment, il est impossible d'obtenir la moindre confirmation au sujet de tels projets auprès des principaux intéressés. Il va sans dire que le Front Polisario rejette catégoriquement un tel « arrangement », et on voit mal comment l'Algérie pourrait l'accepter.

PAUL BALTA.

#### Tunisie

Défiance à Tunis

#### Les dirigeants syndicaux sont prêts à «œuvrer» avec le gouvernement

Tunis (U.P.J.). — Le différend opposant le gouvernement tunisien aux dirigeants de la centrale syndicale unique semble apaisé après l'entretien que le président Bourguiba a eu samedi 17 septembre à Carthage avec le premier ministre, M. Nour, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens, M. Achour, et le ministre de l'Intérieur, M. Tahar Belkhouja.

M. Nour a déclaré à l'issue de l'entretien : « Le président nous a demandé d'écarter les pays tout ce qui est de nature à porter atteinte à sa stabilité, à sa cohésion, à son unité. »

De son côté, M. Achour a dit : « L'U.G.T.T. qui a toujours été un organe de paix, ne sera jamais un facteur de division. Le gouvernement, le parti et l'U.G.T.T. œuvreront pour que cesse tout ce qui est de nature à créer ou à alimenter un différend qui est nuisible au pays. »

M. Achour a indiqué que le président Bourguiba était « très ému » au cours de cet entretien. Il a tenu à affirmer que la centrale syndicale unique « continuera à travailler dans l'intérêt des travailleurs et de la nation afin de sortir du sous-développement ». L'affirmation de M. Achour selon laquelle il est prêt à «œuvrer» avec le gouvernement et le parti, à l'égard desquels l'organe de la centrale syndicale Ech Chaab n'a pourtant pas ménagé ses critiques, paraît devoir arrêter la polémique qui s'était engagée au cours de ces dernières semaines.

Le fait qu'après le discours, très ferme, prononcé voici une semaine par le premier ministre (le Monde du 13 septembre), en réponse aux accusations d'Ech Chaab, la commission administrative de l'Union des travailleurs, réunie jeudi pendant plus de douze heures, n'ait publié aucun communiqué avait déjà été interprété par les observateurs comme un signe de détente. Il est vrai que la veille de cette réunion le président Bourguiba avait publiquement confirmé son appui à M. Nour. « Cet homme en qui j'ai toute confiance », et lancé une mise en garde à peine voilée aux auteurs « des manœuvres visant à entraver la marche de la nation ».

Toutefois on apprend, de source digne de foi, que M. Achour n'a pas participé au vendredi, soir 16 septembre, à la réunion périodique du bureau politique du parti unique, dont il est pourtant membre.

« Traités de paix ou armistice ? La bonne entente, rétablie grâce à l'intercession du président Bourguiba et aux « bons offices » de M. Tahar Belkhouja, pourrait bien n'être que superficielle. Depuis le 15 janvier 1977 par le gouvernement, le patronat et la direction de la centrale syndicale, les rapports entre cette dernière et M. Nour se sont gravement détériorés. L'U.G.T.T. n'a pas ménagé, ces dernières semaines, ses critiques contre la politique économique et sociale du premier ministre. Fait plus grave, M. Habib Achour a cessé une alliance en bonne et due forme avec M. Messoudi, ancien ministre des affaires étrangères, limogé après l'échec de la fusion tuniso-libyenne à Djérba. Il semble donc que chacun, en réalité, reste sur ses positions, le désaccord sur le fond étant trop grand pour avoir pu être aussi rapidement surmonté. — D. J. »

**Bienvenue à Brême, Cologne, Bonn, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Nuremberg, Sarrebruck et Stuttgart.**



Pour les horaires, consultez notre Petit Livre Jaune.

Chaque jour, 12 vols directs ou 34 correspondances via Francfort, vous relient à toutes ces villes d'Allemagne. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes seulement.



**Lufthansa**

#### République Sud-Africaine

#### La presse et l'opinion exigent que toute la lumière soit faite sur la mort de Steve Biko

Des milliers d'Africains ont participé, dans le calme, à des rassemblements organisés, dimanche 18 septembre, à la mémoire du nationaliste Steve Biko, décédé en prison la semaine dernière.

La plus importante réunion a regroupé plus d'un millier de Noirs dans l'église catholique Regina Mundi de Soweto près de Johannesburg. Des dirigeants du conseil étudiant de Soweto portaient des couronnes et des couronnes noires pour ne pas être identifiés par les journalistes blancs présents. Un orateur qualifié, à cette occasion, M. Jimmy Kruger, ministre de la justice, de la police et des prisons de « mauvais génie », du parti au pouvoir, et comparé à la condition des Noirs en Afrique du Sud à celle des Juifs dans l'Europe nazie. Puis la foule a chanté l'hymne africain Nkosi Sikelele Afrika, dans une rythmique de percussion africain, et proclamé sa foi en la « conscience noire » dont M. Steve Biko était le leader.

#### Une crise de conscience

La mort de Steve Biko suscite, au demeurant, toujours autant d'interrogations. Comment est-il mort ? Était-il « l'homme de paix » que voyaient en lui ses amis, ou bien, comme l'affirme M. Kruger, un révolutionnaire crypto-marxiste ? Ces deux questions dominent le débat qui se poursuit à échelle nationale à propos de cette mort rendue plus mystérieuse par les explications contradictoires fournies par M. Kruger. On parle déjà ouvertement d'un « complot sud-africain ». Le mot réveille la crise de conscience qui désormais agit —

à l'exception d'extrémistes opportunistes — l'opinion blanche inquiète des répercussions internationales de ce drame.

« Steve Biko est-il mort d'une crise de la fameuse « santé d'autre chose ? », demandait samedi en première page le quotidien libéral Rand Daily Mail, qui exige que toute la lumière soit faite. L'autopsie du cadavre de Steve Biko a été pratiquée en présence de plusieurs médecins légistes et d'un docteur représentant la famille du leader noir.

En temps normal, le verdict des médecins légistes n'est pas rendu public avant un mois, mais l'impact de « l'affaire Biko » est tel que le professeur J. Louber, chef des services de médecine légale, a décidé d'accorder une priorité absolue à cette enquête.

On s'efforce en tout cas, à Pretoria, de justifier l'arrestation de Steve Biko. Celui-ci, soutient-on dans l'entourage de M. Kruger, n'était nullement un partisan non violent des droits civils des Noirs, mais au contraire un doctrinaire de la subversion violente, usant de la rhétorique marxiste pour inciter les masses noires à détruire en « Amande » (nom africain de l'Afrique du Sud) les structures « capitalistes et bourgeoises » pour édifier un État noir sur les principes du « socialisme scientifique ».

De son côté, la chaîne de télévision américaine C.B.S. a annoncé samedi que, selon des sources sud-africaines « haut placées », M. Steve Biko avait été blessé à la tête et au corps. Selon C.B.S., le rapport préliminaire d'autopsie aurait révélé que le militant noir était mort des suites d'une lésion cérébrale. — (A.P.P., A.P., Reuters).

des garanties à Washington  
une intervention israélienne dans le

Des villages fantômes.

“L  
mo  
d'Al  
Da

CHUTE DES CHEVEUX  
C'EST UN  
FAIT.



سكوا من الأصل



## PROCHE-ORIENT

### Une importante série de négociations s'ouvrent à Washington

Une nouvelle et importante série de négociations sur le Proche-Orient s'ouvrent ce lundi 19 septembre à Washington, où M. Moshe Dayan, ministre des affaires étrangères israélien, sera reçu par le président Carter. Il sera suivi, mercredi, par M. Ismail Fahmi, le chef de la diplomatie égyptienne, puis, en fin de semaine, par M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères.

Avant de quitter Le Caire pour Paris — où il devait s'entretenir avec M. Louis de Guiringaud — et Washington, M. Fahmi a déclaré dimanche qu'il « incitera » ses interlocuteurs américains à reconnaître l'O.L.P., car une telle reconnaissance serait un tournant « important ». Il a d'autre part qualifié de « pas positif » les récentes déclarations américaines sur la participation palestinienne à la conférence de Genève, mais a noté qu'elles devaient être suivies par des « mesures concrètes ». Il a souligné à ce propos que l'O.L.P. devait être invitée à Genève « sur un pied d'égalité avec les autres parties » et a estimé qu'« aucune recherche d'une paix durable et équitable n'est possible sans la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza ».

A Jérusalem, M. Begin, premier ministre israélien, a refusé de développer, dimanche, les raisons qui ont poussé M. Dayan à revenir en Israël avant de négocier à Washington. Il s'est borné à déclarer que son ministre des affaires étrangères avait fait en Europe « un excellent travail dont les développements ne seront pas négatifs ».

Commentant les informations selon

### La presse israélienne s'interroge sur les mystérieux déplacements de M. Dayan

Jérusalem. — Les mystérieux déplacements de M. Moshe Dayan au cours du week-end entre Paris, Bruxelles, Tel-Aviv, Zurich et New-York, laissent perplexes les observateurs israéliens. Le retour imprévu, samedi soir, du ministre des affaires étrangères en Israël pour rencontrer, durant une heure et demie, M. Menachem Begin, après une visite imprévue de six heures à Paris, alors qu'on l'attendait à New-York, a donné lieu à des spéculations.

Le ministre israélien des affaires étrangères a-t-il rencontré à Paris son homologue égyptien, M. Ismail Fahmi ? Si l'on exclut en général l'hypothèse d'un entretien avec le roi Hussein de Jordanie ou le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, on retient plutôt à Jérusalem celle de contacts avec des hauts fonctionnaires arabes ou africains. Deux rencontres confir-

mees avec le ministre belge des affaires étrangères, M. Simonet, président en exercice du conseil des ministres de la C.E.E., et avec le général Haig, commandant des forces de l'O.P.A.N., auraient pu fournir à M. Dayan des informations suffisamment importantes pour justifier qu'il décide d'en révéler de toute urgence au chef du gouvernement. Mais alors, pourquoi la mystérieuse escalade parisienne et le jeu de cache-cache du ministre israélien ?

Si ce renouveau, écrit le quotidien *Yediot Aharanot*, implique une modification du « plan de paix israélien », il se justifie. Mais *Mourio* se demande, de son côté, pourquoi les rencontres « secrètes » de M. Dayan n'ont pas été à l'abri de toute publicité, comme ce fut le cas dans le passé (lors des rencontres Dayan-Hussein, notamment). Les coups

### Liban

### Beyrouth réclame des garanties à Washington contre une intervention israélienne dans le Sud

Les combats se poursuivent au sud du Liban, mais selon notre correspondant leur intensité a décliné dimanche 18 septembre. C'est la localité de Khiam qui est toujours le principal enjeu. Les forces palestino-progressistes, qui détiennent depuis avril dernier cette position, située à 5 kilomètres environ de la frontière israélienne, la défendent contre l'assaut des forces conservatrices.

Le gouvernement libanais multiplie les démarches auprès de Washington pour obtenir des garanties contre une intervention israélienne. Le chef du gouvernement libanais, M. Selim Hoss, a reçu, dimanche, pour la deuxième fois en vingt-quatre heures, le chargé d'affaires américain, M. Lane. M. Yasser Arafat s'est rendu dans la zone des combats vendredi, ce qui a entraîné l'ajournement pour quarante-huit heures de la réunion du

comité central de l'O.L.P., qui devait se tenir samedi à Damas.

Du côté israélien de la frontière, le village de Metoulla a reçu des obus vendredi et dimanche. Une partie des habitants de la localité ainsi que ceux de la ville voisine de Kiryat Chimonah ont dû gagner les abris.

On dément à Jérusalem les affirmations de l'O.L.P. selon lesquelles l'armée israélienne a appuyé l'offensive des forces conservatrices libanaises. Cependant, nous confirmons notre correspondance à Jérusalem, ces forces sont équipées par l'armée israélienne.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim, a déclaré dimanche, au cours d'une interview à la télévision américaine, qu'il n'y avait pas de preuve d'une intervention israélienne au sol « et que le degré d'implication de l'aviation israélienne dans les combats du sud du Liban n'était pas connu ».

### Des villages fantômes...

Beyrouth. — Plus que les bombardements, c'est une obédience impressionnante de vide qui caractérise le sud du Liban, où s'est encore la guerre près d'un an après qu'elle ait cessé sur le reste du territoire.

Qui arrive à Nabatieh, qui comptait l'an dernier plus de trente mille habitants, y découvre une ville fantôme. De mois en mois, la cité a perdu peu à peu ses habitants. Les rues et la place sont complétement désertes, les boutiques et les offices, un obus qui explose à moins de 100 mètres de notre voiture dit mieux que tous les discours pourquoi il ne reste plus personne ici, sinon des combattants palestiniens.

Nous nous dirigeons vers la frontière, après avoir traversé la ligne

### De notre correspondant

sur cet autre, tirant sur tout ce qui bouge », explique-t-il. Nous insistons. Il accepte finalement, mais à condition que les voitures soient abandonnées avant l'entrée du village et que nous continuions à pied en rasant les murs. Effectivement, quelques secondes après que nous avons traversé un court espace, un obus effleure au-dessus de nos têtes, ce qui nous jette dans un caniveau.

Talbé est vraiment désert. Des quelques huit mille anciens habitants il ne reste qu'une cinquantaine de vieillards tout au plus et trois fillettes orphelines. Un berge passe, imperturbable, derrière son troupeau

« C'est la bataille de Khiam », explique le commandant palestinien. Khiam est inaccessible de tous côtés depuis que la localité est l'objet d'une offensive des conservateurs chrétiens qui a commencé vendredi. Les Palestiniens affirment que les blindés israéliens sont entrés en action. Impossible de le vérifier, bien entendu, de même qu'il est impossible de savoir si Khiam, tenue par les palestino-progressistes, est en train de changer de mains pour la quatrième fois en un an.

LUCIEN GEORGE.

### Tunisie

### Débarque

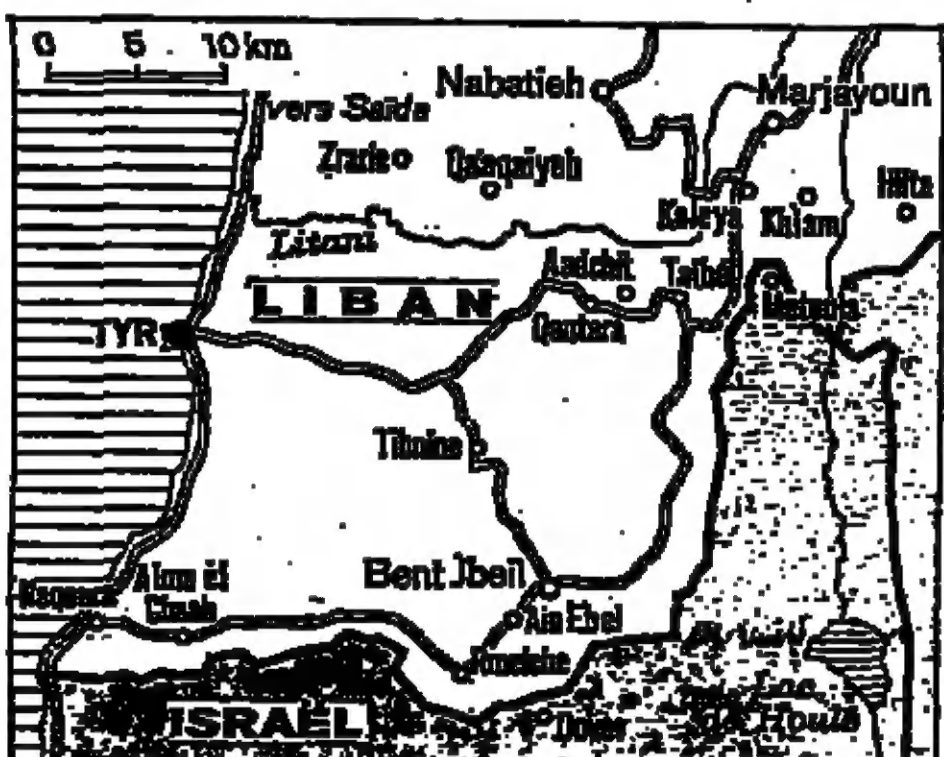
### Les dirigeants syriens sont prêts à discuter avec le gouvernement

Damas. — Les dirigeants syriens ont déclaré qu'ils étaient prêts à discuter avec le gouvernement libanais sur la question de la frontière libano-syrienne. Ils ont également déclaré qu'ils étaient prêts à discuter avec le gouvernement israélien sur la question de la frontière libano-israélienne.

### Liban

### signant que toute la lumière soit faite

Le chef du gouvernement libanais, M. Selim Hoss, a déclaré qu'il était prêt à discuter avec le gouvernement israélien sur la question de la frontière libano-israélienne. Il a également déclaré qu'il était prêt à discuter avec le gouvernement syrien sur la question de la frontière libano-syrienne.



fatigue du Liban, dont les eaux coulent dans un paysage bucolique, jusqu'aux abords de Talbé, situé à 3 kilomètres à vol d'oiseau d'Israël.

Le commandant palestinien du secteur, Abou Yasser, ne veut pas prendre la responsabilité de nous y amener. « Les Israéliens sur ce promontoire, les isolationnistes (c'est-à-dire les conservateurs chrétiens)

● L'Association de solidarité franco-arabe et Euzabla organisent, du 20 au 22 septembre, à l'hôtel Hilton, à Paris, un colloque international euro-arabe à l'occasion de la participation de nombreuses personnalités, parmi lesquelles M. Claude Bourdet, le général Buis, MM. Jean-Claude Chevènement, David Rousset, Louis Tarradellas, M. Abdelrahman Bouabid (Maroc), M. Lello Basso (Italie), Al Akhy (Irak), Naim Khader et Ibrahim Souss (O.L.P.).

\* ASPA, 12-14, rue Angereau, 75007 Paris.  
\* Euzabla, 16, rue Angereau, 75007 Paris.

### Le baptême du feu

D'autres villages fantômes sont compris dans la fraction de la zone frontalière contrôlée par les Palestino-progressistes. Leur nombre va croissant et deux bourgs — Casaiyeh (5 000 habitants) et Aashit (environ 2 500 habitants) — ont reçu, vendredi, leur baptême du feu, tandis que les hameaux entourant Nabatieh, étaient pilonnés. Leurs habitants vont-ils, à leur tour, prendre le chemin de l'exode ? Ils le craignent et n'ont qu'un espoir : voir l'armée libanaise se redéploier chez eux, ce qui, ils le savent, signifierait que le problème du Sud a été réglé.

Tandis que les habitants d'un hameau nous racontent leur misère, on entend au loin le bruit du canon.

### LA CHUTE DES CHEVEUX C'EST UN « FAIT »

DEPUIS LA PLUS HAUTE ANTI-QUITE, une belle chevelure demeure le symbole même de la vie, de la jeunesse, de la santé, de la vitalité. Que le vertige s'y soit-elles pas soignées pour l'éternité ?

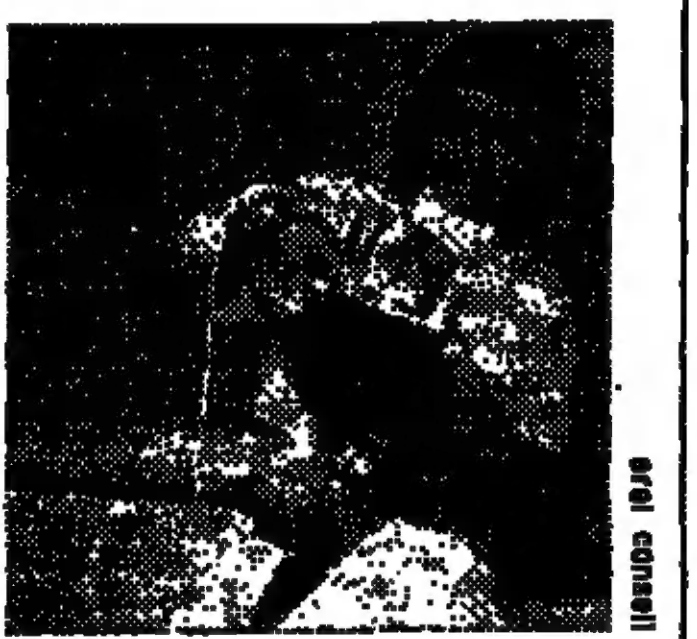
C'est encore dans l'Hémisphère Nord que la chevelure est le symbole même de la vie, de la jeunesse, de la santé, de la vitalité. Que le vertige s'y soit-elles pas soignées pour l'éternité ?

Il est vrai qu'actuellement des traitements bien adaptés peuvent ramener les cheveux à leur état normal.

Pellicules, démangeaisons, des cheveux très gras ou très secs, etc. Ces traitements sont appliqués en cabinet par des spécialistes qui, depuis vingt ans, ont fait du traitement capillaire leur métier.

Ces spécialistes se trouvent dans 25 instituts capillaires EUROCAP de notre région :

25, rue de Castiglione, 75001 PARIS  
Tél. : 260-38-84



### UNE VÉRITÉ SCIENTIFIQUE

Pour EUROCAP chaque cas est particulier et suppose une intervention personnalisée. En fait, c'est avec beaucoup d'obstination que l'on peut obtenir des résultats tangibles.

Autant il est absurde de prétendre aujourd'hui que des miracles peuvent être réalisés dans le domaine des traitements capillaires, autant il serait vain de nier les succès réels que l'on peut obtenir à la suite d'un traitement sérieux et approprié.

Revivez le monde merveilleux de la Provence, respirez tous ses parfums, réchauffez-vous sous son soleil incomparable en lisant les immortelles

## “Lettres de mon Moulin” d'Alphonse Daudet

illustrées sur les lieux mêmes par des artistes de l'époque.

De la Crau à l'Estérel, du Luberon à la Camargue, 24 contes merveilleux, sensibles ou malicieux.

Tous sont justement célèbres. Qui ne connaît l'Arlésienne dont s'inspira Bizet et dont le sujet fut donné à Daudet par Frédéric Mistral ? Qui ne fut charmé ou ému par la Chèvre de Monsieur Seguin, par l'Agonie de la Sémillante ou par la Mort du Dauphin ? Qui ne prit un malin plaisir à la lecture de Trois Messes Basses, de l'Ellixir du Révérend Père Gaucher, du Curé de Cucugnan, de la Mule du Pape qui garda sept ans, en réserve, son fatal coup de pied !

Ces sujets pittoresques et mouvements appelaient l'illustration. Alors je m'en suis donné à cœur joie et c'est chaque page que j'ai voulu décorer d'images sensibles que le texte vient habiller à l'ancienne et avec à-propos. Pour cela, j'ai retrouvé les épreuves de deux maîtres graveurs de l'époque dont le trait réaliste, incisif et vivant est un enchantement. Le plaisir des yeux vient s'ajouter à celui de l'esprit pendant plus de 400 pages.

Une reliure pleine peau de mouton de pays de la meilleure qualité, douce au toucher, fine à l'odorat, voluptueuse au regard, travaillée à la main exactement comme autrefois, sert d'écrin à ce chef-d'œuvre. Le dos et la tranche supérieure sont rehaussés à la feuille d'or véritable et dix autres détails de fabrication soulignent le caractère « fait main » de ce précieux volume in-octavo (14 x 21 cm).

Le papier est un vergé chiffon inaltérable, fabriqué uniquement pour mes livres et sur mes indications.

J. de Bonnot



à renvoyer à JEAN DE BONNOT  
7, rue St-Hippolyte 75392 Paris Cedex 08

### BON D'EXAMEN GRATUIT

Je suis curieux de recevoir, à l'essai pour huit jours, le volume « des Lettres de mon Moulin » d'Alphonse Daudet, sans aucun engagement d'achat de ma part. Si ce précieux ouvrage ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage. Si je désire le conserver, je vous réglerai le prix de 74,35 F (+ 5,80 F de frais de poste).

Nom et prénoms .....

Adresse complète .....

Code postal .....

Je déclare sur l'honneur que tant mon

adresse que ma signature sont conformes. Signature .....

صك: اءن الاصل



# EUROPE

## Irlande du Nord

### Une crise éclate au sein du principal parti catholique modéré

De notre correspondant

Belfast. — Le conseil exécutif du principal parti catholique modéré d'Irlande du Nord, le S.D.L.P. (travailliste social-démocrate), a décidé, samedi 17 septembre, d'expulser l'un de ses fondateurs, M. Paddy Devlin. Ainsi s'est achevée la controverse, qui avait commencé il y a un mois, lorsque M. Devlin s'était attaqué publiquement à ses collègues, leur reprochant d'abandonner leurs principes socialistes. M. Devlin a vigoureusement critiqué, samedi, le document préparé par le leader adjoint du parti, M. John Hume, qui doit être publié cette semaine et qui met l'accent sur la « dimension irlandaise » de la crise de l'Ulster, c'est-à-dire sur le rôle que Dublin doit y jouer. Selon M. Devlin, cette attitude, qui ignore les graves problèmes économiques et sociaux de la province, n'amènera jamais au parti les protestants de la classe ouvrière, ce qui est l'un des objectifs du S.D.L.P. depuis sa fondation en 1969.

L'expulsion de M. Devlin, l'un des rares membres de l'équipe dirigeante qui appartienne à la classe ouvrière, pourrait avoir de graves répercussions sur le S.D.L.P. En sept ans, celui-ci a réussi à s'imposer comme porte-parole de la minorité catholique d'Irlande du Nord.

A Dublin comme à Belfast, on attend la rencontre qui doit avoir lieu le 28 septembre entre le premier ministre britannique, M. Callaghan, et le nouveau premier ministre d'Irlande, M. Jack Lynch, leader du Fianna Fail, le vieux parti républicain fondé par Eamon de Valera.

Le gouvernement irlandais s'inquiète de la façon dont le cabinet travailliste anglais semble se satisfaire, mieux que jamais, du statu quo actuel : de l'administration directe de l'Irlande du Nord par Londres, de son alliance politique avec le groupe des députés unionistes d'Ulster à Westminster et, en règle générale, de l'absence de toute nouvelle initiative en vue d'installer à Belfast une assemblée provinciale interconfessionnelle.

Les attentats ont, de fait, diminué de moitié depuis un an et la police a enregistré des succès importants dans ses opérations contre les terroristes des deux bords. La visite de la reine Elizabeth II, qui a eu lieu pratiquement sans incidents en août, assure que les autorités, la police, le soutien à l'IRA provisoire a diminué dans les « ghettos » catholiques de Belfast.

En dépit d'un taux de chômage

qui touche 13 % de la population active de l'Ulster, la reprise qui s'amorce dans l'économie britannique est de bon augure pour la province. L'annonce de la bonne partie de la population, nationalistes compris, des bienfaits de l'administration directe de Londres.

M. Lynch, dont le parti, alors qu'il était dans l'opposition, avait demandé au gouvernement britannique d'annoncer au moins son intention de se retirer un jour du nord de l'île, rappelle à M. Callaghan que la situation actuelle ne peut qu'être provisoire, et que Westminster devra exiger plus de compréhension des protestants de l'Ulster en vue de la formation d'un exécutif interconfessionnel.

M. Callaghan marquera sans doute son approbation, mais il évitera tout geste qui pourrait déplaire à ses alliés unionistes.

JOE MULHOLLAND.

## Italie

### A LA SUITE DE L'AFFAIRE KAPPLER

### Le ministre de la défense donne sa démission et se voit confier le portefeuille des transports

De notre correspondant

Rome. — Communistes, socialistes et républicains ont obtenu satisfaction : le ministre de la défense, M. Giuseppe Lattanzio, a démissionné de son poste le dimanche 18 septembre, reconnaissant ainsi sa part de responsabilité dans l'évasion de l'ex-colonel SS Herbert Kappler.

M. Lattanzio a accepté de se sacrifier pour ne pas provoquer une crise entre la démocratie chrétienne et ses partenaires. Son parti lui en saura gré. Il a d'ailleurs maintenu au gouvernement à la ministre de la défense ne fait que changer de portefeuille avec son collègue des transports.

### « Une impression négative et même pénible »

Cette demi-mesure, qui est tout à fait dans les mœurs politiques italiennes, suscite une certaine amertume dans la gauche. Tout en se félicitant que le pouvoir ait tenu compte de « l'urgence de faire toute la lumière et de définir les responsabilités dans la scandaleuse fuite de Kappler », le parti communiste ressent « une impression négative et même pénible » devant le maintien de M. Lattanzio au gouvernement.

Il était cependant difficile de ne pas couper la poire en deux. La démocratie chrétienne ne voulait, à aucun prix, donner l'impression de s'incliner devant un dictateur du P.C. et celui-ci — contraint par sa base à adopter une attitude intransigente dans l'affaire Kappler — ne pouvait se permettre d'essuyer un refus pur et simple. Quant à l'hypothèse d'une crise gouvernementale, elle n'était voulue que par des forces mineu-

res, comme les sociaux-démocrates et les républicains. Même les socialistes — dont le malaise se traduit souvent par des réactions intempestives — avaient adopté une modération exemplaire.

L'affaire Lattanzio a aura marqué la première difficulté sérieuse entre les six partis qui ont élaboré ensemble, le 4 juillet dernier, un programme de gouvernement. Elle laissera probablement des traces. Mais un autre dossier urgent domine déjà les tractations politiques : un éventuel report des élections locales de novembre, qui risque de compromettre la grande entente. Il ne serait pas étonnant que le président du conseil, M. Giulio Andreotti, soit l'un des plus chauds partisans d'un tel report, qui lui assurerait quelques mois supplémentaires de stabilité gouvernementale. Encore devrait-il en convaincre une partie substantielle de la démocratie chrétienne, qui brêle de se remettre au parti communiste, ou, au moins, de s'en démarquer.

ROBERT SOLÉ.

Deux attentats ont été commis contre la presse italienne à Turin. Une bombe a explosé au siège de *La Stampa*, blessant huit ouvriers, dans la nuit du 17 au 18 septembre. Vingt-quatre heures plus tard, un journaliste de *l'Unità*, M. Leone Nino Ferrero, a été blessé de coups de revolver dans les jambes. C'est le cinquième journaliste, mais le premier membre du P.C.I. ainsi visé. Les deux opérations ont été revendiquées par un groupe jusqu'alors inconnu qui se dénomme Action révolutionnaire. — (Corresp.)

## Allemagne fédérale

### L'ENLÈVEMENT DE M. SCHLEYER

### Un nouvel échange de messages aurait lieu entre le gouvernement et les ravisseurs

De notre correspondant

Bonn. — M. Hanns-Martin Schleyer est maintenant depuis quinze jours aux mains du commando de la R.A.F. mais ce n'est pas encore un record. Le magnat du commerce Albrecht avait été interné dans une « prison populaire » pendant dix-sept jours avant d'être libéré. Mais, dans le cas du chef de la C.D.U. bavaroise, M. Peter Lorenz, les négociations avec les ravisseurs avaient abouti après un peu plus de cinq jours.

L'affrontement et le marchandage mènent donc, cette fois-ci, une tournure beaucoup plus difficile. Certains veulent lui conférer une dimension internationale. Le *Journal Welt am Sonntag* a été sur sa première page un grand titre annonçant que « le président Carter intervient dans l'enlèvement de M. Schleyer ». Essayer de manifester, car le président des États-Unis, comme avant lui M. Giscard d'Estaing et le premier ministre britannique, M. Callaghan, n'a guère pu exprimer au chancelier Schmidt qu'une sympathie naturelle mais sans effet.

Il reste d'ailleurs à voir si ces initiatives étrangères servent vraiment la cause du gouvernement. M. Schmidt peut certes se sentir réconforté par l'approbation de ses alliés, laquelle en revanche renforce le sentiment que l'Allemagne occidentale ferait face à une crise très profonde, alors qu'on s'efforce précisément de dissiper une telle impression.

Le seul renseignement à peu près sûr fourni durant la journée de dimanche est qu'un nouvel échange de messages a eu lieu entre le gouvernement et les ravisseurs. L'interlocuteur de l'avocat genevois M. Payot. Ces derniers contacts auraient apporté la preuve que M. Schleyer est toujours en vie.

A deux reprises dans la journée, le chancelier a réuni le « petit état-major de crise ». Les spécialistes pourtant inclinent à exclure un développement spectaculaire dans l'avenir immédiat.

Selon *Welt am Sonntag*, les ravisseurs auraient envoyé en même temps d'autres messages à des journaux et à des personnalités politiques. M. Schleyer se serait vu contraint de lire devant une caméra des textes ridiculisant les efforts infructueux de la police. Un film enregistrant cette comédie macabre aurait été déposé dans un hôtel de Düsseldorf à l'adresse de M. Kohl, le président de la C.D.U.

Le président Schleyer d'autre part justifié l'interdiction de tout contact entre les membres incarcérés de la bande à Baader et leurs avocats. A ses yeux, certains avocats seraient « pires que les emprisonnés ». Le président du S.F.D., M. Willy Brandt, a préféré mettre en garde le public contre tout amalgame qui attribuerait aux esprits critiques de la gauche une quelconque sympathie pour le terrorisme.

Cet avertissement n'était pas superflu puisque M. Strauss, le chef de la C.S.U. bavaroise, vient précisément de proclamer que « la nouvelle gauche est la patrie des terroristes ».

Dans ce concert discordant de commentaires, la déclaration la plus brutale sans doute est attribuée à Friedrich Dürrenmatt. Le *Bild am Sonntag* rapporte que, selon le dramaturge suisse, « Schleyer doit sacrifier ». Encore *Die Welt*, qui appartient au même groupe de presse Springer, fournit-elle une citation plus nuancée des propos de Dürrenmatt. Il en découle, semble-t-il, que celui-ci envisagerait seulement un sacrifice aussi « effroyable » comme une dernière extrémité en vue de maintenir l'autorité de l'État et de préserver la vie des simples citoyens.

JEAN WETZ.

● L'intensification de la lutte contre l'assassinat politique et la peur de mort est l'objectif prioritaire d'Amnesty International, a indiqué dimanche 18 septembre un porte-parole de l'organisation à l'issue de son conseil international qui s'est tenu à Bad-Honnef (près de Bonn). Une conférence étudiera en décembre à Stockholm les divers problèmes posés par les assassinats politiques. — (A.F.P.)

## Danemark

### LE PARTI RADICAL VA SE RETIRER DE LA FÉDÉRATION LIBÉRALE EUROPÉENNE

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Le parti radical danois a décidé, par 228 voix contre 191, de se retirer de la Fédération libérale européenne qui préconise une « union européenne politique et militaire ». Traditionnellement, les radicaux ont toujours été très anti-militaristes et les partisans d'un désarmement poussé.

Cette décision n'aura aucune conséquence immédiate. Les radicaux, qui n'ont plus depuis février dernier que six députés au Parlement danois, ne peuvent, de ce fait, envoyer de représentant à Bruxelles. Reste à savoir ce qu'ils feront dans les élections directes au Parlement européen qui, en principe, doivent se dérouler en mai ou juin 1978. A quel groupe, alors, se rattacheraient-ils ? Si mélangés-ils, chez eux, aux listes panachées de candidats hostiles à la C.E.E. déjà en préparation ? Ils comptent en effet dans leurs rangs un nombre important d'opposants au traité de Rome (ce qui leur a d'ailleurs posé bien des problèmes internes au moment du référendum de 1972). Ce sont ces opposants de la base qui, en réalité, ont obtenu la décision contre laquelle les principaux dirigeants du parti et tous ses députés. — C. O.

● RECTIFICATION. — Le nom de famille du touriste français expulsé d'U.R.S.S. est Pauly et non Fole, comme nous l'avions indiqué, à la suite d'une erreur de transmission, dans *Le Monde* du 18-19 septembre.

### Préparation au concours

### Médecine

PHARMACIE-DENTAIRE  
● Encaissement annuel par CHU  
● Année préparatoire

6 CENTRES de préparation  
CEPES

172, 54, 31 et 75, 10, 15

# LA GRÈCE AU SEUIL DE L'EUROPE

(Suite de la première page.)

Il n'en existe pas d'autre exemple dans l'Europe libérale, avancée ou pas, d'aujourd'hui.

La Grèce, pour qui l'histoire a été si souvent depuis l'Antiquité, et encore tout récemment, tragédie, serait-elle devenue l'un de ces peuples heureux qui passent pour n'avoir pas d'histoire ? Il serait aventureux, et en tout cas prématuré, de le prétendre. Elle n'est pas, il s'en faut, seule au monde — le repli sur soi serait d'ailleurs impensable pour ce peuple de navigateurs et de commerçants si fier de son apport à la civilisation universelle, elle relève à peine de terribles épreuves, et bien des incertitudes pèsent sur son avenir.

La transformation du pays n'en est pas moins spectaculaire, et le voyageur qui le découvre après quinze ans d'absence a souvent peine à le reconnaître. Athènes, que recouvre une épaisse floraison d'antennes de télévision, a maintenant près de trois millions d'habitants. Or est le temps où l'on voyait l'Acropole de partout ? C'est seulement le hasard d'une écharcure qui permet de l'apercevoir ici ou là au milieu du béton-roi. A la différence de tant d'autres cités méditerranéennes, on chercherait en vain dans la capitale hellénique bidonvilles ou bidonvilleries.

Le pittoresque a perdu ce que le bien-être a gagné. Les chemins rocailleux où l'on n'engageait pas sans révérence, jadis, ses pneus et ses amortisseurs, ont cédé la place à de larges routes, voire à des autoroutes, au tracé subtil et au revêtement impeccable. Certaines sortes de la capitale, notamment celle qui conduit aux quartiers résidentiels de Kifissia ou d'Eckali, évoquent, avec leurs maisons basses et la prolifération des panneaux publicitaires, quelque banlieue américaine. Partout les annonces en anglais ou en français, les raisons sociales en caractères latins, les réclames lumineuses de Toyota, de Volvo ou même de Moskvitch se mélangent au grec, attestant l'ampleur de la présence des firmes étrangères. Au Pirée, dans la rade du Phalère, aux ancrages des plages de l'Attique, dans les mille et un ports des îles, l'armada des voiliers des yachts, des cabin-cruisers, des navires de croisière, tous plus luxueux les uns que les autres, chantent un hymne à l'argent et à la société de consommation.

Dans les villages, les hommes continuent de s'asseoir seuls aux tables peintes pour boire un breuvage que plus personne n'appelle ture ; il y a tou-

tours des bourricots trotinant entre les oliviers et les cyprès au hasard des collines, et les traditions du mariage et des grandes fêtes religieuses restent vivaces, mais le pays n'est plus cette terre préservée que décrivait l'admirable *Silê grec* de Jacques Lacarrière (1). Il faut aller jusqu'à Messovo, en Epirote, pour retrouver dans un site grandiose, les maisons, les costumes, les habitudes d'autrefois. Mais cette entreprise de sauvegarde d'un patrimoine culturel, moral et économique, dans une région durement touchée par les guerres, étrangères et civiles, aurait été impossible sans la fondation créée à cet effet par M. Averoff-Tossias, ministre de la défense et seigneur de l'endroit, avec l'aide d'un jeune ménage de nouveaux qui s'est passionné pour cette tâche.

Un chiffre mesure la transformation accomplie : en 1961, le produit national par tête dépassait à peine 400 dollars. Il atteint aujourd'hui les 2 600, soit grosso modo le niveau de l'Irlande. Le

taux de développement a été de 8 % encore en 1976. Le mérite de cette progression spectaculaire ne reviendrait-il tout de même pas un peu aux colonels, comme celui de l'Espagne au franquisme ? L'équipe au pouvoir le conteste catégoriquement, faisant valoir que le développement a été un phénomène général en Europe. Selon elle, c'est une simple coïncidence qui a voulu que le décollage de la Grèce se soit produit quand elle était gouvernée par la junte. Celle-ci, en revanche, se voit accusée d'avoir gaspillé les ressources nationales dans des projets somptuaires, de ne pas avoir eu la moindre politique d'investissements sérieuse — aucune des innombrables voitures qui circulent en Grèce n'est seulement montée dans le pays — et d'avoir laissé les capitaux étrangers monter des entreprises qui ne laissent pas ainsi dire aucun profit à la Grèce. Sous la férule des colonels, l'inflation atteint le taux vertigineux de 36 % l'an, et la dette extérieure s'est lourdement accrue.

De tous les handicaps dont souffre l'économie, aucun cependant n'est plus gênant que le manque de main-d'œuvre. Le quart du budget, soit près de 7 % du revenu national. C'est tant que le quart du budget, soit 7 % du revenu national. C'est un record parmi les pays du pacte atlantique, mais un record qui n'a pas de raison de faire particulièrement plaisir aux Américains, puisque l'effort demeuré qu'il traduit est essentiellement destiné à mettre en échec ce que les Grecs qualifient de menace turque. C'est en bonne partie pour renforcer sa main à l'égard de cette menace que M. Carmanlis, n'en doutons pas, frappe avec tant d'insistance à la porte de la communauté européenne et qu'il demande aux électeurs de confirmer, avec un an d'avance, le mandat qu'il a reçu d'eux quelques mois après la chute des colonels.

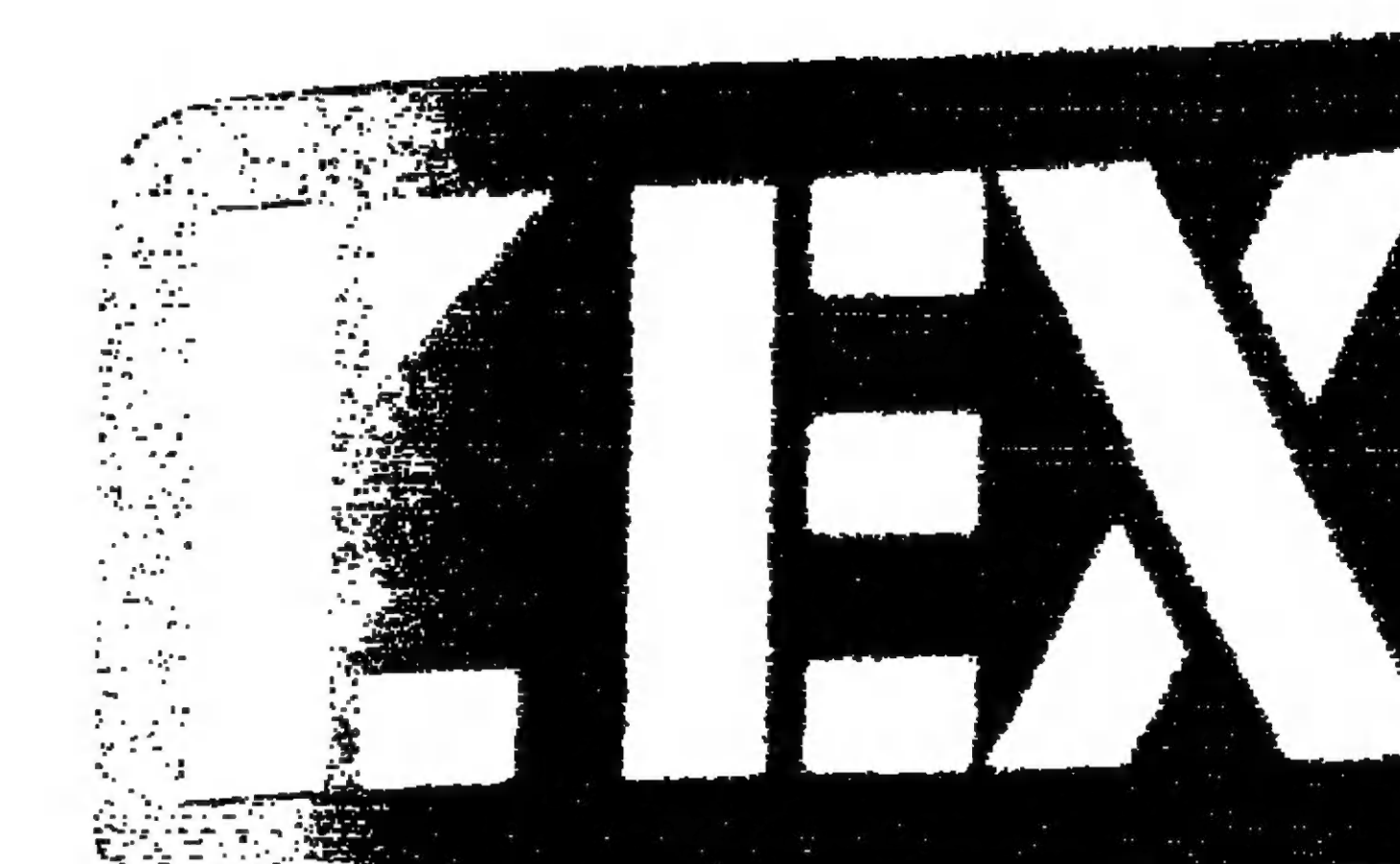
Ce fâcheux, il prend un risque. Nul ne doute que son parti — la Nouvelle Démocratie — demeure, et de loin, la plus importante formation du Parlement. Mais il n'est pas sûr qu'il retrouvera les 54 % des voix qu'il avait obtenues en 1974, ni même la majorité absolue des sièges. Une telle perspective ne serait sans doute pas pour enchanter un premier ministre parfaitement respectueux des formes démocratiques, mais que son tempérament autoritaire rapproche plus d'un de Gaulle, dont il est grand admirateur, que d'un politicien habile à composer avec les états-majors de résistances.

L'orientation professionnelle est

l'opposition, ont parfaitement conscience cependant des points faibles de la situation. Une aggravation de la crise mondiale n'aurait-elle pas des risques d'entraîner le retour des travailleurs de l'étranger, la diminution du tourisme, la réduction du trafic de la marine marchande ? La transformation de la baie d'Eleusis, jadis vouée à la célébration de divins mystères, en un vaste cimetière de pétroliers est là pour rappeler qu'il n'y a pas de boom qui ne connaisse un jour ses limites.

Il y a beaucoup à dire aussi sur le plan des structures. La Grèce n'a toujours pas l'administration sans laquelle ne peut fonctionner un Etat moderne. Le premier ministre doit s'occuper lui-même d'une foule de détails, contrairement au principe romain, il est vrai, et non pas grec, selon lequel de *minimis non curat princeps*. Les chefs d'entreprise passent des heures dans les ministères à essayer de venir à bout des tracasseries inventées par des fonctionnaires par trop soucieux de démontrer leur importance. L'adoption d'un code des investissements, tentative encore assez timide pour mettre un peu d'ordre dans un domaine où les multinationales et les milliardaires s'en donnent à cœur joie, sans beaucoup se soucier des intérêts généraux du pays, se heurte à beaucoup de résistances.

(1) Un volume aux éditions Plon.



Pierre Mauroy explique  
Raymond Aron : "I  
sera longue."

Un sondage révèle  
heureux.

Un pronostic américain  
presque optimiste.

Boukovski a Revel  
sur l'U.R.S.S.

Dans  
le numéro  
en vente  
cette semaine

هكذا من الأصل



Allemagne fédérale

L'ENLÈVEMENT DE M. SCHLEYER

Le nouveau échange de messages entre le gouvernement et les ravisseurs

De Paris

Le gouvernement fédéral allemand a annoncé hier qu'il avait accepté de négocier avec les ravisseurs de M. Schleyer, un homme d'affaires allemand enlevé par des membres du groupe "Rote Armee Fraktion" (RAF) le 26 mai dernier.

Le gouvernement a déclaré qu'il avait accepté de négocier avec les ravisseurs de M. Schleyer, un homme d'affaires allemand enlevé par des membres du groupe "Rote Armee Fraktion" (RAF) le 26 mai dernier.

Le gouvernement a déclaré qu'il avait accepté de négocier avec les ravisseurs de M. Schleyer, un homme d'affaires allemand enlevé par des membres du groupe "Rote Armee Fraktion" (RAF) le 26 mai dernier.

## L'EUROPE

Les élections européennes ont été marquées par une victoire surprise des socialistes en France, ce qui a entraîné une révision des alliances politiques au sein du Conseil européen.

Les élections européennes ont été marquées par une victoire surprise des socialistes en France, ce qui a entraîné une révision des alliances politiques au sein du Conseil européen.

Les élections européennes ont été marquées par une victoire surprise des socialistes en France, ce qui a entraîné une révision des alliances politiques au sein du Conseil européen.

Les élections européennes ont été marquées par une victoire surprise des socialistes en France, ce qui a entraîné une révision des alliances politiques au sein du Conseil européen.

# L'EXPRESS

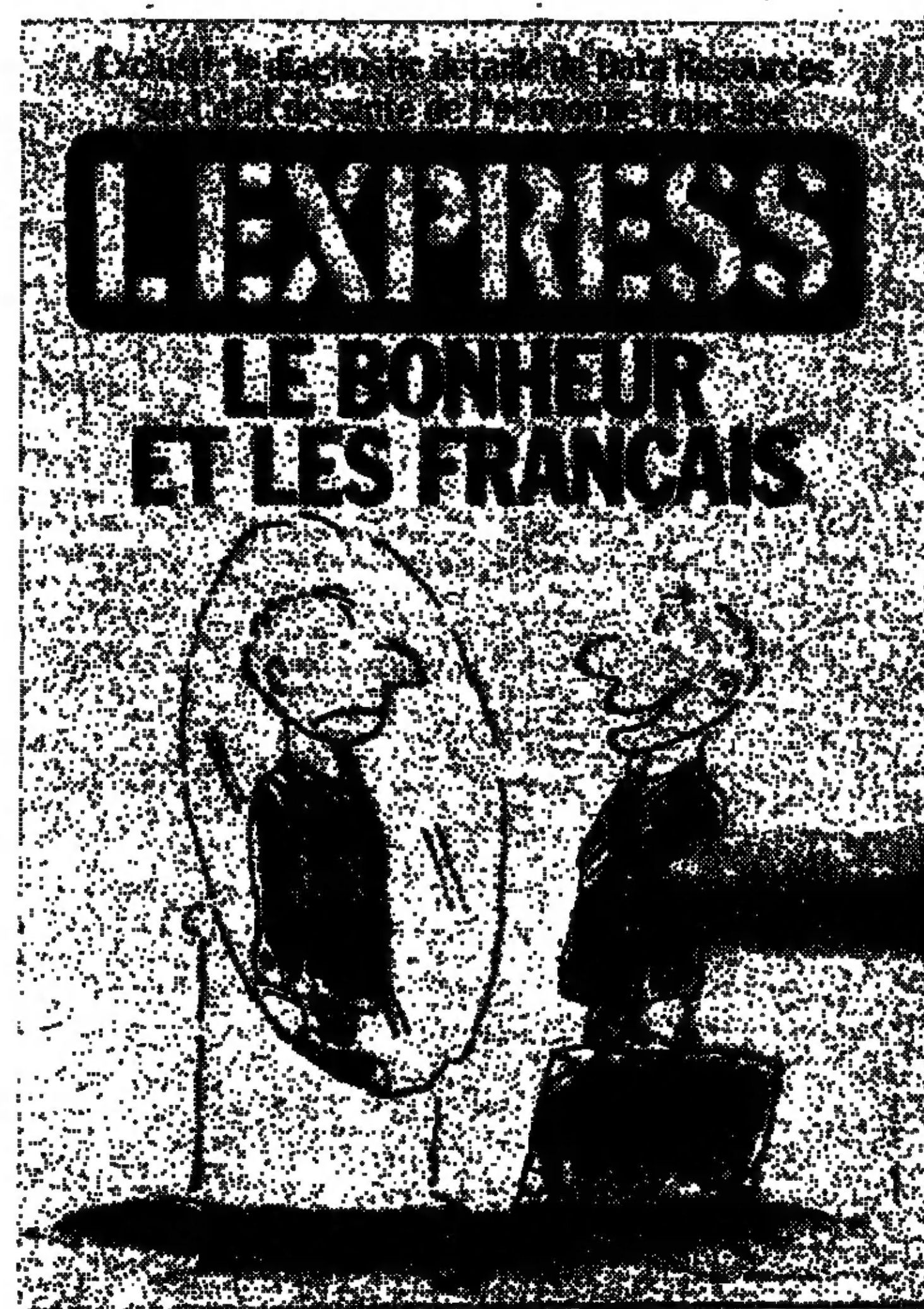
Pierre Mauroy explique le dilemme socialiste.  
Raymond Aron: "L'agonie de l'unité de la gauche sera longue."

Un sondage révèle: 90 % des Français se sentent heureux.

Un pronostic américain sur l'économie française: presque optimiste.

Boukovski à Revel: "Les Occidentaux se trompent sur l'U.R.S.S."

Dans  
le numéro  
en vente  
cette semaine



مكتبة الأمل



## POLITIQUE

# Tous les leaders de la gauche sont favorables à la reprise du « sommet »

Le comité directeur du parti socialiste, qui devait siéger lundi après-midi 19 septembre, pouvait constater que la situation créée au sein de la gauche par l'échec de la rencontre - au sommet - du 14 septembre commençait à s'éclaircir. Déjà, communistes et radicaux de gauche, qui se sont retrouvés vendredi, sont tombés d'accord pour reprendre les négociations dès mardi 20 septembre. Il ne semblait pas que le P.S. ait fait obstacle à cette date.

Le P.C.F., pour sa part, aurait souhaité réunir un nouveau « sommet » dès lundi et

il reproche volontiers aux radicaux de gauche d'agir de manière à laisser M. François Mitterrand apparaître comme un arbitre. C'est ce qui explique que M. Georges Marchais ait convoqué une conférence de presse lundi matin, afin de ne pas laisser au premier secrétaire du P.S. le monopole des retrouvailles de la gauche.

Ces retrouvailles ne suffisent pas à éliminer les divergences toujours importantes qui séparent les trois formations. L'atmosphère de crise engendrée par le M.R.G. peut toutefois favoriser les compromis dans la mesure où chacun

pourrait justifier ses concessions par la nécessité de sauver l'union de la gauche. Déjà les déclarations de M. Pierre Mauroy à « l'Express » et même celles de M. Robert Fabre laissent apparaître la possibilité d'un accord sur la sidérurgie et même sur Peugeot-Citroën.

En revanche, en ce qui concerne la clause du programme commun permettant aux salariés de demander la nationalisation de leur entreprise, le compromis paraît plus difficile.

Lors du « sommet » du 14 septembre, puis le lendemain soir sur TF 1, M. Robert Fabre a en

effet refusé le compromis, suggéré initialement par M. Mitterrand, qui consisterait à faire référence à la Constitution. Le président du Mouvement des radicaux de gauche peut-il accepter ce qu'il a refusé une semaine auparavant ?

L'une des principales difficultés que rencontrent les négociateurs tient à la nature publique de leurs discussions. Chacun ayant précisé officiellement ses propositions de départ, il devient plus difficile de reculer à moins d'obtenir des contreparties appréciables. — T. P.

## Une rencontre entre communistes et radicaux de gauche

M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C., a déclaré, samedi 17 septembre :

« Une rencontre a eu lieu, au début de l'après-midi de vendredi, entre des représentants mandatés du P.C.F. et des représentants du M.R.G. C'est à dire François Londe et Pierre Broqua, d'une part, Charles Fiterman et Jean Kanapa, d'autre part.

« Nous avons eu un échange de vues positif puisque, à son terme, il apparaissait que la négociation pour l'actualisation du programme commun pouvait reprendre à partir de mardi.

« Un projet de communiqué commun avait même été rédigé en ce sens... »

Nous attendons, dans la soirée, une réponse définitive de la direction du M.R.G. dont tout nous laisse penser qu'elle ne pourrait être que positive. Or, à l'heure qu'il est, nous n'avons pas de réponse.

Nous sommes extrêmement préoccupés, la situation est sérieuse. Rien ne peut, en effet, justifier les comportements de Robert Fabre. Et, dans ces condi-

tions, nous ne pouvons pas ne pas nous interroger : avait-on décidé à l'avance qu'il n'y aurait rien avant que ne se tienne le comité directeur du P.S. lundi ?

S'agit-il, en accumulant les manœuvres à l'égard des radicaux de gauche, de créer une situation de rupture ? Chacun doit le savoir : notre parti a clairement indiqué au M.R.G. comme le déclare le communiqué de notre bureau politique publié vendredi, qu'il est prêt à renouveler immédiatement, naturellement sans préalable, la négociation.

### Le leader du M.R.G. prêt à reprendre les négociations

Samedi, également, M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, déclarait au micro de RTL qu'il était disposé à reprendre les négociations « au sommet » mardi, après la réunion du comité directeur du P.S. convoquée lundi 19 septembre. Il a précisé qu'il n'avait jamais posé de préalable à la reprise des discussions. Il s'agit, essentiellement, pour les

radicaux de gauche, a-t-il rappelé, de prendre le temps de la réflexion pour que les communistes reviennent sur leurs positions « irréductibles » en matière de nationalisations. Ce que nous avons fait est dénué de toute arrière-pensée électorale. a-t-il précisé, avant d'indiquer qu'il était en faveur de prises de participation de l'Etat dans la sidérurgie et

Peugeot-Citroën, qui ont reçu des prêts « considérables » de l'Etat. Enfin, il a rappelé que la Constitution prévoyait elle-même la réglementation de la procédure de nationalisation, ce qui ne rendait pas nécessaire l'adoption d'une réglementation supplémentaire dans le programme commun.

A l'issue de cette prise de position, M. Fiterman a déclaré :

« Naturellement, il faut maintenant prendre contact avec le parti socialiste, mais puisqu'il a déclaré lui-même qu'il était prêt à tout moment à reprendre les discussions à trois, je pense donc que, mardi, la discussion peut reprendre, et pour notre part nous y sommes prêts.

Nous pensons que nous avons déjà perdu assez de temps comme ça, et plus le temps passe, plus cela est préjudiciable pour la gauche. Par conséquent, nous voulons reprendre sans plus tarder les discussions pour aboutir à l'accord souhaitable, et que, pour notre part, nous souhaitons... »

## M. Chirac : dans un mois ou dans un an le P.C. mettra la barre encore plus haut

M. Jacques Chirac a déclaré, dimanche 18 septembre, en Corse : « Je n'ai pas l'intention de me livrer à des spéculations hasardeuses sur la crise récente de l'union de la gauche, encore moins d'anticiper les réactions des partis qui la composent. Comme je l'ai dit dès le premier jour, qu'ils arrangent leurs affaires entre eux, car, finalement, ils trouveront un arrangement total ou partiel, vrai ou apparent. »

Le président du R.P.R. a poursuivi : « En premier lieu, la réaction des radicaux de gauche a traduit non seulement leur effort devant le gouffre qui s'ouvrait, mais, plus encore peut-être, leur émotion en constatant que lors de la séance que l'on sait M. Mitterrand s'appropriait, comme d'habitude, à faiblir devant les exigences du parti communiste.

« En second lieu, le parti

communiste a montré sa fidélité à ses méthodes de discussion, mise en forme de théorie il y a plus d'un demi-siècle par Lénine : avoir toujours dans une discussion une position marquée et une volonté d'anticiper la barre, mais, parfois, comme cette fois, un peu trop haut, et puis on fait des concessions le plus souvent après coup. Mais, dans ce cas, les concessions ne sont pas des concessions, elles sont des victoires. La seule chose sûre est que le P.C. reviendra, dans un mois, dans un an, à ses positions marquées et la barre sera encore plus haute.

« Si l'union de la gauche parvient, comme la vraisemblance le veut, à un repli, elle cherchera à le présenter comme une victoire de la franchise, de la discussion démocratique et de l'entente. Rien de cela ne sera vrai, les Français et les Françaises doivent le savoir. »

## M. ANSART (P.C.F.) : contre le grand capital.

(De notre correspondant.)

Lille. — Dans une interview au quotidien communiste de Lille, Liberté, M. Gustave Ansart, membre du bureau politique du P.C.F., déclare :

« Nous ne voulons pas aller au gouvernement pour faire la politique, même déguisée, de M. Giscard d'Estaing et Barre et en prenant quelques mesures destinées à satisfaire le bon peuple. Si nous touchons pas à la toute-puissance du grand capital, nous ne saurons pas appliquer la politique nouvelle que définit le programme commun. C'est pour quoi il n'y a pas dans ce domaine de petites pas possibles. La politique nouvelle que nous préconisons ne sera appliquée que si des mesures radicales sont prises contre le grand capital pour mettre fin au gâchis et à la politique dont il est coupable. »

## M. FABRE : ne pas confondre franchise et foucade.

(De notre correspondant.)

Avignon. — M. Robert Fabre a rendu samedi 17 septembre en Avignon où il présidait les travaux de la fédération régionale du M.R.G. Devant une assistance évaluée à près de deux mille personnes, a expliqué l'attitude de la délégation du M.R.G. lors du « sommet » de la gauche, le 14 septembre. « Certains nous ont attribué d'obscures intentions, a-t-il déclaré. En suspendant les négociations, nous n'avons pas à la recherche d'une quelconque publicité. Notre coup d'état n'était pas une foucade. Notre but était d'agir avec franchise. Nous sommes pour le respect de la propriété privée et nous ne pouvons cautionner l'escalade de la C. dans l'accroissement du nombre des entreprises nationalisées. »

## M. Monod : face au programme commun nous sommes l'alternative

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., a déclaré, dimanche 18 septembre, à Reims :

« La coalition de la gauche est contre nature, même si la brochure d'accompagnement de cette coalition est, comme on dit, « condamnée à finir en hépatite », et le parti communiste la dominera avec plus d'arrogance encore.

« Comment les socialistes peuvent-ils encore croire au miracle d'une transformation de la mentalité et des objectifs du parti communiste ? Comment peuvent-ils, si divisés, si disparates dans leurs courants et dans leurs origines, prétendre peser sur un partenaire si incommode ? A l'évidence, et le parti communiste s'est dépeuplé, ici ou là, de quelques oripeaux idéologiques, il n'a pas changé sur l'essentiel. Il demeure un parti stalinien.

« Aujourd'hui, François Mitterrand doit jeter un regard morose sur la vaisselle fêlée : douze ans d'efforts unitaires pour parvenir à ce fiasco. En même temps, il doit faire face aux tuites qui se défont dans son propre parti. »

Robert Fabre, lui non plus, ne s'insurera pas longtemps contre ce qu'il a dénoncé lors de son débat télévisé avec Georges Marchais : le capitalisme d'Etat et le

collectivisme. Il reviendra sans doute à son alliance, car il n'y a pas d'avenir pour les radicaux de gauche sans cela. Le M.R.G. est probablement condamné à aller au supplice les yeux ouverts.

M. Monod a conclu : « Face au programme commun, nous sommes l'alternative. »

C'est à Jochery-sur-Vecles, dans le parc aux Daimas, qu'il a organisé la « Fête de l'avenir », à laquelle ont participé dix mille personnes. M. Jean Falla, député R.P.R. de la Marne, a présenté M. Jacques Kosciuszko-Morizet, actuel ambassadeur de France à Washington, qui doit se présenter dans la première circonscription aux prochaines élections législatives, et a annoncé qu'il s'installerait à Reims en novembre. Il a précisé que parmi ses adversaires politiques, il y avait M. Jean-Louis Schneider, membre du C.D.S., fils de M. Pierre Schneider, ancien député de la Marne.

## M. MAUROY : M. Fabre a réussi son numéro, mais à contretemps.

Dans une interview publiée par l'Express datée 18-19 septembre, M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat du parti socialiste, déclare :

« Robert Fabre a joué le rôle de l'Arlequin et a réussi son numéro. Mais à contretemps. Non seulement le P.C. n'a rien fait qui rendait impossible l'accord, mais il a participé au mouvement qui nous conduisait à un accord. »

« Je crois que les radicaux de gauche ont cherché toute la journée le moyen de réussir leur sortie. Si c'est sans doute pourquoi ils nous ont fait une telle invitation, demandée, débütée par les nationalisations. Ce qui était une façon de commencer la réunion pour qu'ils puissent la quitter. »

## L'UNION DES GAULLISTES DE PROGRÈS POUR UN ÉLARGISSEMENT DE L'UNION DE LA GAUCHE

Le conseil national de l'Union des gaullistes de progrès, présidé par le général Binoche et M. Dominique Gallet, s'est réuni samedi 17 septembre à Paris. Il a souligné son « attachement réitéré à la politique gaullienne de nationalisation de certains secteurs industriels, qu'ils soient essentiels au maintien de l'indépendance nationale, ou qu'ils soient des monopoles ou qu'ils soient sécurisés par la garantie de l'Etat ». En conséquence, le conseil national s'est déclaré solidaire d'un programme commun actualisé qui « assurerait la démocratisation du pouvoir dans l'entreprise ».

D'autre part, réaffirmant les droits des salariés sur le fruit de leur travail, il déclare que ces droits ne pourront être assurés que par un amendement des ordonnances de 1967 sur l'intéressement, entendement rendant obligatoires dans toutes les entreprises une effective participation des salariés au bénéfice et aux plus-values d'activité dues à l'investissement.

« Dans les circonstances actuelles et en particulier devant la situation grave de l'emploi et les menaces pesant sur l'indépendance nationale, a ajouté le conseil national, l'Union des gaullistes de progrès lance un appel pressant pour que l'union de la gauche soit maintenue et élargie ».

## M. CAILLAVET : la fin du rôle de ramasseur de balles.

M. Henri Caillavet, sénateur du Lot-et-Garonne, Gauche démocratique et ancien vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, a indiqué, samedi 17 septembre, à Agen, qu'il comprenait fort bien l'attitude de M. Robert Fabre, car, a-t-il déclaré, « les radicaux de gauche en avaient assez de jouer le rôle de ramasseurs de balles ».

M. Caillavet, qui a quitté le Mouvement il y a quinze mois, a ajouté : « Le Mouvement des radicaux de gauche peut aujourd'hui encore affirmer sa personnalité tout en restant dans l'opposition, mais en refusant le programme commun. Il peut, demain, jouer un rôle essentiel dans une nouvelle majorité qui existerait à la fois le parti communiste et la droite. »

## M. PEYREFITTE : le temps d'un cartel électoral.

M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la justice, a déclaré au cours d'une réunion publique à Montevault :

« Mais il ne faut pas exclure un pareil coup de théâtre ne soit une mise en scène destinée à remettre M. Mitterrand dans la position d'arbitre qui impose une solution, si peu satisfaisante soit-elle pour les Français. Les principaux partenaires du programme commun, si profonde que soit la fracture survenue cette semaine, feront tout pour la dissimuler. Ils sont condamnés à s'entendre ou, du moins, à faire semblant. Surtout si le parti communiste, comme un cheval qui se dérobe devant l'obstacle, refuse pour lui et pour ses associés un pouvoir qui lui obligerait à appliquer un programme inapplicable. »

« La leçon que tous ces nous devons tirer de cette crise, c'est qu'un gouvernement dit de l'union de la gauche serait paralysé, en proie aux divisions, bloqué : le programme commun peut tout au plus faire illusion, le temps d'un cartel électoral. »

## A La Rochelle, «ville radicale de gauche» le coup d'état a provoqué peu de remous

De notre envoyée spéciale

La Rochelle. — Sous le dernier soleil d'été, ce samedi 17 et ce dimanche 18 septembre, les conversations des Rochelais, dont le maire, M. Michel Crépeau, est vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, portaient moins sur le départ du M.R.G. du « sommet » de la gauche que sur le Grand Pavois, le salon nautique qui se tient dans le nouveau port de plaisance de la ville. Cette manifestation a rendu à La Rochelle un air de vacances, et les touristes affluent, comme à la pleine saison. « Ici, on ne pense pas tellement à l'affaire », explique M. Crépeau. En inaugurant le Grand Pavois, vendredi, j'ai rencontré des tas de gens qui ne m'en ont pas du tout parlé.

M. Crépeau ne semble pas inquiet : il sait que sa position est solide. Parmi les élus et dans la population, on s'accorde à dire qu'il est un bon maire, qu'il a fait de La Rochelle une ville agréable à vivre, amenant ses administrés à prendre conscience de l'importance du cadre de vie. Selon M. Bernard Mounier, directeur de la Maison de la culture, « sur des initiatives qui paraissent oisées, aussi bien la collecte sélective des ordures (les papiers, matières plastiques et chiffons sont mis de côté pour être recyclés) que l'animation socio-culturelle des quartiers, la population le suit. En revenant ici, il y a deux ans, après une longue absence, j'ai constaté que Michel Crépeau avait changé la mentalité des Rochelais, traditionnellement assez lents, à l'image de leur symbole : l'escargot ».

Peu de promeneurs de cette fin de semaine étaient hostiles à leur maire, les plus jeunes se contentant de dire parfois : « Radical de gauche, ça nous fait rire mais si nous votons, ce sera pour Crépeau malgré cela, parce que c'est un type bien, et, avec lui, à La Rochelle, on est tranquille. »

« Vie locale et problèmes parisiens »

La vie locale, de l'avis du maire, ne devrait pas se ressentir des problèmes parisiens. « La municipalité d'union de la gauche, avec 13 M.R.G., 13 P.S. et 11 P.C., applique le contrat municipal prévu », souligne M. Crépeau, qui tient à rappeler son attachement à l'union, tant à La Rochelle que d'une manière générale, ainsi qu'à l'alliance privilégiée avec le parti socialiste. « Notre geste n'est pas pour autant une opération publicitaire, précise-t-il, bien qu'on ne puisse pas en exclure un certain désir de mettre en valeur le Mouvement auprès des médias. Si c'était de la publicité, ce serait uniquement une affaire Fabre ; or le bureau est absolument solidaire. C'est l'affirmation d'une existence et d'une volonté. »

« Ce n'est pas un caprice », ajoute-t-il, comme il le confie, vendredi 18 septembre, dans une interview au quotidien régional Sud-Ouest, « nous ne pouvons accepter de continuer ce qui serait une source de divisions incessantes au sein d'un futur gouvernement de gauche. Mais il ne s'agit nullement d'une rupture ; seulement d'une pause destinée à permettre à nos partenaires et plus particulièrement au parti communiste de revenir à la table de négociations avec des propositions sérieuses et acceptables. »

« Vous imaginez comme en lisant cela nos militants ont bondi et ont été déçus », dit M. Jacques Bessières, adjoint au maire (P.G.), chargé des aspects variés et des bâtiments communaux. M. Bessières insiste sur « le calme et le sérieux » avec lesquels les communistes ont réagi à l'attitude des radicaux de gauche, bien que « chez certains d'entre eux, il y ait toujours une certaine méfiance à l'égard du M.R.G., que ce geste n'est pas de nature à faire disparaître ». Cependant, malgré leur inquiétude, les communistes rochelais sont confiants.

Au parti socialiste, on ne parle pas non plus de représailles électorales. Pour M. Prud, premier adjoint au maire (P.S.), « c'est bien sûr un coup porté à la dynamique de l'union de la gauche et à sa crédibilité ».

M. Prud fait état d'une suspicion de longue date au sein de la fédération socialiste de Charente-Maritime, à propos de la sincérité des convictions de gauche du M.R.G. « Mais dont M. Michel Crépeau a toujours été mis à part, indique-t-il. De plus, cette fois-ci, les négociations qui sont en cours en vue des législatives se passent fort bien. Nous nous sommes mis d'accord. Lundi 19 septembre, nous avons une réunion commune, socialiste et radicale de gauche, comme prévu. Rien n'a été changé ». Ce que les radicaux de gauche perçoivent au plan national comme « un mouvement d'humeur du P.S. à notre égard », dit M. Crépeau, évoquant la phrase de M. Claude Estier, « un geste politique à courte vue », est, à La Rochelle, très atténué. Selon M. Josy Moynet, président du conseil général et sénateur (M.R.G.), « ici, les radicaux et les socialistes se sont écrits par la personnalité de M. Michel Crépeau. »

C'est aussi l'avis de la future candidate de la majorité aux élections législatives, Mme Lucette Lacouture (P.R.), qui n'ignore pas l'influence personnelle de M. Crépeau avec laquelle elle a dit : « en accord sur la plupart des initiatives qu'il a prises et prises à collaborer avec lui si ce n'est son accord avec le parti communiste ». Face à M. Crépeau, Mme Lacouture espère faire le plein des voix de la majorité et « peut-être mordre sur la trange droite d'un électeur qui vote pour Michel Crépeau aux municipales mais hésite à le suivre aux législatives ». A moins que, justement, ces électeurs, rassurés par la fermeté du M.R.G. face aux communistes, ne lui restent acquis cette fois-ci. « C'est fort possible, constate Mme Lacouture. Peut-être, en mars, Michel Crépeau perdrait-il quelques voix socialistes et communistes, mais, en effet, elles risquent d'être compensées par les voix de centre droit que je vais essayer de lui disputer. »

Trente nouvelles adhésions depuis le 14 septembre

Pour M. Crépeau, qui partage cette analyse, « l'union de la gauche et le M.R.G. vont sortir renforcés de cette clarification ». En Charente-Maritime, depuis mercredi, le M.R.G. a gagné une trentaine d'adhérents. « Mais, ajoute M. Crépeau avec quelque ironie, je ne pense pas que ces gens-là soutiendront mes initiatives avec beaucoup d'enthousiasme. »

« L'état de R. Fabre, conclut le premier adjoint, M. Prud, n'a eu, on le voit, aucune influence sur la vie municipale et n'en aura pas, j'en suis persuadé, à moins, pour le parti communiste, d'instructions venant de Paris, ce qui m'étonnerait. Il n'a même pas été question de cette affaire à la réunion municipale de vendredi. La qualité des rapports avec le P.C. et la personnalité des élus communistes rochelais nous permettent de continuer à travailler ensemble dans de bonnes conditions. Cette confiance semble partagée, à tout le moins pour l'avenir immédiat, par une majorité de Rochelais qui qualifient l'union de la gauche au sein de leur municipalité d'exemplaire ».

JOSYANE SAVIGNEAU.

LE PHOTOCOPIE IL FAIT BEAU

PHOTOCOPIE RECTO

PHOTOCOPIE PETIT COMME CA.

PHOTOCOPIE GRAND COMME CA.

ET VOUS, PA

1

سكزا من الأصل



# LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSES.

## IL PHOTOCOPIE RECTO.

Le photocopieur SCM 110 B est un nouveau photocopieur de la gamme Smith-Corona Marchant. Sa nouveauté n'est évidemment pas qu'il photocopie recto. Comme vous pouvez le voir dans cette page, il fait bien d'autres choses.

## IL PHOTOCOPIE VERSO.

Le SCM 110 B peut photocopier sur le recto et le verso de la même feuille, ce qui représente une appréciable économie de papier.

## IL PHOTOCOPIE SUR PAPIER COULEUR.

Le SCM 110 B peut photocopier sur n'importe quel papier. Il peut donc photocopier sur du papier de couleur. Utilisation : tarifs, notes de service, publicité directe...



## IL PHOTOCOPIE PETIT COMME ÇA.

Le SCM 110 B est alimenté non pas par cassette, mais par rouleau. Avantage pratique : pour changer de format, pas besoin de changer de cassette. Un curseur vous permet de régler la longueur de coupe désirée. Si vous voulez le format minimum, vous réglez sur la longueur de coupe minimum (178 mm). Avantage financier : vous photocopiez chèques, documents administratifs, fichiers, etc., à leurs formats réels. Autant de photocopies, autant d'économies.



## IL PHOTOCOPIE GRAND COMME ÇA.

Par contre, si vous voulez le format maximum, vous réglez le curseur sur la longueur de coupe maximum (425 mm), indispensable pour photocopier états comptables, maquettes, plans, feuilles d'ordinateurs... Le curseur vous permet, bien entendu, d'obtenir tous les formats entre 178 mm et 425 mm de long.

## IL PHOTOCOPIE SUR PLAQUES OFFSET.

Si vous avez une machine offset, vous pouvez utiliser le 110 B pour photocopier sur plaques offset les documents à tirer en plusieurs centaines d'exemplaires.

## IL PHOTOCOPIE SUR ETIQUETTES ADHESIVES.

Il suffit de taper les adresses sur un original. Le SCM 110 B les photocopie sur une feuille ou un rouleau auto-adhésif et pré-découpé. Vous obtenez ainsi 24 étiquettes par feuille A 4 (21x29,7 cm).

## IL PHOTOCOPIE SUR VOTRE PAPIER A EN-TÊTE.

Avec le SCM 110 B, vous pouvez vous servir de votre propre papier à lettre, pour y photocopier des circulaires en feuille à feuille.

## IL PHOTOCOPIE SUR D'AUTRES CHOSES.

• Le SCM 110 B peut photocopier sur papier calque pour tirages de plans en diapositive.  
• Avec le SCM 110 B, vous pouvez obtenir des copies sur transparents pour votre rétro-projecteur.

# ET VOUS, PAS GRAND CHOSE.



Autant les performances du SCM 110 B sont nombreuses, autant son fonctionnement est simple. Deux boutons : un pour le nombre de photocopies ; un pour la mise en route. Vous réglez le curseur sur la longueur de coupe désirée et c'est parti pour 600 copies sans problème.

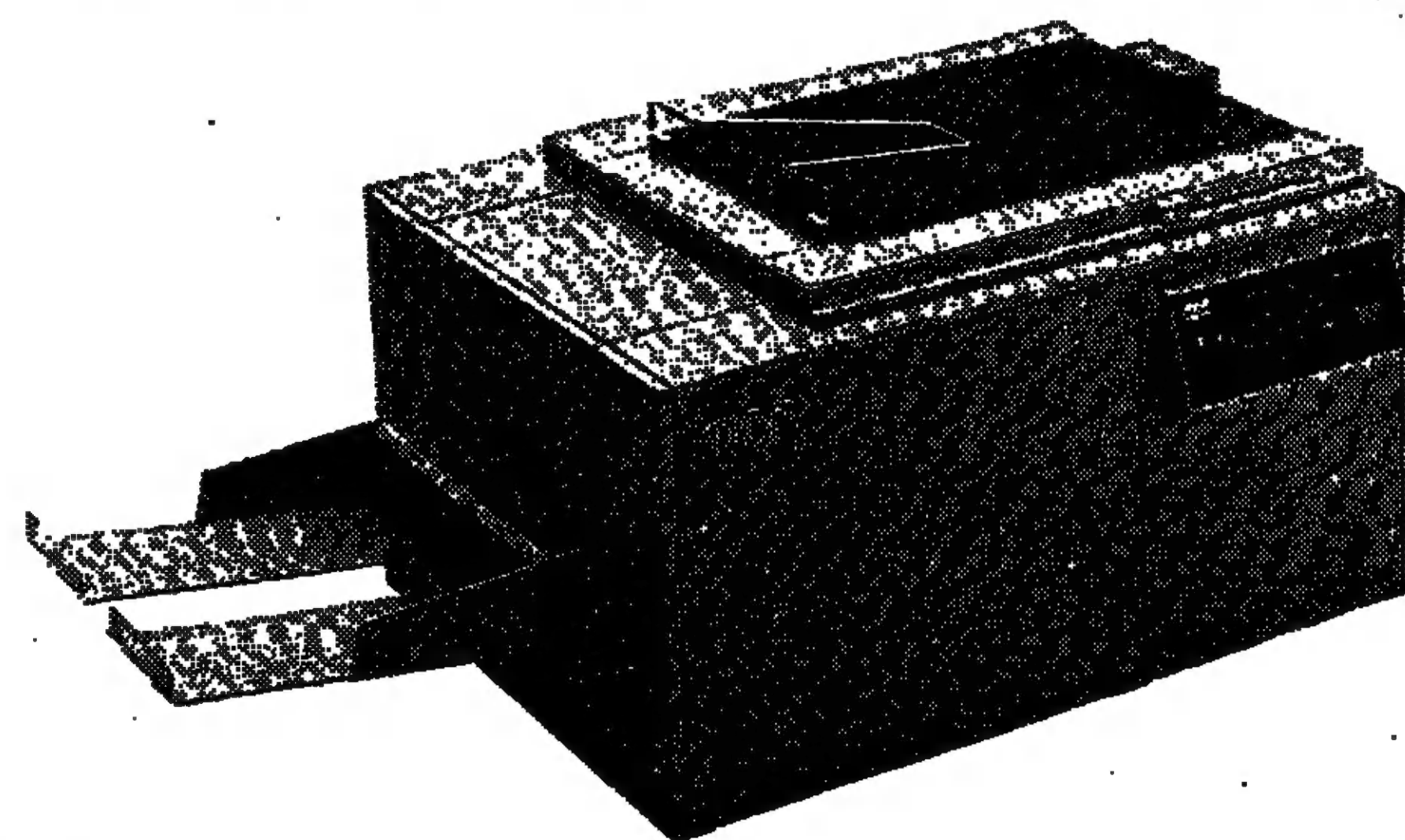
Sans problème, puisque le SCM 110 B est alimenté par rouleau. Il ne risque donc pas d'y avoir de bourrage dû à des feuilles mal déramées ou humides, qui viennent stopper la machine, exigent la venue d'un dépanneur, et rendent la machine indisponible juste au moment où l'on en a besoin.

Le photocopieur SCM 110 B fait ce que font plusieurs photocopieurs réunis mais rassurez-vous, il vaudrait plutôt moins cher que ses concurrents : 29.365 F T.T.C. A ce prix, cela vaut la peine de se renseigner. D'autant plus qu'il fait partie de toute une

gamme de photocopieurs disponibles en vente ou location. Il y a donc sûrement un photocopieur Smith-Corona Marchant, qui correspond à vos besoins.

## PHOTOCOPIEUR SMITH-CORONA MARCHANT 110 B.

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Désirent en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B.

Renvoyez ce bon à : Division SFR Photocopieurs Smith-Corona Marchant  
B.P. 93.2 et 4 avenue de l'Europe 78140 Vélizy. Tél. 946.96.38

**SMO SFR SAM**

Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.



\* Photocopieurs Smith-Corona Marchant

محکمات من الأصل



# 19 SEPTEMBRE 1977: UN NUMERO DU NOUVEL OBSERVATEUR...

## Au sommaire :

## POURQUOI LA DROITE REPREND ESPOIR?

par Georges Mamy

## LES DESSOUS DU SOMMET DE LA GAUCHE

*par F.-O. Giesbert*

**LÉON BLUM** *par Jean Lacouture*

## LA POLITIQUE DANS MA VIE *par Yves Montand*

## ARAGON ET LA VIEILLESSE *par Michel Cournot*

## LA CHINE AUJOURD'HUI *par K.-S. Karol*

## ÊTES-VOUS PRÊT A VIVRE AUTREMENT?

*par Josette Alia*

**L'ÉDITORIAL** *de Jean Daniel*

Le Nouvel Observateur, chaque semaine, tente de vous présenter l'actualité et ce qui la dépasse.

La vieillesse d'Aragon, n'est-ce pas aussi important que le dernier discours de Chirac?

L'histoire de la Chine aujourd'hui nous concerne. Mais l'étrange est que nous connaissons mieux l'itinéraire de Mao que celui de Blum.

Les humeurs de Marchais, les perplexités de Mitterrand doivent-elles effacer dans notre esprit les choix d'un grand acteur connu : Yves Montand?

Le Nouvel Observateur n'est pas rivé aux événements fugitifs du jour. Il cherche à faire la part des choses. A voir ce qui se joue d'essentiel derrière le fracassant.

Chaque semaine, il vous donne à lire, avec le seul souci de l'honnêteté, des textes qui vous permettent, à vous-mêmes, à vous seuls de dire : cela compte et cela non.

# LE NOUVEL OBSERVATEUR

# POLITIQUE

## M. SOISSON : l'entente de la majorité n'est pas l'uniformité

M. Jean-Pierre Solsson, secrétaire général du parti républicain, était dimanche soir 16 septembre, l'invité du club de la presse, à l'Europe 1.

« Je tiens tout d'abord à déclarer : Une nouvelle étape de la majorité commence. Nous avons estimé nos antécédents. Cette entente n'est pas l'uniformité. Nous devons maintenant organiser notre diversité (...). »

Un nombre de phénomènes qui laissent croire que le chiffre de cent mille n'était plus réel. J'ai le courage de le dire. » Comme on lui demandait où étaient allés ces militants, M. Solsson a répondu : « Ils étaient passés au R.P.F. ou au parti écologiste, ce qui était plus grave. »

Le secrétaire général du parti républicain a indiqué que la campagne

M. Saison a ajouté : « Il est tout à fait normal, dans la respect de la diversité des partis de la majorité, que les formations qui sont les plus proches les unes des autres organisent entre elles des élections primaires. Et dans nos organisations, il y a un clivage entre un parti radical et C.D.S., « des élections primaires afin de faire en sorte qu'il y ait, pour les élections législatives, un seul candidat représentatif de nos formations au premier tour. Mais cela ne peut être fait, car nous sommes un parti républicain participatif ou conduira un front qui serait dirigé contre une autre formation de la majorité. Et je l'ai très nettement indiqué lors de la dernière réunion des leaders de la majorité, à laquelle ont participé tous les élus de la gauche communiste. Il n'y aura pas de front commun contre le R.P.F. »

Le secrétaire général du P.R. a aussi évoqué les conditions de succès de ce parti. Après avoir noté : « M. Giscard d'Estaing a su des militants et des électeurs et nous devons retrouver les électeurs de M. Giscard d'Estaing de 1974 », il a reconnu que, après avoir fêté son cent millions adhérents, la formation giscardienne avait subi une déperdition de 40 millions. « Nous avons quatre-vingt mille adhérents, a-t-il dit. Il s'agit produit un certain nombre de choses. »

programme, qui soutient, qui appuie, qui soutient le programme de M. Giscard d'Estaing. Mais nous recevra donc tout naturellement le soutien et l'appui du premier ministre. » Revenant à la fin de l'émission sur ces derniers phrases, M. Solleson a préféré cette formulation : « On verra bien quel soutien ou ne soutient pas M. Raymond Barre, pour sa part », mais je ne voudrais pas l'engager - en tirer toutes les conséquences. »

## Libres opinions

## GISCARDIENS DE GAUCHE

par BERNARD IBAL, ROGER TISSEYRE  
et JACK BOULET (\*)

**S' de céder à une mode ? La gauche donne toujours un air généreux à celui qui s'en réclame. S'agit-il de laisser entendre que le giscardisme n'est pas essentiellement réformiste, au point qu'en ajoutant « de gauche » on se différencierait des autres giscardiens ? S'agit-il de regarder en modèles les travaillistes anglais ou les socio-démocrates allemands ?**

Il n'en est rien : la démocratie française, comme toutes les démocraties, est en progrès à faire, mais aucune leçon à recevoir de l'étranger. Valéry Giscard d'Estaing tient ce qu'il a promis : une remise à l'heure de l'économie, de la culture, de la qualité de la vie française. Sa majorité présidentielle est réformiste comme lui, sinon il n'y aurait pas eu de majorité parlementaire pour voter les réformes. Quant à la notion de gauche, elle n'est qu'apparemment une mode : la classe politique se boucle fort peu entre l'extrême gauche bureaucratique coiffée dans l'apologie des nationalisations miracles et le centre représenté par la nouvelle majorité présidentielle. Le terrain est presque vide, et c'est pourtant la place traditionnelle de l'opinion française. Comme l'on se souvient du discours de Charenton du 8 octobre 1972 où Valéry Giscard d'Estaing appelait ses amis à se situer délibérément au centre gauche.

Lorsqu'on a pour leader un chef d'Etat, deux praxis complémentaires, mais impliquant des hommes différents, s'ouvrent à un militant. Une praxis de large rassemblement et une praxis de volonté spécifiques.

La politique de rassemblement s'inscrit par nature dans une problématique du centre : c'est au centre que convergent les différences. Le changement dans la sécurité implique heureusement des tenants plus sereux de stabilité par sagesse et des partisans plus préoccupés de réformes par jeunesse d'esprit. La pluralité harmonieuse des courants est nécessaire à la majorité cléricale.

La majorité a toujours suivi les réformes proposées par l'Elysée, mais il y a des gardiens de 1974 qui attendent encore plus de cette majorité : ils veulent précéder les réformes, anticiper sur le changement et encourager le président dans cette ambition à devenir plus « démocrate française ». Dans un soul de rassemblement, on tend au compromis : le gardien de gauche ne refuse pas, au contraire, le regroupement du fait majoritaire, il ne refuse pas le dialogue et l'alliance, mais ne veut pas pour cela renoncer au progrès de la société socio-libérale.

La volonté spécifique du giscardien de gauche se donne pour objet primordial l'affirmation d'un réformisme courageux qui mette définitivement confiance, au sein de la majorité présidentielle, cette partie de la gauche (toujours si élargie qui y a participé en 1974) dans le cadre d'un développement de la libre entreprise et de l'économie de marché, seules conditions du pluralisme, tel-même seule condition de la liberté, du dialogue et du progrès, le giscardien de gauche est celui qui aspire à :

- une politique sociale de resserrement le plus rapide possible des écarts trop injurieux de revenus et d'action pour le plein emploi ;
- une politique économique de rétablissement énergique d'une authentique concurrence contre la tendance aux monopoles et à l'inflation ;
- une politique du travail qui rende plus obligatoire et plus rapide l'application de la co-surveillance dans les entreprises ;
- une politique financière plus encourageante de la petite épargne et plus dissuasive de la spéculation ;
- une politique fiscale plus équitable et toujours plus résolue contre la fraude ;
- une politique d'aide de l'Etat plus orientée vers les personnes dans le besoin que vers les secteurs économiques tout entiers sans distinction des cas particuliers ;
- une politique urbaniste plus protectrice de l'individualité.

Cela dit sans parler des politiques européenne, familiale, locale, éducative et culturelle, toujours plus volontaires, courageuses et à l'abri de toute pression financière, politique ou syndicale violente.

Il n'y a rien d' en apparence de bien nouveau, c'est le giscardisme ; mais, sous prétexte de rassembler, les giscardiens de gauche ne veulent pas adoucir ou ralentir de tels projets. Cette action ne nécessite au début car un nouveau parti mais implique peut-être au sein de ceux qui existent déjà (ou entre certains membres de ceux-ci) une structure d'animation résolument progressiste. Les leaders et les militants giscardiens de gauche — nous en sommes sûrs — existent. C'est le moment opportun pour qu'ils se manifestent comme tels.

(\*) M. Ibal, professeur de philosophie à Limoux, et M. Boulet, chef de clinique à Montpellier, se réclament des républicains indépendants, et M. Tisseyr, ouvrier de l'usine de l'Aude, de Génération sociale et libérale (Jeunes girardins).

**AVEC LE SM  
VOU  
DE FAIRE CE**

Prendre d'un original, vers

Very truly yours,

**SMO SFR SAM**

هكذا من الأصل



# AL-SADOUN : l'entente de la majo n'est pas l'uniformité

Le ministre de l'Intérieur, M. Al-Sadoun, a déclaré hier à Bagdad que l'entente de la majorité n'est pas l'uniformité. Il a souligné que la majorité doit être représentée par une coalition de forces politiques, sociales et économiques, et que cette coalition doit être capable de gouverner le pays de manière efficace et transparente. M. Al-Sadoun a également déclaré que le gouvernement doit être ouvert à la participation de toutes les forces politiques, y compris les opposants, et que la coopération entre les différents groupes est essentielle pour le développement du pays.

## Libres opinions

### BISCARDIENS DE GAUCHE

par BERNARD  
et JACK

Si l'on se réfère à une certaine tradition, la gauche est celle qui se situe à gauche du spectre politique. Mais, dans la réalité, la gauche est une force mouvante, capable de s'adapter à différentes situations. Les biscardiens de gauche, par exemple, sont une force politique qui a su évoluer avec le temps. Ils ont commencé par être des opposants à la droite, mais ils ont ensuite rejoint la majorité. Aujourd'hui, ils sont de retour à la gauche, mais avec une vision plus nuancée du monde. Ils ne sont plus des idéologues, mais des hommes d'action, capables de trouver des solutions concrètes aux problèmes du peuple.

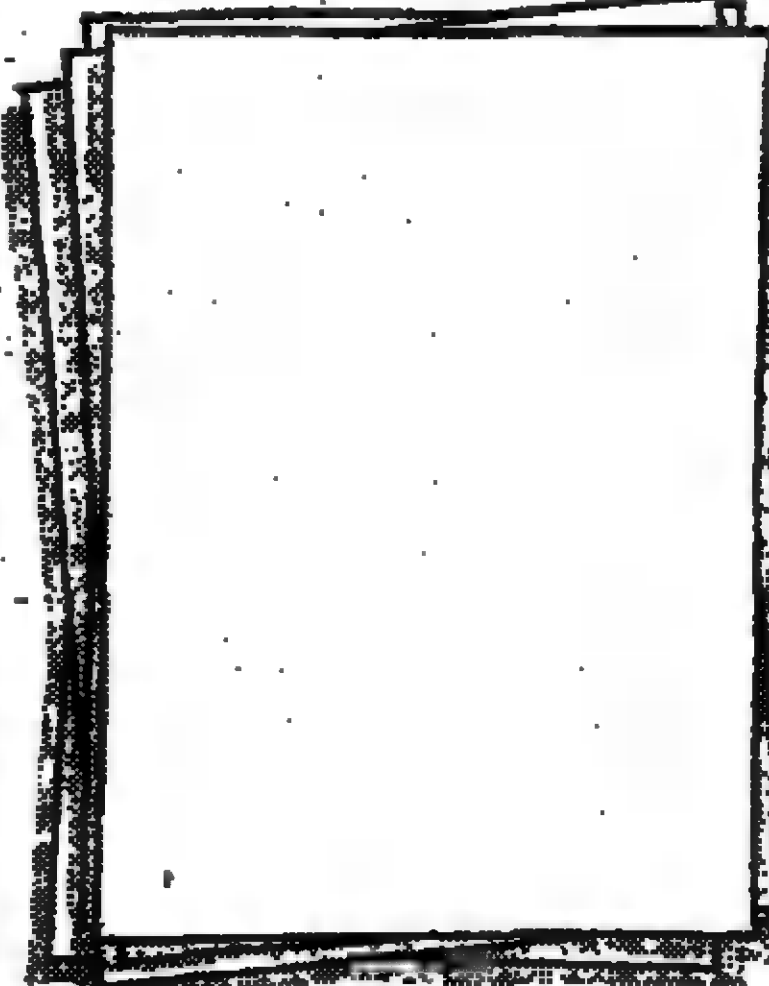
La gauche a toujours été une force de progrès, de justice et de liberté. Elle a lutté pour le droit de vote des femmes, pour la séparation de l'Église et de l'État, pour la reconnaissance des minorités. Elle a été la force motrice de nombreuses réformes sociales et économiques. Aujourd'hui, la gauche doit continuer à se battre pour ces valeurs, mais elle doit aussi être capable de dialoguer avec les autres forces politiques. Elle ne doit pas se cloîtrer dans son idéologie, mais elle doit être ouverte à la coopération et à la collaboration. C'est seulement ainsi qu'elle pourra accomplir sa mission de servir le peuple.

# AVEC LE SMO MASKOPRINT 750 VOUS ÊTES LIBRE DE FAIRE CE QUE VOUS VOULEZ.

A partir d'un original, vous pouvez éditer en sélectionnant les lignes.



Voire original.



Vous prenez des feuilles  
"papier ordinaire" de votre choix.



Vous pouvez sauter des lignes.



Vous pouvez n'éditer que  
les lignes du centre.

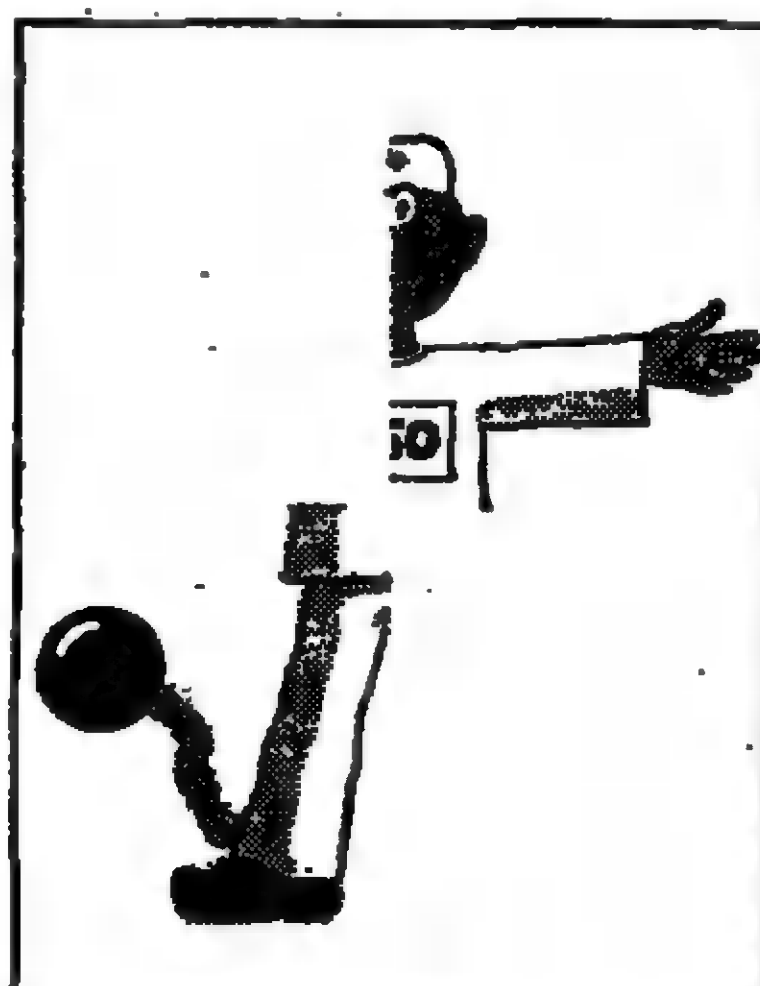


Vous pouvez supprimer toutes  
les lignes et ne garder que le dessin.

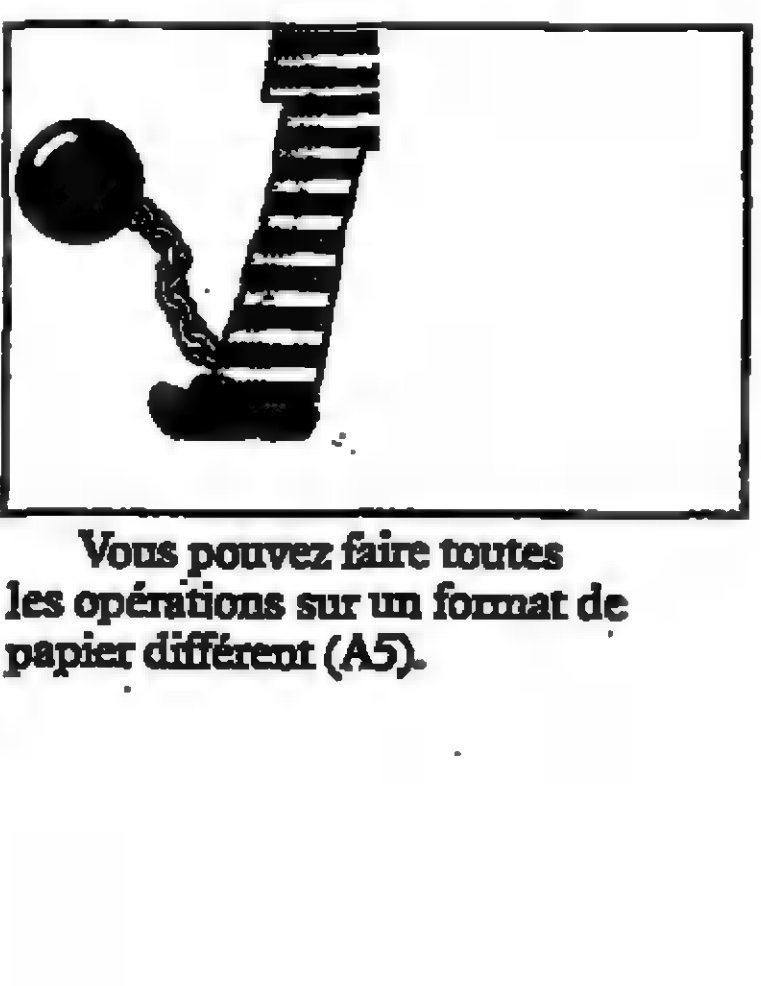
Vous pouvez éditer en changeant le dessin.



Vous pouvez garder les lignes  
et cacher une partie du dessin.



Vous pouvez supprimer les lignes  
que vous voulez et cacher plusieurs  
parties du dessin.



Vous pouvez faire toutes  
les opérations sur un format de  
papier différent (A5).



Vous pouvez regrouper  
le haut et le bas.



Vous pouvez bien entendu supprimer  
des chiffres à l'endroit que vous voulez.  
Et voilà!

**Applications :**  
lancement de fabrication, d'achat, de dossiers d'assurance,  
de dossiers commerciaux ; sans utiliser de pré-imprimés.  
A partir d'un document original, nombreux sont ceux  
qui ont besoin d'une grande variété de copies reprenant tout ou  
partie du document original selon le destinataire.  
Avec le Maskoprint, vous pouvez obtenir, à partir d'un  
seul original, 40 copies différentes dans leur contenu, dessin  
et format (A4 et A5), le tout en 2 minutes avec une qualité  
excellente et sur le papier de votre choix.  
Plus besoin de formulaires pré-imprimés, la machine  
les édite elle-même au fur et à mesure. Plus de mains sales. Plus  
d'erreurs possibles : tout peut être programmé.  
Ainsi, par exemple, à partir d'un original décrivant  
les opérations nécessaires au lancement d'une fabrication, vous  
pouvez éditer les bons de retour extérieurs, les bordereaux de  
livraison, les bons de contrôle, les bons de sortie matière, les  
bons de sortie outillage, les bons de travail pour chaque poste  
de travail et les bons de planning.  
Chacun reçoit sa fiche dans le nombre d'exemplaires  
voulu. Il en va de même des dossiers d'assurance, des dossiers  
commerciaux, des lancements d'achat...

**Le principe :**  
la juxtaposition d'une bande de films et d'un système de  
sélection et regroupement de lignes.  
La combinaison des deux systèmes permet une variété  
énorme de possibilités, le tout pouvant se faire manuellement ou  
automatiquement, à l'aide de deux programmes en cassette qui  
sont incorporés sur l'appareil.



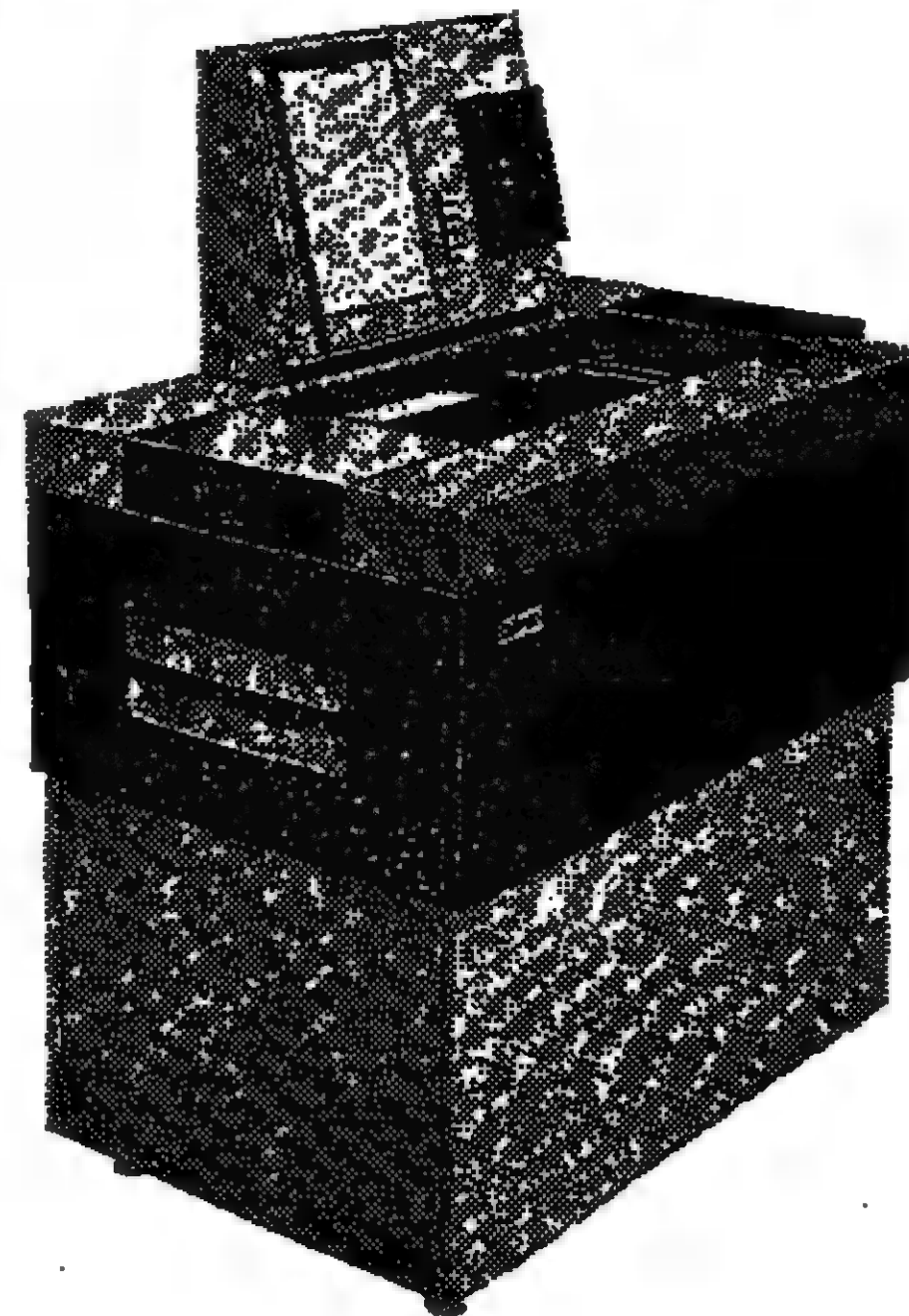
**SMO SFR SAM**

Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.

Les programmes sont faits spécialement selon vos  
besoins. Ce sont eux qui permettent d'éditer 40 documents  
différents, sans possibilité d'erreurs, en 2 minutes.

**SMO MASKOPRINT 750.**

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard  
dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Désirerait en savoir plus sur le SMO Maskoprint 750.

Renvoyez ce bon à : Division SMO  
2 et 4 avenue de l'Europe. B.P. 93 - 78140 Velizy. Tél. 946.96.38

مكتبة الأمل



## POLITIQUE

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

**M. Barre : M. Mitterrand s'est mis sous la surveillance vigilante du P.C.**

Interrogé à bord de Concorde alors qu'il revenait des États-Unis sur la situation au sein de la gauche, M. Raymond Barre a notamment déclaré, samedi 17 septembre : « J'ai été informé, à Washington, de ce qui s'était passé dans l'évolution de ce que l'on appelle l'union de la gauche. Ce sont, à mon sens, des péripéties, et nous ne sommes pas au bout de celles-ci. »

Le premier ministre a ajouté : « Je crois qu'il faut se garder, à l'heure actuelle, de commentaires précipités. Il faut aller à l'essentiel. L'essentiel, ce sont les choix qui ont été faits par les chefs de l'opposition, et notamment par le principal d'entre eux, M. Mitterrand. Ces choix ont une logique. M. Mitterrand a choisi une stratégie économique qui conduirait, si elle était appliquée en France, à l'isolement de notre pays en quelques mois. Elle amènerait aussi la régression de notre économie : en six mois, vingt-cinq ans d'efforts seraient ruinés. (...) M. Mitterrand a choisi une stratégie politique qui le met sous la surveillance vigilante du parti communiste. Nous verrons jusqu'à quel point il est décidé à aller sur la voie des compromis ou du renouveau. »

**« La majorité est aujourd'hui élargie »**

Évoquant la situation au sein de la majorité M. Raymond Barre a déclaré : « Tout le monde continue à considérer la majorité en fonction de ce qui se passait il y a de nombreuses années, c'est-à-dire en fonction d'une situation où il y avait un seul parti domi-

nant qui avait le concours, sous forme d'un appoint très limité, de personnalités plus que de formations.

« Depuis quelques années les choses ont évolué. La majorité est aujourd'hui diverse, élargie par rapport à ce qu'elle a été. Pour ma part je ne crois pas qu'il faille raisonner en termes de formations strictement déterminées. Ce qui me frappe aujourd'hui, c'est la fluidité de la situation politique française. Au fond, un profond mouvement est en train de s'établir au sein de la société française, et c'est la raison pour laquelle, au moment où j'ai commencé un certain nombre de consultations, j'ai dit que le souhait que je formais était qu'à l'occasion des échéances électorales, il puisse y avoir un regroupement de ceux que le président Pompidou appelait « tous les autres (1) ».

Pour le premier ministre, « tous les autres », ce sont les citoyens « fidèles aux traditions de liberté, de tolérance, de justice, qui souhaitent que la politique de la France soit une politique de progrès économique et social, et qui n'acceptent pas des alliances électorales contre nature ou des programmes qui compromettent très rapidement l'idéal de liberté et de justice qui les anime ».

(1) N.D.L.R. — Avant les élections législatives du 4 et 11 mars 1973, Georges Pompidou président de la République avait déclaré, le 8 février, au cours d'un entretien télévisé : « C'est un duel entre, d'un côté, ce que vous appelez l'union de la gauche, et, de l'autre, tous les autres. » Il avait repris cette formule le 10 mars, à la veille du second tour de scrutin.

### La majorité cherche à « organiser sa diversité »

(Suite de la première page.)

Après août 1976 et le départ de M. Jacques Chirac du gouvernement, ils avaient été les premiers à engager le processus qui conduisit à la revendication d'une plus grande autonomie et à l'élaboration d'une image de marque forte, différente de la folie de cette aile alliée et de celle de la coalition présidentielle.

Du côté des non-gaullistes, contraints dans un premier temps de jouer la carte majoritaire pour faire place aux entreprises de leur mouvement, c'est le parti radical qui a donné récemment le signal de ces initiatives « différenciées ». Son président a dénoncé, dès le 8 septembre, « l'annexion dangereuse » né de la bonne entente, au cours des semaines précédentes, entre le R.P.R. et « les autres ». Après la printemps de la discordie et l'été des retrouvailles, l'automne pourrait bien être pour la majorité la saison de l'affirmation des différences, le temps du « chacun pour soi » ou presque.

Le parti radical a donc annoncé son intention de promouvoir son propre manifeste (actualisé récemment), et son président a commencé un « tour de France » de propagande. Le Centre des démocrates-sociaux a déjà publié le préambule du programme (intitulé « L'autre solution ») qu'il adoptera lors de son congrès de Lyon, du 7 au 9 octobre. Son président, M. Lecanuet, a indiqué que ces essais seraient, pour le C.D.S., l'occasion d'affirmer son identité et sa singularité. Quant au parti républicain, son conseil national sera saisi, le 15 octobre, du programme électoral qui avait été approuvé, en 1974, par ses électeurs.

Cette tendance générale traduit la volonté de tous ces partis de s'adresser de manière originale et indépendante à l'électorat modéré. Leur préoccupation est de ne paraître ni trop liés au congrès majoritaire ni tout à fait inconditionnels du gouvernement et même, dans certains cas, du président de la République.

Les états-majors savent bien que les élections se joueront en grande partie sur les résultats économiques. Or le temps passe et les résultats se faisant attendre, ils commencent à douter d'un renouveau spectaculaire. D'où leur prudence.

En ce qui concerne le chef de l'Etat, ils sont conscients des manques dont souffre l'image du président de la République et des risques qu'il y aurait à s'identifier à lui. Ses discours, jugés parfois trop nombreux, déconcertent plus qu'ils ne convainquent. Il n'est plus tout à fait la référence idéale.

Depuis leur congrès de Fréjus, le 19 mai dernier, et la transformation de la Fédération nationale des républicains indépendants en parti républicain, les gaullistes — ayant pour leur part mesuré le terrain perdu et les dangers encourus — se sont donné les moyens de réagir. Au cours des derniers mois, ils ont fait passer par les deux principaux instituts de sondages d'une série d'enquêtes sur leur électorat, leurs sympathisants, leur image dans l'opinion. Surbot, ils ont tenté de savoir ce qui guidait — et guidera — les choix du « nouveau » électorat socialiste. Ainsi, notamment, la frange des électeurs qui avaient apporté leurs votes à M. Giscard d'Estaing

en 1974 et qui ont rallié la gauche depuis.

Ces études, dont la synthèse a été réalisée par M. Michel Finton, conseiller politique du P.R., ont donné aux responsables gaullistes la conviction que leur parti est, dans la majorité, le mieux placé — ou le moins mal — pour arracher les quelques points de pourcentage qui feront la différence en 1978.

La majorité est perçue dans l'opinion comme constituée de trois courants : le R.P.R., crédité en moyenne de 22 1/2 % d'intentions de vote, les gaullistes (19 %), les centristes et radicaux (7 %).

L'espoir du Parti républicain est que l'image du R.P.R., en raison de la forte personnalité et des méthodes d'action de son président soit, au bout du compte, trop « typée » pour continuer à progresser dans l'opinion, les « qualités » de M. Chirac ayant, à partir d'un certain seuil, autant de force de répulsion que d'attraction. Le maire de Paris a, indubitablement, conquis un certain électorat modéré mais, au-delà de celui-ci, il inquiète. C'est justement dans ce secteur de l'opinion que se trouvent les « nouveaux électeurs socialistes ». Ceux-ci, il est difficile de les imaginer votant un jour pour M. Chirac, mais ne peut-on tenter de regagner leur faveur en modifiant quelque peu la stratégie ? Telle est la question que se posent les dirigeants du P.R.

Le « nouveau » électorat socialiste, composé d'une grande partie de cadres et de jeunes électeurs est, paraît-il, surtout sensible aux injustices sociales, aux atteintes aux

libertés. Il juge sévèrement la majorité-pour son impuissance à tenir les promesses de changement faites en 1974 (il adresse le même reproche au gouvernement). Il lui fait grief de ses divisions et des polémiques qui ont éclaté. En revanche, il considère favorablement son attachement aux libertés et à l'indépendance nationale.

Ce qui l'attire dans le parti socialiste, c'est sa force électorale montante, sa capacité de s'opposer. Certains thèmes du P.S., au contraire, l'inquiètent : l'autogestion et les nationalisations par exemple. L'alliance avec le P.C. est, d'autre part, perçue de manière négative par une partie du nouvel électorat.

Cette analyse porte le parti républicain vers une stratégie qui consiste à marquer clairement la différence entre ses propres choix et ceux du gouvernement et à prendre ses distances vis-à-vis du P.R.

A l'égard du parti gaulliste, il s'agit pour les responsables gaullistes de combattre l'impression que leur formation a parfois pu donner d'être un allié timide. Ce n'est certes pas toujours aisé. On peut relever toutefois que le refus des gaullistes de condamner explicitement M. Jean-Jacques Servan-Schreiber découle de cette préoccupation.

#### Les écologistes

Ainsi, le 14 septembre, la réunion des leaders de la majorité a donné lieu à un accrochage sévère entre M. Chirac et M. Solisson. Ce dernier a repoussé un texte proposé par le président du R.P.R. et qui énonçait la récente initiative du président du parti radical. On lisait notamment dans ce communiqué la condamnation de « menées, qui, lorsqu'elles sont dévaluées, font douter de la sincérité des engagements pris devant l'opinion publique ». L'opposition qui lui fut manifestée par ses trois partenaires amena M. Chirac à menacer de publier un autre communiqué dans lequel il traitait les considérations de l'attitude de ses alliés. Finalement, l'entente se fit sur un texte rédigé par M. Jacques Bouffagues, délégué général du P.R., texte qui ne comportait aucune déclaration de guerre à l'adresse de M. Servan-Schreiber. Ce soul de formaté face au parti gaulliste et à son chef conduit M. Solisson à affirmer que « les contacts avec les radicaux se poursuivront » et à évoquer sans détour, comme il l'a fait dimanche au micro d'Europe 1, la volonté du C.D.S., du P.R. et des radicaux de préparer des candidats communs.

C'est surtout sur le contenu de son programme que compte le parti républicain pour se prémunir contre l'étiquette de parti « coresponsable » de la politique en cours. Les propositions du « projet républicain » émaneront donc largement des études effectuées sur les préoccupations de l'électorat à reconquérir sur le P.S. L'indépendance nationale, la défense des libertés, la lutte contre les injustices sociales, y tiendront leur place. « Il faut, dit le secrétaire général du P.R., distinguer entre ce qui revient au gouvernement et ce qui revient aux partis. » (Encore que le programme de sa formation soit élaboré en liaison avec l'hôtel Matignon grâce à M. Jean-Claude Cassin, conseiller du premier ministre.)

Un autre facteur important apparaît dans les enquêtes : la poids des votes des écologistes. Il est estimé à 11 % dans l'hypothèse de la présence d'un candidat « vert » dans chaque circonscription.

Ce taux considérable a de quoi étonner les responsables politiques à gauche, bien sûr, où l'on craint que ces voix ne soient « perdues » pour l'opposition au second tour. Au P.S. plus particulièrement, où l'on redoute qu'elles ne passent surtout devant aux candidats socialistes et contribuent à les placer dans certains cas derrière le représentant du P.C. au premier tour.

Chez les gaullistes, on considère que le courant écologiste mérite un effort. Si, pour une forte moitié, des intentions de vote, les « verts » peuvent être considérés comme acquis à la gauche, le reste est peut-être « récupérable », estime-t-on au P.R. En tout cas, si un parti de la majorité peut nourrir un espoir, c'est le parti républicain dont l'image, en ce domaine, n'est ni bonne ni mauvaise. « Vierge », dit-on, alors que celle du R.P.R. est nettement négative. Les préoccupations écologiques ne seront donc pas oubliées par les amis de M. Solisson.

Dans leur tentative pour ramener à eux ceux qui ont rallié la gauche après avoir voté pour M. Giscard d'Estaing, il est une limite que les dirigeants du parti républicain ne pourront franchir : celle au-delà de laquelle ils devraient se démarquer du président de la République lui-même. Dans les circonstances actuelles c'est là un about qu'ils sont obligés de laisser à leur concurrent gaulliste.

NOËL-JEAN BERGEROUX

VOICI LA  
VOUS POUVEZ FA  
DU PLUS G

500  
04811



POUR LE PRIX DE

Texte très flou et difficile à lire, mais semble être une liste ou un catalogue de produits ou services.

SMO SFR SAM

Jones rajeunit et ouvre 10 nouvelles boutiques.  
Voici la première.



Primavera

Jones

39, av. Victor-Hugo, Paris 16<sup>e</sup> - 727.06.30

Jusqu'au 20 octobre, 15 % de remise sur tous les articles avec la carte Jones.

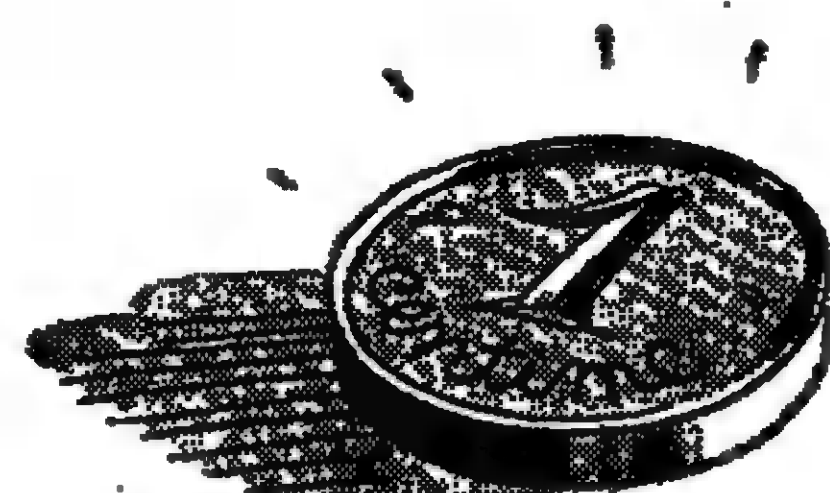
هكذا من الأصلي



# VOICI LA SAM 9000 SET. VOUS POUVEZ FAIRE UNE COPIE PARFAITE DU PLUS GROS DES BILLETS



## POUR LE PRIX DE LA PLUS PETITE PIECE.



Nombreux sont ceux qui ont besoin de copies de qualité, en grande quantité et à un prix économique.

C'est pourquoi ils ont choisi l'offset. Cependant les machines de table n'offrent pas une fiabilité suffisante. Quant aux machines professionnelles, elles sont beaucoup trop chères.

La solution, c'est la SAM 9000 SET : une machine qui, pour un prix très proche des machines de table offre des avantages qu'on ne trouve que sur les machines professionnelles.

Ainsi la SAM 9000 SET peut imprimer à une cadence de 9000 copies à l'heure sans problème, car elle est munie d'une alimentation de papier par succion, ce qui évite de prendre plusieurs feuilles à la fois et facilite l'impression de papiers de tous grammages.

La SAM 9000 SET est équipée d'un très puissant système d'encrage qui favorise la qualité d'impression.

Tout sur la SAM 9000 SET a été étudié pour vous faciliter le travail. Un affichage digital permet de programmer le déroulement complet des tirages quel que soit le nombre de copies. Un écran de visualisation vous permet de suivre le décompte des copies imprimées.

Le lavage du blanchet est automatique, ce qui permet de passer très vite d'un travail à l'autre. Le lavage ultra-rapide du bloc d'encrage facilite au maximum le changement de couleur.

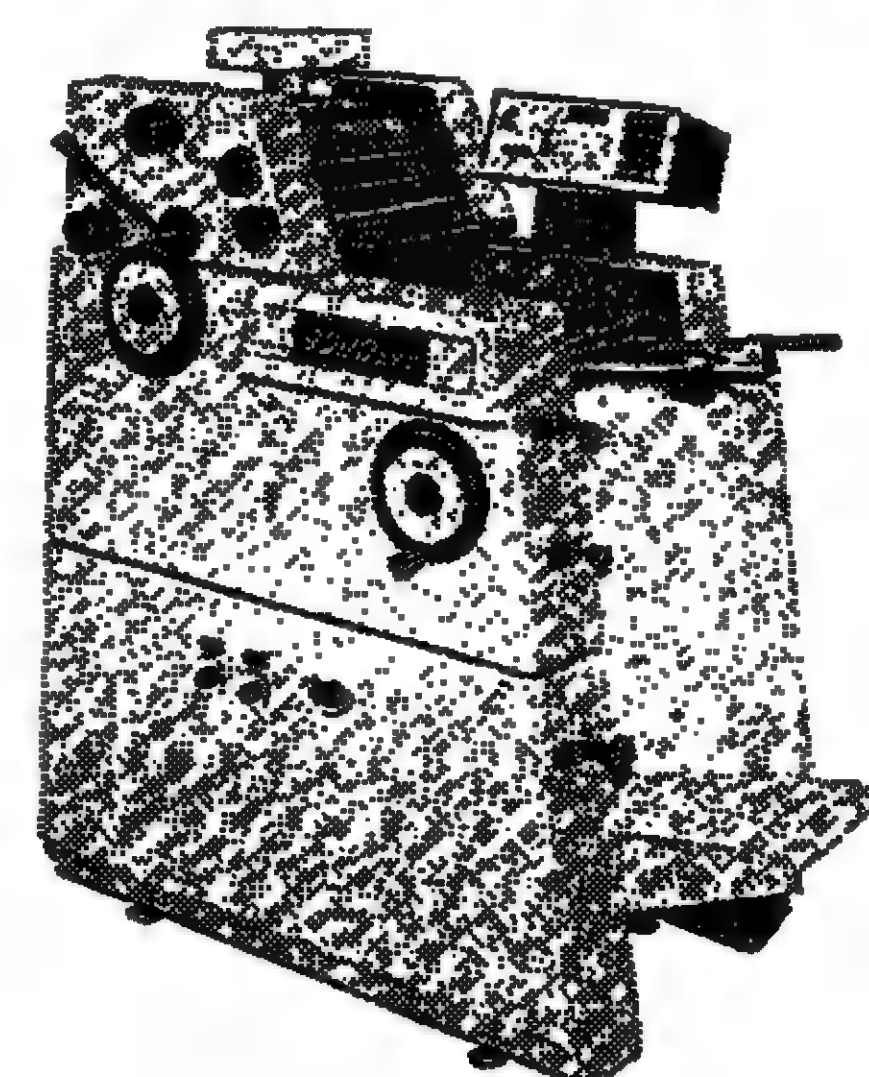
Économique à l'usage (la copie du billet de notre exemple a coûté moins de 1 centime sur papier A 5), la SAM 9000 SET

est d'un prix raisonnable à l'achat (45.747 F TTC). Elle peut être livrée avec un clicheur automatique.

Elle forme alors un système de copieur duplicateur de haute qualité à un prix abordable. Une secrétaire saura très vite s'en servir.

**MACHINE OFFSET SAM 9000 SET.**

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_  
Désirerait en savoir plus sur la SAM 9000 SET.

Renvoyez ce bon à : Division SAM  
2 et 4 avenue de l'Europe. B.P. 93 - 78140 Velizy - Tél. 946.96.38



**SMO SFR SAM**

Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.

© Photocopies Smith-Corona Marchant

مکملات العمل



« ÉCOLOGIE 78 » : pas de désistements au second tour

La Havre. Quarante-deux écologistes, représentant diverses associations regroupées sous le nom d'Écologie-78, se sont réunis samedi 17 et dimanche 18 septembre à la mairie de la ville de la Havre. Cette réunion, à caractère privé, avait notamment pour objectif de déterminer une attitude commune face aux sollicitations qui pourraient émaner de la part des partis politiques de la majorité et de l'opposition pour les élections législatives.

Des décisions ont été prises : une plate-forme d'actions, prévoyant l'arrêt immédiat de l'ensemble du programme nucléaire civil militaire et civil, la poursuite d'une négociation, à quel niveau que ce soit, n'aura

lieu entre les deux tours du scrutin de mars 1978. De plus, chaque candidat d'Écologie-78 s'engage à refuser toute opération locale, négociée ou non, payable en espèces, en services, en crédits ou reports des voix en faveur d'autres candidats, pour l'ensemble des deux tours.

Enfin, dans un souci de décentralisation, le siège d'Écologie-78 est installé à Lyon, au siège du MERA (Mouvement écologiste national) et du RSE (Rassemblement pour l'état).

M. Philippe Lebreton, professeur de biologie à l'université de Lyon. Un comité de coordination, composé de M. Philippe Lebreton, M. Hans-Joachim Lauth, du "Vergangenstag", a été élu, au sein duquel figurent M.M. Brice Lalonde et Philippe Lebreton.

**Mets.** — Au terme d'un colloque à Metz du 15 au 17 septembre une quinzaine d'animateurs d'associations venus de douze pays d'Europe ont jeté les bases d'un mouvement écologiste européen *« Les écologistes européens »*. Les participants étaient : la Suisse Denis de Rougemont, les Français Eric Laloand, Jacques Delors, Jean-Marie Pelt, directeur de l'Institut européen d'écologie. Ils ont décidé de poursuivre et de coordonner les actions des mouvements écologistes pour leur

des réalités économiques et des besoins des moins favorisés. Quant à l'engagement politique, il n'est évidemment pas sans péril. « Chaque fois que des écologistes ont été infiltrés dans des partis politiques, ils ont été phagocytés », a remarqué un délégué français. C'est pourquoi l'organisation des écologistes au niveau européen est peut-être le moyen pour eux d'échapper aux tentatives de récupération dont ils sont l'objet dans leurs pays respectifs.

M. André Mignot, sénateur (indépendant) des Yvelines, ancien maire de Versailles, qui présentait une liste aux élections sénatoriales de dimanche prochain (voir le *Monde* du 14 septembre), a décidé de *se retirer* de sa liste. Il renonce à demander le renouvellement de son mandat sénatorial. Faut-il en tirer la conclusion que la liste d'union de la gauche conduite par M. Bernard Hugo (P.C.), conseiller général, maire de Trappes, M. Edouard Bonnefous (Gauche démocratique), président de la commission des finances du Sénat, conduit donc l'unique liste bénéficiant de l'investiture officielle ?

cielle de la majorité. Mme Brigitte Gros, sénateur sortant (républicain), maire de Meulan, reste toutefois en lice, conduisant une liste dont le second candidat est M. Jacques Toutain (radical), maire de Jouy-en-Josas.

③ RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons indiqué que M. Emile Honoré, candidat aux élections sénatoriales dans Haute-Savoie, est maire à Megève (le *Monde* daté 18-19 septembre). M. Honoré est ancien conseiller municipal de cette commune.

Inscr., 4157; vot., 2899; suff.  
expr., 2838. MM. Marc Perru  
P.S., 1441 voix, Etz; Marcel Bu  
ind., 1397.

Il s'agissait de pourvoir le siège vacant depuis l'annulation, prononcée par le Conseil d'Etat, de l'élection de M. Marcel Buis, en mars 1939. Ce dernier avait été réélu au second tour des élections cantonales avec 1 389 voix contre 1 350 à M. M<sup>r</sup> Ferrot, P.S. M. Ferrot avait demandé l'annulation du scrutin en raison de la diffusion, la nuit précédente, de tracts diffamatoires.

Au premier tour de cette élection partielle, M. Buis était arrivé tête avec 794 voix, contre 775 M. Perrot, 646 à M. Jean-Pierre Algot (mod. maj.) et 338 à M. Pierre Monier (P.C.), sur 4 157 inscrits, 2 587 votants et 2 553 suffrages exprimés.

Ainsi qu'un premier tour le total des voix recueillies par le représentant du P.S. et celui du P.C. étaient de 1113 voix (soit 43,59 % des suffrages exprimés). M. Perrot qui bénéficia du désistement de M. Minnier (P.C.) gagne 328 suffrages au second tour et obtient 50,77 % des suffrages exprimés. Les voix de M. Algroet ne se sont pas totalement reportées sur M. Busis. Ce dernier, qui avait été réélu avec 50,18 % des voix, ne réalisa cette fois que 49,22 % des suffrages exprimés.

M. Perrot, âgé de vingt-sept ans, est le plus jeune des conseillers généraux de l'Ain.]

MM. Bonamy (maj.), 1910  
voix, ELU; Rau (P.S.), 1628 ;  
divers, 5.

(Il s'agitait de pouvoir le siège d'un conseiller municipal dont l'élection acquise au tour dernier avait été invalidée en raison d'anomalies constatées sur les listes d'émargement. Un deuxième conseiller avait également vu son élection invalidée, ce siège v'acant avait été pourvu lors du premier tour de cette élection. Les listes d'émargement de ce tour de scrutin avaient été les suivantes : 3483, 6 080 ; vot. : 3 331 ; suffr. expr. : 3478 ; liste de la majorité : M. MM. Fouchet, 1 798 voix ; liste : M. MM. 1 725 ; liste P.R. : 1 725 ; M. MM. 1 727 et 1 614 ; liste P.R. : M. MM. 645 et Mme Maillet, 534.

Bien qu'il y ait eu 108 votants supplémentaires au second tour, le candidat du P.S., qui avait bénéficié du désistement communiste, ne retrouva pas les 1332 voix qui, au premier tour, s'étaient portées sur son nom et sur celui de M. Hlin (P.C.), mieux placés des deux candidats du P.C. M. Bonamy, qui n'était pas candidat au premier tour, réalise un score supérieur de 112 voix à celui de M. Foncher, élu au premier tour.

Au terme des deux tours, ce sont deux conseillers municipaux favorables à la majorité qui remplacent les deux conseillers invalidés. La composition du conseil municipal ci-dessous n'est pas modifiée. La liste que conduisent M. Gustave Héon, député, et M. Jean-Louis Bouchard, groupe de la Gauche démocratique, président du conseil général de l'Eure, avait enlevé 26 des 27 sièges à pourvoir, avec 2 532 voix en moyenne contre 2 139 à la liste de la gauche, dont le chef de file, M. Claude Michel (P.S.), député. Il y a eu 11 521 voix et 6 141 inscrits, et 4 857 suffrages exprimés.

expr. 7212  
liste d'union de la gauche  
conduite par M. Zuccarelli, dép.,  
rad. g., 6048 voix, 35 sièges  
(15 rad. g., 15 P.C., 5 dém.) ;  
liste P.S., conduite par M. Anto-  
niotti, 1164.

Le conseil municipal de Bastia avait donné sa démission en juin dernier à la suite de l'invalidation du scrutin du 13 mars 1977, prononcée le 27 mai par le tribunal administratif de Nice. Les élus de Bastia avaient préféré se démettre de leur mandat plutôt que de déposer un recours au Conseil d'Etat. La liste

ne comptaient M. Jean Zaccarelli médecin du bureau d'hygiène et municipal sortant, avait été élu le premier tour dans deux élections municipales de l'an dernier, avec 7 250 voix contre 2 678 à celle de la majeure conduite par le colonel Agostini et 1 394 à la liste socialiste de M. Piero Antonietti, sur 2 584 inscrits, les 1773 votants et 11 233 suffrages exprimés.

Après ce vote, également à Farfani, comme qui fait partie du district romain d'Alghero, il y eut encore

Le scrutin du 18 septembre a eu lieu sous l'autorité de la délégation spéciale tenue en place le 21 juillet et présidée par M. Francis Fisseli, ancien député de la Seine-Inférieure, nommé par la délégation spéciale en sa qualité de ministre de l'intérieur. Les opérations de vote n'ont donné lieu à aucun incident et les résultats sont à l'honneur de nos résidents. Les électeurs de marais salés, près, s'étaient unis d'une même pièce d'identité. C'est un fait nouveau qui n'est pas négligeable dans la mesure de la moralisation des élections.

La participation au scrutin a été assez faible (66,59 % d'absentéismes). Il est vrai que la confrontation ne mettait en présence que des candidats de la gauche, la présidence étant finalement renvoyée à participer au scrutin, en raison, ont-ils expliqué, de l'insuffisance des voix. Les candidats de droite se valent la déféction spéciale et les pouvoirs publics. Le colonel Agostini, qui avait été élu député, avait aussi voté pour le candidat de gauche.

## FAUT-IL SUPPRIMER LE CONSENTEMENT GÉNÉRAL ?

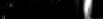
Dans un livre intitulé *La Décentralisation*, M. Robert Bichet, ancien député M.R.P., ancien sous-préfet, expose sa longue expérience d'élu local — quarante et un ans de mandats divers — au service d'une réflexion personnelle et constructive sur la façon de réaliser, afin de « briser l'absurde centralisation qui étouffe toutes les initiatives », une « décentralisation des forces productrices de notre pays ». Située au démarrage dans le programme de la C.F.R., la décentralisation politique exercée actuellement au niveau du département et d'être le conseil général au suffrage universel, le conseil général exécutif régional étant assumé, dans son schéma par un directeur au sein duquel le préfet de région est le représentant du conseil de la République.


Une réflexion d'actualité au regard de la décentralisation administrative consulte les maîtres sur la réforme des collectivités locales. — A. R.

Une réflexion d'actualité au moment où le gouvernement consulte les maires sur la réforme des collectivités locales. — A. R.

# Le Monde des Philatélistes

# QUINZAINÉ DE LA CHAUSSURE

**125.** 

**175<sub>f</sub>** 

**150f** ci-contre

# Galeries Lafayette

## Haussmann - Montparnasse

هكذا من الأمل

**EMIO SFR SAM**



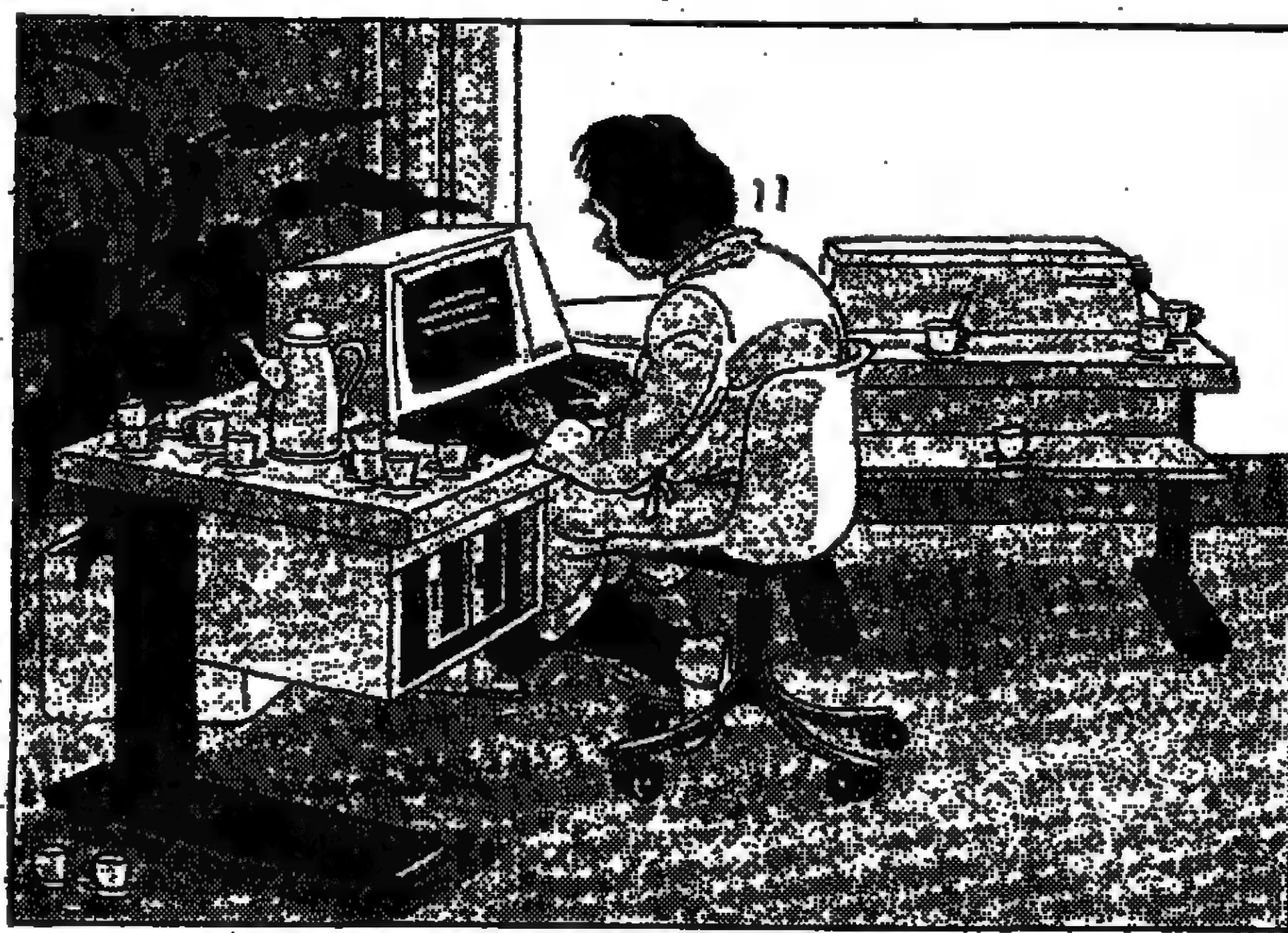
# VOICI LA SMO WPI LA RÉDACTION N'EST PLUS CE QU'ELLE ÉTAIT.



1. SMO WP 1 visualise les textes sur écran.



2. L'écran de la SMO WP 1 sert de brouillon.



3. La SMO WP 1 possède une mémoire sélective.



4. La SMO WP 1 édite à raison de 540 mots minute.

1. SMO WP 1 visualise les textes sur écran.  
La SMO WP 1 est équipée d'un clavier. Au fur et à mesure que l'on frappe, le texte se visualise sur l'écran.

2. L'écran de la SMO WP 1 sert de brouillon.  
Avec la SMO WP 1, quand on fait des fautes, plus besoin de taper et retaper. On peut ajouter une phrase, la retirer, remplacer un signe par un autre, une phrase entière par une autre. Chaque élément corrigé reprend automatiquement sa place au sein du texte. Gain de temps et économie appréciable : les textes ne sont édités que lorsque vous estimez qu'ils peuvent l'être.

3. La SMO WP 1 possède une mémoire sélective.  
Tout texte tapé peut être archivé dans la mémoire de l'appareil. Cette mémoire se compose de plusieurs disques capables de stocker 100 pages de texte chacun.

Tout ce que la machine a tapé peut réapparaître instantanément à l'écran, en fonction des critères de votre choix. Par exemple, si vous avez un fichier, vous pouvez le faire réapparaître en fonction de plusieurs critères à la fois (âge, sexe, ville...). En cas de lettre standard, vous pouvez éditer la lettre type en y injectant à chaque fois les variables qui vous intéressent (adresse, nom, sexe, etc.).

Vous pouvez mettre à jour votre fichier à tout moment en le faisant réapparaître, en le corrigeant à l'écran et en le reclassant dans la mémoire. Et tout cela sans place perdue en armoires, sans risque de perte.

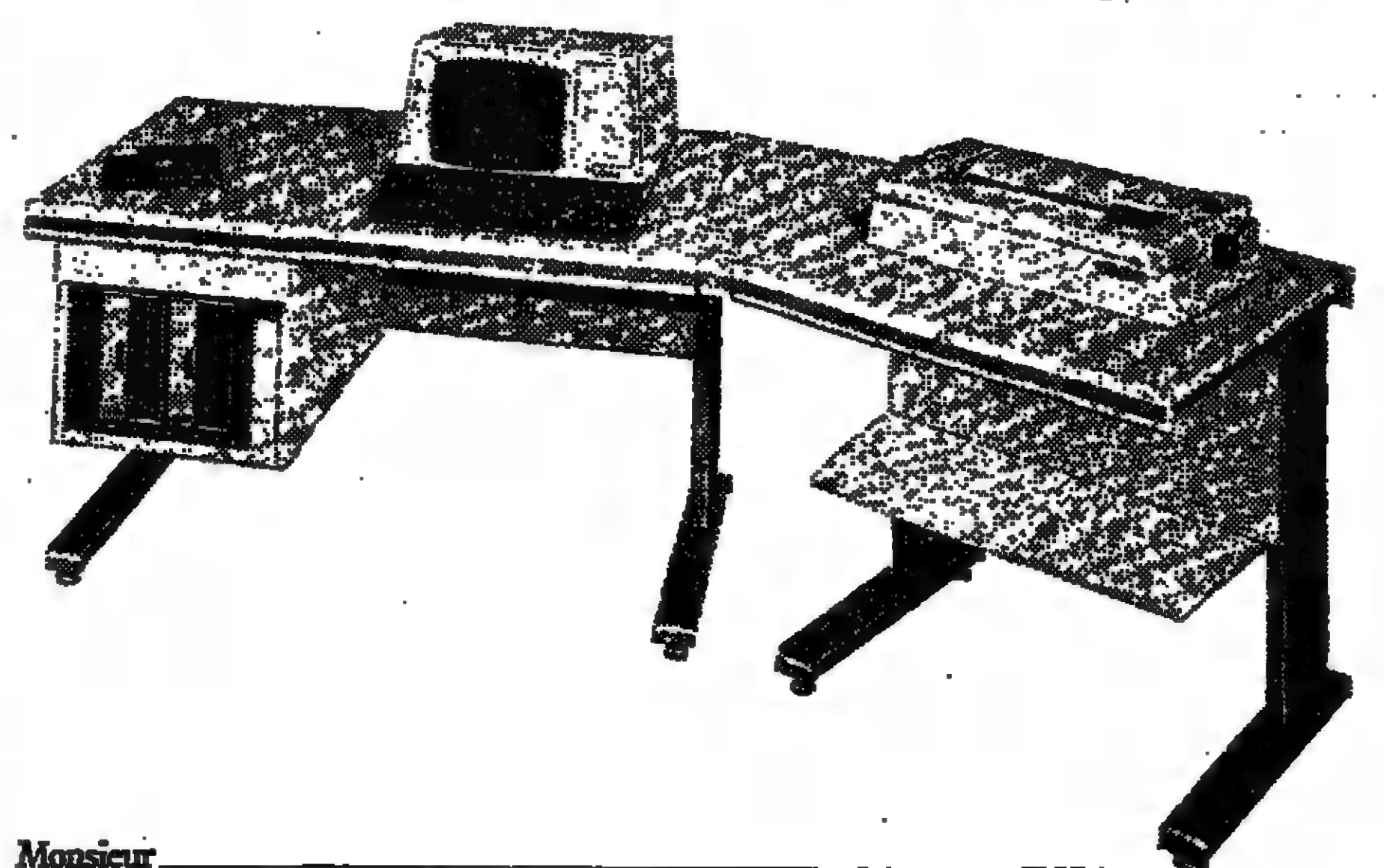
4. La SMO WP 1 édite à raison de 540 mots minute.  
Elle édite tous vos textes automatiquement (soit sur feuilles d'ordinateurs en continu, soit sur papier ordinaire en feuille à feuille). Simultanément vous pouvez créer un nouveau texte sur l'écran. Là encore, le gain de temps est appréciable.

Correction de textes, rapports financiers, budgets, correspondance programmée, assemblage de textes, lettre répétitive, mise à jour de fichier, etc. Il n'est pratiquement pas de domaine où la SMO WP 1 n'apporte de progrès dans la rapidité, le classement, l'économie de temps et de papier.

Dernier point important pour l'avenir : la SMO WP 1 possède une réserve de mémoire qui la rend capable d'absorber de nouvelles applications susceptibles de répondre à vos besoins futurs.

**SMO WPI MACHINE A MEMOIRE  
POUR LE TRAITEMENT DES TEXTES.**

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Désirerais en savoir plus sur la SMO WPI.

Renvoyez ce bon à : Division SMO  
2 et 4 avenue de l'Europe. B.P. 93 - 78140 Velizy. Tél. 946.96.38

**SMO SFR SAM**

Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.



© Thomson SFR SAM

مكتبة من الأدب



## PRESSE

### Un nouveau quotidien du soir : « J'informe »

Nouveau quotidien du soir, J'informe — journal fondé et dirigé par M. Joseph Fontanet, ancien ministre, — fait paraître son premier numéro ce lundi 19 septembre. Tiré pour son lancement à 350 000 exemplaires (sur les machines du Matin), de format tabloïd, sur vingt-quatre pages en offset, il est vendu 1,60 F.

Les collaborateurs directs de M. Joseph Fontanet pour la rédaction de J'informe sont MM. Philippe Heymann, rédacteur en chef (ancien rédacteur en chef de Vision), et Charles Baudinat (ancien directeur de l'actualité à Antenne 2, ancien journaliste à France-Soir). Une soixantaine de journalistes composent la rédaction permanente, qui est installée au 45, rue des Arcades.

#### LE FINANCEMENT

Plusieurs journaux s'interrogent sur le financement de J'informe. « L'origine des fonds reste mystérieuse », écrit le Matin. Joseph Fontanet déclare que « la formule (une société d'édition par commandite) établit des rapports très sains entre les apports de capitaux et l'équipe dirigeante de la publication ». On retrouve à certains niveaux de l'organigramme financier des personnes liées au patronat et au R.P.R. Pour le directeur de J'informe, Joseph Fontanet, les rapports entre « apporteurs de capitaux » et l'équipe du journal sont fondés sur « un pacte de confiance de longue durée ». En outre, précise-t-il, « cette formule » facilite un financement dissimulé. Bref, on ne saura pas, avec précision, qui finance J'informe.

De son côté, le Quotidien de Paris écrit : « Le Canard enchaîné dans son dernier numéro publiait un article au titre sur les finances de « l'opération J'informe », qui se recrutent dans un patronat ravi de voir un journal contre-balancer l'in-

fluence du Monde. Quand on lui demande ce qu'il pense des indications données par le Canard, Philippe Heymann se contente de répondre : « Si autant de jésus se penchaient sur notre berceau, nous n'aurions pas autant de problèmes ».

« Les jésus qui bercent J'informe ont toutefois des moyens financiers non négligeables puisque la campagne publicitaire en deux étapes prévue pour le lancement du journal coûtera la bagatelle de 5 millions de francs ».

Enfin Libération écrivait le 14 septembre : « A côté de choix moyens limités, et la société éditrice du nouveau quotidien, J'informe, n'a qu'un capital de 300 000 francs, on parle en revanche de deux milliards d'anciens francs disponibles. (La Transed, société anonyme au capital de 350 000 francs, dirigée par le directeur international de Publicis S.A., a investi pour près de 1,5 million de francs dans l'achat du matériel de photocomposition.) ».

« D'où vient ce financement ? Bien qu'on semble avoir fait tout de discrétion sur ce sujet à J'informe, on remarque des liens très étroits entre le président du conseil de surveillance d'Inforform, M. Jean Bourrelis, et les sociétés Michélin, Fougères et Paribas... ».

#### LA SOCIÉTÉ ÉDITRICE

La société éditrice de « J'informe » est une société en commandite par actions, INFORFORM, au capital de 300 000 F. M. Joseph Fontanet (ancien député M.R.P. puis P.D.M., ancien ministre) est le premier gérant de la société.

L'associé commanditaire est la société Doct, S.A.R.L., ayant son siège à Argenteuil (capital 299 900 F). Parmi les associés de Doct figurent MM. Jean-Paul Thomas (gérant), Joseph Fontanet et Jean Cluzel, sénateur, vice-président du C.D.S.

La présidence du conseil de surveillance, composé de représentants des commanditaires, a été confiée à M. Jean Bourrelis, apparenté à la famille Michélin. Il comprend M. Georges Levard, ancien président de la C.F.T.C., et un représentant de la SECID (Société d'études et de constructions immobilières du Danphé), dont le siège est à Grenoble.

En dehors de la société éditrice INFORFORM et de Doct, deux autres sociétés participent au lancement de « J'informe » : I.D. 80, société chargée de la diffusion du quotidien, qui est présidée par M. Michel Montémy, conseiller général R.P.R. de la Vienne (« la Lettre du Proche-Orient ») ; OFIDI, société chargée du financement, que préside M. Pierre Villard, déjà gérant de la SECID, associé commanditaire d'INFORFORM et membre du conseil de surveillance de la société éditrice, président de la Fédération des groupements commerciaux et professionnels de l'Isère.

La dissémination du capital entre de nombreux actionnaires, autant que les intérêts additionnés des quatre sociétés qui président aux destinées de « J'informe » favorisent la participation discrète de groupes financiers ou industriels.

Dix millions de francs auraient déjà été investis dans le lancement du nouveau quotidien, dont cinq pour sa seule promotion.

### DANS LES SYNDICATS DE JOURNALISTES

Le Conseil national du Syndicat des journalistes français (C.N.S.J.F.), réuni le samedi 17 septembre, s'est préoccupé notamment du chômage et de l'application de préretraite dans la profession.

Constatant que « les promesses officielles n'ont pas été tenues » en ce qui concerne l'amélioration du centre de reclassement des journalistes, la S.J.F.-C.N.S.J.F. demande au patronat de la presse de compléter les ressources des journalistes qui voudraient partir entre soixante et soixante-cinq ans et qui, « du fait de l'abaissement des allocations ASSÉDIC des journalistes, ne percevraient que 60 % de leur salaire, au lieu de 70 % pour les autres salariés ». Le S.J.F.-C.N.S.J.F. réclame une négociation à ce sujet.

Le conseil a, par ailleurs, approuvé les actions de solidarité entreprises envers trois journalistes, emprisonnés dans leur pays : le Brésilien Renato Tapajos ; le Tchèque Jiri Lederer et le Sud-Africain Jo Tholos.

Le Comité national du Syndicat national des journalistes (C.N.S.J.), réuni les 17 et 18 septembre, considère que « face à la situation faite aux journalistes, au moment où les entreprises de presse reconnaissent avoir réalisé, en 1976, de substantiels profits, il devient urgent d'adopter le cahier de revendications de la profession ».

Le Comité national du S.N.J.-C.N.S.J. estime qu'il y a lieu de négocier un rattrapage des salaires, de fixer le salaire minimum national à 2 800 francs, d'adopter l'indice des prix C.G.T. comme référence plutôt que celui de l'INSEE, d'instituer l'échelle mobile des salaires, de simplifier les grilles de salaires, d'obtenir une semaine de congés supplémentaires, enfin d'améliorer la préretraite à soixante ans.

## RAPATRIÉS

### LA VISITE DE M. DOMINATI DANS LES ALPES-MARITIMES

#### Les Sud-Moluquois de la France ?

De notre envoyé spécial

Nice. — M. Jacques Dominati, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé du dossier des rapatriés, a consacré la plus grande partie du voyage qu'il a effectué vendredi 16 et samedi 17 septembre dans les Alpes-Maritimes à examiner les problèmes que pose l'insertion des anciens harkis dans la communauté nationale.

Dès le début de la réunion de travail qui avait eu lieu vendredi à la préfecture (le Monde daté 18-19 septembre), M. Paul Ripoll, président de l'association des anciens détenus et exilés politiques de l'Algérie française, avait lancé un cri d'alarme : « Les harkis, surtout les jeunes, sont prêts à fuir les Sud-Moluquois de la France, à commettre l'irréparable, et s'ils prennent des otages ils choisissent des Algériens... ».

Pour sa part, toutefois, le secrétaire d'Etat n'a rencontré dans les trois hameaux forestiers qu'il a visités, à Mouans-Sartoux, L'Escarène et Roquestéron, que des ouvriers extrêmement paisibles, revendicatifs, certes, et très souvent à bon droit, mais totalement dénués d'agressivité et s'excusant presque d'avoir à exposer leurs difficultés.

M. Jacques Dominati a longuement dialogué avec eux et leurs familles. A Mouans-Sartoux, il a promis au jeune maire socialiste de lever les obstacles financiers qui empêchent l'achat des terrains nécessaires pour

reloger les trente-sept familles du camp dans le futur lotissement communal. A L'Escarène, il a félicité le maire communiste pour le caractère « exemplaire » de l'opération de relogement prévue dans le lotissement communal en cours de construction.

« Nous avons les crédits nécessaires pour construire des centaines de logements mais toutes les municipalités ne sont pas aussi compréhensives que celles d'ici à l'égard des anciens harkis », a noté M. Jacques Dominati.

En matière de revenus, les anciens harkis, dont le salaire mensuel brut se situe entre 1 882 francs (catégorie 1) et 2 206 francs (catégorie 4) pour quarante heures par semaine, n'acceptent pas d'avoir un statut différent de celui des autres ouvriers de l'Office national des forêts qui, à travail égal, gagnent environ 100 francs de plus par mois. « Nous voulons être payés comme les autres Français », ont-ils dit au secrétaire d'Etat. M. Dominati a pris l'engagement d'honneur que cette anomalie serait supprimée dans les semaines qui viennent et que vous donne l'assurance que vos problèmes seront réglés, pour l'essentiel, avant la fin de l'année et le vous donne rendez-vous en décembre pour en juger », a-t-il notamment déclaré.

ALAIN ROLLAT.



#### CHEF DES FABRICATIONS

160.000 F

Une société française, filiale d'un groupe international, recherche pour son usine située à une centaine de kilomètres de Paris, un Chef des Fabrications. Sous l'autorité du Directeur de l'usine, il sera responsable de la réalisation des objectifs de fabrication concernant des biens d'équipement et des sous-ensembles mécaniques. Il animera pour cela un effectif supérieur à 1.200 personnes (usinage, assemblage, traitement thermique, peinture). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, ingénieur de formation (AM, DN, HEI, INSA... ou équivalent), possédant une expérience confirmée de l'animation d'ateliers de fabrication importants, de préférence dans le cadre de fabrications mécaniques de série. La pratique antérieure des méthodes et/ou du contrôle-qualité serait intéressante. La rémunération annuelle, de l'ordre de 160.000 francs, sera liée à la qualité de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/5618M

#### AFFAIRES SOCIALES ET ADMINISTRATIVES

140.000 F

Filiale d'un groupe industriel de dimension internationale, une société française recherche pour son siège en proche banlieue parisienne, un cadre pour assister son Directeur des affaires administratives et sociales. En étroite collaboration avec ce dernier, il sera chargé de concevoir et de proposer des méthodes modernes de gestion du personnel, et veillera à la mise en œuvre de procédures homogènes auprès d'établissements décentralisés. Il jouera un rôle de conseil auprès des responsables opérationnels et participera ainsi à l'évolution de la politique sociale de la société. Il traitera enfin ponctuellement différentes études ou dossiers administratifs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (ES, sciences politiques, droit, sciences humaines...) possédant de bonnes connaissances sociales, administratives et économiques mais justifiant surtout d'une expérience vécue des relations sociales en unité de production, de préférence dans une société de taille importante. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs, tiendra compte de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/5594M

#### INGÉNIEUR DIRECTION TECHNIQUE

Métropole Nord

3 SUISSES FRANCE recherche pour la Direction Technique de son établissement de Croix (2.500 personnes) le Responsable du Service Études d'Organisation. Rendant compte au Directeur Technique et disposant d'une large délégation, il prendra en charge la responsabilité des études tendant à améliorer les performances du circuit des commandes en tenant compte de l'évolution de l'entreprise et des techniques nouvelles. En outre il assurera le rôle de conseiller pour l'exécution des travaux décidés suite aux études. Cette mission le mènera en contact avec de nombreux responsables opérationnels ainsi que des spécialistes extérieurs. Il sera assisté d'une équipe de 3 cadres. L'importance du poste devrait motiver particulièrement un ingénieur de Grande Ecole (Centrale, Mines, AM...) âgé d'au moins 28 ans et pouvant justifier d'une expérience réussie de 4 à 5 ans en entreprise dans une fonction proche de la production (méthodes, planning-ordonnancement, organisation). Le niveau de rémunération sera lié à l'acquis et au potentiel du candidat retenu. Ecrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4384M

#### RESPONSABLE FILIALE

Espagne

Machines Agricoles — Une société à vocation exportatrice déjà développée, premier constructeur français dans sa spécialité, recherche un Cadre Commercial de haut niveau pour prendre la direction de sa filiale en Espagne. Résidant à Palencia ou Madrid, et dépendant du Directeur Exportation, il aura comme mission immédiate la gestion complète de la filiale espagnole, qui comprend une quinzaine de personnes, ainsi que l'animation, au plan commercial et technique, d'un réseau de concessionnaires. Les responsabilités qu'il devra assumer dans le cadre de cette fonction exigent une parfaite maîtrise des pratiques commerciales et financières à l'exportation, et une très sérieuse compétence en milieu agricole. Ce poste conviendrait donc à un candidat de formation commerciale supérieure — ESSEC, ESCP ou équivalent —, âgé d'au moins 30 ans, possédant une expérience réussie de la vente des biens d'équipement, et, compte tenu de la complexité de la tâche, une personnalité solide et équilibrée. La pratique de l'espagnol est indispensable. A l'issue de cette mission, une réintégration est assurée en France au sein de la société. La rémunération annuelle de départ sera élevée pour un candidat ayant l'envergure de la fonction. Ecrire à G. MASSON à Nantes. Réf. A/1000M

#### RESPONSABLE DE MAGASIN

120.000 F

Filiale d'un groupe international, cette société du secteur mécanique, recherche le responsable de son dépôt central de pièces détachées situé en banlieue Sud de Paris. Sous l'autorité du Directeur pièces détachées, il dirigera un effectif de 100 personnes chargées des réceptions, du stockage, des expéditions (France et Export). Ce dépôt représente une surface de 30.000 m² et un stock de 200.000 références. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, possédant de bonnes connaissances de la gestion et du contrôle des stocks et justifiant d'une solide expérience de la direction et de l'animation de magasins de taille importante (armée, grandes administrations ou grosses entreprises). Ses capacités de commandement, de méthode et d'organisation seront essentielles. La rémunération annuelle, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction du niveau d'expérience acquise. Ecrire à Paris. Réf. B/5617M

#### CADRE SERVICE PERSONNEL

80.000 F

Métallurgie — Importante usine (2.000 personnes) située dans le Nord recherche l'Adjoint du Chef du Personnel. En collaboration étroite avec ce dernier, il sera chargé dans un premier temps des activités de gestion technique du service. Il lui sera également confié des études tendant à la mise en place d'une gestion prévisionnelle du personnel. Par la suite, il abordera progressivement les autres aspects de la fonction. Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'enseignement supérieur, âgé d'au moins 28 ans et ayant impérativement quelques années d'expérience en milieu industriel, pas nécessairement dans un service du personnel. Une attention toute particulière sera portée aux qualités humaines des candidats. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 80.000 francs. Ce poste, qui est créé, devrait permettre de faire évoluer un candidat de valeur à la position de Chef du Personnel. Ecrire à D. LANDEAU à Croix. Réf. A/4382M

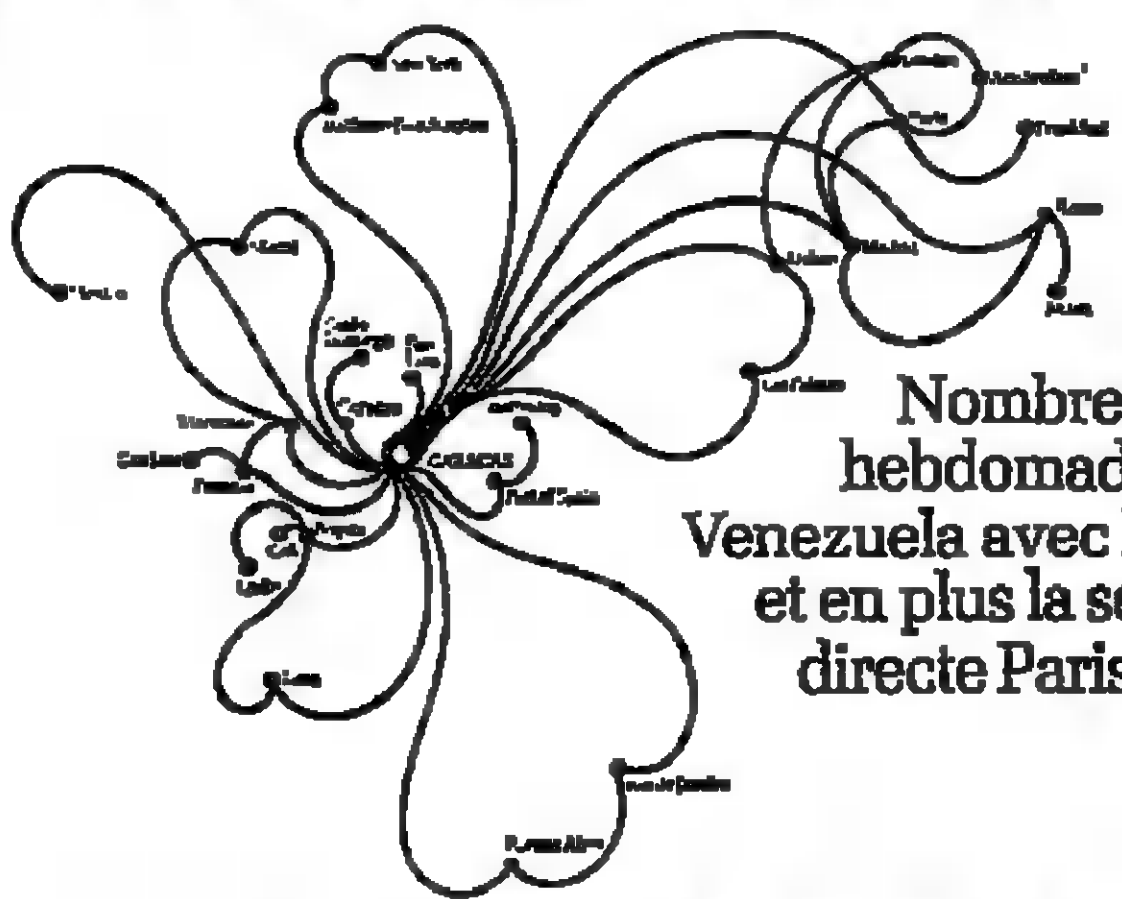
Adresse C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B), les réponses seront transmises directement à notre client, sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre «Service des Candidats» indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

#### PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

3, rue Bellini, 75762 Paris - Cedex 16 - Tél. 777-35-79  
1, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. (78) 52-90-63  
19, Résidence Flandre, 59170 Croix - Tél. (28) 72-52-25  
1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 Nantes Cedex - Tél. (40) 41-49-33

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Frankfurt - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

## Decouvrez Venezuela. Decouvrez Viasa.



Nombreuses liaisons hebdomadaires Europe-Venezuela avec le confort des DC10, et en plus la seule liaison directe Paris-Caracas.



**VIASA**  
PRESTIGE DU VENEZUELA DANS LE MONDE



Venezolana Internacional de Aviación SA  
NAI Agent Général pour la France  
30 bis avenue de l'Opéra, 75002 Paris.  
Réservation passage: tel 266 27 49 - Tél. tél. 266 27 49

هكذا من الأصل

SMO SFR SAM



# SYSTÈME SMO 8000. TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR VOS STOCKS ET QU'ON A JAMAIS PU VOUS DIRE.



Sitôt la commande passée, le système SMO 8000 ajuste automatiquement vos stocks.

La grande différence entre le système de gestion de stocks SMO 8000 et les systèmes actuels, c'est que le SMO 8000 agit à l'instant même de la commande. Et non pas 5 minutes, 3 jours ou 6 jours après. Ainsi, si 2 minutes après une première commande, il en survient une 2<sup>e</sup>, la 2<sup>e</sup> sera traitée sur un stock exact et quoi qu'il arrive, le client sera toujours fixé sur sa livraison. Cette information ultra-rapide est transmise soit par écran, soit peut être disponible sous forme d'état.

Ainsi tout le monde dans l'entreprise peut être au courant. Le système SMO 8000 se compose d'une console, d'un écran, d'un clavier, d'une imprimante et d'une mémoire. Le tout ne prend pas de place, peut être placé n'importe où (atelier, magasin, bureau, comptoir...) et manipulé par n'importe qui (il n'y a même pas besoin de codification). Il peut travailler en autonome ou en version terminale reliée à un gros ordinateur.

Le système SMO 8000 fait du diagnostic en profondeur de vos stocks.

Quand on sait que les stocks peuvent coûter en immobilisation jusqu'à 25% de leur valeur, il faut exiger d'en savoir le plus possible sur ses stocks.

Pour réduire ses coûts, il faut agir sur le stock outil, les surstocks et les stocks morts. C'est ce que fait le système SMO 8000.

Il permet d'avoir :

- des états de stocks triés par familles, fournisseurs, calendrier de contrôle, etc., ce qui donne un inventaire permanent;
- des états sélectifs des articles ayant atteint le stock d'alerte, avec comparaison automatique stock/point de commande, ce qui permet un déclenchement automatique des approvisionnements et la surveillance des ruptures;
- des états statistiques de ventes, triés par familles, ce qui permet la prévision des approvisionnements et l'orientation des ventes;
- des états valorisés des stocks par familles, par fournisseurs, ce qui permet un contrôle financier permanent;



**SMO SFR SAM**

Premier groupe français de matériel de gestion et de communication.

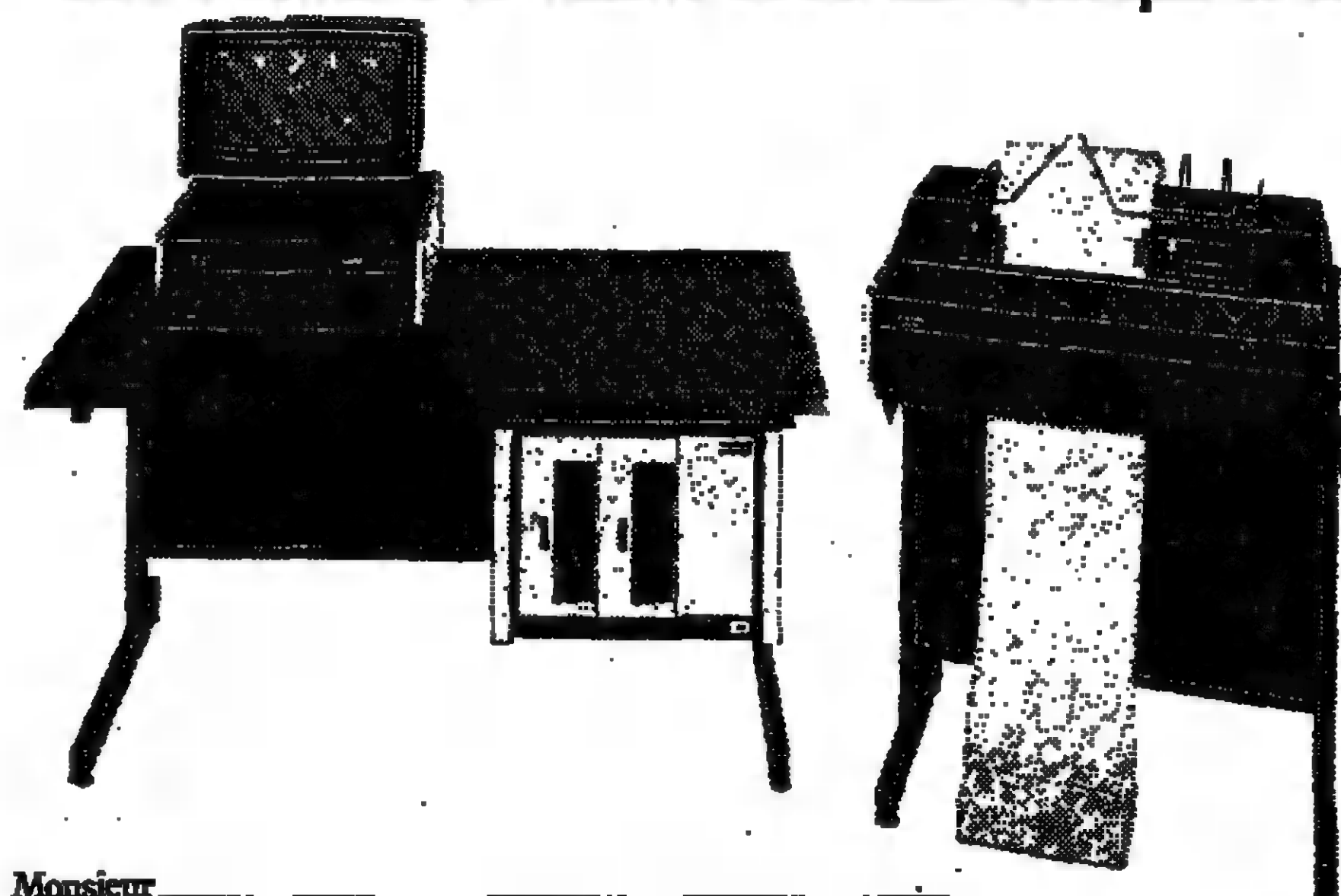
- des états des coûts d'achat des ventes, ce qui permet de calculer les marges brutes par familles.

Le système SMO 8000 permet à tout moment de prendre une décision en toute connaissance de cause.

Petit, le système SMO 8000 n'en a pas moins de grandes capacités. Brillant gestionnaire, il peut aussi remplir de multiples autres tâches à la demande.

**SYSTÈME SMO 8000.**

Ne laissez pas votre entreprise prendre du retard dans le domaine du matériel de bureau. Découpez ce bon.



Monsieur \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

Désirerait en savoir plus sur le système SMO 8000.

Renvoyez ce bon à : Division SMO  
2 et 4 avenue de l'Europe, B.P. 93 - 78140 Velizy. Tél. 946.96.38

مكتبة الأمل



# JUSTICE

## Femmes en prison

Tout concourt à faire oublier ou négliger qu'il y a aussi des femmes en prison. La population carcérale féminine est peu nombreuse — elle n'a jamais dépassé le millier depuis 1970. Aucun événement ne vient jamais attirer l'attention sur ces prisonnières, comme le fit, au cours de l'été 1974, la « révolte » des prisonnières. Cependant, la délinquance féminine n'est pas une illusion. Et sa conséquence, le séjour en prison, n'est pas exempté de difficultés et parfois de drames.

Le petit millier de femmes en prison se répartit à la plupart du temps, compte tenu du flux des entrées et des sorties, entre une grosse moitié de prévenues et une petite moitié de condamnées. Près de 50 % des femmes emprisonnées se trouvent en permanence dans deux prisons : le centre pénitentiaire, centenaire par ses bâtiments, de Rennes, et la toute jeune maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne), qui a pris le relais de la célèbre prison de la Roquette désaffectée au début de l'année 1973. Le reste se trouve réparti dans les « quartiers des femmes » d'autres prisons de province. Devant l'augmentation récente et sensible de la délinquance féminine, l'administration pénitentiaire songerait d'autre part, à ouvrir des quartiers de maisons d'arrêt pour femmes après les avoir systématiquement

transformés pendant des années en quartier de semi-liberté ou de mineurs.

Si le centre de Rennes « tourne » à peu près aux deux tiers de sa capacité (trois cent trente places), il est surtout prévu pour l'exécution des moyennes et longues peines des condamnées de toute la France. La maison d'arrêt de Fleury-Mérogis est constamment à la limite de la saturation : deux cent trente femmes l'occupaient au début du mois de septembre, alors que le nombre total de places est de deux cent quarante-cinq. Paris, la capitale et la grande couronne, Ménil, Melun, Versailles envoient les pensionnaires à cet établissement qui passerait, en ce moment au moins, d'une compétence territoriale aussi vaste.

### De Rennes à Fleury-Mérogis

Entre l'imposante bâtisse posée à la fin du Second Empire derrière l'actuelle gare de Rennes, en pleine ville, et la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, perturbée et que l'on n'ose plus appeler la campagne, éloignée en tout cas de Paris, sa principale cité pourvoyeuse, existe au moins une certaine parenté architecturale. Les deux prisons s'organisent autour d'un vaste hexagone de bâtiments, pourvu de branches rayonnantes. Les architectes de Fleury-Mérogis, entré en activité le 1<sup>er</sup> mars 1973, ont pu facilement regrouper en une tour centrale les lieux d'activités communes qui se trouvent à Rennes disséminés dans le réseau des corps de bâtiment.

Autre différence, qui a valeur de symbole : Fleury-Mérogis a rejeté le plus possible du « dehors », contre ses hauts murs, les ateliers où certaines prisonnières exercent une activité. « On ne fait que passer à Fleury-Mérogis », explique Mme Paucot, la directrice. « L'intérieur des prévenues et des femmes condamnées à des peines inférieures à un an. Rien d'étonnant alors à ce que les femmes ne s'habituent pas à Fleury-Mérogis, coupure momentanée et courte avec le monde extérieur. Sauf pour quelques exceptions : des femmes impliquées dans des affaires dont l'instruction dure un ou plus ans. A l'opposé du mouvement brownien de Fleury-Mérogis et de la perception exacerbée d'un temps interminable, qui est le lot de ses habitants, Rennes est surtout fait pour la durée. Dans les

vastes bâtiments, modernisés de 1953 à 1960, grâce au travail des prisonnières, le centre pénitentiaire de Rennes groupe un petit quartier « arrêté » pour l'ille-et-Vilaine et quelques départements voisins, où séjournent une trentaine de détenues, et un important secteur réservé aux longues peines, qui comprend lui-même trois parties.

Les condamnées (toutes à plus d'un an de prison) qui entrent à Rennes y passent d'abord un certain temps dans un quartier d'accueil, dans un logement total, progressivement limité, au terme duquel est décidée leur affectation, soit en centre de détention (régime normal, où vont la plupart des prisonnières), soit en « maison centrale » (un quartier réservé aux prisonnières jugées « dures »). Au début du mois de septembre, une trentaine de femmes se trouvaient au quartier d'accueil, un peu plus de cent quarante au centre de détention et treize à la maison centrale. On ne peut mentionner, pour Rennes, le quartier de semi-liberté : une seule condamnée bénéficie de ce régime. Mme Mercier, directrice du centre pénitentiaire de Rennes, attribue aux difficultés de trouver du travail pour les prisonnières remplies les conditions (deux sont en attente en ce moment) « quelques expériences malheureuses qui ont fait fermer certaines portes », la sous-utilisation de cette formule de semi-liberté.

Mme Mercier est assez ancienne dans la profession — elle a aussi dirigé la prison pour femmes, aujourd'hui disparue, de Haguenau — pour avoir suivi l'évolution de la délinquance féminine et de ses actrices. L'époque de la population carcérale d'origine surtout rurale, l'époque des avortements du nord et des infanticides de l'ouest de la France, est révolue.

Quarante-sept condamnées se trouvaient à Rennes au mois de juillet pour y exécuter un meurtre ou un assassinat et vingt-neuf pour être rendues coupables de coups à enfants. La moitié des condamnées avaient à répondre de délits contre les personnes et les autres de délits contre les biens. Ce relatif équilibre s'explique par le statut de la prison de Rennes, qui accueille, par nature, les cas les plus graves. Sur le plan national, les délits contre les biens l'emportent.

L'âge moyen des condamnées diminue d'année en année, lentement mais constamment, à constater Mme Mercier. De quarante-cinq ans il y a une trentaine d'années, il est tombé à trente-quatre ans. Les plus nombreuses demeurent les femmes de quarante à cinquante ans (soixante-six), mais on trouve à Rennes trente-quatre femmes âgées de vingt-cinq à trente ans et quarante et une âgées de trente à quarante ans. Quinze femmes âgées de plus de cinquante ans, dont deux des six condamnées à perpétuité, s'y trouvent aussi. La plus ancienne prisonnière de Rennes est là depuis douze années révolues. Une seule détenue se trouve condamnée (pour la deuxième fois) à perpétuité pour avoir commis un second crime de sang.

Si les peines plus courtes sont vécues comme insupportables, alors que les choses se passent mieux pour les moyennes et longues peines (quatre-vingt-trois cas de réclusion criminelle de cinq à vingt ans et plus des six condamnées à perpétuité), quelques formes revêt le malade ou la révolte que peut susciter cette réclusion, courte ou longue ? Aucune en tout cas qui soit spectaculaire ou collective.

Les suicides ? Ils n'ont jamais entraîné de décès à Rennes. Quatre tentatives en un an. Il y a une dizaine d'années, une en 1976 et une cette année. La défenestration est le mode de suicide souvent utilisé par les femmes. A Fleury-Mérogis, un seul suicide a entraîné la mort depuis 1973

et les tentatives sont peu nombreuses.

L'usage et l'abus de barbituriques sont en revanche un sujet de préoccupation. La directrice de la prison de Rennes parle même d'un « état d'alerte permanent » : « On ne peut assurer qu'il n'y aura pas d'accident, même s'il n'y a pas encore eu ». Inquiétude aussi à Fleury-Mérogis, où l'on assure que la consommation de calmants de toutes sortes a légèrement ré-

gressé et où l'on fait état d'une volonté nouvelle chez bon nombre de prisonnières de se libérer de l'oppression du médicament. L'état à cause du désespoir ? L'époque de Noël (par la nostalgie qu'elle provoque) sont en tout cas des périodes redoutées de recrudescence de cette consommation. Quelques cas d'auto-mutilation manifestent parfois le désarroi ou le désespoir des femmes en prison.

### Etrangères à l'univers carcéral

Hors les solutions extrêmes ou le tourment médicamenteux, que faire pour tuer le temps ? Il existe à Rennes un atelier de régie qui fabrique notamment du linge pour l'ensemble de l'administration pénitentiaire et quatre ateliers concédés à des entreprises privées de plumerie, de joies en peluche, de cravates et de décoration. Certaines détenues ont aussi la possibilité de travailler au service général de la prison (comptabilité des cantines, cuisine, lingerie).

Les détenues du quartier « arrêté » de Rennes ne travaillent pas. A la MAF de Fleury-Mérogis, où le travail est facultatif, moins de la moitié des deux cent trente prisonnières s'y adonnent en général. Pour les autres, pour les condamnées de Rennes, l'importance des gains fait comprendre pourquoi la productivité n'est guère élevée en prison pour ce travail souvent payé à la pièce. A moins que les conditions « anormales » de la détention, les fréquentes interruptions du travail et la rareté des occasions de briser réellement la monotonie n'expliquent cette situation. Toujours est-il que les détenues ne sont pas à l'isolement et gagnent 2300 francs pour vingt-deux jours de travail est le plus rare. Vingt jours de travail quotidien ou minuscule ou minuscule ou cochage pour l'informatique) peuvent rapporter jusqu'à 1800 francs. Pour la même période de travail (soit vingt jours), les cravates de luxe (qui sortent de prison prêtes à être vendues au prix que l'on sait) ne rapportent guère plus de 400 francs aux condamnées pour une bonne quinzaine.

Possibilités de formation professionnelle ou de perfectionnement scolaire ou encore de loisirs, ne le donnent à penser, les femmes demeurent en quelque manière étrangères à l'univers carcéral, même si elles participent, par leur force au fonctionnement de cette micro-société spéciale. Elles échappent à beaucoup de facteurs criminogènes que la vie carcérale

masculine reconstruit ou crée. Le salariat, le clientélisme, le marché des informations, propres à reconstituer la possibilité du délit, y sont presque inexistantes.

La surveillance a aussi une autre signification que dans les prisons d'hommes. Les « hauts » murs de Rennes ou de Fleury-Mérogis ne le sont guère, et il serait facile, y concède-t-on, de s'échapper. Mais les femmes ne cherchent pas à s'évader de prison (il y a eu cinquante-quatre évasions d'hommes en 1975). En revanche, en additionnant le nombre des surveillantes, des éducatrices et de tous les personnels chargés de gérer la vie en prison, on parvient à un encadrement d'une personne pour deux prisonnières, à Rennes comme à Fleury-Mérogis. Une relation plus soutenue, moins répressive et souvent plus compréhensive, est donc généralement le lot des femmes en prison.

Celles qui y sont menées par les conséquences de conceptions archaïques ou des formes d'esclavage moderne s'en plaignent d'autant moins. C'est le cas de filles d'immigrés nord-africains qui, après un début d'éducation normale, échappent à une tentative brutale de soumission aux règles traditionnelles de vie de la femme musulmane. C'est le cas aussi de Colombiennes, romboises à Fleury-Mérogis comme à Rennes, dont la naïveté et la pauvreté sont abondamment utilisées pour fournir aux trafiquants de drogue des convoyeurs qui sont abandonnés sans argent ni possibilité de retour après avoir accompli leur travail.

Exemples extrêmes, géographiques, limités en nombre. Mais qui jurerait que, à part quelques individualités exceptionnelles, la plupart des neuf cents femmes, aujourd'hui en prison, n'ont subi, à un moment ou à un autre, jusqu'à l'acte dépressif, les conséquences d'une dépendance, d'une faiblesse ou d'une fatalité née de l'exercice patient ou discret du sexisme ordinaire ?

MICHEL KAJMAN.

## Le Syndicat des avocats de France dénonce l'utilisation de fiches informatiques dans les dossiers pénaux

Dans un communiqué publié récemment, la section de Nanterre du Syndicat des avocats de France dénonce l'utilisation faite par le parquet du tribunal de Nanterre d'une fiche informatique annexée aux dossiers pénaux. La section de Nanterre du S.A.F., qui, une première fois au mois de mai dernier, a demandé la suppression de ce document, renouvelle sa protestation.

Les avocats, « certes soucieux que le juge soit éclairé par toute information qui peut contribuer à la manifestation de la vérité, ne peuvent cependant accepter que se trouve annexée au dossier cette fiche informatique qui figurent des affaires classées sans suite, non encore jugées ou en cours d'instruction, ou ayant fait l'objet d'une décision de relaxe ». Or c'est bien là, semble-t-il, la procédure suivie actuellement au tribunal de Nanterre. Ayant eu à défendre un prévenu jugé, vendredi 16 septembre, en audience publique, M. Michel Pouchard, président de la section de Nanterre du S.A.F., rapporte qu'une telle fiche, figurant au dossier de cette personne, faisait état de poursuites pour coups et blessures volontaires classées sans suite, d'une condamnation pour conduite de véhicule automobile sans permis ayant bénéficié de l'amnistie et d'une affaire de coups et blessures volontaires à enfant également classée sans suite. De tels faits constituent, selon le S.A.F., « des atteintes à l'article 1<sup>er</sup> de la Déclaration des droits de l'homme reprise par le préambule de la Constitution de 1958 (...) la pratique actuelle du parquet du tribunal de Nanterre est la négation pure et simple de ce principe essentiel de notre droit ».

« Le législateur a instauré, dans le but d'informer les juridictions de jugement sur le passé judiciaire d'un prévenu, le casier judiciaire, dont le bulletin n° 1 est de nature à renseigner, le plus complètement possible et dans le strict respect de la loi pénale, les tribunaux sur les antécédents judiciaires des citoyens. L'extrait de ce casier est visé par l'autorité judiciaire, alors que la fiche informatique est anonyme, extraite de la mémoire de l'ordinateur central ».

L'informaticien, ajoute le communiqué, peut rendre des services à la justice, mais ne doit à aucun moment remettre en cause les libertés individuelles.

Devant les projets de l'extension de l'informaticien judiciaire à d'autres tribunaux, les avocats de la section de Nanterre du S.A.F. alertent leurs confrères sur cette pratique illégale.

### Les journées d'études des barreaux de France

#### UNE NOUVELLE RÉUNION EST PRÉVUE POUR JANVIER 1978

Au terme des trois Journées d'études des barreaux de France (le Monde des 17 et 18 septembre), les participants sont convenus, dimanche 18 septembre, de se retrouver en janvier 1978 afin de passer du stade de la réflexion et des propositions au stade des décisions.

Au cours de ces travaux, inaugurés par M. Valéry Giscard d'Estaing, les avocats ont réaffirmé le caractère libéral de leur profession, ont confirmé leur opposition à toute décision qui placerait l'avocat dans la situation d'un salarié dépendant de l'Etat.

Toutefois, l'Union des jeunes avocats (UJA) de Paris, qui pré-

## C'est l'école du mensonge

« Ma cellule est trop petite. Elle ne possède pas de w.c. La fenêtre ne s'ouvre pas. Il n'y a pas d'eau chaude. Le petit-déjeuner est servi à 10 heures. C'est pas normal. La censure ? Ça n'a plus de raison d'être quand on est condamné. Le système des permissions de sortie est injuste. Tout le monde devrait en profiter. Pour le linge, je pense qu'on devrait avoir des vêtements civils. La prison, c'est l'école du mensonge ».

Ces quelques phrases sont extraites de l'une des interviews réalisées dans une prison de femmes par Mme Claude Alby, membre de la Recherche coopérative sur programme du C.N.R.S., « La femme et la criminalité ». A partir d'entretiens les moins directs possibles, d'histoires de vie, les chercheurs essaient de réunir des éléments du vécu des femmes détenues. Selon M. Kalogoropoulos, qui dirige ce travail, « la prison serait vécue comme une mauvaise mère contre laquelle on grogne continuellement, comme s'il était contre nature que ce soit autrement ».

Ainsi, au hasard des conversations, on entend souvent : « ça n'est pas normal », « ça n'est pas juste », « il n'est pas normal, dit une femme, évoquant le régime progressif, qu'il y ait plusieurs régimes dans une même prison. On devrait séparer les petites peines des autres. C'est déprimant, elles parlent toujours de leur sortie ».

Moi, j'ai rapiné ma cellule, je vais y mettre de la musique. Les chercheurs font, en effet, remarquer que « certaines détenues prennent en considération le fait qu'elles vont rester là de nombreuses années et s'attachent à arranger leur cellule, à la décorer. D'autres, au contraire, semblent ne pas se concrétiser ». Dans les conversations souvent une volonté générale de résister à la dépersonnalisation. Beaucoup demandent à porter des vêtements civils, se plaignent d'être « non plus des êtres humains mais des numéros d'écrou », d'être « traitées en dévotion », « infantilisées par la détention », « totalement prises en charge ».

Pour ce qui concerne le casier judiciaire, c'est-à-dire le milliard, trois quarts des femmes, contre seulement la moitié des hommes, sont hostiles à ce système de punition qu'elles qualifient de « dur, atroce, humiliant, inutile, idiot ». La moitié des détenues (pour un quart des hommes) nevoient pas l'existence du « prétoire », endroit où celles qui ont contravenu au règlement de l'établissement comparaissent devant le directeur qui, assisté du sous-directeur et du surveillant-chef, prendra à leur encontre des sanctions disciplinaires (art. D 249 et D 250).

## QUATRE AUTONOMISTES CORSES DÉFÈRES À LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT

M. José Stromboli, Louis Sarrochi, Jean Nicolai et Louis Acquaviva, interpellés le 14 septembre après l'attentat contre la villa de M. Alain Bernard, procureur général de Sardie, ont été transférés, ce lundi 19 septembre, à Paris pour être déférés au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat.

Ces quatre personnes étaient jusqu'alors gardées à vue dans les locaux de la police judiciaire d'Ajaccio (le Monde des 16 et 18 septembre).

Le comité anti-répressement de la Corse avait fait distribuer un tract, le 18 septembre, pour dénoncer les conditions de ces gardes à vue. « Des patriotes corses sont au secret depuis plusieurs jours dans les locaux de la police judiciaire », déclarait le comité en ajoutant : « Personne ne sait ce qu'on leur reproche officiellement ». D'autre part, un télégramme de solidarité signé notamment par le docteur Edmond Simeoni, Alain Bombard et plusieurs écologistes corses a été adressé aux quatre personnes interpellées.

● Attentat à Morlaix. — Une violente explosion a détruit, dimanche 18 septembre, vers 2 h 30, le hall d'entrée du bureau du centre des impôts de Morlaix (Finistère-Nord). Les vitres de plusieurs appartements voisins ont volé en éclats. Une charge de plastique avait été déposée au pied de la porte d'entrée de l'immeuble. L'attentat n'a pas été revendiqué.

## LES RESULTATS

Le Monde des 17 et 18 septembre a été consacré à la délinquance féminine. Les pages 18 et 19 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 20 et 21 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 22 et 23 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 24 et 25 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 26 et 27 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 28 et 29 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 30 et 31 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 32 et 33 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 34 et 35 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 36 et 37 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 38 et 39 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 40 et 41 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 42 et 43 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 44 et 45 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 46 et 47 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 48 et 49 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 50 et 51 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 52 et 53 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 54 et 55 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 56 et 57 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 58 et 59 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 60 et 61 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 62 et 63 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 64 et 65 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 66 et 67 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 68 et 69 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 70 et 71 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 72 et 73 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 74 et 75 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 76 et 77 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 78 et 79 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 80 et 81 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 82 et 83 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 84 et 85 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 86 et 87 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 88 et 89 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 90 et 91 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 92 et 93 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 94 et 95 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 96 et 97 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 98 et 99 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 100 et 101 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 102 et 103 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 104 et 105 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 106 et 107 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 108 et 109 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 110 et 111 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 112 et 113 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 114 et 115 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 116 et 117 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 118 et 119 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 120 et 121 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 122 et 123 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 124 et 125 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 126 et 127 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 128 et 129 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 130 et 131 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 132 et 133 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 134 et 135 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 136 et 137 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 138 et 139 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 140 et 141 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 142 et 143 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 144 et 145 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 146 et 147 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 148 et 149 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 150 et 151 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 152 et 153 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 154 et 155 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 156 et 157 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 158 et 159 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 160 et 161 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 162 et 163 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 164 et 165 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 166 et 167 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 168 et 169 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 170 et 171 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 172 et 173 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 174 et 175 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 176 et 177 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 178 et 179 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 180 et 181 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 182 et 183 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 184 et 185 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 186 et 187 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 188 et 189 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 190 et 191 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 192 et 193 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 194 et 195 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 196 et 197 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 198 et 199 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 200 et 201 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 202 et 203 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 204 et 205 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 206 et 207 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 208 et 209 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 210 et 211 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 212 et 213 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 214 et 215 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 216 et 217 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 218 et 219 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 220 et 221 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 222 et 223 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 224 et 225 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 226 et 227 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 228 et 229 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 230 et 231 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 232 et 233 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 234 et 235 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 236 et 237 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 238 et 239 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 240 et 241 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 242 et 243 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 244 et 245 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 246 et 247 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 248 et 249 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 250 et 251 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 252 et 253 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 254 et 255 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 256 et 257 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 258 et 259 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 260 et 261 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 262 et 263 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 264 et 265 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 266 et 267 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 268 et 269 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 270 et 271 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 272 et 273 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 274 et 275 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 276 et 277 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 278 et 279 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 280 et 281 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 282 et 283 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 284 et 285 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 286 et 287 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 288 et 289 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 290 et 291 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 292 et 293 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 294 et 295 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 296 et 297 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 298 et 299 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 300 et 301 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 302 et 303 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 304 et 305 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 306 et 307 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 308 et 309 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 310 et 311 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 312 et 313 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 314 et 315 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 316 et 317 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 318 et 319 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 320 et 321 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 322 et 323 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 324 et 325 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 326 et 327 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 328 et 329 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 330 et 331 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 332 et 333 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 334 et 335 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 336 et 337 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 338 et 339 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 340 et 341 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 342 et 343 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 344 et 345 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 346 et 347 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 348 et 349 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 350 et 351 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 352 et 353 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 354 et 355 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 356 et 357 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 358 et 359 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 360 et 361 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 362 et 363 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 364 et 365 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 366 et 367 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 368 et 369 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 370 et 371 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 372 et 373 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 374 et 375 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 376 et 377 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 378 et 379 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 380 et 381 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 382 et 383 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 384 et 385 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 386 et 387 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 388 et 389 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 390 et 391 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 392 et 393 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 394 et 395 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 396 et 397 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 398 et 399 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 400 et 401 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 402 et 403 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 404 et 405 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 406 et 407 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 408 et 409 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 410 et 411 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 412 et 413 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 414 et 415 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 416 et 417 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 418 et 419 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 420 et 421 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 422 et 423 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 424 et 425 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 426 et 427 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 428 et 429 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 430 et 431 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 432 et 433 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 434 et 435 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 436 et 437 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 438 et 439 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 440 et 441 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 442 et 443 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 444 et 445 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 446 et 447 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 448 et 449 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 450 et 451 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 452 et 453 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 454 et 455 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 456 et 457 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 458 et 459 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 460 et 461 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 462 et 463 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 464 et 465 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 466 et 467 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 468 et 469 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 470 et 471 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 472 et 473 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 474 et 475 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 476 et 477 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 478 et 479 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 480 et 481 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 482 et 483 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 484 et 485 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 486 et 487 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 488 et 489 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 490 et 491 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 492 et 493 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 494 et 495 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 496 et 497 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 498 et 499 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 500 et 501 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 502 et 503 ont été consacrées à la délinquance féminine. Les pages 504 et 505 ont été consacr



The purpose of this study is to determine the effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives. The study was conducted by analyzing the titles of 100 research papers published in the field of psychology. The results of the study are as follows:

Title	Number of Citations
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	15
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	12
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	10
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	8
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	7
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	6
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	5
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	4
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	3
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	2
The effect of the use of the word "and" in the title of a research paper on the number of citations it receives	1

The results of the study indicate that the use of the word "and" in the title of a research paper has a positive effect on the number of citations it receives. The more times the word "and" is used in the title, the more citations the paper receives. This suggests that the use of the word "and" in the title of a research paper is a useful strategy for increasing the number of citations it receives.

**C'est l'école du mensonge**

\_\_\_\_\_

# LOTO

مركزنا من الأصل



## RÉGIONS

UNE JOURNÉE AVEC LES JEUNES ARTISANS DE CORTE

### Ivan Illich parmi les siens

De notre envoyé spécial

Corte. — Arrivé le vendredi 16 septembre à l'aéroport d'Alajuela, venant de Londres, en passant par Marseille, avant de prendre le bateau le lendemain pour Naples, en passant par la Sardaigne, Ivan Illich est habitué aux transitions abruptes. Mais cette journée corse n'est pas un hasard au détour d'un périple ni une halte improvisée entre deux rendez-vous. Illich vient volontairement en Corse pour la première fois — sur l'invitation de la Corsica a.d.a., coopérative d'artisans fondée en 1964 (le Monde du 13 août 1977). Pourquoi le prophète de Cuernavaca a-t-il choisi de passer une journée à débattre avec une soixantaine de jeunes artisans corses — ils sont cent quatre-vingts dans l'association — potiers, tisserands, ébénistes, vanniers, fabricants de bijoux, agriculteurs, bergers — dont les préoccupations sont avant tout pratiques ? Comment distribuer et vendre au mieux ce qu'ils produisent, quels critères fixer pour juger si un article doit être accepté ou non par la coopérative ? Faut-il engager un « gestionnaire » étant donné le stade de développement atteint par l'association ? C'est que la Corsica a.d.a. n'est pas une association « d'initiative » sans le savoir.

Quoi de plus naturel alors que d'organiser une rencontre entre un maître et ses disciples ? Illich, qu'est-ce à dire ? Tout le monde connaît les thèses iconoclastes de ce penseur polyglotte — il pratique dix langues couramment — qui, en cinquante ans, a déjà rempli plusieurs carrières : prêtre, puis monseigneur dans l'Eglise romaine, recteur de l'université de Porto-Rico, animateur du Centre de documentation à Cuernavaca au Mexique... Tout le monde se rappelle les brûlots qu'il n'a cessé de lancer contre l'Eglise en 1967, dans *The Wandering Clayman* (la *Disparition de l'écclésiastique*), contre l'école, en 1971, dans *Une société sans école*, contre la médecine, en 1975, dans *Némésis médicale*. Se dressant contre toutes les institutions, toutes les bureaucraties qui véhiculent le mal suprême qu'est le productivisme, Illich s'attaque à l'école en tant que « manière industrialisée de produire le savoir », en tant qu'outil entre les mains du pouvoir pour programmer les jeunes, leur enseigner la capitalisation du savoir, la spécialisation des activités, la passivité, la concurrence.

Dénouant le productivisme de la société industrielle, Illich préche la convivialité, qualité qui caractérise à ses yeux une société d'hommes autonomes, jouissant d'une répartition équitable des biens matériels et intellectuels disponibles et vivant fraternellement ensemble dans l'amitié et la joie. Et voilà qu'un petit groupe de jeunes artisans qui essaie depuis une dizaine d'années de faire revivre des traditions artisanales en voie d'extinction, en s'organisant collectivement face à un pouvoir centralisateur et « colonialiste », tente de réaliser tant bien que mal et peut-être inconsciemment la société conviviale rêvée par Illich. Celui-ci était visiblement ravi de découvrir sur l'île la réalisation concrète de certaines de ses thèses. Se déclarant « bouleversé » par la rencontre, Illich a ajouté : « Il est plus facile pour moi de discuter ici avec vous qu'avec l'élite de la gauche intellectuelle parisienne (1) ».

Cela dit, les jeunes artisans corses ne se sont pas laissés récupérer par ce magicien des mots. Faisant une distinction subtile entre « travailler » (créer), « labourer » (travailler sans imagination), « travailler » (travailler au rythme d'une machine) et « fonctionner » (remplir une fonction sans travailler), Illich choisit la bonne alternative : « Vous faites le seul pari possible, a-t-il dit, en misant sur la création de valeurs d'usage au lieu de marchandises de consommation ». Puis il les a mis en garde contre le seul à ne pas dépasser, le seul qui fait passer l'outil convivial (la chaussure par exemple) à l'outil industriel (la voiture).

Or si les membres de la Corsica a.d.a. en sont au stade industriel, ce n'est pas tant par choix que par nécessité historique. « Notre petite île et les problèmes inhérents à la situation corse nous ont protégés jusqu'à présent, a fait remarquer Toni Casalonga, membre du conseil d'administration de la Corsica a.d.a., mais maintenant devons-nous rentrer carrément dans le vingtième siècle, voire le vingt et unième siècle, ou choisir le passéisme ? » Si séduisantes qu'elles soient, les thèses d'Illich sont plus parlantes pour les membres désabusés et surestés de la société de consommation que pour les peuples économiquement sous-développés qui trappent à la porte de cette société d'abondance. Illich a sans doute raison de dire que « le dogme de la croissance accélérée justifie la sacralisation de la productivité industrielle aux dépens de la convivialité » et que « la société déracinée d'aujourd'hui nous apparaît dès lors comme un théâtre de la peste, un spectacle d'ombres productrices de demandes et génératrices de manques ».

Mais les membres de la Corsica a.d.a. ont aussi raison de dire qu'ils ont besoin de machines et de progrès technique, dont dépendent finalement des choix et des finalités. Loin de prêcher le retour au Moyen Age ou la haine de la technique, Illich prône la création d'outils manuels et conviviaux à la place d'un outillage industriel menaçant. Il veut un appareil de production et de consommation à taille humaine, fait pour le peuple et par le peuple, sans discrimination.

« Quand je suis arrivé en France, raconte Illich, en remplissant la fiche signalétique, pour profession, j'ai écrit « scribe public », car je me définis comme quelqu'un qui veut redonner dignité et respectabilité au pamphlet philosophique. » A Corte, l'aspect d'une journée, le scribe a déposé ses plumes et a participé à une rencontre avec des jeunes, parmi lesquels il se sentait, en parfaite connivence. Quand on a rencontré Ivan Illich, on comprend mieux ce qu'il met derrière le mot convivialité.

ALAIN WOODROW.

(1) Illich participait au récent forum d'été organisé par les revues *Parti* et *le Nouvel Observateur* (le Monde du 6 septembre 1977).

En 1957 puis en 1967, La Vie avec l'aide de l'IFOP a interrogé les jeunes français sur leurs croyances (Dieu, la mort, l'avenir, le péché, le mariage...). Dix ans après, La Vie leur repose les mêmes questions. Ont-ils changé, et dans quel sens ? Les réponses dans La Vie de cette semaine. Mardi, chez tous les marchands de journaux.

# lavie



Un colloque à Calvi

CONSULTER  
AVANT DE FORER

(De notre correspondant.)

Ajaccio. — Les industriels du pétrole et les représentants de l'Union des villes de la Méditerranée ont dialogué pendant deux jours les 16 et 17 septembre, à Calvi, sur le thème : « Pollution de la Méditerranée par les hydrocarbures », sous l'égide de la Fédération mondiale des villes jumelées. Il s'agissait du troisième colloque de ce genre, le premier ayant eu lieu à Beyrouth en 1973, le second à Rijeka (Yougoslavie) en 1976. On a constaté une fois de plus que la situation écologique du Bassin méditerranéen ne cesse de s'aggraver et que les pays n'apportent pas de solution « satisfaisante » à ces problèmes en raison notamment du manque de coopération.

Un télégramme a été adressé aux Etats concernés, leur demandant « instamment de ratifier rapidement la convention de Londres (2 novembre 1978), qui classe la Méditerranée comme zone où tous rejets d'hydrocarbures sont interdits ». La résolution recommande également la ratification de la convention de Barcelone.

« L'application plus stricte des sanctions prévues par les lois et règlements en vigueur en matière de pollution, quelle qu'en soit l'origine », l'absence en place de moyens opérationnels « rapides et immédiats » contre les pollutions accidentelles et les marées noires, la création d'un organe d'information « avec concours des industriels du pétrole permettant de mesurer les risques écologiques et les dommages économiques des exploitations pétrolières, préalablement à tout commencement de recherches ou d'implantation d'exploitations ».

Une boîte noire  
pour contrôler  
les déballastages

Répondant aux inquiétudes exprimées par les maires des villes riveraines et par les écologistes, le représentant du prêt maritime a annoncé que l'an prochain les tankers seront équipés d'une « boîte noire » semblable à celle des avions, permettant de contrôler les déballastages. Vingt-cinq grandes compagnies pétrolières ont constitué une association qui compte étendre à la Méditerranée son expérience de la mer du Nord, où l'on détermine le déplacement des nappes d'hydrocarbures par ordinateur.

Enfin, on a fait le point sur les recherches pétrolières en Méditerranée. A l'heure actuelle on dénombre « quelques forages » au large de l'Espagne, de la Tunisie et de la Libye, ainsi que des projets concernant l'Egypte, la Grèce, l'Adriatique et la France. La Corse est plus particulièrement concernée, et l'on en a beaucoup parlé à Calvi. Un premier forage pourrait être rapidement effectué à une dizaine de kilomètres au sud de Bastia par 55 mètres de fond. Les recherches en cours depuis plusieurs mois « permettent de penser » que l'on y trouverait du pétrole. Cependant, les forages ne seront pas entrepris « si les populations s'y opposent », ont précisé les pétroliers, s'alignant ainsi sur l'une des recommandations de la résolution finale.

PAUL SILVANI

Un temple  
de la haute consommation

هكذا من الأصلي



# EN ILE-DE-FRANCE

UN NOUVEAU BUDGET POUR LES ESPACES VERTS

## Les arbres au plus près

Le conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France s'est réuni le 15 septembre sous la présidence de M. Edouard Bonnefous, sénateur (Gauche démocratique) des Yvelines.

Cette réunion a été consacrée d'une part à l'étude des dossiers de subventions aux collectivités locales pour l'acquisition et l'aménagement d'espaces verts urbains et boisés, d'autre part à l'examen

d'un programme général d'action pour 1978. Priorité est donnée aux petits parcs urbains situés à proximité des habitations et qui font particulièrement défaut dans la région parisienne.

	Paris	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Ensemble
Espaces verts urbains publics .....	1 584 ha	2 287 ha	622 ha	788 ha	5 301 ha
Superficie par habitant .....	6,83 m <sup>2</sup>	16,4 m <sup>2</sup>	4,70 m <sup>2</sup>	6,42 m <sup>2</sup>	8,54 m <sup>2</sup>
Superficie construite desservie par rapport à la superficie totale ....	44 %	46 %	12 %	18 %	26 %

public. Les agglomérations ne sont quant à elles « équipées » que de petites surfaces d'une superficie inférieure à 1 hectare. Paris compte deux cent vingt-cinq espaces verts, mais seulement quinze d'entre eux ont une superficie supérieure ou égale à 3 hectares.

Enfin, tous les habitants de l'Ile-de-France ne sont pas égaux devant les espaces verts. Ces zones étant irrégulièrement réparties en région parisienne, beaucoup d'entre eux ne bénéficient pas, en effet, d'espaces verts de proximité. En décidant de consacrer

17,6 millions de francs à des subventions aux collectivités locales pour des acquisitions et l'aménagement de tels espaces, l'Agence des espaces verts tente de remédier à cet état de choses.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

## LES « LYONNAIS » DE LA PORTE D'ORLÉANS

Adieu pas du périphérique, protégé par un rideau d'arbres à feuillage persistant, le boulevard de la porte d'Orléans, ou plutôt, pour respecter une terminologie de professionnels, le « coteau ». Un monde à part, où le visiteur fait un peu figure d'intrus et se sent à l'aise. Le contrôle de la Fédération française de boules, qui a été l'occasion de l'association bouliste du quatorzième, M. Chateau, toujours prêt à vous initier aux secrets de la « lyonnaise ».

Sur ce territoire maintenu avec acharnement contre les vents et marées de la promotion et de l'urbanisme, évoluent des joueurs silencieux et tendus que comme un public discret et attentif.

Une enceinte de 27 m 50 sur 2 m 50, fermée par des barrières basses constituées le « cadre » dans lequel les joueurs évoluent. Dans ce rectangle, des lignes orthogonales définissent une topographie réglementaire. S'il s'agit de la « but » de

Cette sévérité de la réglementation impose une discipline qui exclut l'excitation verbale et physique. Le contrôle de soi, l'économie et la précision du geste, la concentration, dominent ici. Il en résulte une tension permanente qui confère parfois au spectacle la dimension d'un rituel.

Il y a comme le mouvement d'un gymnaste dans cette course du « tour » à la limite du déséquilibre, tendue, puis soudain écartelée, puis après que la lourde boule projetée à 20 mètres dans l'étroit carrelage tracé à l'aide du « cinquante », cette tige de métal familière avec laquelle les joueurs délimitent les emplacements conventionnels. Devant la réussite ou l'échec, tous conservent le silence, à peine soupçonné d'une expression d'agacement à l'endroit d'un partenaire malchanceux ou

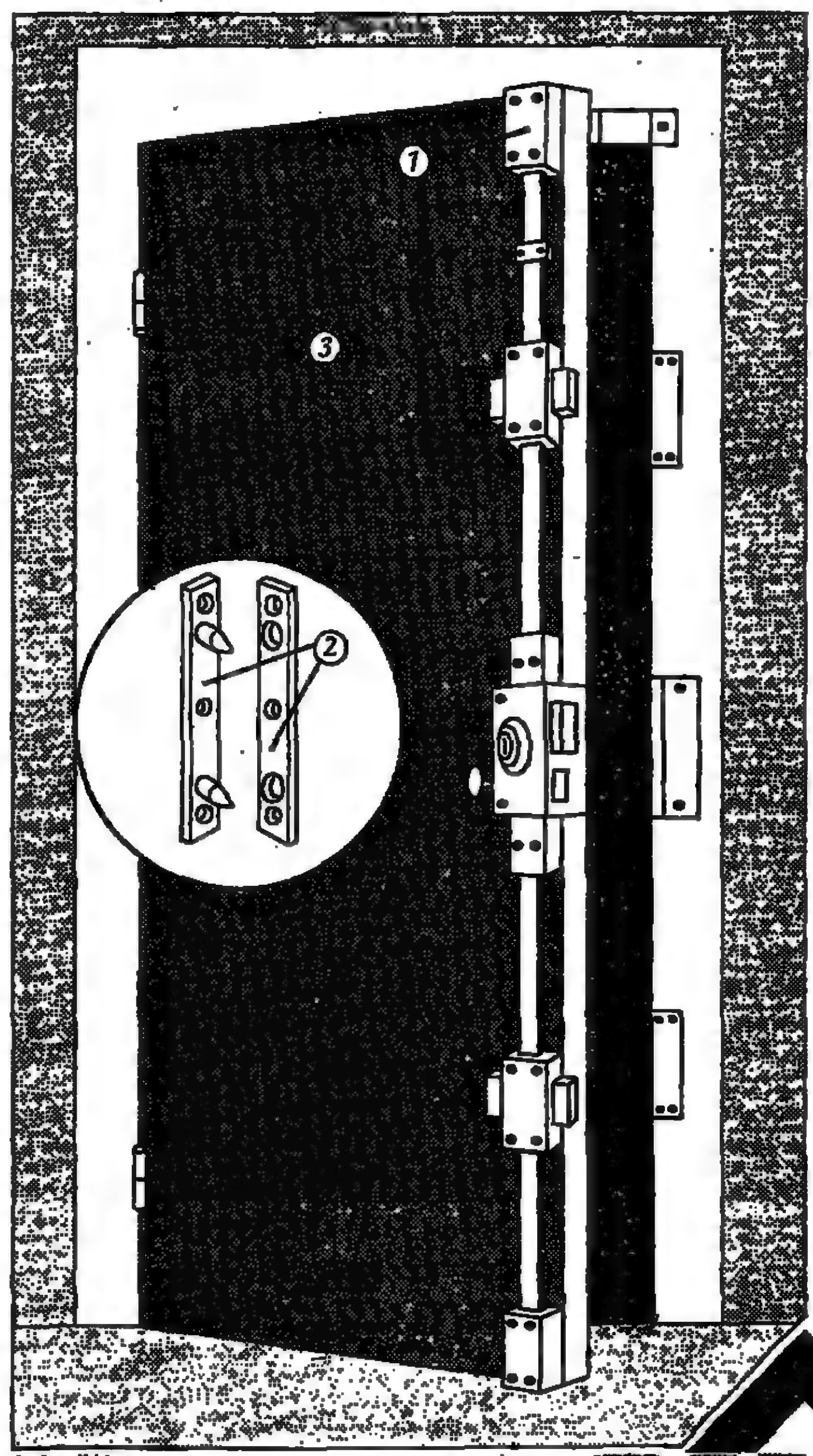
l'écho d'un rapide échange à propos d'un choix tactique délicat.

Sans doute la rigueur du jeu et la nécessaire endurance physique et psychologique qu'exigent des séries de parties qui peuvent durer jusqu'à huit heures d'affilée ont-elles découragé les vocations. Toujours est-il que le nombre des licenciés, même s'il demeure encore très important, a sensiblement diminué depuis quinze ans. Cependant la Fédération, dont les origines remontent à 1922, fait preuve d'un remarquable dynamisme dont témoignent les nombreux championnats organisés sous son égide (1).

Devant l'évolution de leur sport, les dirigeants savent rester optimistes, car ils conservent le souvenir de la Nuit du 4 août qui, en abolissant le privilège aristocratique du jeu de boule sur gazon, devait ouvrir à la « lyonnaise » le chemin d'un succès tout à la fois révolutionnaire et populaire.

VALÉRY PATIN.

## Avec les 8 BHV,\* mettez vos biens sous bonne garde.



① Ensemble de fermeture Keso, 5 points de condamnation cylindrique double, haute sécurité, technique suisse, avec renforts de panneaux.

② Blindage de la porte (tôle d'acier électro-zinguée 15/10<sup>4</sup>). Pose de la serrure et du blindage (prix pour une pose simple sur porte plane, huisserie bois - Paris et proche banlieue).

**730<sup>F</sup>**  
**870<sup>F</sup>**  
**1600<sup>F</sup>**

Total jusqu'à épaisseur des stocks.

BHV Installations Service est à votre disposition pour faire passer chez vous fermetures de sûreté, verrous et blindage de portes par des professionnels sélectionnés.

\* Egalement aux BHV LYON - VENISSIEUX ET GRENOBLE-GRANDPLACE

Pour être sûr de bien choisir. BAZAR DE L'HÔTEL DE VILLE

LES 8 BHV : RIVOLI - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - FLANDRE - BELLE EPINE - ROSNY 2 - CRETEIL

## DÉBAT

### Pour qui les Halles ?

Plaine fleur sur les Halles en ce début d'automne. Le dépôt du premier permis de construire pour des bâtiments proches du futur jardin (le Monde du 3 septembre) a ouvert une double polémique : M. Ricardo Botif peut-il construire en France sans être inscrit à l'Ordre ? Que penser du mur en trompe l'œil dessiné par l'architecte des monuments historiques, M. Marc Sallat, pour habiller la centrale de climatisation de la rue de Turbigo ?

Tandis que le maître d'œuvre à ouvrir ses guichets en décembre, on ne sait toujours pas si la chaîne de télévision FR 3 jettera son dévolu sur l'immeuble conçu par M. Henry Bernard pour « clore » le jardin, le long de la rue Pierre-Lescot et si on pourra y installer l'une des grandes salles de concert ou de théâtre lyrique souhaitées, chacun de leur côté, par le président de la République et le maire de Paris.

Pendant ce temps, les travaux continuent (1) au-dessus de la station de métro régional : le vaste centre commercial et son créateur tout en verrières, imaginé par les architectes Claude Vasconi et Georges Penrec'h, ouvrira un an après le métro, au printemps 1979.

### Le vrai et le faux

« Les Halles, le faux », l'article de M. Lucien Schell, urbaniste-architecte, paru dans le Monde du 13 septembre, a conduit M. Dominique Saglio, directeur général de la Société anonyme d'économie mixte d'aménagement du secteur des Halles, à nous faire parvenir la réponse suivante :

Les fausses fenêtres de Fabio Rieti sur la place de la Fayette seraient donc le signe de la décadence et la construction d'une usine, indispensable pour climatiser les espaces souterrains (dont l'essentiel est constitué par les ouvrages de transports en commun), l'évidence même du massacre des Halles.

En ajoutant à cette évocation caricaturale une subtilité allusion aux « décisions » qu'une administration, à la fourberie légendaire, prendrait pendant les vacances des citoyens, M. Schell peut conclure sur la promesse d'un jugement en place publique pour tous ces gens, connus ou inconnus, qui commentent tant de crimes. Qu'il soit alors permis à l'un d'entre eux, administrateur et non responsable politique, avant d'être condamné à des mille blanches, de souligner quelques évidences.

D'abord qu'il est invraisemblable d'imaginer que, Henry Bernard, Marc Sallat, Ricardo Botif, Bernard Zerbuss, Claude Vasconi, Georges Penrec'h, et d'autres, bientôt, soient tous des architectes du faux et de la décadence. Qu'il est injuste et proprement scandaleux de laisser entendre que tous ceux qui consacrent leur temps à ces affaires sont les exécutants aveu-

gés de sombres machinations politiques ou les complices d'intérêts d'argent. Que l'urbanisme, c'est d'abord la ville accessible à tous, ne privilégiant ni excluant aucun ; et qu'un simple respect des surfaces des maintenant consacrées au logement, au commerce, à la promenade, à la découverte de l'art de notre temps, et M. Schell avait voulu les connaître, aurait ramené son propos à une querelle bien mineure sur la meilleure façon de décorer une usine de climatisation.

Il est vrai que le calendrier technique fera que s'ouvriront des commerces avant le musée de la communication, mais après le RER. Il est vrai que des problèmes considérables demeurent posés, tant pour certains programmes que pour leur expression architecturale ; et il est vrai que l'appropriation collective des espaces dépend pour beaucoup des systèmes juridiques et techniques de gestion qui permettront à la puissance publique — quels que soient son niveau et son idéologie — d'en contrôler l'usage.

Pourquoi, cependant, suggérer ou dire que le commerce doit être chassé du centre ville, que tous les espaces ou équipements publics, décidés ou envisagés, sont anodins et marginaux (alors qu'ils domineront en fin de compte l'ensemble) ? Et si nous sommes, en effet, quelques-uns à ne pas « dormir tranquilles », M. Schell peut-il croire que c'est surtout à cause des heures que nous consacrons à chercher des réponses aux vrais problèmes qu'il n'a pas voulu poser ?

### Un temple de la haute consommation

M. Pascal Perrineau, sociologue, nous écrit :

Je me permets de vous écrire afin d'exprimer le plaisir éprouvé à la lecture de l'article de Georges Dayan et de Jack Lang (le Monde du 19 juillet 1977) et de participer au débat que mériterait de susciter les « Deux séries de contre-propositions pour les Halles ». Directement concerné, en tant qu'habitant du deuxième arrondissement, j'ai cru percevoir au travers de ces propositions concrètes les fondements d'un nouvel urbanisme qui, l'espère, pourra bientôt s'incarner dans le sol de la capitale. Georges Dayan et Jack Lang dénoncent et proposent, dénoncent pour proposer.

Il est indispensable en effet de condamner la pseudo-rationalité de l'urbanisme de la V<sup>e</sup> République, qui ne parvient pas à voiler le « désordre organisé » de la société capitaliste industrielle (spéculation foncière, rénovation-dépopulation sociale, détérioration du cadre de vie, subventions indirectes à des constructions privées de luxe...) dont l'affaire de la Vilette, la rénovation du troisième arrondissement et l'opération de « trou des Halles » sont de bons exemples. L'espace urbain de la capitale devient de plus en plus celui de la marchandisation et d'une architecture fonctionnaliste où prévaut l'état d'esprit orthogonal — que procède le Corbusier.

Contre cette invasion de la marchandise sans imagination, deux directions nous sont indiquées afin de rendre vie au centre de Paris et répondre ainsi aux conséquences engendrées par l'urbanisme du pouvoir : la négation des fonctions symboli-

que et culturelle des centres urbains, l'émigration des couches populaires du centre de Paris vers sa périphérie.

Pour remédier à cette société du spectacle où la marchandisation règne sur tous les secteurs de la vie sociale, il faut redonner au centre sa vocation ludique. Or, que nous réserve le projet actuel des Halles ? Un temple de haute consommation pendant d'un temple de haute culture.

Pour arrêter cette lente hémorragie qui vide le centre de Paris de sa substance laborieuse, il faut affirmer le droit au logement des couches populaires au cœur de la capitale et le droit à la ville, c'est-à-dire à la définition en commun par les habitants de leur espace quotidien.

Les contre-propositions des élus socialistes des deuxième et troisième arrondissements s'inscrivent dans cette voie qui n'est autre que celle de la démocratie déclinée au quotidien.

(1) Officiellement, le calendrier d'achèvement des travaux est le suivant : octobre 1977 : ouverture des premiers chantiers Seine-Saint-Denis ; décembre 1977 : ouverture de la gare souterraine ; début 1978 : ouverture des passages souterrains Forum ; mai 1979 : ouverture du Forum souterrain de commerces et de loisirs, ouverture des voies souterraines d'accès et de transit secteur Forum ; août 1979 : fin du gros œuvre pour le bâtiment Lescot, fin du gros œuvre pour les logements Borif ; 1979-1980 : aménagement de la première tranche de jardin ; mai 1980 : achèvement des Halles Saint-Martin ; début 1981 : mise en service du central P.T.T. ; mai 1981 : achèvement du gros œuvre Bourne-Saint-Eustache, aménagement de la deuxième tranche de jardin ; 1982 : ouverture du secteur Bourne-Saint-Eustache, fin de l'opération.

مكتبة الأمل



## ÉDUCATION

### La mise en place de la réforme

La réforme de l'enseignement est appliquée depuis le 15 septembre au cycle préparatoire et en sixième. Cependant toutes les nouveautés qu'elle comporte ne sont pas encore bien comprises de tous les enseignants, notamment la notion de « soutien ».

Selon M. André Henry, secrétaire général de la FEN, la réforme Haby est « vouée à l'échec ». C'est « l'arbre qui cache la forêt », a-t-il déclaré pendant le week-end au cours d'un voyage dans le Sud-Ouest. Il a cependant mis les enseignants en garde contre le piège de l'agitation. « Il ne doit y avoir, a-t-il précisé, ni grèves répétées ni actions isolées. »

Seules quelques barrières ont, d'autre part, été signalées depuis la rentrée. A Verges (Jura), les parents refusent d'envoyer leurs enfants à l'école du village voisin de Puligny, comme le prévoit le plan de regroupement pédagogique. Ils ont reconstruit l'école et les cours sont assurés par des maîtres retraités. A l'île-Adam (Val-d'Oise), des parents d'élèves, qui occupaient la mairie samedi 17 septembre, ont quitté les lieux après avoir été reçus par un conseiller municipal.

#### NOUVELLES SIXIÈMES A COURBEVOIE

### Le « soutien » et l'inconnu

Au collège Georges-Pompidou de Courbevoie (Hauts-de-Seine), la rentrée a été échevelée, comme dans presque tous les établissements : classes de sixième et de troisième, le matin du 15 septembre, classes de cinquième et de quatrième, l'après-midi. Seule la visite des journalistes, semble-t-il, n'a pas été prévue au programme : la directrice ne souhaite pas de rencontre entre les journalistes et les enseignants à l'intérieur de l'établissement, même au lendemain de la rentrée.

Qu'à cela ne tienne : le café du carrefour veut bien la salle des professeurs pour exprimer les premières impressions, notamment à propos des nouvelles sixièmes. « C'est un fait, reconnaît un professeur de français, les effectifs sont bien allégés cette année. Au lieu de trente ou trente-cinq élèves par classe, comme l'année dernière, nous n'en avons plus que vingt-quatre. En revanche, nous n'avons plus de classes dédoublées, si l'on met à part l'heure de soutien. »

Le « soutien », c'est la grande inconnue au collège Georges-Pompidou. « On n'a pas reçu de consignes, explique un autre professeur. La directrice nous a dit d'attendre pour l'instant. » Certains ont déjà prévu une formule : « Pendant un mois, on va prendre la moitié — douze — des élèves chaque semaine pendant une heure. Après, on avisera. »

Et l'approfondissement ? Éclat de rire général. « De toute façon, nous n'avons pas de salle. La permanence a déjà lieu dans le réfectoire. » De plus, la plupart des heures de soutien ont été pla-

ciées en début ou en fin de demi-journée, à pour permettre aux élèves d'approfondir chez eux », glisse péremptoirement un professeur.

La suppression des dédoublements de classe pose un problème particulier aux professeurs de travaux manuels et de sciences naturelles. « L'année dernière, explique l'un d'eux, nous avions deux élèves par table pendant les travaux pratiques. Cette année, nous en avons trois par table, c'est-à-dire qu'un des trois est trop désemparé. »

Quant à l'hétérogénéité des classes, les professeurs, dans l'ensemble, y compris les syndiqués, approuvent. « Pour moi, dit l'un d'eux, ce brassage des élèves en sixième est le seul point positif de la réforme Haby. »

« Oui », répondent, unanimes les enseignants. Et ils expliquent : « L'année dernière, déjà, on s'était efforcé de pondérer les disparités. »

L'hétérogénéité, toutefois, entraîne des appréhensions nouvelles : « lorsqu'on met ensemble des petits patrons de dix ans et des grandes filles de treize ans, l'atmosphère de la classe est transformée. Il risque de se former des sous-groupes difficiles à faire cohabiter harmonieusement. Un exemple : dans ma sixième, quatre élèves — Français — ont été incapables de me dire leur lieu de naissance. Ce n'est plus du soutien qu'il faut alors, ce sont des échafaudages. »

ROGER CANS.

### Le débat sur l'enseignement privé

### LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ DE CHERBOURG

L'Association pour la démocratie que a présidé M. Paul Bacquet, professeur d'université, et qu'anime M. Michel Bassi, aurait souhaité relancer, le jour de la rentrée scolaire, le débat sur l'enseignement privé. Le lieu n'avait pas été choisi au hasard : il avait été prévu d'inviter M. René Haby à Cherbourg parce que la communauté urbaine, où les socialistes sont majoritaires, vient de décider, contre les directives nationales du P.S., de supprimer certaines subventions aux écoles privées (le Monde du 9 septembre). Malheureusement pour l'Association — qui avait déjà lancé les invitations — le ministre de l'éducation a finalement décliné l'invitation en raison « des multiples obligations qui le retenaient ce jour à Paris ». Dans un communiqué, que le ministre précise qu'il ne « refusera naturellement pas de prendre part à une honorable réunion dans l'avenir si son calendrier le lui permet ».

Désireux de ne pas faire apparaître son refus comme une dérobade devant un débat qu'il qualifiait pourtant, il y a quelques mois, de « vrai problème », le ministre précise, dans le même communiqué, que « la suppression de droit ou de fait d'une liberté dans notre pays est un événement trop grave pour ne pas être relevé ». La liberté, reconnue aux parents — depuis un siècle de choisir librement pour leurs enfants parmi plusieurs établissements d'enseignement —

De son côté, au nom du parti républicain, M. Jean-Claude Rohel, délégué à l'éducation, a proposé de la directive du P.S. : « Le parti socialiste semble tout d'un coup découvrir la nécessité de laisser aux parents la liberté de choisir une école privée après avoir violemment combattu tous les textes qui tendaient à assurer les moyens de cette liberté (...). Il s'agit en réalité d'une opération électorale. Liste qui ne trompe personne ». Electoralisme-ci, electoralisme-là.

### M. Haby relance la polémique sur la politisation de l'enseignement

Le ministre de l'éducation, M. René Haby, a relancé, samedi 17 septembre, à Clermont-Ferrand, la polémique sur la politisation de l'enseignement qu'il avait, au printemps dernier, opposé aux syndicats d'enseignants. M. Haby a fait état des « craintes » du président de la République, que l'approche des élections « n'entraîne la politisation dans les écoles et les collèges ».

Selon le ministre, la préparation des élections risque de faire « chauffer la marmite » dans la mesure où « les jeunes sont une clientèle électorale potentielle et où des enseignants sont déjà tentés par le prosélytisme ».

« Des enseignants, a-t-il poursuivi, sont engagés dans le combat politique. Parmi les conseillers municipaux des villes de plus de 30 000 habitants, 14 % sont des enseignants, dont 55 % sont dans l'opposition. (...) Si nous avons une pression politique trop forte à l'intérieur de l'école, nous transformons profondément la notion d'école publique. » Le ministre a rappelé qu'il avait demandé à l'Académie des sciences morales et politiques, ainsi qu'aux commissions des affaires culturel-

les du Sénat et de l'Assemblée nationale, de se pencher sur un « code de déontologie » qui ramènerait les enseignants à « plus de sérénité » et serait une « remise à jour de la notion d'école publique ».

Le secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, M. André Henry, a vivement réagi, dimanche 18 septembre, aux propos du ministre. « Contrairement, déclare M. Henry, aux allégations et aux insinuations insinuées pour l'ensemble des personnels d'enseignement, les enseignants, quel que soit leur engagement de citoyens, assurent leur difficile mission face à l'éducateur d'aujourd'hui. Ce n'est pas la déontologie qui leur manque, mais l'adhésion individuelle des maîtres à sa réforme, au moment où les syndicats renouent à la boycott, même s'ils la critiquent sur le fond, voici qu'il lance un pavé dans la mare. »

Autre contradiction : c'est peu de jours après avoir renoncé à relancer la question de l'enseignement privé que le ministre revient à la charge sur la politisation de l'enseignement. Ce ministre technicien ne peut avoir, de lui-même, décidé de lancer une campagne qui met en cause une bonne partie de ses personnels, dans une période où les polémiques sur la réforme s'estompent. A Clermont-Ferrand, il a clairement indiqué que l'inquiétude venait du président de la République. En amplifiant cette inquiétude, en faisant resurgir ce projet de code de déontologie qui heurtera plus sûrement les professeurs qu'il ne rassurera les familles, M. Haby compromet lui-même la sérénité d'une rentrée scolaire. La but de l'opération est, à l'évidence, à situer au-delà de l'école, dans la perspective des élections. C'est une autre forme de politisation. Br. F.

### SÉRÉNITÉ ET PROVOCATION

La relance de la polémique sur la politisation de l'enseignement, trois jours après la rentrée des classes, est d'autant plus étrange — voire provocatrice — que chacun avait noté la modération des organisations d'enseignants pour cette rentrée sans polémique, la première depuis des années. Au moment où M. Haby s'efforce d'obtenir — sur le terrain — l'adhésion individuelle des maîtres à sa réforme, au moment où les syndicats renouent à la boycott, même s'ils la critiquent sur le fond, voici qu'il lance un pavé dans la mare.

Autre contradiction : c'est peu de jours après avoir renoncé à relancer la question de l'enseignement privé que le ministre revient à la charge sur la politisation de l'enseignement. Ce ministre technicien ne peut avoir, de lui-même, décidé de lancer une campagne qui met en cause une bonne partie de ses personnels, dans une période où les polémiques sur la réforme s'estompent. A Clermont-Ferrand, il a clairement indiqué que l'inquiétude venait du président de la République. En amplifiant cette inquiétude, en faisant resurgir ce projet de code de déontologie qui heurtera plus sûrement les professeurs qu'il ne rassurera les familles, M. Haby compromet lui-même la sérénité d'une rentrée scolaire. La but de l'opération est, à l'évidence, à situer au-delà de l'école, dans la perspective des élections. C'est une autre forme de politisation. Br. F.

## RELIGION

### Paul VI a présidé la séance de clôture du congrès eucharistique italien

De notre correspondant

Rome. — Effectuant le vingt-troisième voyage de son pontificat, Paul VI s'est rendu, samedi 17 septembre, à Pescara pour clore solennellement le congrès eucharistique italien. Arrivé en avion, le pape n'a passé que quelques heures dans cette ville des Abruzzes, le temps de célébrer une messe devant une foule enthousiaste, de deux cent mille personnes environ, que le mauvais temps n'avait pas rebuté.

Les congrès eucharistiques ont souvent donné aux catholiques italiens l'occasion de manifester leur puissance et leur unité. Celui-ci — le dix-neuvième — n'a pas failli à la règle, même si toute idée de triomphe n'avait été bannie. C'est sur une immense tribune, dressée en bordure de l'Adriatique, que le pape a pris place, au milieu de cardinaux, évêques, prêtres et personnalités diverses parmi lesquelles le président du Sénat, M. Amintore Fan-

fani. Au large de Pescara, de nombreux bateaux de pêche ont accueilli leurs érudits avant de se livrer à un ballet nautique pour figurer une croix puis un salut : « Vive le pape ! ». La cérémonie, retransmise en direct par la télévision italienne, a montré un pape ému, portant le poids de ses quatre-vingt ans (il célébrera son anniversaire dans l'intimité le 26 septembre prochain).

Prélat d'Italie, ayant participé aux deux derniers congrès eucharistiques nationaux à Pise en 1965 et à Udine en 1972 — Paul VI n'avait pas à justifier sa présence à Pescara. Il s'est attaché, en revanche, à rappeler l'importance de l'eucharistie dans le mystère chrétien, avant de s'en prendre à « la vision restreinte d'une certaine psychologie sociale » qui gène des adhérents même parmi les disciples du Christ et qui « attendent de lui la solution primordiale des problèmes économiques et sociaux ». Ce seul aspect polémique devait être suivi d'un encouragement à faire du congrès eucharistique « une reprise de la vie communautaire ».

Dans la soirée, Paul VI a regagné sa résidence d'été de Castel Gandolfo en prenant, comme à l'habitude, quatre moyens de transport : l'automobile, l'hélicoptère, l'avion, et encore l'automobile. C'était le premier — fois qu'un pape se rendait officiellement dans les Abruzzes. Une statue géante le représentant en train de bénir la foule rappellera cette journée historique aux pêcheurs de Pescara.

ROBERT SOLÉ.

### LES PLUS SOMPTUEUSES TAPISSERIES



pour créer sur vos murs un décor de luxe raffiné

Si vous désirez enrichir le décor de votre intérieur, choisissez une magnifique tapisserie de style, peinte à l'aquarelle, réalisée dans les traditions séculaires de nos pays. L'élégance des motifs et la symphonie de leurs couleurs apporteront calme et sérénité à votre intérieur.

Bon à retourner à : CHRISTAL Gallery, 11, rue Comte F. Gastaldi - MC MONACO

Plus de 30 pièces (à partir de 250 F) vous sont présentées dans notre catalogue qui vous est offert sans engagement. Il vous suffit de pasteur le bon et de le retourner au même jour.

Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre catalogue en couleurs sur vos splendides collections de tapisseries. Ci-joint 3,40 F en timbres pour participer aux frais.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

## SOCIÉTÉ

### Quand les enfants troquent

Les plus prévoyants — et certains professionnels — ont leurs trésoirs. Les autres s'installent à même les dalles de béton, déployant leurs menus trésors à l'ombre des grilles-ciel du « paradis » de la Défense (Hauts-de-Seine), promus pour deux jours sanctuaire du troc.

La troisième Foire au troc — qui a eu lieu durant le week-end — a déjà ses habitués, collectionneurs, brocanteurs ou simplement amateurs de surprises, venus à la Défense pour découvrir l'oiseau rare. « Voilà trois ans que je la cherche », dit un numismate en montrant une pièce d'argent de 1812. Il l'a trouvée. Il l'a échangée. « Elle est griffée ou pliquée ? », demande un autre en avançant une « pièce prise » (1). Pas de chance pour ce collectionneur : il s'agit seulement d'un coupé-coupe déguisé en pièce d'argent : cela ne l'intéresse pas.

La plupart des « troqueurs » sont des nouveaux venus à la brocante. Il y a cette dame étonnante qui parcourt les stands avec, sur les bras, des bottes et une culotte de cheval. Elle voudrait bien s'en débarrasser, mais « pas pour rien ». L'ennui, avec les vêtements, c'est qu'il ne se trouve pas de cabine d'essayage sur les esplanades ouvertes à tous vents du grand désespoir des échangistes de timbres obligés de s'arabiser sur leurs albums pour empêcher les précieux vêtements de s'envoler.

Ces problèmes ne préoccupent pas les échangistes de matériel lourd — chaudrons, chenilles, obus ou roches de

#### Quelque chose

La Foire au troc est aussi le paradis des enfants. Un Lucky Luke contre un Spirou, un Astérix contre un Schtroumpf, le troc va de soi au royaume des illustrés. Même défranchés, les jouets ont l'éclat du neuf lorsqu'on vient de les échanger : une poupée d'Indien — presque complète — contre un tricycle devenu trop petit. Une affaire.

Les plus malheureux sont ceux, encore nombreux, qui sont venus les mains dans les poches. Rien à troquer. Point d'ailleurs. « Te le vendrais ? Mais ce ne serait pas drôle ! », dit une fillette à qui un gosse a demandé son tourne-disques. Une solution : retourner chez soi inventorier la caisse à jouets et revenir très vite avec de la « marchandise ». Beaucoup le font. D'autres en arrivent aux moyens extrêmes : « Échangez-moi trois tickets de métro contre quelque chose ! »

Quelque chose. N'importe quoi. Un téléphone à pied, des carapaces de tortue marine, une collection d'Histoire, une paire de brodequins anglais, un varan (vivants) ou une maquette de Concorde.

ROGER CANS.

(1) Il s'agit d'une pièce transformée en bijou.

## DÉFENSE

### LE PREMIER AVION DE COMBAT PRODUIT AU JAPON DEPUIS 1945 EST ÉQUIPÉ DE DEUX RÉACTEURS FRANCO-ANGAIS.

Tokyo (A.F.P.). — Le F-1, premier avion de combat produit au Japon depuis la fin de la dernière guerre mondiale, a commencé d'être livré à l'Agence japonaise de la défense (ministère) par la firme Mitsubishi.

Le F-1, biplace à deux réacteurs, est équipé de deux réacteurs Adour de deux poussées maximum de 3,2 tonnes chacun. Le F-1 peut atteindre une vitesse de Mach 1,6. Il est armé de missiles air-air et peut emporter pour plus de 6 tonnes de bombes. Il coûte près de 7,5 millions de dollars l'unité (environ 37 millions de francs).

Les forces japonaises ont prévu d'acquiescer quatre-vingt exemplaires de cet avion, le premier escadron devant être constitué à la fin de mars 1978 sur la base de Misawa, dans l'île de Honshu, la plus grande des îles qui forment le Japon.

Des sociétés françaises participent à la fabrication de cet avion, puisque le réacteur Adour est produit — en coopération avec la firme britannique Rolls Royce — par la société privée Turboméca et la SNECMA. L'Adour propose également l'avion d'appui tactique Jaguar qui équipe la France, le Royaume-Uni, l'Espagne et le Sultanat d'Oman.

LISEZ

« le Monde des philatélistes »

### LA CHINE A FAIT EXPLOSER UNE FAIBLE CHARGE NUCLEAIRE

La Chine a fait exploser, samedi 17 septembre, une charge nucléaire dont la puissance, selon les observateurs américains, serait inférieure à 20 kilotonnes (l'énergie déployée par la bombe d'Hiroshima).

C'est la vingt-deuxième explosion nucléaire chinoise depuis le 16 octobre 1964. La dernière avait eu lieu le 17 novembre 1976 et sa puissance, vraisemblablement la plus importante jamais déployée par une explosion chinoise, avait été évaluée à 4 mégatonnes.

Les services de renseignements occidentaux avaient cru déceler, ces dernières années, un ralentissement des activités nucléaires de la Chine. Mais, en l'espace de quelques semaines, l'essai d'un missile qui pourrait être intercontinental et la récente explosion nucléaire semblent montrer que Pékin n'entend pas interrompre le développement de la recherche en la matière.

## SCIENCES

■ D'importants gisements d'uranium découverts en Égypte. Les prospections du comité de l'énergie atomique égyptien ont révélé la présence de quantités importantes d'uranium dans plusieurs régions. Selon l'Agence d'information du Moyen-Orient, la plupart de ces gisements sont situés dans les déserts oriental et occidental de l'Égypte, ainsi que dans le Sinaï et sur les côtes de la mer Rouge. Le comité a pris contact avec les firmes internationales spécialisées, afin d'obtenir leur coopération pour l'extraction et l'exploitation de l'uranium. — (A.F.P.)

### ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES DE BORDEAUX

3<sup>e</sup> CYCLE

### MANAGEMENT ACHAT INDUSTRIEL

Patronné par la Délégation aux Économies de Matières Premières

Renseignements : E.S.C.A.E.

680, cours de la Libération 33405 TALENCE CEDEX Tél. (56) 80-70-50.

هكذا من الأصل





Le Monde

DE L'ECONOMIE

## Le « plan Barre » a un an

MOROSE ANNIVERSAIRE

**L**e plan Barre fête son anniversaire jeudi 22 septembre. Au terme d'une année d'expériences, peut-on dire qu'il a réussi ? Le pouvait-il ? A en tenir aux chiffres, qu'il illustre pages 24 et 25 une douzaine de graphiques, les résultats sont contrastés. Côté négatif, quatre constatations :

● Le chômage s'est sensiblement aggravé au point qu'un recensement aujourd'hui de deux cent vingt mille demandes d'emploi suppléerait les besoins (+ 26 %) mais vingt-cinq mille trois cents offres d'emploi en moins (- 18 %). Aux dernières statistiques, il y avait 54 demandes pour une offre, contre 41 il y a un an ; moitié plus. La détérioration de la situation n'a d'ailleurs pas cessé, puisqu'en août encore on a recensé deux cent vingt-cinq mille nouvelles demandes d'emploi, pour seulement cent soixante-cinq mille places accordées : soit un déficit de soixante mille postes en un mois.

● Cela résulte directement de la quasi-stagnation de la production industrielle. Elle ne dépassait guère, aux derniers chiffres connus, son niveau d'il y a trois ans. Si des secteurs vont bien, d'autres sont en pleine crise, la dépression conjoncturelle jouant ses effets aux difficultés structurelles de branches entières (textile, sidérurgie, tannerie, chimie...). L'avenir ne s'annonce pas plus souriant : les industriels se désolent de plus en plus pessimistes quant à leur production future, estimant que leurs stocks, en progrès continu, ont retrouvé un niveau voisin de celui de l'automne 1974, c'est-à-dire de l'époque où l'on vivait d'ordinaire l'activité chuter, les chefs d'entreprise prenant peur devant l'ampleur des inventaires.

● Les deux moteurs principaux de la production sont en effet en panne : la consommation, en plein essor avant le « plan Barre », a faibli au premier semestre 1977 et ne s'élève que pour l'instant à un rythme modéré. Quant aux investissements, ils sont pratiquement restés à leur bas niveau de l'été 1976, le patronat n'ayant guère d'envie d'investir, attendant que les clients commencent par développer leurs achats. Seules les importantes dépenses du secteur public (entreprises nationales notamment) ont empêché une baisse plus accentuée encore.

● Mais pour financer leurs travaux, ces firmes ont dû souvent s'endetter à l'étranger. L'appel à l'épargne extérieure a, de fait, continué à augmenter cette année, procurant en abondance des devises qui ont facilité la tenue du franc.

La stabilité de la monnaie française par rapport au dollar est, en effet, malgré une légère détérioration vis-à-vis du deutschemark, l'un des résultats positifs du plan Barre. Avec le ralentissement de la hausse des prix des produits manufacturés et celle des salaires, cette dévaluation des rémunérations (5,5 % de hausse au premier semestre, au lieu de 8 % un an plus tôt) a permis d'économiser l'un des principaux objectifs du premier ministre et la condition essentielle — mais pas suffisante — du succès de son action.

Elle n'a pas été obtenue sans de multiples contre-attaques syndicales visant — en vain — à empêcher la stagnation du pouvoir d'achat des salariés (et même son recul dans de nombreuses branches : métallurgie, chimie...). Mais l'encouragement officiel donné au patronat de licencier, pour « dégraisser » les comptes des entreprises, a facilité cette évolution (l'armée de chômeurs, comme on disait naguère, pesant sur les négociations collectives) et permis un redressement des marges d'auto-financement des entreprises privées.

(59 %). M. Barre espère porter ce taux l'an prochain à un niveau voisin de celui des riches années d'après-guerre (71 %), afin de permettre aux firmes qui le souhaitent d'investir davantage (ce qui, bien sûr, ne suffira pas à régler l'atténuation des autres).

Du coup, le recours au crédit bancaire, sévèrement encadré, a pu diminuer : ce qui a ralenti le rythme de la création monétaire. Mais une partie de cette désinflation est malvenue, puisqu'elle traduit simplement l'annulation du pays.

### Incertitudes

Au-delà de ces effets assurés — positifs ou négatifs — du « plan Barre », l'incertitude subsiste dans quatre domaines. Le déficit commercial, notamment gonflé par la sécheresse (il y a un an, a baissé mais non disparu (11 milliards en sept mois). Surtout, sa diminution s'explique largement par l'engorgement économique actuel, qui ralentit les importations. Que l'expansion reprenne un peu, et le déséquilibre important de nos réserves de devises sera de nouveau rééquilibré. Les paiements courants restent de toute façon largement déficitaires, contraignant la nation à l'endettement extérieur : ils le seraient davantage encore si l'activité reprenait.

La chute de l'argent demeure, elle aussi, en dépit — ou à cause — du ralentissement général. C'est, on le sait, un outil au rôle grandissant dans l'univers de l'investissement monétaire et nous vivons : l'intérêt élevé attire (ou fixe) les capitaux étrangers, tout en décourageant les industriels de s'endetter à la bourse étrangère. Il ne saurait évidemment tenir lieu de politique dis-

crète. Or, de ce point de vue, le relais sain est à peine amorcé. Pourrait-il être plus vite sans compromettre le franc, entre lui-même dans une période de risque d'instabilité, pour des causes techniques que politiques ?

L'exemple du budget de l'Etat est du même ordre. En 1977 comme en 1976, les comptes publics, présentés en équilibre, se soldent par un déficit important : 17 milliards environ chacune de ces deux années. Les pouvoirs publics ont fini par admettre qu'il valait mieux faire contre mauvaise fortune bon cœur : le projet de M. Barre pour 1978 est, dès le départ, en déséquilibre de 2,9 milliards, malgré une légère aggravation de la pression fiscale. On est loin, a priori, des 38 milliards de déficit constatés en 1975 ; mais que seront vraiment les comptes dans un an ?

### Pourquoi ?

Au total, l'anniversaire du « plan Barre » va se célébrer dans un climat morose. Le premier ministre est tenté d'inviter, à sa décharge, la mauvaise conjoncture qui environne la France. Certes : mais qu'est-ce qu'une politique qui ne tient pas compte de l'extérieur ? Il faut répéter que trois années sont nécessaires pour agir en profondeur le « mal français » de l'inflation. Ne le savait-il pas il y a un an ? Et se pouvait-il pas prévoir la recrudescence actuelle des risques politiques pour l'économie (attentisme des uns, inquiétudes des autres), puisque la date des élections prochaines n'a pas été changée ?

Les réformes de structures sont lentes à produire leurs effets, répète M. Barre.

C'est vrai ; mais elles n'ont guère été entamées, hormis quelques mesures spécifiques d'assainissement (sidérurgie, papier, aéronautique) et de modestes essais en matière d'ententes ou d'économies de matières premières. L'essentiel du dossier des transformations en profondeur reste à ouvrir.

Des lors que M. Barre avait l'essentiel de son effort sur un ralentissement conjoncturel de la demande (spécialement salariale) afin de protéger la monnaie, mais en sous-estimant les effets cumulatifs du processus dépressif ainsi enclenché, pouvait-il aboutir à un autre résultat que l'actuel ? Trop sûr des effets mécaniques de sa thérapeutique néo-classique, le premier ministre a accordé une attention insuffisante aux données psychologiques du jeu économique : celles qui concernent l'épargne, le choix d'investir ou de consommer, les craintes politiques, notamment.

L'état des contraintes héritées du passé est déjà terriblement pesant. Si le pouvoir ne prend pas les moyens de se donner un peu d'air et ne cherche pas à amorcer une autre logique, il reste inévitablement prisonnier du cours du temps. Comme on le voit présentement, où, après un an d'assainissement, à toute initiative paraît risquer aux gouvernants.

La gauche, si prompt à se gausser des difficultés de M. Barre, ferait bien d'y réfléchir sérieusement : l'air du temps ne lui sera pas nécessairement favorable, si elle accède au pouvoir. Et les rigueurs du système n'auront pas disparu comme par enchantement. En ces matières, il est toujours plus tard qu'on ne pense.

GILBERT MATHIEU.

## Salaire minimum différencié aux États-Unis ?

**C'**EST dans tous les domaines de la vie économique et sociale que la crise occit la révision des notions ou des institutions les mieux établies. En sera-t-il ainsi aux États-Unis du salaire minimum garanti, dont on se demande s'il doit être conservé sous sa forme actuelle, c'est-à-dire fixé uniformément au même niveau pour toutes les catégories de travailleurs ? La question se pose pour les jeunes âgés de seize à dix-neuf ans, que le chômage touche beaucoup plus sévèrement que les adultes, et plus particulièrement encore pour les jeunes Noirs, qui sont inscrits dans la proportion de 40 % comme étant à la recherche d'un emploi. Le Congrès va sans doute dans les prochains jours porter le salaire minimum à 2,65 dollars, soit environ 13,25 francs. Il est probable que la nouvelle loi comportera une formule d'indexation qui n'existerait pas encore pour le SMIG américain.

Les parlementaires auront encore à cette occasion à se prononcer sur une proposition qu'ils ont déjà repoussée à deux reprises, une première fois en 1971 et une seconde en 1974, mais qui pourrait aujourd'hui avoir de plus grandes chances de succès. Son objet est d'abaisser le nombre des chômeurs parmi les moins de vingt ans en permettant aux entreprises de les embaucher à un salaire inférieur de 15 % au minimum légal.

Selon plusieurs études entreprises sur ce thème, une telle mesure serait effectivement susceptible de procurer des emplois à un grand nombre de ceux qui sont pratiquement éliminés du « marché du travail » de par le jeu même de la loi. Mais les syndicats redoutent que les employeurs ne soient tentés de licencier des adultes pour les remplacer par une main-d'œuvre moins chère. Une autre solution, qui a la faveur de certains économistes, agit de subventionner les entreprises pour alléger leur coût salarial. C'est dans cette voie que le gouvernement français s'est pour sa part engagé en dispensant temporairement les entreprises qui embauchent des travailleurs âgés de moins de vingt-cinq ans du paiement des charges sociales afférentes.

## POINT DE VUE

### Un projet dangereux : nationaliser les assurances

par BERNARD PAGÉZY (\*)

**L**es rédacteurs du programme commun n'ont eu de voir consacrer que trois mois pour annoncer leur intention de nationaliser les grandes compagnies d'assurances privées. Aucun commentaire, depuis lors, sur les motifs, les modalités, les objectifs de cette politique ; comme si, dans le monde pour nationaliser était une fin en soi et n'appelait pas d'autres explications.

Consacrer seulement deux lignes d'un programme dit de gouvernement pour bouleverser les structures, d'abord juridiques, puis, sans doute, économiques et sociales d'une centaine de sociétés, faisant travailler plus de soixante mille salariés, les deux tiers dans leurs propres services, le reste dans les réseaux commerciaux qui leur sont attachés, réalisant entre elles un chiffre d'affaires annuel de vingt milliards, c'est pour le moins sommaire, voire désinvolte. Sur ce chapitre, le travail des auteurs du programme commun ne mériterait pas une bonne note, même d'examineurs complaisants : Pas sérieux, à revoir.

Lorsque le comité exécutif national du Labour Party a présenté, le 7 septembre 1976, à l'occasion de la conférence annuelle du parti travailliste à Blackpool, son projet de nationalisation des sept plus importantes compagnies d'assurances de Grande-Bretagne, le document intitulé « Banking and finance » occupait une pleine page du Times, avançant des raisons, exposant des objec-

tifs, définissant une politique. Pour convaincre des Britanniques, réputés pragmatiques, faudrait-il le raisonner, alors que pour imposer l'adhésion de Français, disciples de Descartes, il suffirait d'annoncer la couleur ?

Et pourtant, c'est en France, et non en Grande-Bretagne, que des observateurs les mieux placés pour faire une étude comparative sérieuse sur les mérites respectifs des sociétés d'assurances nationales et privées, puisqu'il y a de telles sociétés coexistent depuis 1945, alors qu'en Grande-Bretagne, malgré les majorités travaillistes qui se sont succédées à Westminster depuis la fin de la guerre, aucune compagnie d'assurance, pas plus d'ailleurs qu'aucune banque, n'a encore été nationalisée.

L'assurance s'apparente-t-elle à un service public ? Les compagnies privées exercent-elles un monopole, ou à défaut, occupent-elles une position dominante qui priverait les consommateurs de toute liberté de choix ?

Les risques que le Parlement a voulu considérer comme relevant d'un service public, la couverture des accidents du travail, l'assurance maladie, le risque vieillesse, ont été pour l'essentiel nationalisés en 1945. Pour tous ces risques, les compagnies d'assurances, qu'elles soient privées, nationalisées ou publiques, appartiennent au secteur mutualiste, ne fournissent plus que des prestations complémentaires des régimes légaux, c'est-à-dire qu'elles complètent les insuffisances inévitables de tout régime qui, parce qu'il est obligatoire, est stéréotypé et quelquefois mal adapté à des besoins de clientèles particulières.

La frontière entre les régimes obligatoires et les assurances complémentaires n'a d'ailleurs rien d'immuable ; depuis

vingt ans, le Parlement a procédé à de nombreux retouches, transférant à la Sécurité sociale, à la Mutualité sociale agricole ou à des institutions particulières des prestations jusqu'alors assurées par les compagnies d'assurances.

On pourrait aujourd'hui imaginer de nouveaux transferts : mais ce n'est pas cela qu'envisage le programme commun : il vise seulement l'élimination des compagnies privées d'assurances du champ d'action où sociétés nationalisées, mutuelles... et sociétés étrangères d'assurances continueraient, comme aujourd'hui, à proposer leurs services à la clientèle.

On doit alors affirmer que cette élimination est ostensible à l'encontre d'un type particulier d'entreprise, — ne se justifie par aucun des arguments habituellement mis en avant pour de telles réformes institutionnelles.

### Les frais de fonctionnement

Ensemble, la centaine de sociétés d'assurances privées réalise à peine plus du tiers du chiffre d'affaires global de l'assurance de dommages, le cinquième environ de celui de l'assurance-vie. Les deux plus importants groupes de sociétés du secteur privé représentent chacun, en ce qui le concerne, environ trois et demi pour cent du marché global. C'est-à-dire, qu'en somme, à supposer même qu'elles aient la volonté d'exercer une action concertée, les sociétés privées d'assurances n'ont pas les moyens d'influencer sérieusement les conditions de concurrence du marché et qu'indivi-

(\*) Président des sociétés d'assurances du groupe de Paris.

duellement les principaux groupes privés, aussi importants qu'ils puissent paraître, n'occupent que des positions marginales.

Si elles ne le dominent pas, est-ce que les compagnies privées d'assurances perturberaient le bon fonctionnement des divers marchés de l'assurance, au point que leur élimination s'imposerait comme une mesure d'assainissement ?

Si on sûr, il y a à toutes sortes de cas de figure, parmi la centaine de sociétés privées d'assurances, des grandes, des moyennes et des petites ; il y en a de bien gérées, d'autres qui le sont moins. Certaines sont dans une situation assez précaire, d'autres au contraire présentent des aspects financiers très révélateurs de dirigeants d'entreprises nationalisées. Remarquons simplement que le contrôle vigilant de l'administration de tutelle et la réglementation particulière que celle-ci est chargée de mettre en œuvre ont permis aux assurances françaises d'être jusqu'à ce jour à l'abri de toute déconiture de société, performance que les marchés britannique, allemand ou italien, pour ne parler que de nos voisins, n'ont pu réaliser.

Pourrait-il alors éliminer les sociétés privées d'assurances parce qu'elles fonctionnent trop bien et réaliseraient des bénéfices excessifs ? Ce serait un bien curieuse démarche que de vouloir, à la fois, maintenir une économie de marché, où régit la concurrence pour le plus grand profit des consommateurs, et éliminer certaines entreprises de ce marché au prétexte des marges bénéficiaires qu'elles dégageraient là où d'autres n'équilibreraient leurs comptes que de justesse.

Mais à parler de profits, lorsqu'ils existent, sont-ils à ce point excessifs qu'ils appelleraient une mesure chirurgicale, au-delà du prélèvement fiscal qui fait de l'Etat le bénéficiaire de la moitié de ces profits ?

(Lire la suite page 26.)

## Les villes d'Europe sont de plus en plus chères

Ne demandez pas votre mutation à Tokyo, c'est la ville la plus chère du monde ! L'enquête habituelle de la société américaine Business International, conseil d'entreprises, sur le coût de la vie dans cinquante-sept agglomérations mondiales montre qu'avec des indices de 142,9 et 134,8, Tokyo et Osaka-Kobe sont en tête du classement. New-York étant la base 100. Mais le Japon n'a pas l'apparence de la cherté. Douze villes d'Europe sont aujourd'hui plus chères que New-York contre huit un an auparavant. Au sommet et dans un peloton serré : Stockholm, Oslo, Zurich et Genève avec des indices compris entre 124 et 118. Celui de Paris s'établit à 105,2. Cette année Bruxelles, Francfort et La Haye ont franchi la « barre » de New-York. En revanche Barcelone et Madrid avec des indices de 82,4 et 84,2 sont les agglomérations les moins chères d'Europe. Mais c'est Buenos-Aires malgré sa forte inflation qui est en bas de l'échelle.

Effectuée pour le compte d'entreprises internationales soupçonnant leurs suc-

ursales à l'étranger de « noircir » la situation, cette enquête s'appuie sur des relevés de prix de produits et de services. Ces derniers sont ensuite pondérés et regroupés dans quatre postes : pouvoir d'achat, logement, transport et distraction, reflétant les goûts et habitudes de consommation d'un cadre supérieur « transplanté ». La méthode plus empirique que celle de l'INSEE ne garantit pas la précision de la détermination, mais indique une tendance généralement constatée.

C'est la conversion des résultats obtenus en dollars qui détermine largement le classement. Le cours du deutschemark, la dévaluation de la peseta ont été des facteurs essentiels. Ainsi, l'augmentation des prix en deutschemarks du « panier » à Francfort par rapport à 1976 n'est que de 2,9 % mais elle atteint 14,2 % quand ceux-ci sont exprimés en dollars. La récente dévaluation de la couronne suédoise devait donc faire reculer Stockholm dans le classement. C'était bien un des buts de l'opération.

Paris

Roissy Ch. de Gaulle  
Sofitel Bourbon  
Sofitel Paris

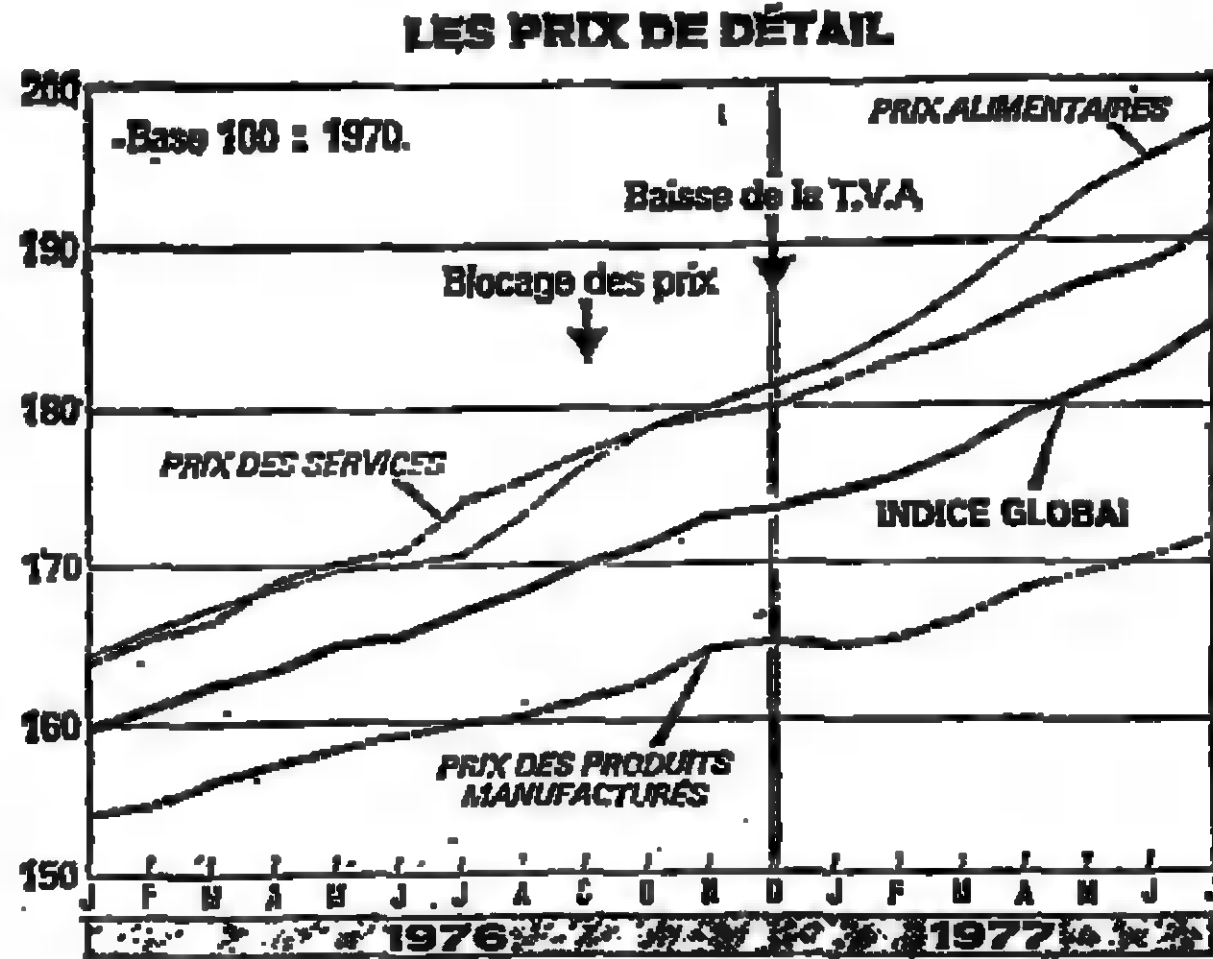
Réservation  
Réservation Centrale Paris  
Tél. : 657 11 43 Tél. : 200432  
ou dans un des 35 hôtels Sofitel  
ou dans les agences de voyages.

Hotel Sofitel \*\*\* L'amour du métier.

سكنا من الأصل



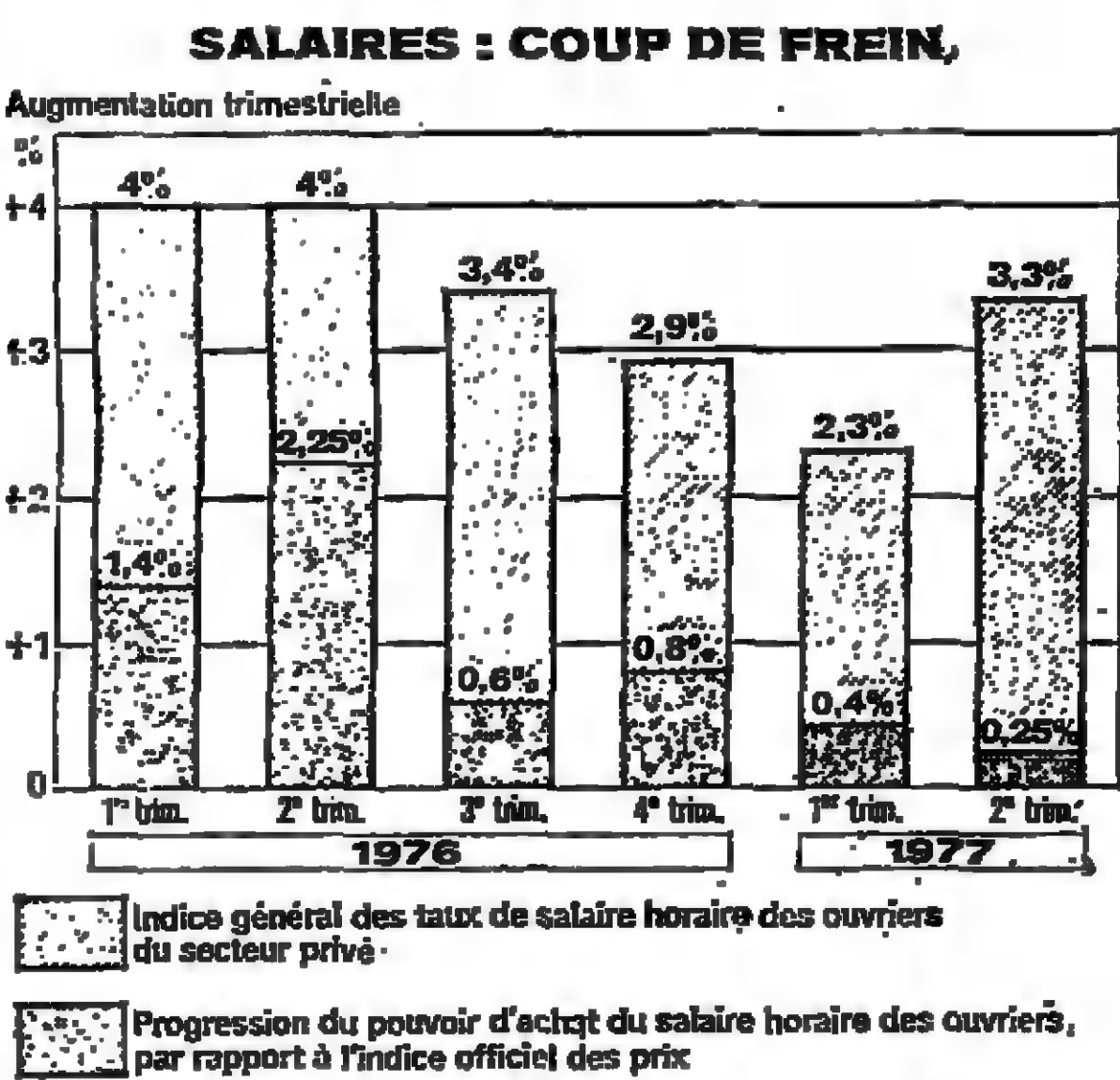
# Le « plan Barre »



En septembre 1976, lorsque M. Barre arriva à Matignon, les prix de détail augmentaient au rythme annuel de 11,7 % (rythme calculé sur les trois derniers mois connus). Cette forte progression s'explique par la flambée des prix alimentaires (+ 15,6 % l'an) provoquée — au moins en partie — par la cherté des prix des services montent également très vite (15,6 % en rythme annuel) répercutant assez exactement les fortes hausses de salaires (14 % en un an).

À la fin de l'automne 1976, industriels et commerçants s'apprêtent sans aucun doute possible à relever de nouveau leurs prix de ventes pour préserver des marges amoindries par l'augmentation des coûts de revient. M. Barre décide donc — à contrecoeur et après bien des hésitations — de bloquer les prix jusqu'à la fin de l'année 1976. Puis, pour éviter que la fin du blocage ne s'accompagne d'une nouvelle flambée, il décide de ramener le taux de la T.V.A. de 20 % à 17,6 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977 (l'État y perdra quelques milliards de francs), ce qui allège les prix à la consommation. De même les tarifs publics sont bloqués jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1977. Cette politique a pour résultat de ralentir momentanément — mais nettement — la hausse des prix de détail, dont le rythme annuel passe 6,1 % à la fin mars, six mois après le lancement du plan Barre.

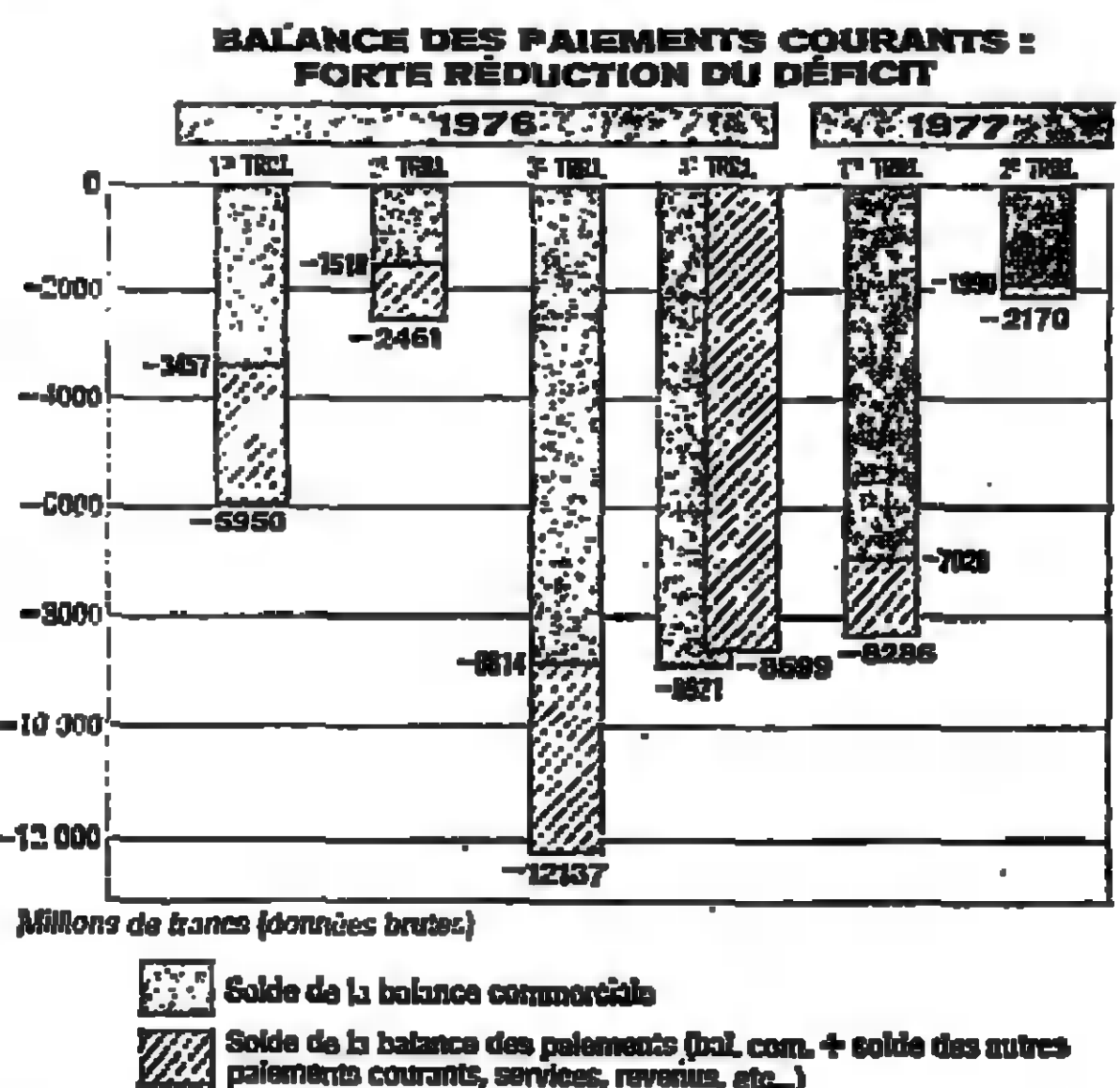
L'effet de l'allègement de la T.V.A. ne jouant plus à partir de mars 1977, les tarifs publics étant augmentés à partir du 1<sup>er</sup> avril (+ 6,5 % pour le gaz, l'électricité et la S.N.C.F., puis, trois mois après, + 10 % pour la R.A.T.P.), la hausse des prix s'accroît et retrouve en juillet un rythme annuel de 10,8 % (15,6 % pour l'alimentation, 6,2 % pour les produits manufacturés, 10,4 % pour les services). Il est juste de souligner que ce bilan d'une année de plan Barre ne prend pas en compte les résultats d'août et septembre qui, en matière de prix, devraient être sensiblement meilleurs que les précédents pour deux raisons : la hausse des prix alimentaires s'est très nettement ralentie ; le freinage des hausses de salaires (+ 5,6 % au premier semestre contre + 8 % pendant la période correspondante de 1976) va faire sentir ses effets sur les coûts de revient.



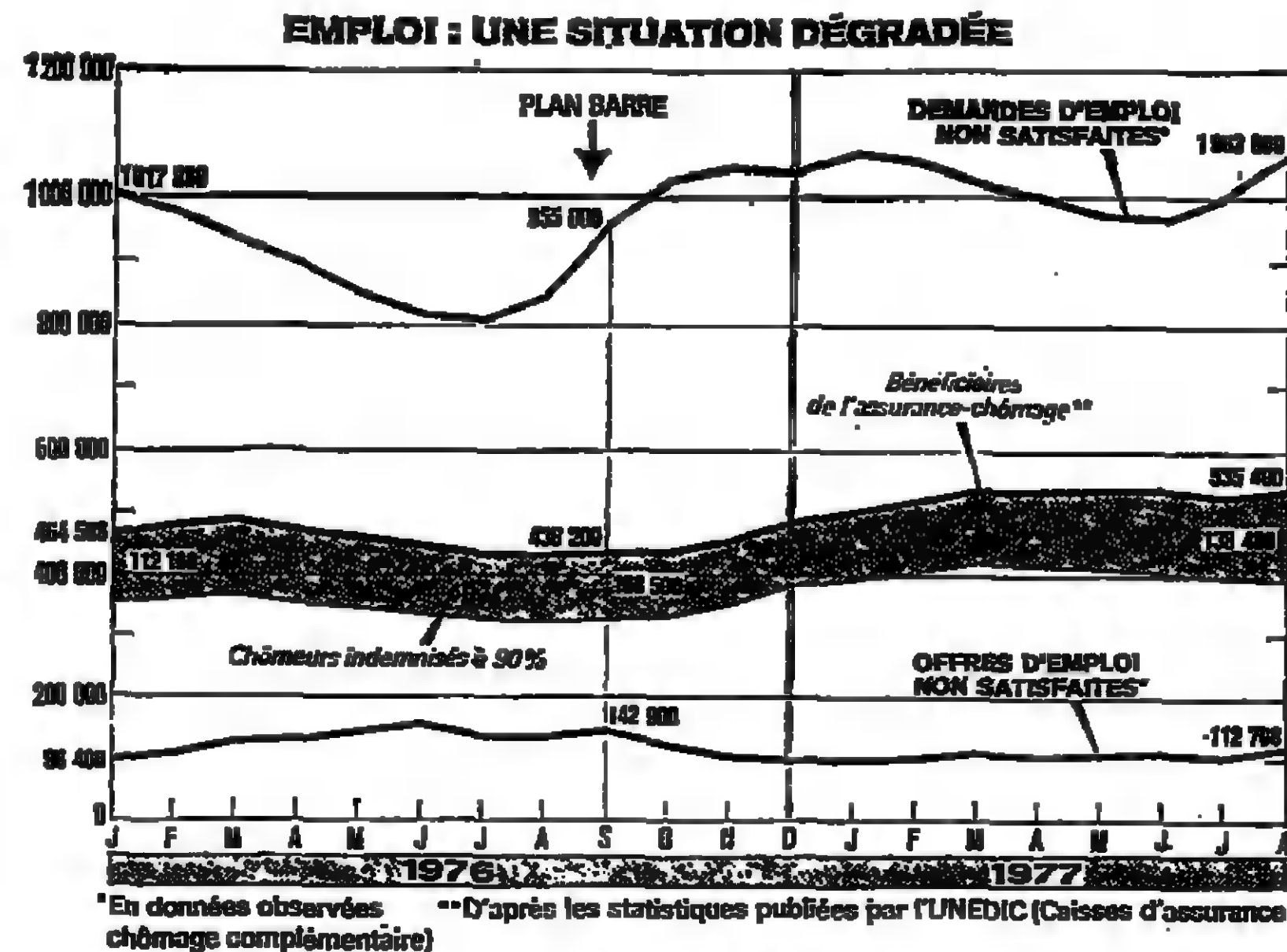
Le strict maintien du pouvoir d'achat des salaires objectif fixé par M. Barre pour 1977, a été, en effet, atteint plus tôt que prévu.

Entre juillet 1976 et juillet 1977, l'indice des taux de salaire horaire des ouvriers a augmenté de 12,6 %. Mais si l'on tient compte de la baisse hebdomadaire du travail au cours des douze derniers mois (- 0,4 heure pour l'ensemble des salariés, - 0,6 heure pour les seuls ouvriers) la hausse du revenu réel des ouvriers est évaluée par les services statistiques du ministère du travail à 10,3 %, soit exactement l'augmentation de l'indice officiel des prix durant la même période. Encore s'agit-il d'une moyenne : dans de nombreux secteurs (production et première transformation des métaux, industrie chimique, caoutchouc, etc.), les ouvriers ont vu leur pouvoir d'achat baisser au cours des douze derniers mois.

Le coup de frein donné aux salaires par un patronat appliquant scrupuleusement le plan Barre a été particulièrement net au premier trimestre de 1977 : les 3,3 % d'augmentation du taux de salaire horaire au deuxième trimestre ne traduisent pas une forte diminution du déficit de la balance commerciale (voir plus loin). Pour le premier ministre, le rétablissement progressif de l'équilibre demeure la priorité des priorités. Elle implique la poursuite d'une politique qui vise à contenir la progression des revenus et donc de la consommation un peu au-dessous de celle de la production intérieure brute.



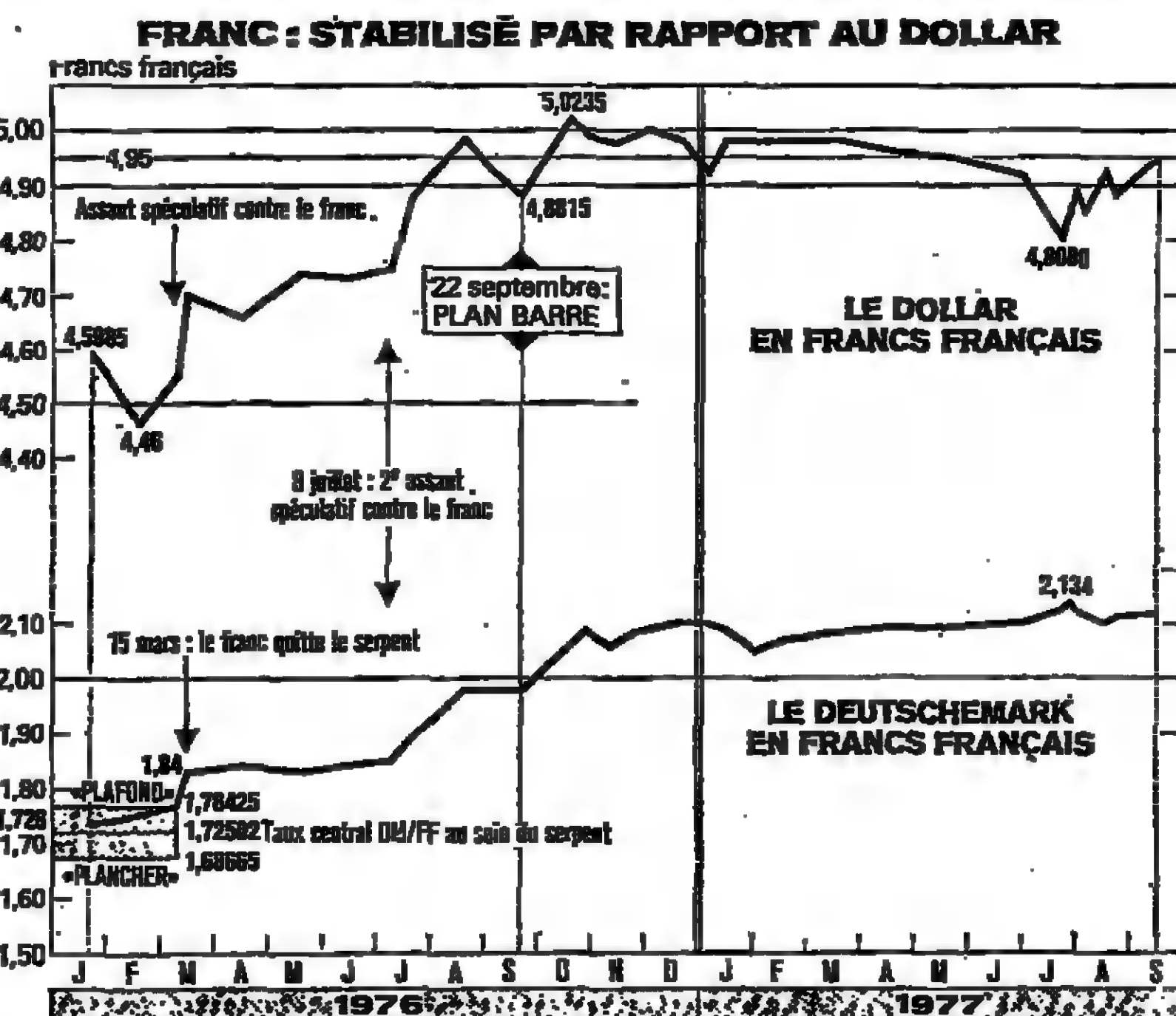
Il aura fallu attendre le deuxième trimestre de l'année 1977 pour qu'apparaisse, de façon spectaculaire, le résultat positif de la balance des paiements courants rendu possible par une forte diminution du déficit de la balance commerciale (voir plus loin). Pour le premier ministre, le rétablissement progressif de l'équilibre demeure la priorité des priorités. Elle implique la poursuite d'une politique qui vise à contenir la progression des revenus et donc de la consommation un peu au-dessous de celle de la production intérieure brute.



La reprise de l'activité économique, amplifiée par le plan de relance de M. Chirac de septembre 1976, explique la légère amélioration de la situation de l'emploi au printemps 1976 : la baisse des demandes non satisfaites, en données observées, en partie habituelle à cette époque de l'année, s'accompagne d'une baisse significative du nombre de bénéficiaires de l'assurance-chômage et d'une augmentation sensible des offres non satisfaites. Quant aux effectifs salariés, ils s'accroissent de 0,9 % au cours du deuxième semestre 1976, pourcentage record depuis 1971.

Dès la fin de l'été, coïncidant avec l'arrivée de M. Barre à l'hôtel Matignon, l'activité économique se ralentit, la situation de l'emploi se dégrade. La politique du nouveau premier ministre, le « dégraissage » des effectifs tolérés et même encouragés par les pouvoirs publics, afin que les entreprises améliorent leur compétitivité, vont rendre plus difficile encore la résorption de la masse des jeunes sur le « marché du travail ». Non seulement les offres d'emploi diminuent parce que les entreprises s'embourbent plus, mais les licenciements économiques et les fermetures d'usines augmentent, comme en témoigne l'accroissement de près de 30 %, en onze mois, du nombre des chômeurs indemnisés à 90 % de leur salaire antérieur.

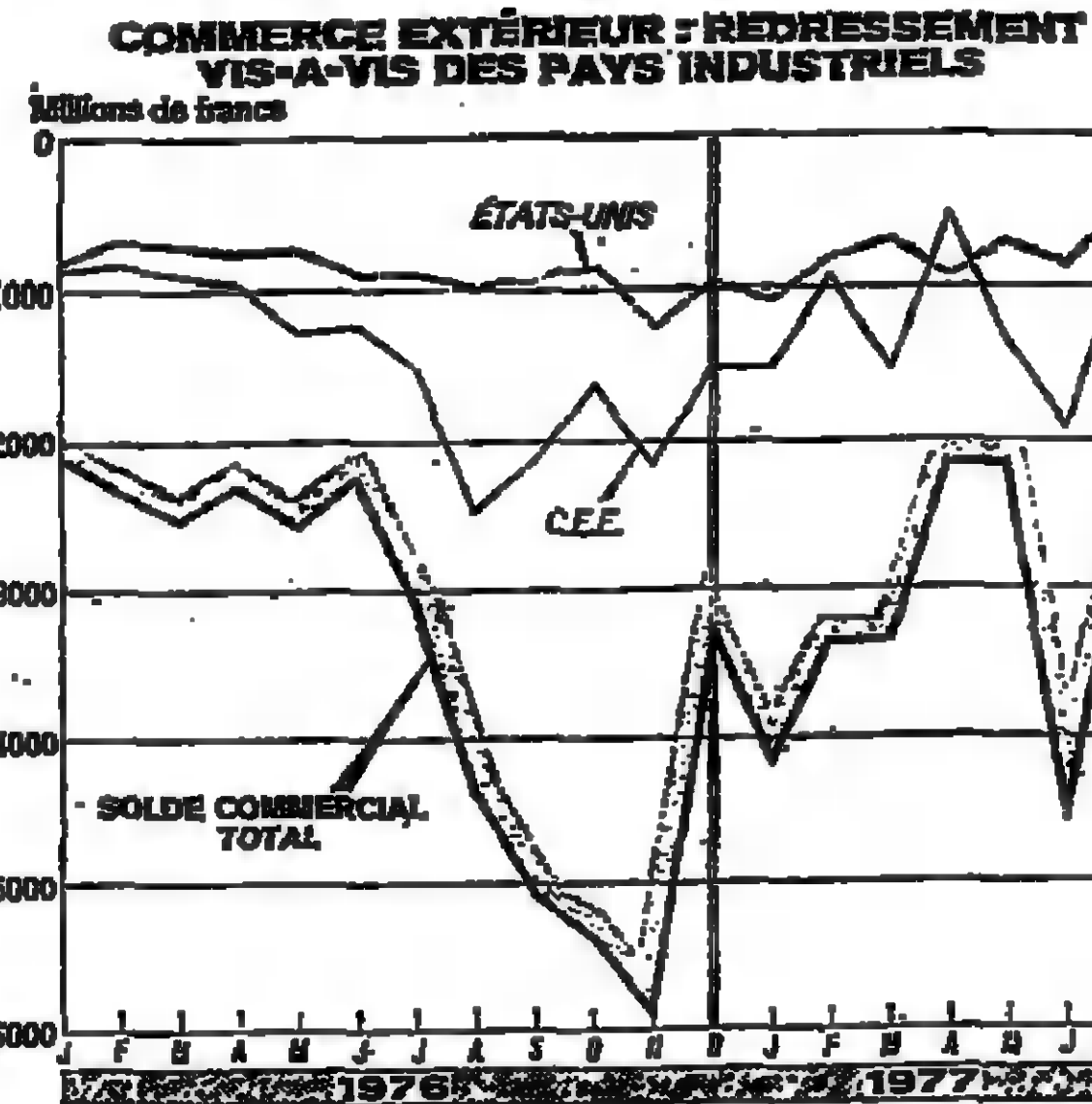
Les résultats des élections municipales de mars 1977, qui ont renforcé les injonctions du patronat, sur l'annonce de mesures gouvernementales d'encouragement à l'embauche des jeunes, qui ne sont intervenues qu'en juillet, entretiennent l'attentisme des employeurs : la situation de l'emploi reste médiocre au printemps. Les effectifs salariés, qui avaient diminué de 0,5 % entre juillet 1976 et juillet 1977, ont baissé davantage encore (- 0,6 % au cours des douze derniers mois). Pendant le deuxième trimestre 1977, ils ont diminué pratiquement dans tous les secteurs industriels, sauf les produits alimentaires, les compressions de personnel étant particulièrement sensibles dans les combustibles, le pétrole et les textiles artificiels (entre - 2,7 % et - 1,4 %), plus limitées dans le bâtiment. En un an, selon les statistiques du ministère du travail, les effectifs ont diminué de 3,2 % dans les textiles artificiels, de 5,3 % dans les industries extractives, de 2,9 % dans le bâtiment et le génie civil, de 0,7 % dans le commerce. À cette baisse du nombre des salariés s'est ajoutée une diminution de la durée hebdomadaire du travail, de 0,6 heure pour les ouvriers et de 0,4 heure pour l'ensemble des salariés.



M. Raymond Barre s'était fixé un objectif : stabiliser le franc par rapport au dollar. Il s'y est tenu. Dans un premier temps, il s'agissait d'arrêter la glissade qui s'était précipitée à partir de juillet 1976 (quatre mois après la sortie du franc du « serpent » quand les marchés prirent conscience du développement de plus en plus incontrôlé de la masse monétaire et de l'endettement à l'étranger. Aussi la Banque de France, qui ne cesse d'intervenir activement — dans un sens ou dans l'autre, selon les circonstances — depuis le 22 septembre, a-t-elle d'abord reçu (du premier ministre lui-même) la mission de ne pas laisser le cours du dollar franchir la barrière des 5 francs.

Si le franc « flotte » librement vis-à-vis de toutes devises depuis qu'il a quitté le « serpent » le 15 mars 1976, c'est la même description trop formelle de la réalité qui masque le sens d'une politique. Avant le 15 mars 1976, le franc était lié au Deutschmark par un cours de change fixe (moyennant une certaine marge de variation qui figure sur notre graphique). De cette date au 22 septembre, il a plus ou moins été laissé à lui-même. Avec le lancement du plan Barre, le franc est devenu une monnaie rattachée de facto au dollar.

C'est une situation méconnaissable que l'appartenance au « serpent » (puisque le dollar est une devise plus faible que le Deutschmark) mais qui exige malgré tout une adhésion disciplinaire monétaire qui traduit notamment le maintien d'un taux élevé d'intérêt. Discipline d'autant plus nécessaire que la politique de M. Barre implique une certaine élasticité à la hausse. Si le dollar s'affaiblit fortement, comme ce fut le cas en juillet et août derniers, il est entendu que le franc ne le suit pas ou ne le suit qu'en partie dans sa baisse. Mais sur une période plus longue, on s'aperçoit que le franc emprunte la pente descendante du dollar vis-à-vis des monnaies les plus fortes ; d'où la monnaie lente et relativement réajustée de cours du DM (et des franc suisses) sur le marché des changes de Paris.

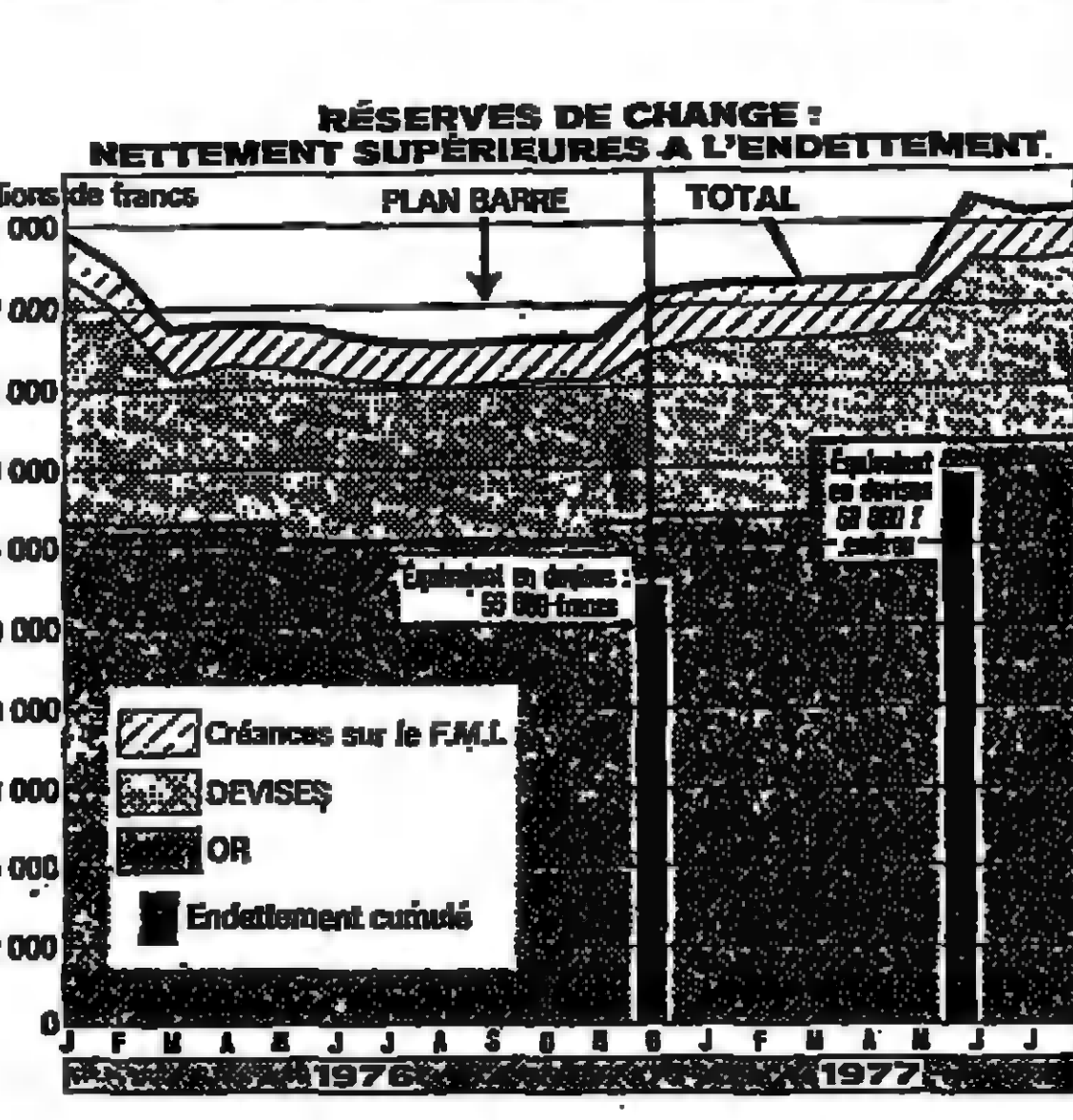


Le déficit de la balance commerciale a diminué depuis le début de 1977, mis à part l'accident du mois de juin et le mauvais résultat d'août. Après avoir atteint un sommet en novembre 1976, ce déséquilibre a baissé environ de moitié. Le redressement est lié tant à un relatif plafonnement des importations qu'à un accroissement des exportations. Ce retour à l'équilibre sera toutefois plus long et plus difficile que prévu.

Les achats à l'étranger ont ainsi atteint 198,6 milliards de francs pour les sept premiers mois de 1977 contre 191,4 milliards au cours des sept mois précédents (165,2 milliards de francs pendant les sept premiers mois de 1976). Cependant, les ventes se sont élevées, pour ces mêmes périodes de référence, à 176,1 milliards de francs au lieu de 161,9 milliards (148,3 milliards de francs).

La France avait perdu des points face aux autres pays industriels. Elle a regagné du terrain ; le déficit à l'égard des États membres de la C.E.E. a représenté 4,7 milliards de francs pour les sept premiers mois de 1977 contre 12,8 milliards durant les sept mois précédents (7,6 milliards au cours des sept premiers mois de 1976). Globalement, le déficit s'est élevé, depuis le début de l'année, à 22,4 milliards de francs (29,5 et 17,2 milliards).

Analysée par produits, la balance commerciale devrait refléter, au cours des prochains mois, une évolution plus favorable des échanges agricoles (production plus importante qu'en 1976, notamment des céréales pour l'alimentation du bétail). Toutefois, les résultats concernent les biens de consommation et d'équipement sont fragiles dans la mesure où ils sont liés, en grande partie, d'un côté à la stagnation de l'activité française, de l'autre à la santé des économies étrangères.



Les réserves en devises (dollars) ont légèrement augmenté depuis le lancement du plan Barre : l'équivalent de 19,4 milliards de francs à la fin de septembre 1976 et 22,9 milliards de francs à la fin d'août 1977. En réalité, l'augmentation a été plus importante car toutes les entrées ne figurent pas au bilan officiel de la Banque de France (elles atteignent quelques milliards de dollars). Cela provient du fait que la Banque de France intervient plus à l'achat qu'à la vente, pour stabiliser le cours du dollar. C'est le signe d'une bonne tenue du franc acquis, il est vrai, au prix de taux d'intérêt élevés et d'emprunts continus à l'étranger mais contractés à une cadence plus faible que l'année dernière (équivalent de 21,5 milliards en 1976 et probablement 17 milliards en 1977 concentrés surtout, comme chaque année, au premier semestre). Sur notre graphique figure l'endettement (selon les chiffres officiels de la Banque de France) qui a augmenté de 1,5 milliard de dollars (7,4 milliards de francs environ) contracté en 1976 et jamais encore utilisé. De son côté, la France accorde aussi à l'étranger des prêts à moyen terme. Ces derniers s'élevaient à 36 milliards de francs à la fin de 1976.

Notons que les changements intervenus dans la valeur du stock d'or tiennent uniquement aux répercussions sur la comptabilité de la Banque de France des fluctuations du cours sur le marché de Londres (qui sert de base à la formule d'évaluation recalculée pour chaque semestre).

**LE CNOF**  
communiqué : OUVERTURE DES STAGES

3 OCTOBRE 1977  
- techniques de l'organisation administrative (14 jours)  
10 OCTOBRE 1977  
- la pratique du contrôle de gestion (12 jours)  
24 OCTOBRE 1977  
- responsable de l'administration des ventes (12 jours)

Renseignements : Monsieur LAURENT  
3, rue CASSETTE 75006 PARIS — Tél. : 544.38.30

facile

**LOTO**

**VOIX ET EXPRESSION**  
parler avec aisance, se faire écouter, maîtriser l'émotivité, convaincre, décider.

Tous renseignements : C.E.E.E. de 14 h. 30 à 19 h. 24, rue Henri-Barbuss - 75005. Téléphone : 225-18-10 - 225-15-12.

**VERS L'EXPERTISE COMPTABLE**  
préparation au **D.E.C.S.** et à l'examen probatoire L'ÉCOLE CHEZ SOI enseignement privé à distance 1, rue Thénard 75240 PARIS CEDEX 05 Tél. : 329.21.99

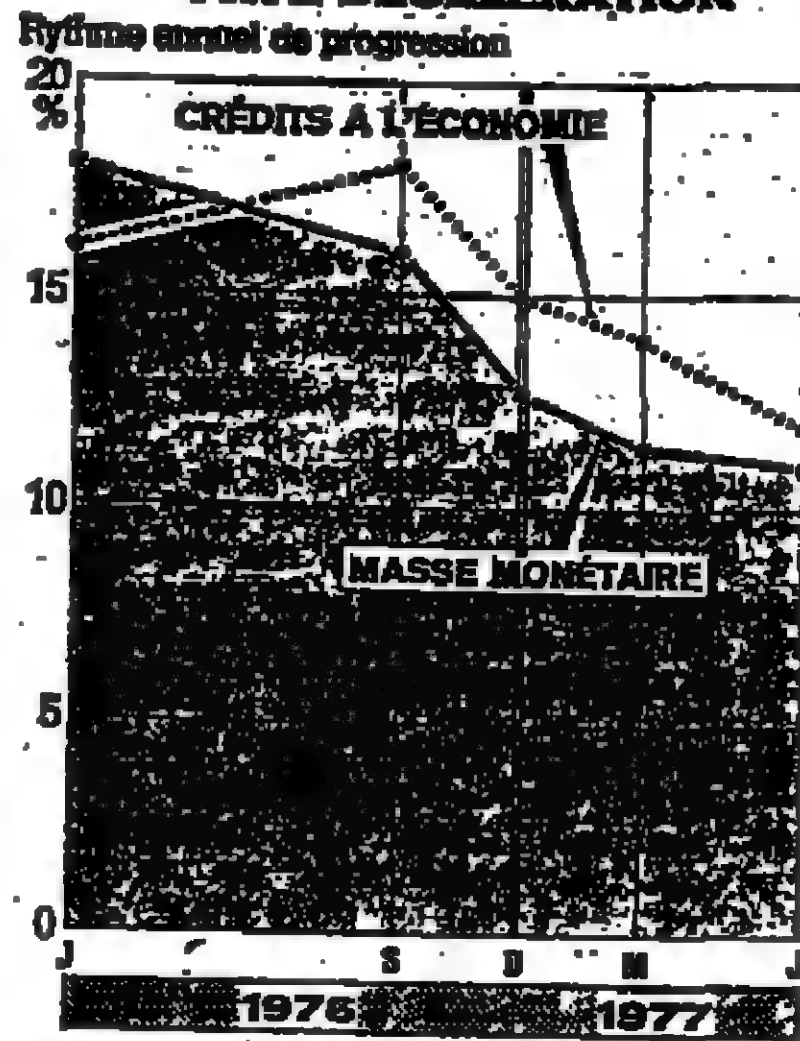
après

Atal: vos prochains

هكذا من الأصل



## un an après

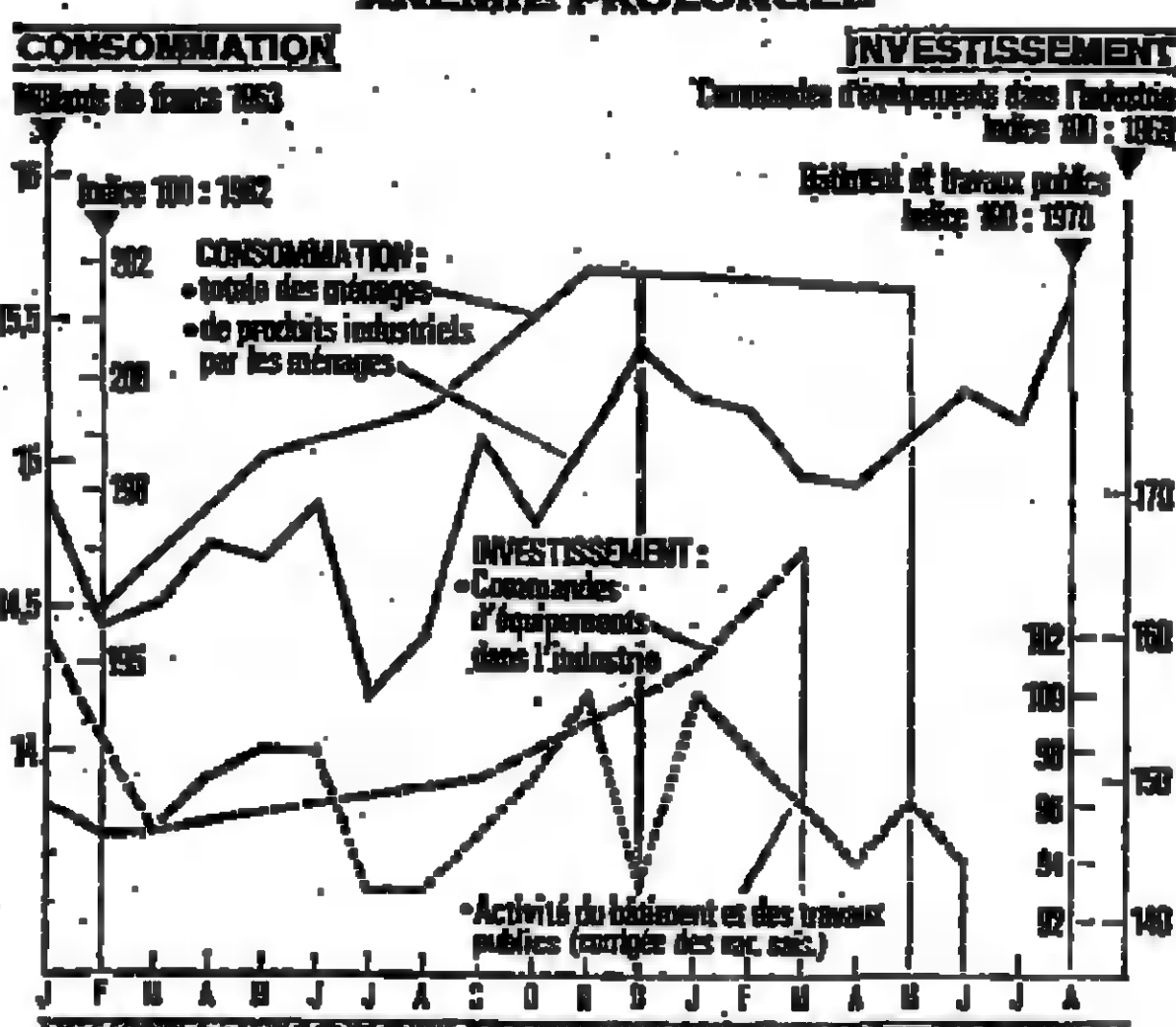
CRÉDIT :  
FORTE DÉCÉLÉRATION

La progression de la masse monétaire, encore très vive au début de 1977, s'est nettement ralentie à partir du début de 1977. Le gonflement des premiers mois de 1976 était dû à l'importance des dé-

bits budgétaires, dont la majeure partie (30 milliards de francs sur 40 milliards de francs) avait été financée par des ressources à court terme (bons du Trésor). Ce gonflement devait se résorber par la suite, grâce, notamment, à l'emprunt national de 8 milliards de francs contracté en juin 1977.

D'autre part, la création monétaire par les banques, encore vive à la veille du plan Barre — les entreprises se hâtant de contracter des prêts, de peur d'un « tour de vis » supplémentaire — devenait moins forte, en raison d'un relâchement très net de la demande de crédits, dû au pessimisme des industriels. Au deuxième trimestre 1977, l'augmentation des crédits à l'économie n'était plus, en rythme annuel, que de 5 % environ, au lieu des 12 % à 13 % relevés précédemment.

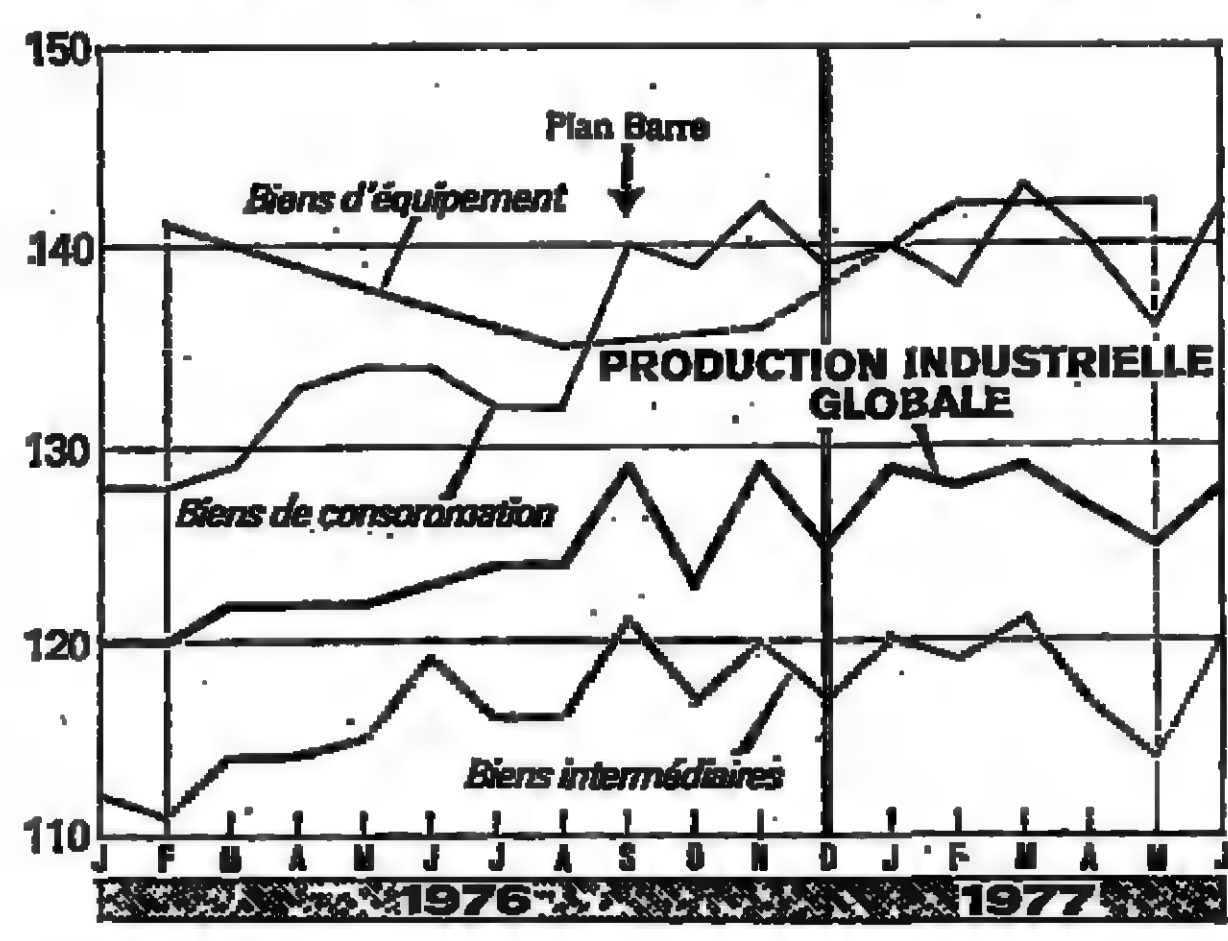
La conjonction de ces deux facteurs explique qu'au début de l'été 1977 la progression de la masse monétaire soit tombée à 11 % en rythme annuel, c'est-à-dire en dessous de l'objectif de 12,5 % fixé pour l'année 1977 par M. Barre, à l'automne 1976. Il semble toutefois qu'une reprise des crédits à l'économie observée actuellement, soit susceptible de gonfler à nouveau la masse monétaire, au risque de « déborder » les 12,5 % jadis fixés.

CONSUMMATION ET INVESTISSEMENT :  
ANÉMIE PROLONGÉE

La consommation des ménages français, qui précédemment croissait, bon en mai en, de 4 à 5 % chaque année, marque le pas depuis la mise en application du plan Barre, ou plutôt depuis la mise en œuvre de son régime de croisière, le 1<sup>er</sup> janvier 1977 (les prix ayant été bloqués pendant le trimestre précédent, ce qui contribuait à accélérer l'expansion du pouvoir d'achat, les revenus, eux, restant libres). Les achats des produits manufacturés se retrouvent au début de l'automne à 2,50 % au-dessus du niveau de septembre 1976, alors qu'ils avaient augmenté de 7 % pendant l'année qui avait suivi le plan « Occident-Château » de septembre 1975. On s'attendait que le second trimestre soit meilleur que le premier (+ 3,5 % dans l'ensemble, au lieu de + 1,28 %).

Les investissements restent faibles. L'augmentation du chômage, l'incertitude de l'emploi pour beaucoup de jeunes ménages, la réduction des crédits publics enfin, ont fait chuter l'activité du bâtiment et des travaux publics : le plan « Barre tier » du 31 août vise précisément à enrayer le phénomène. Quant aux investissements de l'industrie, après l'euphorie consécutive au plan Chirac, ils ont brusquement chuté (-30 %) puis stagné à un bas niveau, les capacités de production des entreprises dépassant très souvent la demande de la clientèle. Ils ont tendance à reprendre maintenant, en raison principalement des dépenses d'équipement du secteur public.

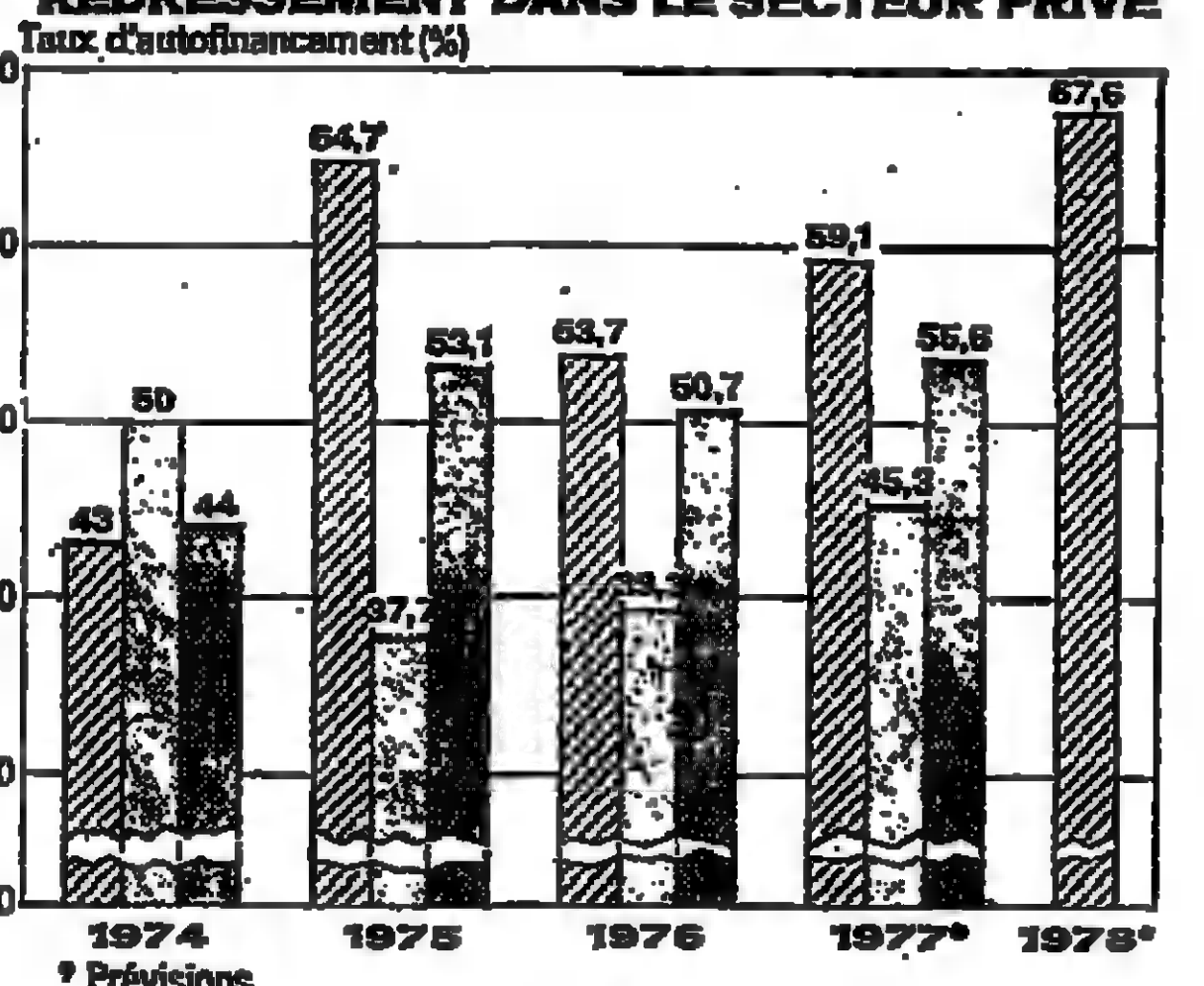
## PRODUCTION INDUSTRIELLE : QUASI-STAGNATION



La production industrielle était en juin 1977 (derniers chiffres connus) au même niveau qu'en août 1976, époque qui marquait le point culminant d'une courbe appelée par la suite à décroître rapidement et fortement sous l'effet de la récession monétaire de 1975.

Coincidence ? Lorsque il arrive à Matignon, M. Barre trouve une production industrielle en plein redressement : la reprise qui s'est amorcée à l'automne 1976 atteint son plus haut niveau un an plus tard. Mais les incertitudes politiques (la majorité continue d'être très divisée), l'annonce du plan d'investissement qui prévoit un plafonnement du pouvoir d'achat, le ralentissement de la croissance dans presque tous les pays industrialisés (Etats-Unis exceptés), vont avoir pour conséquence de mettre un terme à la reprise. Ainsi, depuis l'automne 1976, la production industrielle a-t-elle évolué — si l'on en croit l'indice mensuel de la production calculé par l'INSEE — de façon très irrégulière. Les mouvements en dents de scie enregistrés recouvrent une stagnation quasi totale.

La morosité est générale : elle atteint même les industries produisant des biens de consommation (chaussures, pharmacie, petit appareillage électrique, l'automobile faisant exception) qui, après avoir profité de la reprise, se retrouvent encore à un niveau d'activité dépassant les meilleurs niveaux d'avant la crise. En revanche, les industries produisant des biens intermédiaires (textile, sidérurgie, cuir, chimie, papier carton...) sont très au-dessous de leur meilleur niveau de 1974. Quant aux industries produisant des biens d'équipement, elles ont un comportement un peu plus dynamique.

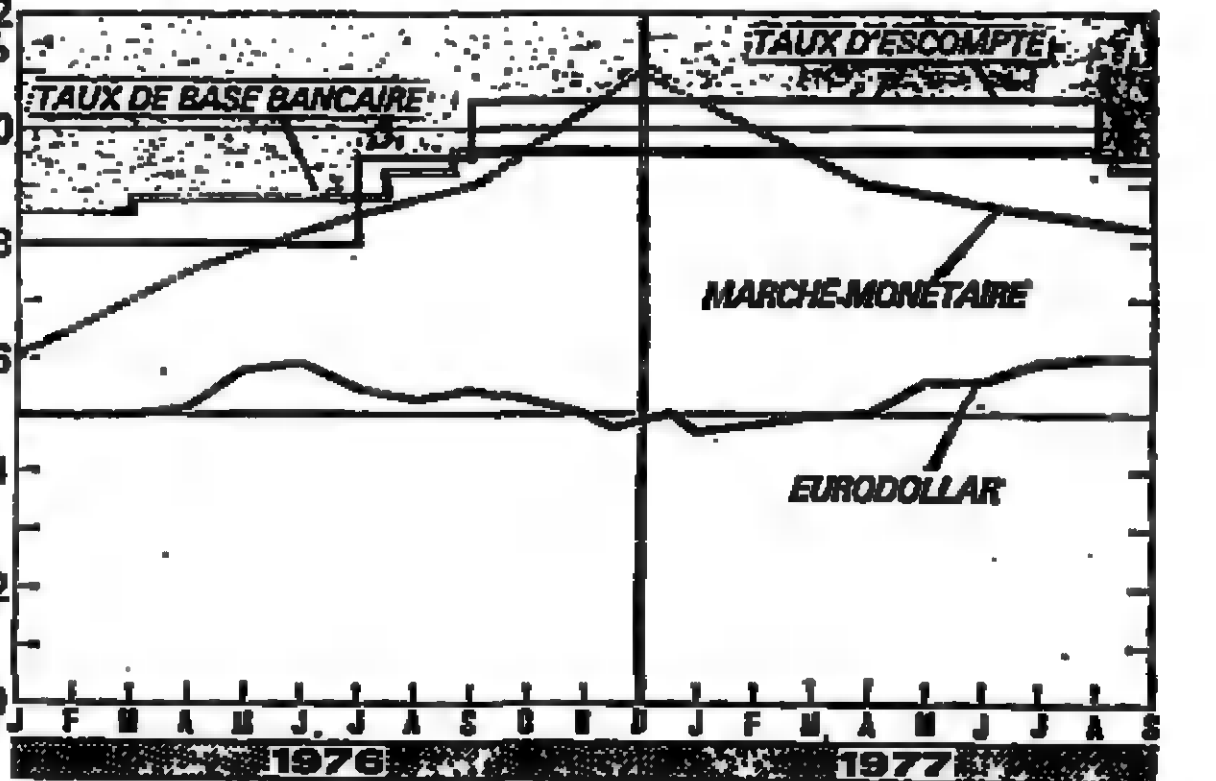
AUTOFINANCEMENT :  
REDRESSEMENT DANS LE SECTEUR PRIVE

En permettant aux entreprises de retrouver — sous certaines conditions — la liberté de leurs prix tout en limitant la hausse de leurs salaires, le plan Barre vise à reconstituer les marges des firmes pour qu'elles puissent financer plus facilement leurs investissements. Condition nécessaire mais non suffisante d'une reprise des dépenses d'équipement.

L'objectif a été apparemment atteint : en 1977 les entreprises privées (non agricoles) auront retrouvé un taux d'autofinancement supérieur d'un dixième à celui de 1976 (59,1 % au lieu de 53,6 %). Les experts gouvernementaux prévoient actuellement qu'en 1978 le progrès sera de nouveau d'un dixième, pour atteindre 64,6 %, chiffre cité par M. Barre à la commission des finances de l'Assemblée nationale lors de la présentation du budget. En réalité, une partie de la progression de ce taux s'explique par le fait que les investissements privés ont tendance à stagner (voir ci-contre) ; s'ils augmentaient, comme il serait souhaitable pour la réanimation de l'économie, le taux d'autofinancement monterait moins. On notera, d'ailleurs, que le taux prévu pour l'an prochain reste inférieur aux 71 % qui avaient été réalisés trois années durant, de 1971 à 1973.

Par contraste, le taux d'autofinancement des entreprises nationales reste faible (45 %), bien qu'en progrès, pour la raison simple que les tarifs des entreprises publiques sont trop bas en regard de leurs charges. Les firmes nationales doivent donc avoir de plus en plus recours à l'étranger et aux prêts étrangers pour financer leurs investissements.

## INTÉRÊT : DÉBUT DE PRUDENTE DÉTENTE



Après leur très vive hausse de l'année 1976, les taux d'intérêt en France ont amorcé depuis le début 1977 une lente décroissance qui les a ramenés à mi-chemin entre le point le plus haut et le point le plus bas de ces vingt mois. La forte tension de 1976 fut provoquée par la faiblesse du franc, qui obligea les autorités monétaires à utiliser l'arme des taux pour soutenir la monnaie nationale.

La Banque de France dut relever à deux reprises son taux d'escompte, de 8 % à 9,50 % en juillet, et de 9,50 % à 10,50 % en septembre.

Une fois le franc stabilisé (à partir du début de 1977), la Banque de France put laisser, prudemment, les taux se détendre. Cette détente fut consacrée au début de septembre 1977 par une baisse du taux d'escompte officiel, ramené de 10,50 % à 9,50 %. Parallèlement, le taux de base des banques, qui avait été élevé graduellement de 8,80 % à 9,80 %, était réduit de 0,30 % à 9,50 %.

La poursuite de la détente en France pourrait toutefois être caractérisée par la remontée des taux sur le marché de l'eurodollar, conséquence directe de la politique restrictive menée aux Etats-Unis afin de contenir une augmentation trop rapide de la masse monétaire.

## Points de repère

22 SEPTEMBRE 1976. — M. Barre rend public son plan de rétablissement des grands équilibres économiques et financiers.

LES PRIX SONT BLOQUÉS jusqu'à la fin de l'année 1976, tandis que les tarifs publics sont gelés jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1977. Pour alléger les prix à la consommation, à la fin du blocage, le taux normal de la T.V.A. sera ramené de 20 à 17,6 % le 1<sup>er</sup> janvier 1977. En revanche, les prix de l'essence et du fuel sont fortement majorés.

LES REVENUS ne devront pas progresser plus vite que les prix (engagement gouvernemental de maintenir le pouvoir d'achat). Pour les hauts revenus, la hausse des rémunérations salariales et non salariales ne pourra excéder la moitié de la hausse des prix si ces rémunérations sont comprises entre 18 000 et 24 000 francs par mois. Aucune hausse ne sera admise pour les rémunérations supérieures à 24 000 par mois.

L'ENGAGEMENT DU CRÉDIT est renforcé, le taux de l'escompte porté de 9,5 à 10,5 %. Le coût de l'argent sur le marché monétaire se concentre.

LA FISCALITÉ EST ALOURDIE pour les sociétés et pour les personnes (impôt sur le revenu) ainsi que sur les carburants. Cela dans une loi des finances rectificative au budget de 1976 pour payer les indemnités versées aux agriculteurs, victimes de la sécheresse. Le budget de 1977 prévoit une majoration des taxes sur les carburants et l'alcool, ainsi qu'à titre de compensation — qu'une taxe exceptionnelle sur les éléments du train de vie.

ÉNERGIE : la facture pétrolière de 1977 est limitée à 55 milliards de francs.

LES ENTREPRISES SONT INCITÉES À INVESTIR par des règles d'amortissement dégressif plus favorables. Des prêts à taux bonifié pour un montant de 3,5 milliards de francs seront accordés au P.M.E. afin de favoriser leurs investissements.

1<sup>er</sup> JANVIER 1977. — Baisse comme prévu de la T.V.A., remise en liberté conditionnelle et plafonnée des prix industriels (générallement l'autorisation est donnée d'une hausse de 5,5 % en deux étapes). Les marges commerciales ne sont bloquées qu'en valeur relative.

Quatre milliards de crédits, à taux bonifié, sont accordés aux entreprises : un

pour les économies d'énergie, trois pour les investissements permettant de développer les exportations.

FEVRIER 1977. — Les consommations de gaz et d'électricité des industriels sont encadrées.

Le plan de soutien à la sidérurgie est mis au point.

FIN MARS, DÉBUT AVRIL 1977. — Quatre milliards de francs de crédits bonifiés sont encore mis à la disposition des entreprises : deux pour les grandes firmes, deux pour les P.M.E. Condition requise : investissement créateur d'emplois.

26 AVRIL. — Le premier ministre annonce un « pacte national pour l'emploi », sorte de plan Barre bis : 4,1 milliards de francs de dépenses supplémentaires financées par des mesures favorisant les personnes âgées, les familles, l'emploi. Une moitié des crédits d'équipement gérés au Fonds d'action conjoncturelle sont débloqués.

Pour financer ces dépenses, le prix de l'essence est relevé de 6 centimes et l'Etat lance un emprunt de 6 milliards de francs.

23 JUIN. — Plusieurs dizaines de mesures sont prises au conseil des ministres pour lutter contre les causes structurelles de l'inflation (réforme des circuits de distribution, amélioration de la mobilité de l'emploi, lutte contre le gaspillage des matières premières).

31 AOÛT. — De nouvelles mesures de soutien à l'économie sont annoncées. Parmi celles-ci : augmentation de 300 francs de l'allocation de rentrée scolaire, léger abaissement du coût du crédit, octroi d'un milliard de francs de prêts à taux bonifiés pour inciter les grandes entreprises à créer des emplois (portant à 12,5 milliards ces prêts exceptionnels depuis un an), nouveaux débloqués de crédits budgétaires pour les équipements.

7 SEPTEMBRE. — M. Barre présente un projet de budget de l'Etat pour 1978 qui prévoit un déficit de 8,9 milliards de francs et une croissance économique de 4,5 % en volume pour l'année prochaine. Un effort fiscal supplémentaire est demandé qui pèse surtout sur les automobiles (essence et vignette renchériées) et les banques (contributions exceptionnelles). La taxe sur les signes extérieurs de richesse est reconduite.

Depuis 33 ans, le journal spécialisé

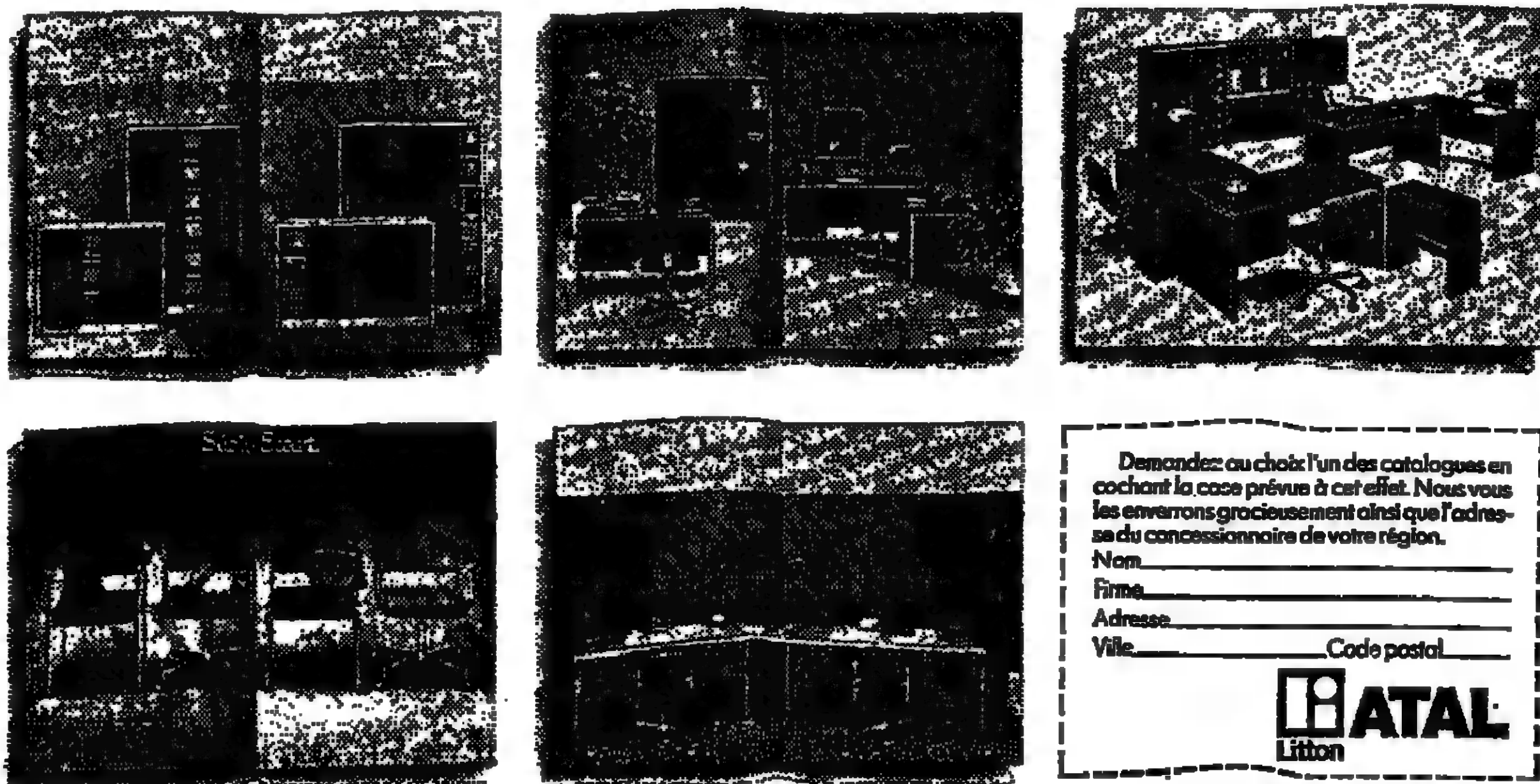
“Les Annonces” est le n° 1

pour la vente des fonds de commerce

boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En vente partout 1,50 F et 36, rue de Maïto, 75011 Paris

## Atal: vos prochains bureaux!



Exposition permanente carrefour Villiers 75017 Paris - Tél. 522-10-87.

Demandez ou choisissez l'un des catalogues en cochant la case prévue à cet effet. Nous vous les enverrons gratuitement ainsi que l'adresse du concessionnaire de votre région.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

**ATAL**  
Littor

7 rue Molière 75007 Paris - Tél. 228-80-00

ACTUALITE ECONOMIQUE  
GESTION FINANCIERE

1 soir par semaine pendant 3 mois

1 samedi tous les 15 jours

• Sans interrompre votre activité professionnelle

• Attention de fin d'études

AUTRES COURS : MARKETING, PRISE DE DECISIONS, FONCTION PERSONNEL, RELATIONS HUMAINES.

Possibilité de prise en charge par l'employeur

**CNCF-CCSE**

14 rue Monsieur le Prince 75006 Paris (Métro Odéon) Tél. 329.70.50

Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat

## le moci

L'hebdomadaire du commerce international

NUMÉRO SPÉCIAL ANNUEL

LES LEADERS DE L'EXPORTATION FRANÇAISE

■ classement des entreprises françaises les plus exportatrices. 1.562 leaders ayant réalisés au moins 10 millions de F à l'exportation en 1976.

■ une enquête MOCI, les leaders s'expliquent sur leurs marchés futurs.

MOCI n° 260 du 19 septembre 1977 .... 50 F

Diffusé par : le Librairie du Commerce International

10, avenue d'Iéna - 75783 Paris Cedex 16

مركز من الأصل



# Assurances : les dangers d'une nationalisation

(Suite de la page 23.)

Le plus performant des groupes de sociétés d'assurances du secteur privé distribue chaque année à ses actionnaires un dividende équivalent à 2 % de son chiffre d'affaires. Encore ses bénéfices sont-ils régulièrement dégrèvés, non en raison d'une tarification globalement différente de celle des autres entreprises du marché, mais essentiellement grâce à des frais de fonctionnement inférieurs de près d'un cinquième

à ceux des sociétés d'assurances nationalisées.

## Le véritable motif ?

On comprend dès lors le laconisme des rédacteurs du programme commun : on chercherait en vain des raisons économiques sérieuses pour nationaliser les compagnies d'assurances du secteur privé. Il n'y en a pas, et, sans doute, est-ce le manque de conviction qui conduisit le premier secrétaire

du parti socialiste, alors candidat à la présidence de la République, à déclarer, lors d'une interview publiée par un journal professionnel d'assurances en avril 1974 : « Il ne s'agit nullement de nationaliser les compagnies privées d'assurances, mais de redéfinir clairement leurs finalités. »

Ainsi, comprenne qui voudra. En quoi la maîtrise du secteur des assurances permettrait-elle à la gauche, si elle conquiert le pouvoir, de disposer de moyens nouveaux qu'elle peut estimer nécessaires pour mener une politique différente ?

Il faut replacer la nationalisation des compagnies privées d'assurances dans son contexte, celui de la prise de contrôle de l'appareil bancaire et de l'ensemble du secteur financier. Les compagnies d'assurances, on le sait, gèrent des capitaux très importants qu'elles collectent pour le compte de leurs assurés ou pour celui des victimes d'accidents et de leurs ayants droit. Ces capitaux sont placés sur les marchés immobiliers et financiers dans le cadre d'une réglementation des placements dont les modalités très précises visent à concilier la sécurité et la

rentabilité. Il en résulte qu'investisseurs institutionnels, les compagnies d'assurances françaises, toutes sociétés confondues, réalisent une épargne annuelle qui, en 1976, a représenté près de 15 milliards de francs. Il en découle également que les compagnies d'assurances sont des actionnaires importants et fidèles de la plupart des sociétés cotées en Bourse.

On peut dès lors imaginer quelle serait la tentation de la gauche au pouvoir : utiliser ces fonds pour financer son ambitieux programme de restructuration des divers secteurs-clés de l'économie française. Pour y parvenir, la maîtrise de l'appareil bancaire ne fournit que des moyens insuffisants : ceux de l'octroi de crédits qui ne peuvent, pour l'essentiel, être consentis qu'à court ou moyen terme. Vu la nature des dépôts bancaires qui en sont la contrepartie, la maîtrise des placements des sociétés d'assurances permettrait de disposer des ressources qui feraient, en cas de victoire de la gauche, la plus cruellement défaut : celles des capitaux à long terme qui alimentent le marché financier. Ce serait également d'avoir un droit de regard dans toutes les sociétés dont les compagnies d'assurances sont déjà actionnaires.

Jusqu'à ce jour, et malgré les moyens financiers des sociétés d'assurances nationalisées, le ministère des finances s'est bien gardé d'intervenir dans leurs placements. La liberté du choix des dirigeants de ces sociétés a été complète et leur politique financière ne se différencie en rien de celle de leurs collègues privés ou mutualistes. Il ne faut pas confondre les genres : les placements des sociétés d'assurances doivent être guidés par la recherche de la sécurité et de la rentabilité si l'on veut que ces entreprises soient en mesure de faire face aux engagements qu'elles contractent chaque jour envers leurs assurés et qu'elles offrent des contrats compétitifs avec ceux des sociétés étran-

gères d'assurances qui continueront à opérer en France ou qu'elles rencontreront sur les marchés extérieurs. Les capitaux collectés par les compagnies d'assurances ne doivent pas être détournés de leur finalité, qui est d'assurer des garanties disponibles et monnayables. Ce n'est que très prudemment, et à l'intérieur de strictes limites, que ces capitaux peuvent être risqués dans des projets industriels, dont on ne peut jamais éliminer le caractère aventureux.

Les moyens d'une politique industrielle, c'est au gouvernement de les solliciter du Parlement, dont la fonction première reste celle de fixer par l'impôt ou l'emprunt le volume des ressources budgétaires. Déjà, depuis un demi-siècle, par le jeu des comptes spéciaux du Trésor, par la maîtrise de la politique monétaire et de celle des crédits récomposables auprès des institutions spécialisées, les gouvernements qui se sont succédés n'ont pas manqué de moyens très importants, en sus des dotations budgétaires, pour mener, sans même solliciter l'assentiment du Parlement, de très ambitieuses actions économiques et industrielles.

Va-t-on, demain, si la gauche est au pouvoir, diminuer encore les prérogatives du Parlement en donnant au ministère des finances la maîtrise des fonds collectés par les sociétés d'assurances ?

Il s'agirait alors d'un curieux retournement de situation. Nationalisées, sous le fallacieux prétexte qu'elles sont des puissances financières, les compagnies d'assurances ne manqueraient pas alors de le devenir, une fois leurs dirigeants dans la dépendance totale et exclusive de la Rue de Rivoli.

Il n'est pas besoin d'interroger les assurés pour leur demander s'ils souhaitent que les primes d'assurances qu'ils paient soient détournées de leur finalité : celle de permettre aux organismes d'assurances d'indemniser les victimes d'accidents et de faire face à leurs engagements.

BERNARD PAGEZY.

Rapport du Comité présidé par  
**ALAIN PEYREFITTE**  
**Réponses à la violence**  
322 pages - format 18 x 24, 58 Francs  
EDITE PAR LA DOCUMENTATION FRANÇAISE  
31, quai Voltaire - 75340 PARIS Cedex 07 - Tél. : 261-59 10  
115 rue Garibaldi - 69401 LYON Cedex 03 - Tél. : 63-23 02

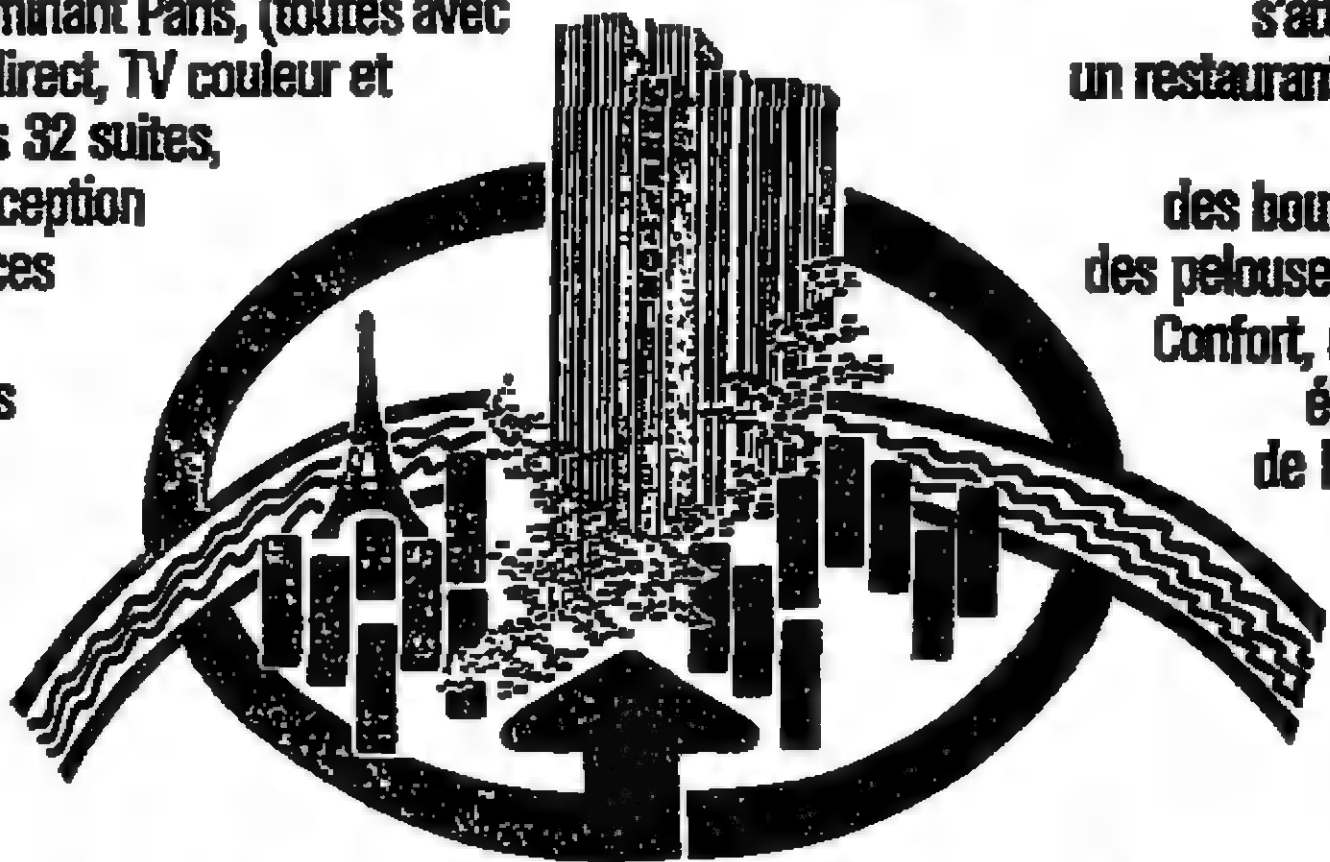
## LE SECTEUR PRIVÉ :

**34 % ENVIRON DE L'ASSURANCE FRANÇAISE**

Le secteur privé représente 34 % environ de l'assurance française, contre 4,5 % pour le secteur public, 23,5 % pour les sociétés à forme mutuelle, 6 % pour les sociétés étrangères et 3 % pour la Caisse nationale de prévoyance (organisme public). Parmi ses représentants figurent, au premier rang, le groupe Viestra (Abelille, Paris), le groupe de Paris (A.G.P., dont M. Fagery est président), le groupe V.L.A.-Assurances (Navigation miste) et le groupe Brevet.

## ne restez pas aux portes de Paris, venez à Montparnasse à l'Hôtel Sheraton

En plein cœur de Montparnasse, le Sheraton est le plus grand hôtel de la Rive Gauche avec ses 1.000 chambres vastes et silencieuses dominant Paris, (toutes avec bar, téléphone direct, TV couleur et films vidéo), ses 32 suites, ses salles de réception et de conférences spacieuses, ses 2.500 places de parking.



Le Sheraton, c'est aussi une table gastronomique réputée "Le Montparnasse 25", un bar feutré "Le Corail" où il fait bon s'attarder, "La Ruche" un restaurant à service rapide (de 7 h à 23 h), des boutiques luxueuses, des pelouses et des jardins... Confort, calme, détente et élégance. Le cœur de Paris bat vraiment au Sheraton.

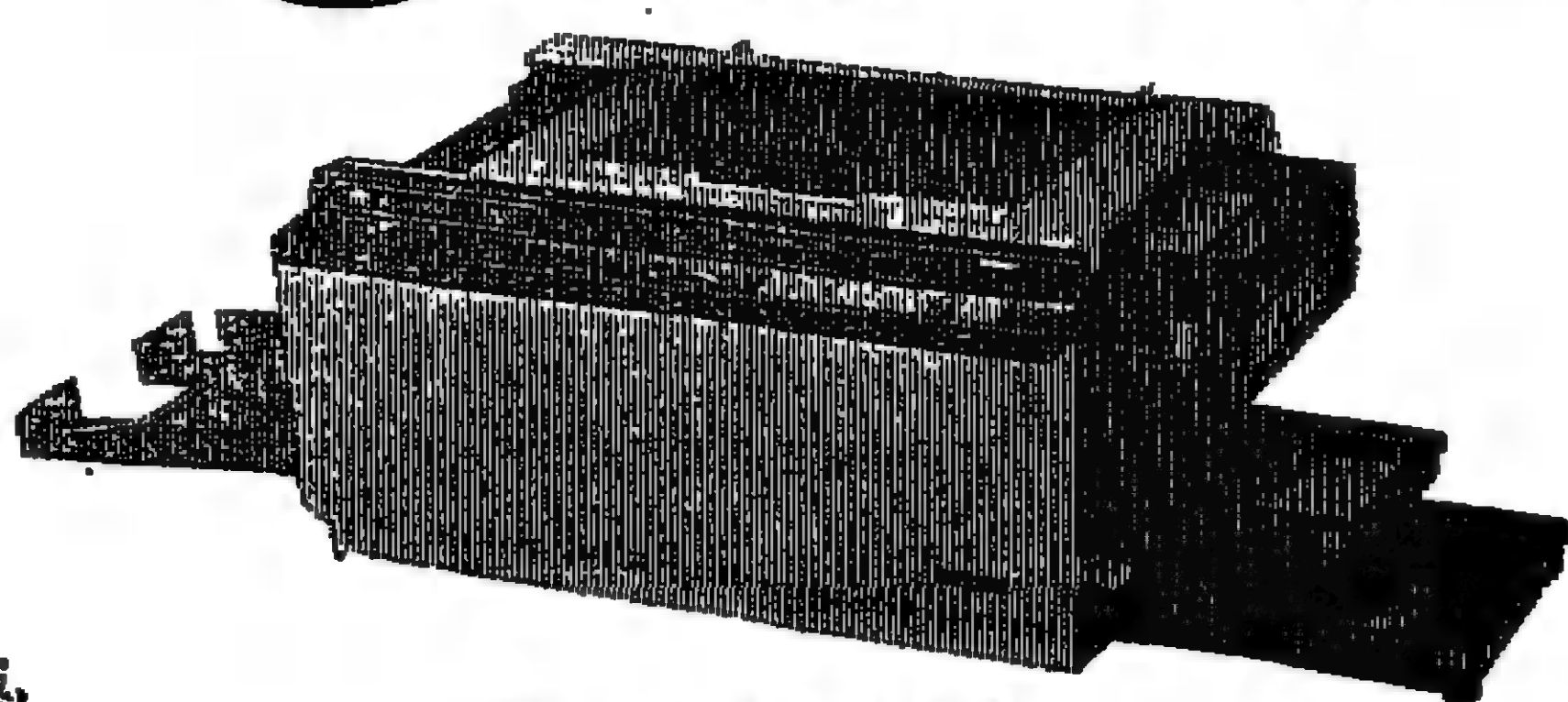
pour réserver : 260 35 11

Paris-Sheraton Hotel

**NOTRE Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex.  
**étrape**  
SERVICE TÉLEX  
345.21.32-345.00.28  
88, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

vous êtes BACHELIER  
vous souhaitez vous orienter vers la  
**GESTION D'ENTREPRISE**  
**ipag**  
Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion  
Etablissement privé d'enseignement technologique  
supérieur reconnu par l'Etat (association loi 1901).  
vous propose une  
**FORMATION EN 3 ANS alternant**  
Stages en Entreprise et à l'Etranger - Etudes à l'Institut  
avec expérimentation active des techniques de gestion grâce à un corps  
professeur, les 1/3 de l'entreprise et un matériel didactique moderne  
(terminal d'ordinateur, microprojecteur, tableau de lecture).  
**LES INSCRIPTIONS SONT PRISES JUSQU'AU 25 SEPTEMBRE 77**  
Information ou inscription à l'IPAG 184, Bd St Germain 75006 Paris  
Téléphone 222.05.55

# 6 secondes.



**Sharpfax 730,**  
**le préchauffage en moins**  
**le microprocesseur en plus.**

Le SHARPFAX 730 est le premier photocopieur sur papier ordinaire à utiliser le nouveau système SCP qui permet au mono-toner de se fixer directement sur la copie par simple pression : plus de préchauffage, un seul produit utilisé, donc une maintenance simplifiée.

Avec le SF 730, SHARP adapte au photocopieur la technique des calculatrices : un microprocesseur règle et vérifie à tous les stades le bon fonctionnement de l'appareil ainsi que le contrôle de ses fonctions. Et comme tous les SHARPFAX,

le 730 est de faibles dimensions, d'un entretien économique et d'une grande souplesse d'emploi. Vous découvrirez le 730 au SICOB stand 4302, Zone C, Niveau 4, SHARP/IBM 151-153, avenue Jean-Jaures - 93300 AUBERVILLIERS - Tél. 334.93.44

Sharp, n'attendez que le temps de la photocopie.



## La vie au bureau c'est aussi la vie.

Choisir les équipements, améliorer l'agencement, faciliter la communication, c'est œuvrer pour la qualité de la vie. Au dernier Sicob, les exposants de 29 pays y ont contribué, 291 919 visiteurs de 110 pays en ont bénéficié.

# SICOB

SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE,  
DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DU BUREAU

## 24.30 SEPTEMBRE 1977

(sauf le dimanche 25 septembre)

CNIT - PARIS LA DÉFENSE de 9 h 30 à 18 h.  
Convention Informatique : 19-23 Sept. 77

هكذا من الأصل



# LE SICOB

XXVIII<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

LE XXVIII<sup>e</sup> SICOB (Salon International de l'Informatique, de la communication et de l'organisation de bureau) sera inauguré, le 21 septembre prochain à la Défense, par le premier ministre, M. Raymond Barre. Son thème sera cette année : « La vie au bureau, c'est aussi la vie ».

L'année dernière, à pareille époque, nous pouvions parler de « climat économique morose » : les choses n'ont, hélas ! guère changé. Quoi qu'il en soit, la santé du SICOB ne paraît guère se ressentir des aléas de la vie économique. Certes, ses responsables n'espèrent pas atteindre le chiffre record des 291 919 visiteurs de l'an dernier : ils attendent plutôt une légère baisse, qu'ils attribuent par avance au remplacement d'une journée « tous publics » (le SICOB sera, cette année, fermé le dimanche) par une troisième journée réservée aux seuls professionnels. Mais ce sont 1740 marques au total — dont 947 étrangères — représentant 31 pays qui exposeront cette année, contre 1711, représentant 28 pays en 1976.

Depuis quelques années, l'environnement politique — au sens noble — revêt une grande importance pour une partie des industriels représentés au SICOB. Cette année ne fait pas à la règle, peut-être même plus encore du fait des échéances électorales.

Depuis mai 1975, la France a adopté une nouvelle orientation qui a conduit à l'écroulement de la CII (Compagnie Internationale pour l'Informatique) et à la fusion de ses activités grande informatique avec celles d'Honeywell-Bull au sein de la CII-HB. Le moins que l'on puisse dire est que les choses ne sont pas aussi claires qu'on avait voulu le laisser croire au moment de l'annonce de la fusion. CII-HB a dû définir une stratégie de produits tenant compte non seulement des origines variées de son parc existant, mais aussi de ce que fait son partenaire américain Honeywell Information Systems (HIS).

A ce sujet, on a beaucoup parlé des futurs ordinateurs qui prendront la succession des Iris-80

de la CII. Sans vouloir revenir sur un débat qui s'est largement développé dans nos colonnes, notamment au début de l'été, signalons simplement que M. François Salit, responsable de la politique des produits de CII-HB, vient de déclarer à notre confrère le *Nouvel Economiste* que « le très haut de gamme des deux associés sera couvert par HIS ».

Autre sujet qui a agité le monde français de l'informatique, celui de la concurrence entre CII-HB et les péri-informaticiens français. Ceux-ci en étaient restés à la politique définie par M. d'Ornano, visant à couper l'informatique en deux : à CII-HB les « grands », aux autres le reste : les dirigeants de CII-HB n'ont jamais caché que pour eux l'informatique est un « tout », et qu'ils entendent bien s'attaquer aussi à ce marché.

Troisième grand sujet de préoccupation : les composants. Le « plan » annoncé par le gouvernement est bien flou, et les industriels français de ce secteur craignent qu'une bonne partie des

crédits publics ne soient distribués à des constructeurs étrangers.

L'informatique reste pour les milieux politiques un sujet mystérieux, peut-être parce que, tout en sachant que c'est un secteur essentiel, ils le connaissent mal. C'est ce qui explique sans doute les difficultés et les réticences de la plupart des partis à définir clairement leurs intentions. Bien sûr, pour le parti républicain, il s'agit de poursuivre ce qu'on a entrepris. Les choses sont moins simples au Rassemblement pour la République, où une partie des dirigeants n'ont jamais caché leurs réticences. Les mêmes réticences se rencontrent au sein du parti socialiste, tandis que le parti communiste travaille à la mise sur pied d'un « plan calcul », qui sera rendu public dans quelques semaines.

L'échéance de mars 1978 amènera-t-elle des bouleversements dans l'organisation de l'informatique en France et de nouvelles orientations ? Ou entérinera-t-on, même sous couvert de nationalisation, les choix stratégiques arrêtés en mai 1975 ?

## LA PEUR ET LE PROGRÈS

A une époque où les communications et la connaissance atteignent des vitesses fulgurantes, les pays légitiment comme au temps des diligences — ou des aéroplanes.

Les Etats imaginent des procédés informatiques qui permettraient d'encadrer les individus sans qu'ils en soient conscients. Réagissent-ils à ce qu'ils ignorent ? C'est ce qui avait fait se passer en France avec « Safari », puisque, par l'effet d'un « identifiant » unique, on pouvait, dans un éclair, faire apparaître sur un tableau — à la disposition de qui ? — tout ce qui concernait le citoyen : santé, opinions, état civil, vie passée, emploi, syndicalisation, et on ne sait quoi encore. Le danger n'était pas simulé. Le projet était réalisable, et qui peut refuser la tentation de savoir tout sur tous en une fraction de seconde ?

La tentative est donc d'une immaturité déconcertante des Français. On l'avait appelée « Safari », comme par hasard, par provocation. Si elle échoue, ce fut plus, il faut en convenir, par le fait du hasard que par l'effet du mécanisme démocratique. Aucun contrôle n'avait joué — il n'en était d'ailleurs pas prévu — qui aurait été inscrit dans la Constitution. Mais seulement des craintes individuelles qui ont mené de bons supports pour alerter chacun (« le Monde » du 21 mars 1974).

Au vrai, « Safari » n'échoue point. Un projet de loi rendue tolérable. Une commission fut créée qui entendait rassurer. Un rapport fut publié, un projet de loi adopté. L'ébauche de loi ne répondait qu'à peine aux inquiétudes contenues dans le rapport.

Alors que ce dernier avait clairement indiqué les possibles usages pervers, et, peut-être inévitables, de l'informatique, les risques de voir compromis les équilibres vus par la Constitution française ; alors que ce rapport pessimiste avait été coordonné par un très haut fonctionnaire de l'Etat, M. Bernard Tricot (il occupait, au moment des négociations avec l'Algérie en guerre, le poste de secrétaire général de l'Elysée sous le général de Gaulle) ; alors que de telles fonctions devaient avoir donné à son titulaire un sens aigu des nécessités de l'Etat, alors que sa réaction ne pouvait être le fait d'un « frisson démocratique », on ne retint que partie des nudes avertissements qu'il avait lancés.

On néglige notamment, dans l'état actuel du projet de loi, de faire « dire » aux membres de la commission permanente de contrôle par les instances dont ils émanent. Par une erreur commune à tous les gouvernements, on préfère les désigner, fût-ce en choisissant sur des listes à noms multiples. L'observation peut paraître faible, car, au fond, désignation contrôlée, ou élection, qui voit, à 100 kilomètres de Paris, la différence ? C'est vrai. Mais différence essentielle pour qui se préoccupe des intentions de l'Etat.

Tout cela n'était rien. Car si le débat se circonscrit aux limites d'un pays, autant de pas l'engager. Les nations connaissent des frontières, les ondes point. Ce qui est interdit ici est possible ailleurs et ce que la loi française proscrivait, d'autres lois le permettent. Il n'y a plus de paradis artificiels, ils sont à portée d'ordinateurs. C'est ce qu'a, longuement, décrit le rapport Tricot dans une annexe essentielle dont on paraît n'avoir pas assez

tenus compte au motif qu'elle n'était qu'une annexe. Ce n'est pas que les avertissements aient manqué. Chaque jour, les radios périphériques démontrent l'immunité d'un principe hautement affirmé du marocain français de l'audiovisuel. Demain, grâce aux satellites et à d'obscures négociations politico-financières, il en sera de même pour ce qui concerne la télévision. Pourquoi voudrait-on qu'il en aille différemment de l'informatique ?

La France interdit l'établissement de banques de données qui rassembleraient toutes les informations sur une seule individu ou une seule société ? La Grande-Bretagne ferait de même, l'Italie, les Etats-Unis ? Quel pays encore ? Qu'importe. Affirmera-t-on qu'il ne se trouvera nul pays, d'Occident ou d'Orient, développé ou à développer, qui consentirait, ne serait-ce que parce qu'il est petit, à se priver des énormes redevances qu'on lui verserait s'il acceptait d'être l'hôte d'un « paradis de données » ? On le voit pour la fiscalité, on le voit pour les pavillons maritimes, on le voit pour les stations radiophoniques ; qui peut penser qu'on ne le fera pas pour l'informatique ?

Il ne s'agit évidemment pas de condamner l'ordinateur à la destruction, comme on prétendit le faire au dix-neuvième siècle avec les machines. En tant qu'outil, que technique, l'ordinateur est, à proprement parler, merveille. « Merveille », si cette technique reste dans la pratique ce qu'elle est en théorie, c'est-à-dire un recours neutre. Mais le degré de neutralité d'une technique est fonction de celui qui en fait usage. C'est un peu la question qui est soulevée à propos du récent débat sur les fiches scolaires. On peut même avancer qu'une utilisation honnête d'un outil neutre peut cependant aboutir à de réelles catastrophes. La constatation est évidente pour ce qui concerne le nucléaire, qui n'est pas sans fondements pour ce qui concerne l'informatique.

Composer l'une et l'autre de ces techniques du vingtième siècle n'est pas une facilité de pensée. Elles ont en commun qu'il serait absurde de vouloir s'en passer. Elles sont porteuses de tant d'améliorations quotidiennes qu'on ne saurait, par peur ou par immobilisme, les récuser. Il importe donc de rassurer les peureux et d'enthousiasmer les immobiles. Sans prétendre, naturellement, s'appuyer sur les seuls mots, car les risques sont réels et énormes, au point qu'on ne peut avec certitude les mesurer. N'est-il pas vrai que la technique a progressé plus vite que son contrôle ? C'est un thème rebattu et souvent contourné que celui de l'apprenti sorcier. Il semblerait aujourd'hui qu'il prenne, à bon droit, du corps.

L'atome sécrète une terreur née de la vision d'Hiroshima et de Nagasaki, dont les effets étaient pourtant sans commune mesure avec les moyens actuels de destruction. L'informatique suscite une crainte sourde, née, elle, d'une ignorance presque totale de ses effets. Il faut savoir contrôler ces grands outils du vingtième siècle que rien n'annonçait. Il faut faire savoir que ces contrôles sont possibles. Contrôles matériels pour l'atome, institutionnels pour l'ordinateur.

Les trouverait-on que seule la moitié du chemin serait parcourue. Il faudrait faire en sorte que chacun y croie. L'instinct de peur est presque aussi vivace aujourd'hui qu'au plus profond du Moyen Age.

PHILIPPE BOUCHER.

## Les ordinateurs pourraient être sûrs

par GUY BOULAYE (\*)

Il y a quelques années, le très sérieux bulletin de la commission criminelle de Chicago révélait l'utilisation par la Mafia de plusieurs ordinateurs. Certes, on connaissait déjà la rigueur de gestion de la légendaire confrérie. Mais le bulletin conduisait surtout à l'intérêt, pour la Mafia, d'utiliser l'ordinateur pour la sauvegarde de ses secrets. Dans le même temps, l'opinion publique de presque tous les pays démocratiques s'émouvait de ce que les ordinateurs menaient dangereusement les secrets de la vie



privée. En France, des sociétés savantes, des syndicats, des partis politiques, des groupes de réflexion et les services officiels se préoccupent de la question. Les premières lois — un peu sautes — s'en suivirent dès la mi-1970.

Depuis cette date, l'adoption accélérée d'ordinateurs par les diverses administrations fit rebondir le débat. D'autant que, dans le même temps, des abus graves étaient révélés aux Etats-Unis et qu'une mesure spectaculaire y était décidée : tout citoyen doit pouvoir se faire communiquer les renseignements détenus à son sujet dans tout fichier.

(Lire la suite pages 30 et 31.)

(\*) Professeur de mathématiques à l'université de Rennes-1.

## Les employés de bureau, malades de l'ennui

La moitié de la population active française environ travaille dans le secteur tertiaire (soit 11 millions de personnes). Parmi ces salariés, dont une bonne part sont des femmes, nombreux sont ceux qui occupent un emploi de bureau. Etant données l'importance numérique des personnels concernés et l'extension régulière du secteur tertiaire dans les pays industrialisés, il est intéressant de savoir comment les employés ressentent « leur vie de bureau ».

Pour tenter de le savoir, le Syntex (Syndicat des fabricants de mobilier industriel et commercial et de systèmes d'organisation) a lancé, en 1977, trois actions dont il a confié la réalisation au CREAC (Centre de recherche et d'études appliquées à la créativité). Il a effectué une enquête auprès de personnels du secteur tertiaire et de grands organismes internationaux, puis analysé la presse de divers pays. Il a enfin organisé des interviews de groupes réunissant des spécialistes professionnellement concernés par le bureau. Tous les résultats concordent, et vont permettre aux experts de faire des recommandations aux chefs d'entreprise. Celles-ci, réunies dans un « projet de charte de la vie au bureau », seront présentées au SICOB le 28 septembre, à l'occasion d'une journée spécialisée intitulée « Mieux vivre au bureau ».

Ce document sera ensuite diffusé auprès des entreprises et des organisations professionnelles et syndicales dans le but d'instaurer une réflexion de tous les intéressés. Afin que les recommandations ne demeurent pas lettre morte, mais entrent réellement dans les faits et « redonnent la vie à ce qui est pour bon nombre de personnes qui travaillent un lent dépérissement ».

Le bilan du travail au bureau ces dix dernières années est sombre et pessimiste : c'est du moins ce qui ressort des entretiens qu'a organisés le CREAC pour le compte du SYMCO, qui réunissent architectes, psychologues, ergonomes, responsables d'entreprise, syndicalistes et autres spécialistes. En effet, dans leur majorité, les employés de bureau, mal informés des finalités de leurs tâches quotidiennes, ou pas concernés par l'introduction de matériels nouveaux et de machines, se désintéressent d'un travail devenu trop parcellisé et déshumanisé. Les machines (ordinateurs, photocopieurs...) ont supprimé les anciennes contraintes, mais en ont introduit de nouvelles. Les travaux fastidieux et répétitifs d'un bon part, ont fait place aux impératifs de rendement, tant et si bien que « le bureaucrate des années 70 se sent métamorphosé malgré lui en O.S. du tertiaire ».

Son mécontentement, son insatisfaction, qu'il ne sait pas toujours bien définir, se cristallise sur son environnement. « S'il estime être de mieux en mieux assis, il se plaint par contre d'être mal éclairé et climatisé ». Le luxe de certains aménagements des locaux est ressenti comme une insulte par des personnes ayant un niveau de vie en général modeste. Il masque les vrais problèmes et ne compense pas le désintérêt et l'insatisfaction.

Les employés se plaignent essentiellement de ne pas avoir assez de responsabilités et de ne pouvoir exprimer leur créativité dans leur travail. Les relations humaines dans l'entreprise sont très appauvries. Le personnel « ne sait plus exprimer des choses simples et humainement importantes ». L'information circule, mal aussi bien entre les employés eux-mêmes qu'entre la hiérarchie et eux. Cette dernière — surtout le « petit chef » — est contestée quand elle fait « preuve d'inefficacité et d'incompétence ». Le personnel est parfois écartelé entre le modernisme du cadre de travail et l'archaïsme tribal du petit

chef-d'équipe. Le bureau apparaît comme un milieu artificiel, banalisé, coupé de la vie réelle. Fatigués, insatisfaits, irrités, déçus, dépressifs, absents, les employés « s'identifient moins à leur entreprise et ils lui sont moins attachés qu'autrefois », surtout lorsqu'ils travaillent dans des banques ou des sociétés d'assurance.

Pour tenter d'améliorer une situation très dégradée, plusieurs suggestions sont émises par les spécialistes. Ils conseillent « d'écarter les employés de l'utilisation des innovations technologiques et surtout d'expliquer les finalités : d'augmenter le temps de formation aux nouveaux matériels ; de consulter le personnel avant de les adopter et de modifier leur rythme d'insertion ». Et ils proposent de « réorganiser le travail de façon à favoriser l'instauration d'une collectivité humaine. Il faut satisfaire les aspirations de l'homme au travail. Et l'employé a besoin de comprendre son travail pour y trouver de l'intérêt, mais il a aussi le désir de pouvoir s'exprimer pour être heureux ».

A partir d'un passé ingrat, et d'un présent terne et triste, on peut réserver l'avenir ? Les experts sont partagés, mais dans l'ensemble l'optimisme l'emporte. Ils supposent que dans la dernière à venir, le personnel, mieux formé et mieux informé, plus adapté aux besoins de l'entreprise, sera plus efficace, mieux considéré et mieux payé. Les salaires et les fonctions seront les mêmes pour les hommes et pour les femmes. Sachant mieux manier les techniques nouvelles, ils les craindront moins. Plus polyvalents, plus mobiles, ils auront moins peur du chômage. Il n'acceptera plus tout ce qui présente un aspect déshumanisant : « il ne voudra plus travailler dans des grosses sociétés », mais dans de petites unités ; « il refusera les postes de travail et les aménagements dictés par les machines », il exigera d'être entendu par la hiérarchie et « aura la même information que ses patrons ».

CHRISTIANE GALUS.

(Lire la suite page 28.)

## Renseignements pratiques

Le vingt-huitième SICOB est ouvert du 21 au 29 septembre, de 9 h. 30 à 18 heures, au CNIT (Paris-La Défense).

L'entrée est réservée aux visiteurs étrangers. Pendant toute la durée du Salon, les visiteurs étrangers sont reçus gratuitement, sur présentation d'une pièce d'identité, de leur passe-partout ou d'une carte d'invitation, au bureau d'accueil qui leur est réservé. Les 21, 22 et 23 septembre sont consacrés exclusivement aux visiteurs professionnels. Le SICOB sera fermé le dimanche 25 septembre.

Dans le cadre du SICOB se tiennent également des journées spécialisées, organisées par des organismes publics ou privés, ou par des groupements professionnels, sur un certain nombre de thèmes : humanisation du travail, horizon variable, matériel de classement et de reproduction, microprocesseurs, res-

tructuration des tâches administratives.

Parallèlement au SICOB, comme tous les ans, et tient, du 19 au 23 septembre, la Convention informatique, congrès international sur le logiciel, au Palais des congrès, à la porte Maillot. Elle a pour thème, cette année : « Maîtriser son informatique ». Renseignements : 261-26-22, et, du 19 au 23 septembre, 753-27-56 et 753-27-57.

Des navettes gratuites assurent la liaison avec le SICOB (départ : parvis du Palais des congrès).

MOYENS D'ACCES AU SICOB (CNIT-La Défense). Métro : réseau express régional (RER), ligne Opéra-André-Métro. Train : ligne Saint-Lazare-Saint-Cloud-Versailles. Bus : ligne 73 (Concorde), et 174 (Saint-Denis) vers La Défense. Voiture : itinéraire direct Concorde, Champs-Élysées, Etoile, Pont-de-Neuil, CNIT.

L'INFORMATIQUE DISTRIBUÉE, LES BASES DE DONNÉES, LES RÉSEAUX CONCEPTS-RÉALISATIONS-AVENIR

**The James Martin World Seminar**

du 10 au 14 octobre 1977 à Paris, Hôtel NIKKO

Conférencier invité : Louis Pouzin

James Martin est l'auteur de livres sur la téléinformatique et les bases de données qui constituent les meilleures références en la matière.

Son séminaire présente d'une manière claire et approfondie les concepts et réalisations les plus récents. Une occasion unique d'évaluer l'impact des derniers développements technologiques.

Traduction simultanée.

Programme détaillé sur demande : ORSYS formation, 17, avenue Henri-Barbuse, 94240 L'HAY-LES-ROSES - Tél. 661.02.24

مركز المعلومات



# UNE MENACE POUR NOS SECRETS ?

par HERBERT MAISL (\*)

MISE en fiche, fichage, autant de néologismes péroratoires qui traduisent une inquiétude encore latente d'une large frange de l'opinion devant des projets ou des réalisations récents. Et de se demander si chacun de ceux-ci ne marque pas une étape vers la constitution du « grand fichier national » sur ordinateur central qui fait désormais partie des fantasmes de certains. Au fond, l'informatique ne contribue-t-elle pas à créer une société transparente dans laquelle la préservation du secret deviendra une gageure ? Dépassant le cercle des initiés, la réflexion à cet égard doit se situer à un triple plan, politique, technique et juridique.

## Une notion ambiguë

Quant aux individus, ils entendent déterminer une sphère d'informations personnelles qu'ils jugent confidentielles. Par sa législation sur le secret professionnel et par la reconnaissance du droit au respect de la vie privée, la société tient cette exigence pour fondée. Toutefois, c'est souvent par une approximation inexacte que l'on rattache ces informations personnelles et confidentielles à la seule notion de vie privée. En effet, la vie sociale et les libertés publiques du citoyen appellent également une protection. La vie privée est une notion qui n'est pas dénuée d'ambiguïté. D'abord, elle désigne une minorité, aujourd'hui, elle désigne tous les citoyens. Ensuite, elle désigne une certaine lassitude à l'égard de la publicité par voie postale, l'adresse semble être tombée dans le domaine public.

Il ressort d'un sondage effectué à la fin de 1975 que l'opinion a une vision précise à la fois de cette notion de vie privée et des renseignements personnels dont le secret doit être maintenu (2). Pour celle-ci, la vie privée, qui se définit par la vie familiale et conjugale, la liberté, l'indépendance, l'intimité, n'est pas toujours l'information la plus secrète ni la plus recherchée.

Les données d'ordre financier, fiscal ou patrimonial, le casier judiciaire, les informations relatives à la santé sont citées comme les renseignements à la fois les plus confidentiels et les plus demandés. Très confidentiel, mais peu demandé, serait tout ce qui se rapporte à la vie amoureuse, aux problèmes familiaux, à l'appartenance politique ou syndicale. En revanche, l'état civil, l'adresse, la situation familiale, les tests, l'appartenance religieuse seraient regardés comme peu confidentiels.

En filigrane transparaît un certain état de la société accordant une très grande importance à tout ce qui est financier ou cachant encore davantage l'appartenance politique ou syndicale que religieuse. En outre, même si parfois se manifeste une certaine lassitude à l'égard de la publicité par voie postale, l'adresse semble être tombée dans le domaine public.

(\*) Doyen de la faculté de droit et des sciences économiques d'Orléans.

Mais, la société n'accorde qu'une protection limitée à tous ces secrets. Certains sont de nature à lui nuire : ainsi, le fraudeur du fisc ne peut se prévaloir de cette protection. De même, dans un but de prévention sanitaire, de contrôle financier et fiscal, de bon exercice de la justice ou pour l'exercice de tel droit, le secret sera levé.

## Une crainte ancienne

En « objectif » les données confidentielles, on parvient ainsi à déterminer des informations dont la collecte devrait être, sauf exception, prosaïque : données judiciaires à caractère pénal, origine raciale, opinions politiques, philosophiques ou religieuses... Et le non-enregistrement ne serait-il pas encore la meilleure protection ? Il n'est cependant pas possible de circonscire l'ensemble des données secrètes. D'autres variables sont à introduire : la qualité du détenteur de la donnée, la finalité de l'enregistrement et du traitement de l'information, l'éventualité d'un préjudice.

La querelle sur le nouveau dossier scolaire porte sur les risques que celui-ci soit consulté par d'autres que les enseignants, à des fins autres que pédagogiques, et, confronté, le cas échéant, à d'autres renseignements. Cette crainte qui n'est pas nouvelle

à l'égard des dossiers et des fiches s'est amplifiée avec l'informatique. Celle-ci n'offre-t-elle pas la possibilité de communications systématiques d'informations sur de vastes échelles par le rapprochement des fichiers ou, comme on dit, par leur interconnexion ? Ainsi le proche que certains font à l'informatique est que, face aux exigences de notre société de voir des informations diffusées et d'autres tenues secrètes, celle-ci ne soit pas neutre.

Si l'informatique facilite la circulation de l'information, elle accroît considérablement les sécurités ; l'opinion perçoit surtout le premier aspect, qui n'est pas sans l'inquiéter.

Interconnexion de fichiers et constitution de banques de données, leur consultation directement ou par télétraitement, ont permis, parfois, de lever de « mauvais » secrets et de diffuser l'information. Ainsi, le Parlement français est-il engagé dans une grande opération qui l'amène à raccorder ses propres bases de données à des bases de données extérieures comme les bases de jurisprudence et de législation du CEDJ (le Centre d'Informations Juridiques), les bases bibliographiques du C.N.R.S., les bases économiques de l'INSEE, les bases politiques et bibliographiques de la Documentation française et les bases de données juridiques des Communautés européennes. Grâce à ces « ponts » que jette l'informatique, chaque parlementaire aura accès à un système d'informations très riche. A l'inverse, l'informatique a sécrété des techniques de sécurité très sophistiquées et sans comparaison avec les serrures de l'armoire ou du coffre qui protègent certains dossiers : protection des centres de traitement, contrôle de l'accès aux données et détection des accès irréguliers, protections fournies par les systèmes (matériel et logiciel). En général, les utilisateurs jugent ces protections suffisantes.

## Le délit par ordinateur

Le public, pour sa part, se méfie de la machine comme de la bureaucratie parce qu'elle engendrerait des rapports impersonnels. Il était habitué à se confier à son médecin, à remettre tel formulaire à l'agent de la mairie ou au directeur de l'école qu'il connaît bien. Or, ces données personnelles vont circuler parmi des personnes inconnues le plus souvent de l'intéressé et dont certaines, du reste, ne sont pas soumises au secret professionnel (cas des informaticiens, par exemple) : elles seront mises sur ordinateur et sembleront alors échapper à tout contrôle humain. De surcroît, ce public, qui reste très ignorant de la technique informatique, apprend que les erreurs et les fraudes, bien que peu fréquentes, ne sont pas impossibles : le délit par ordinateur traverse l'Atlantique ; pour celui qui est décidé à y mettre le prix, l'ordinateur n'est pas à l'abri des fuites (3).

Les possibilités d'interconnexion ne sont-elles pas une tentation pour la société d'en savoir toujours plus sur chacun ? Les craintes sont sans doute exagérées, de même que la constitution du grand ordinateur central relève très largement du mythe. Mais si l'accès à GAMIN (le fichier de gestion automatisée de médecine infantile) des personnes non assujetties au secret médical ? Mais si le fichier automatisé des élèves du second degré qui se met en place dans quelques rectorats était utilisé par d'autres administrations, voire par le futur employeur ? Devant

ces interrogations, le public pourrait se laisser aller à une réaction de rejet à l'égard des questionnaires ; certaines manifestations de mauvaise humeur lors du dernier recensement le font pressentir. Toutes les données personnelles seraient frappées d'une présomption de confidentialité dès que leur enregistrement dans une banque de données apparaîtrait comme vraisemblable.

Sans doute, l'informatique reste-t-elle neutre ; elle n'est qu'un instrument. C'est l'homme qui en définitive l'utilise pour ses noirs desseins ; c'est lui qui fraude, c'est lui qui rapproche des informations pour mieux contrôler les gens. Mais l'informatique est neutre un peu comme l'atome : de même qu'il y a des applications pacifiques ou militaires de l'atome de même, l'informatique peut être facteur de libération ou d'asservissement. Ces « dégâts du progrès » doivent être éliminés.

Les informaticiens peuvent certainement encore affiner leurs sécurités ; les juristes doivent adapter les règles de droit. Le droit du secret exige une refonte. En matière de secret administratif, on se préoccupe maintenant de dresser un inventaire, catégoriser par catégorie, des documents communicables. Par ailleurs viennent de s'achever des travaux sur la réforme du secret professionnel ; un projet de loi devrait en résulter. Mais sans attendre que ces réformes aient abouti, ne convient-il pas de se préoccuper du « secret informatique » ? Plusieurs pays ont suivi cette démarche. Des sanctions spéciales s'imposent pour réprimer toute divulgation abusive de données personnelles à des tiers de nature à porter préjudice ; également pour empêcher tout détournement de la finalité déclarée d'un fichier. Parallèlement il faut entreprendre, à l'égard du public, une action positive ; elle implique une profonde évolution de mentalités : le « fiché » doit être regardé non comme un sujet mais comme un partenaire ; ainsi, il doit être associé, personnellement ou par l'intermédiaire de ses représentants à la création des fichiers, une information sérieuse sur les objectifs et les modalités de réalisation être présentée ; lors de la collecte de données, c'est-à-dire sur les questionnaires, doivent être mentionnées la destination des informations demandées et leur utilisation future en précisant si des sanctions s'attachent au refus de répondre ; un droit général d'accès et de rectification des informations enregistrées doit être mis à la disposition de tout « identifié » du type numéro d'identité sociale, qui facilite l'appariement des fichiers, est nécessaire. L'informatique est ainsi le révélateur de problèmes depuis longtemps posés, notamment celui de la fonction de l'information dans nos sociétés. Il est de « bons » et de « mauvais » secrets ; il est de bon et de mauvais usages de l'information. Au-delà des aspects spécifiques de l'informatique, c'est un véritable statut de l'information qui est à être brossé. L'ouverture du débat sur le projet de loi « informatique et libertés », chapitre important de ce statut, ne s'est fait que trop attendre.

- (1) Le Monde, daté 13-14 février 1977.
- (2) Cf. notre ouvrage, en collaboration avec P. Galloudec-Genoux, Le Secret des Fichiers, éd. Cujas 1976.
- (3) Le Monde, daté 14 mai 1975 et 29-30 août 1977 ; les Nouveaux Voleurs. La protection des centres de traitement, compte tenu de l'importance des données qui y sont stockées, pourrait ne pas être sans analogie avec celle des centrales nucléaires.

## Les employés de bureau

(Suite de la page 27.)

Le cadre rigide des horaires actuels sera atténué avec les horaires variables et les vacances à la carte. Le salarié « pourra être complètement intégré ou travailler périodiquement ». Il n'y aura plus cette grande coupure entre la vie privée et la vie de bureau. Le personnel pourra, le cas échéant, s'isoler ou se reposer. Il bénéficiera aussi, au sein de l'entreprise, de services tels que crèche, laverie, kiosques à journaux, alimentation... dont certains existent déjà dans quelques sociétés. Et le travail à domicile

pourrait être rendu possible par l'installation « chez soi » d'un terminal relié à un ordinateur central dans une entreprise.

Si elle accepte de contribuer à l'épanouissement des salariés, l'entreprise peut jouer un rôle social important, que d'aucuns pourront qualifier de paternaliste.

L'avenir dira si cette vision optimiste des choses prévaudra, si d'autres besoins plus affins ne naîtront pas précisément de la satisfaction de ceux d'aujourd'hui.

CHRISTIANE GALUS.

# Une comptabilité délabrée ou impeccable?



Impeccable nécessairement ! La précision de votre gestion comptable vous permet de disposer à chaque instant d'un diagnostic sur votre entreprise. C'est également le signe d'une saine gestion ayant pour objectifs : l'efficacité et l'économie. Alors, les systèmes de gestion et ordinateurs de bureau Olivetti A5/A6 deviennent indispensables, non seulement pour la gestion comptable, mais aussi pour traiter et fournir tous les éléments nécessaires au bon fonctionnement de votre entreprise et à son expansion.

Traiter vos problèmes, nous pensons savoir le faire grâce aux : 330.000 systèmes de gestion ; 140.000 ordinateurs de bureau et mini-ordinateurs ; 65.000 terminaux ; 150.000 téléscripteurs et systèmes de télécommunication installés par Olivetti dans le monde.



Olivetti A5

A5/A6 VOTRE PROCHAIN SYSTEME DE GESTION

olivetti

**GUIDE EUROPÉEN DES PRODUITS LOGICIELS**

- Une information sûre, indépendante, validée par les fournisseurs, sur les produits logiciels disponibles en France.
- Une édition annuelle, mise à jour semestrielle.
- Le GEPZ décrit actuellement 600 produits logiciels, dont 220 logiciels systèmes et 370 logiciels d'application.
- C'est un document du Centre Technique Informatique (C.T.I.) du ministère de l'Industrie.

**Renseignements :**

IRIA-SEPT/Diffusion - R.P. 106  
75100 LE CHESNAY - Tél. : 064-96-00, p. 627

**Les Minicopiers**

مكتبة الأصل



# Un petit copieur extraordinaire. Pour le prix d'un petit copieur ordinaire.

Dirigeants de petites entreprises, pour reproduire sur papier non traité, achetez un petit copieur extraordinaire.

Voici les Minicopieurs de Rank Xerox. Des petits copieurs dignes des plus prestigieuses réalisations de Rank Xerox. Pour le prix de petits copieurs ordinaires.

La Xerox 3100, c'est le petit copieur de bureau par excellence. Mobile, discret, mais complet. A l'aise partout, même si votre entreprise tient toute entière dans un petit bureau.

La Xerox 3103 lui ressemble trait pour trait mais copie en plus les grands documents jusqu'au format 35,6 x 45,7 cm.

La Xerox 3107, c'est le cerveau de l'équipe. Il fait tout ce que font les autres, mais, performance exceptionnelle, il peut aussi copier en réduisant de moitié.

Un tiroir optionnel lui permet même de reproduire à l'échelle les très grands documents jusqu'au format 35,6 cm x 63,5 cm.

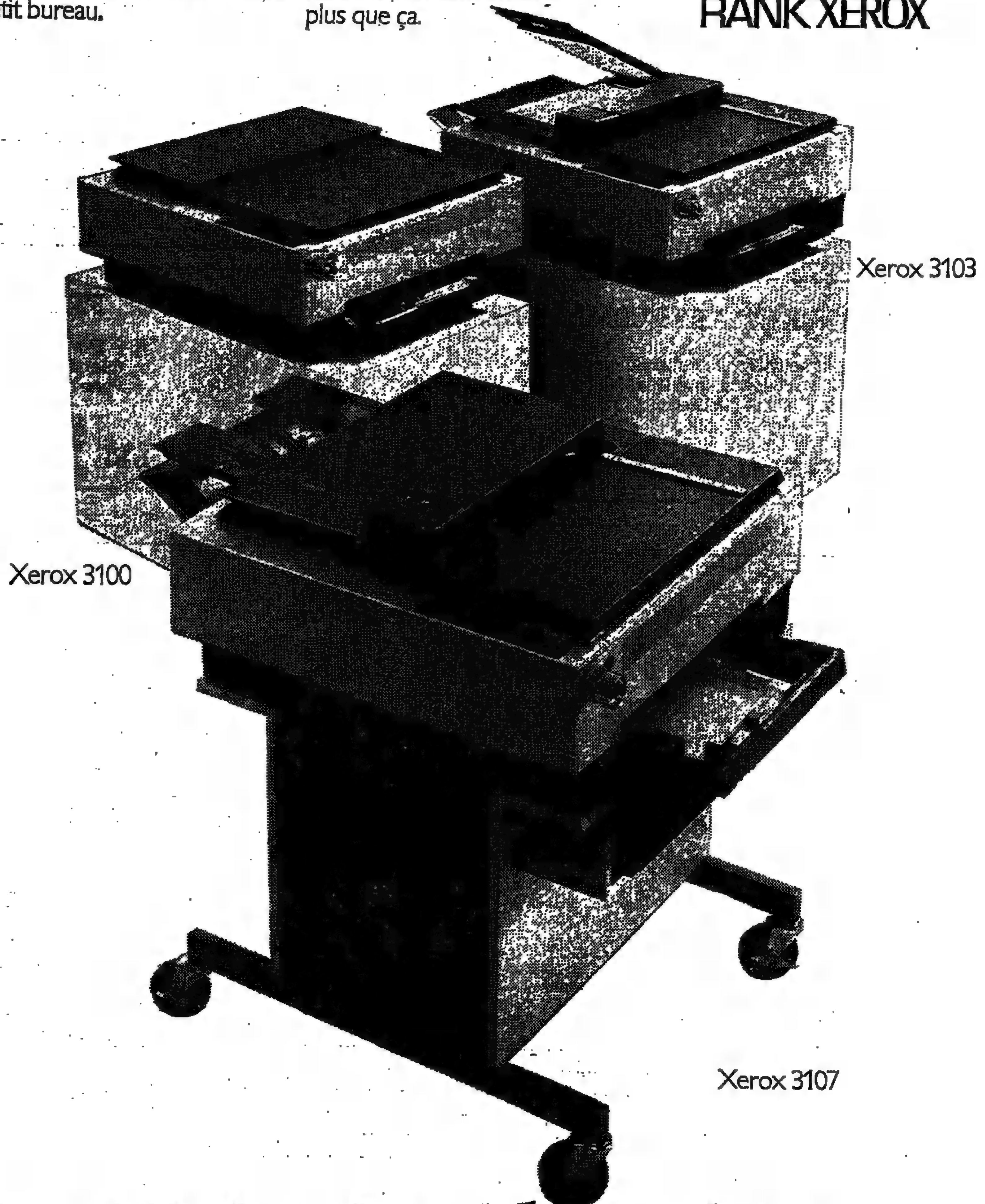
Pourtant, les Minicopieurs de Rank Xerox sont encore plus que ça.

Ils copient vite et ils copient bien.

A l'achat, en souscrivant un contrat d'entretien vous bénéficiez du traditionnel service après-vente Rank Xerox, réservé jusqu'alors à la location et ceci quelle que soit la taille de votre entreprise ou l'endroit de France où elle se trouve.

Dirigeants de petites entreprises, appelez-la succursale Rank Xerox la plus proche de chez vous. Les Minicopieurs sont là. Au Sicob. Stands 5107/5111.

**RANK XEROX**



## Les Minicopieurs de Rank Xerox

مركز من الأعمال



## LES ORDINATEURS

(Suite de la page 27.)

Il faut dire que s'étaient montées des officines dont le but était la recherche et l'accumulation de renseignements, parfois incroyablement intimes, sur les individus. Les sociétés de crédit, et les services d'embouteillage des entreprises sont les clients naturels de telles officines, qui adoptèrent rapidement l'informatique pour assurer un traitement rationnel et efficace de leurs fichiers.

La puissance du traitement informatique et le fait qu'il ignore les nuances apparaissent maintenant (ce n'était pas évident il y a quelques années) comme un danger pour la vie privée. Non seulement par les déformations que la standardisation et la codification apportent à l'information — souvent subjective — mais aussi parce que la vulgarisation de l'informatique amène la systématisation de la « mise en fiche ».

En particulier celle d'individus. Cet article sera limité à la protection des données concernant les personnes privées. Mais notons que cette protection est pour partie (et partie seulement) un cas particulier de la protection des « objets » en informatique. Qu'il s'agisse d'autres données tout aussi délicates (exemples de données secrètes non relatives à la vie privée : données commerciales et financières des firmes, données de défense nationale...) ou de programmes. Pour ce qui est de ces derniers, le « logiciel », après bien des discussions et même des projets de loi débattus, il fut renoncé à les protéger par une loi particulière. Ils sont, légalement, couverts par la loi sur les droits d'auteur ; c'est le texte, et non la méthode qu'il décrit, qui est propriété protégée.

Lorsque, après un danger technologique, fondé ou non, des règlements viennent à endiguer, ou moraliser, l'usage de l'adite technologie, il y a souvent, pour l'opinion publique, une sensation de sécurisation. Ces règlements, d'ailleurs, s'ils n'interdisent pas cette technologie (et personne n'a sérieusement proposé de brûler l'informatique), démontrent, par la même, la « neutralité » de la technologie, qui devient dès lors lavée de tout soupçon et absoute de tout péché. Neutralité en ce

sens que c'est l'usage que l'on en fait qui est en cause. L'informatique peut soit défendre, soit mettre en danger le secret. Notons au passage que les constructeurs d'ordinateurs sont parmi les premiers intéressés à ce que soit démontrée la neutralité de l'informatique plutôt que sa culpabilité.

## L'exemple de la Mafia

Les données sont rangées dans des fichiers. C'est la transposition, en informatique, des fichiers manuels bien connus et constitués de « fiches ». Chaque fiche (en informatique, on dit plutôt « enregistrement ») est identifiée par un nom ou par un numéro, qui est le premier renseignement porté par la fiche. Les fiches sont rangées par ordre alphabétique de leurs noms ou par numéros croissants s'il s'agit de numéros. Un fichier est donc un ensemble ordonné, par leurs identifiants, d'enregistrements. Des dispositifs technologiques — et les commandes correspondantes permettent d'accéder à un enregistrement dès lors que l'on en connaît l'identifiant. A l'intérieur de chaque enregistrement (qui se présente, rappelons-le, comme une suite de 0 et de 1), une donnée occupe une certaine position. Il faut donc connaître la description de l'enregistrement et le codage de chaque zone pour exploiter l'enregistrement. En l'absence de cette description et, dans une moindre mesure, des procédures d'accès, le fichier est inexploitable et même incompréhensible. Ces documents sont en général écrits, mais on imagine qu'ils peuvent être à leur tour cryptographiés et enregistrés sur support informatique. Les mots de passe de contrôle peuvent être multipliés. De plus, les traitements informatiques coûtant peu cher et étant très rapides, ils peuvent être sophistiqués : mots de passe et codes tenant compte de la date d'interrogation ou du dernier mot de la précédente consultation, traitements aux mêmes cryptographies, etc. On comprend que le support informatique soit une bonne garantie de secret (voir l'exemple de la Mafia).

L'identifiant est le plus souvent une suite de nombres. Appelons

chacun une composante. Chaque composante est attachée à une classification, et sa valeur indique à quelle classe appartient l'objet de l'enregistrement dans cette classification. Pour un fichier d'état civil, la première composante peut désigner le sexe, la deuxième l'âge, etc. Pour un fichier d'entreprise, la première composante peut désigner le statut juridique, la deuxième le département où est située l'entreprise, etc. Ces composantes sont choisies pour simplifier les tris habituellement pratiqués sur un fichier.

On comprend dès lors l'émotion soulevée par le projet Safari : utiliser le « même identifiant » pour les enregistrements relatifs au même individu dans tous les fichiers détenus par les administrations, y compris, la police. Si ces fichiers sont de plus, accessibles à distance (par exemple par réseau informatique, d'où une standardisation des accès), il est possible de centraliser presque instantanément des données très éparpillées relatives à un individu ou à un groupe. Bien sûr, il peut s'agir d'un criminel en fuite. Mais il y a toujours des gens pour penser qu'un jour ce peut être un délit que d'avoir un certain « profil ». Quelque justement un identifiant de type état civil ou numéro de Sécurité sociale ne facilite pas les tris de type « profil ».

## Le « langage machine »

Notons que lorsque les tris ou traitements sur un ensemble de fichiers sont très variés ou même imprévisibles (et les fichiers sont alors forcément amples), l'élaboration de bons identifiants et d'éléments de liens entre fichiers devient alors très difficile, et on abandonne le système de fichiers pour ce qu'on appelle une banque de données. Nous n'en dirons pas plus, la notion de fichier étant bien suffisante pour la suite.

Les opérations directement exécutables et leurs commandes — dites « langage machine » — sont tellement élémentaires et rébarbatives que leur usage par un utilisateur serait interdicible. Aussi l'utilisateur dispose-t-il de commandes plus synthétiques. Celles-ci sont en fait analysées

par un programme intermédiaire qui les traduit en la série adéquate de commandes élémentaires. Ce programme intermédiaire est appelé « operating system » ou « Superviseur » ou « Système de commande ». Il assure aussi la gestion des ressources de calcul.

## Les techniques de protection

Dans le même ordre d'idées, les utilisateurs se servent de noms symboliques pour repérer leurs fichiers et programmes. C'est le superviseur qui, à l'aide de tables qu'il tient à jour, fait correspondre des noms symboliques et emplacements réels (adresse physique de début par exemple). Ces emplacements réels varient d'ailleurs dans le temps puisque, lorsqu'un utilisateur quitte l'ordinateur, même momentanément, ses fichiers et programmes sont renvoyés en mémoire d'archivage (disques, par exemple) et sa place mémoire principale. La seule réellement utilisable pour effectuer des traitements est libérée pour être éventuellement mise à disposition d'un autre utilisateur.

On dit que les ressources de traitement sont partagées et le superviseur assure ce partage. Il tient à jour les tables d'états attachées à ce partage. En particulier, il facture chaque utilisateur au prorata de son temps réel d'utilisation de l'ordinateur. Ne serait-ce que pour cela, c'est-à-dire, ne pas être facturé à la place d'un autre, les utilisateurs accèdent au système par un mot de passe. Plusieurs utilisateurs sont finalement répartis dans l'ordinateur. Il faut éviter que, par le biais d'adresses physiques, un utilisateur puisse pénétrer dans la zone mémoire (qui est alors une véritable zone de « vie ») d'un autre utilisateur. Pour cela, des circuits comparent constamment les adresses réelles utilisées par chacun aux adresses limites des zones qui lui sont allouées. Il y a arrêt automatique d'un programme tentant d'adresser en dehors des zones qui lui sont allouées et l'utilisateur de ce programme est alors identifié. Revenons aux techniques de protection des données confidentielles. Des travaux maintenant assez complets sont publiés. Il me semble que, du point de vue technique, les travaux anglais sont parmi les plus profonds, particulièrement : « Report of the Committee on Privacy », juillet 1972, et le livre blanc « Computer and Privacy », fin 1975, publiés par le gouvernement. On peut finalement résumer que :

— Les accès à des données personnelles (c'est-à-dire, attachées à des personnes physiques) doivent se faire suivant un système d'autorisation techniquement contrôlé dans le système informatique lui-même ;

— La trace des accès doit être gardée.

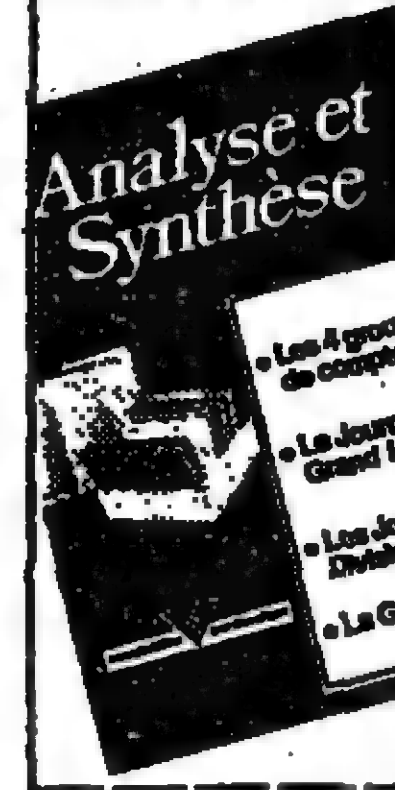
Considérant que ces données sont un bien, on peut aussi dire que les mesures de protection sont :

— Préventives : par contrôle d'accès et cryptage de l'information pour en rendre éventuellement l'utilisation impossible à un accédant frauduleux ;

— Postérieures à l'effraction : pour établir la preuve de l'effraction et tout ou partie de son mécanisme. Et aussi tenter de cerner l'identité du contrevenant.

En ce qui concerne le contrôle d'accès, il faut finalement classer les utilisateurs en deux catégories : ceux qui programment au niveau superviseur et ceux qui ne programment que des applications sous superviseur. Pour ces derniers, l'accès à des données se fait donc via le superviseur et on peut renforcer sans difficulté les contrôles d'identité et de prérogatives d'accès (en utilisant les contrôles d'accès vus plus haut). Des langages de programmation existent déjà où les directives de création de fichiers s'accompagnent d'une liste des utilisateurs agréés, une possibilité de différencier les prérogatives de ceux-ci : consultation seulement ou consultation et mise à jour.

La difficulté vient alors de rendre ces autorisations (conçues de plus) dynamiques. Plus le système est conversationnel, plus il

Edité par OBBO  
une initiation  
au décalque

Ce document présente de façon claire et vivante les bases de la comptabilité OBBO :  
• les renseignements analytiques et de synthèse que l'on peut en tirer ;  
• les différents documents et journaux ainsi que leur utilisation ;  
• enfin, il donne un aperçu de l'emploi de la comptabilité OBBO comme instrument de gestion, pour toutes les entreprises industrielles et commerciales.

Comptabilité pour une meilleure gestion.

Sicob niveau 1 stand 1468

Veuillez me faire parvenir gratuitement "Analyse et Synthèse" OBBO - 9 rue de Maubeuge, 75009 Paris - tél. 280.68.78 et 878.25.50

Nom \_\_\_\_\_ Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_ M26.4

Avez-vous le droit  
de décider un investissement  
informatique conversationnel  
sans avoir vu Prime ?

**FRANCE FRAPPE COMME DIX**

et sa mémoire est prodigieuse.  
Venez la faire travailler  
au Sicob.

**SÉCRE** traitement de textes.  
Au Sicob : niveau 3, zone B, stand 3200.

**FRANCE FRAPPE COMME DIX**

Elle travaille seule  
quand on lui a tout dit.  
Venez la voir au Sicob.

**SÉCRE** traitement de textes.  
Au Sicob : niveau 3, zone B, stand 3200.

## AUJOURD'HUI LES PHOTOCOPIES CONTRASTÉES NE SONT PLUS UN PRIVILEGE

Le nouveau copieur automatique "Assistant" vous garantit  
la qualité de contraste réservée jusqu'ici à quelques photocopieurs  
beaucoup plus gros et plus chers.

Les copies nettes et contrastées ne sont plus le privilège de quelques copieurs. En effet, 3M a mis au point un petit copieur automatique équipé du procédé "Cool-Fax" : l'"Assistant".

Le 832 "Assistant" permet d'obtenir, à sec, des copies denses et parfaitement contrastées, identiques à l'original. Cette qualité du contraste, le 832 "Assistant" la doit au nouveau système à froid mis au point par 3M : le "Cool-Fax". Un procédé qui supprime le pré-chauffage et permet d'obtenir la première copie immédiatement.

En outre, l'"Assistant" offre tout ce que vous pouvez exiger aujourd'hui d'un copieur compact : le silence, 6 copies par minute, un entretien très simplifié et surtout des copies d'une grande finesse.

Monsieur, Madame \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

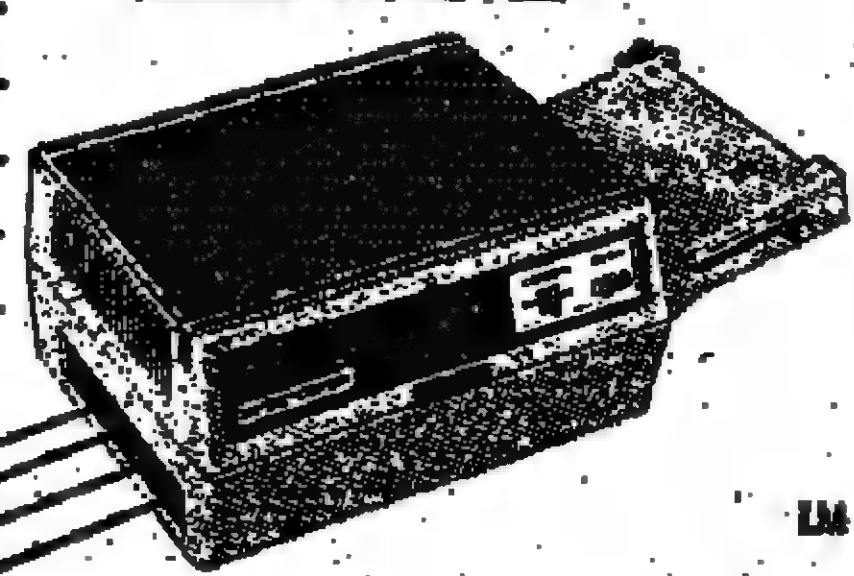
Code postal \_\_\_\_\_

désire recevoir de plus amples informations sur le copieur "Assistant" 3M.

3M FRANCE Bd de l'Oise 95000 CERGY. Tél. (1) 031 61 61. N° Stand SICOB 5304 et 5305.

Niveau 5, Zone C.

3M



PRIME

**FRANCE FRAPPE COMME DIX**

Une collaboration avec les services de votre entreprise pour l'élaboration de votre stratégie.

**Information en info**

**minis-micro**

**L'industrie informatique**

هكذا من الأصل



## POURRAIENT ÊTRE SURS

coût des contrôles ainsi rajoutés est lourd. Toutefois, le coût peut être notablement diminué, la vitesse accrue et la sûreté très augmentée par l'usage de la microprogrammation.

Il faut noter cependant que, pour les systèmes actuels, constructeurs et utilisateurs ont délibérément conçu des superviseurs permettant de biaiser les interfaces, soit pour permettre des dispositifs d'accès non standards, soit pour augmenter les performances. Quant aux utilisateurs dont les besoins sont tels qu'ils sont amenés à reprendre tout ou partie du superviseur, ils se trouvent alors, en quelque sorte, à la fois juge et partie. La solution, non encore parfaitement maîtrisée, pour obtenir des superviseurs sûrs, consiste en une hiérarchisation stricte du processus de supervision, constamment vérifiée par des circuits vérifiables par logiciel (commandant, donc, des circuits ou « hardware ») ou même manuellement. On peut aller jusqu'à plomber des sortes

de « mouchards ». Nous avions nous-mêmes proposé, il y a quatre ans, un « légalisateur », appelé ainsi par connotation avec « supervisor ».

Un défaut majeur de ces systèmes, où il n'y a plus de limite franche entre le superviseur (au moins remodelé, sinon complètement réécrit par l'utilisateur) et les programmes d'application, est de confondre en un seul informaticien — ou une équipe — des fonctions habituellement soigneusement tenues séparées. Par exemple, un même informaticien, appartenant, lui-même, à l'entreprise, élabore les programmes de calcul et de comptabilité. La tentation est alors grande pour lui, et il lui est facile de créditer son propre compte de débits divers : il suffit que les diverses balances comptables restent équilibrées et les débits difficiles à déceler. C'est un des risques de « technocratie » de l'informatique que cette confusion de plusieurs professions, destinées à s'équilibrer mutuellement en une seule. La

gestion intégrée pousse aussi à cela si on ne prend pas soin de bien structurer le système de façon à en compartimenter la programmation. Ce n'est plus un problème informatique, mais de management.

Quant à garder trace des accès et mises à jour, la difficulté vient de ce qu'il s'agit à nouveau de fichiers. De plus en plus lourds avec le temps. Il faut aussi les protéger.

Une autre protection consiste aussi à n'informatiser que ce qui a vraiment besoin d'être. Si le dossier doit suivre un enfant et n'être consultable que par ses professeurs, la solution idéale est tout simplement de le laisser manuel. De ce point de vue, la mise en place de « dossiers » annoncés récemment, peut paraître bien abusive.

Par contre, les données personnelles servent à élaborer des statistiques. Celles-ci sont des données globales à la nation, une région, un restaurant... et sont

bien sûr très souhaitables, et même indispensables pour une gestion fine et « collante » à la réalité à ce niveau. C'est là un point crucial.

Au point de vue de la protection de la vie privée (et de la société en général), les systèmes informatiques actuels ne sont pas sûrs, sauf exception restreinte. Mais il n'y a aucun obstacle technique pour les rendre sûrs, et cela à un coût tout à fait acceptable. Par contre, la sûreté se rajoute bien plus difficilement après coup, et la mise en œuvre de dispositifs propres à protéger la vie privée doit faire partie des

spécifications de conception initiales de tout nouveau système.

Tous les systèmes d'un ensemble interconnecté doivent avoir la même sûreté. La neutralité de la technologie permet certes d'avoir un débat plus serein, mais l'existence de règlements, de garanties et de juges ne doit pas désarmer la vigilance de chacun. Si une entreprise de vente par correspondance vous demande vos nom et adresse : c'est normal (et même nécessaire !). Si l'entreprise vous demande aussi votre âge : c'est peut-être bien normal car une entreprise a besoin de connaître son marché.

Encore une fois, seule l'informatique permet les données globales très fines et corrélées nécessaires à une gestion de qualité. Mais si l'entreprise vous demande aussi, madame, vos mensurations, grain de peau et numéro de téléphone, peut-être pourriez-vous laisser les cases en blanc. Une chose au moins est sûre : sans contraintes et forcé, les Français n'indiquent jamais leurs revenus ! Après tout, il n'y a pas que les fraudeurs qui ont quelque chose à cacher...

GUY BOULAYE.

## FRANCE FRAPPE COMME DIX

les textes répétitifs  
avec variantes.  
Cadence : 1 page/minute.

SECRE

traitement de textes.  
Au Sicob : niveau 3, zone B, stand 3200.

### Avez-vous le droit de décider un investissement en informatique conversationnelle sans avoir vu Prime ?

Si vous êtes sur le point de prendre une décision d'équipement informatique qui va se chiffrer en millions de francs, vous vous documentez à fond.

Donc, vous consultez les constructeurs les plus spécialisés dans la prestation qui vous intéresse. Une démarche de plus peut faire gagner à votre société des centaines de milliers de francs.

Il existe un constructeur dont la seule vocation est le conversationnel : c'est Prime. Au Sicob, vous voyez des sociétés qui font "aussi" du conversationnel. Maintenant il vous reste à rencontrer le spécialiste. Appelez 772.91.92. **PRIME** : 9-11, rue Benoît-Malon-92150 Suresnes.

**PRIME**  
LE CONSTRUCTEUR SPECIALISTE  
DE L'ORDINATEUR CONVERSATIONNEL



## FRANCE FRAPPE COMME DIX

Une collaboratrice exceptionnelle  
qui multiplie l'efficacité  
de votre secrétariat.

SECRE traitement de textes.  
Au Sicob : niveau 3, zone B, stand 3200.

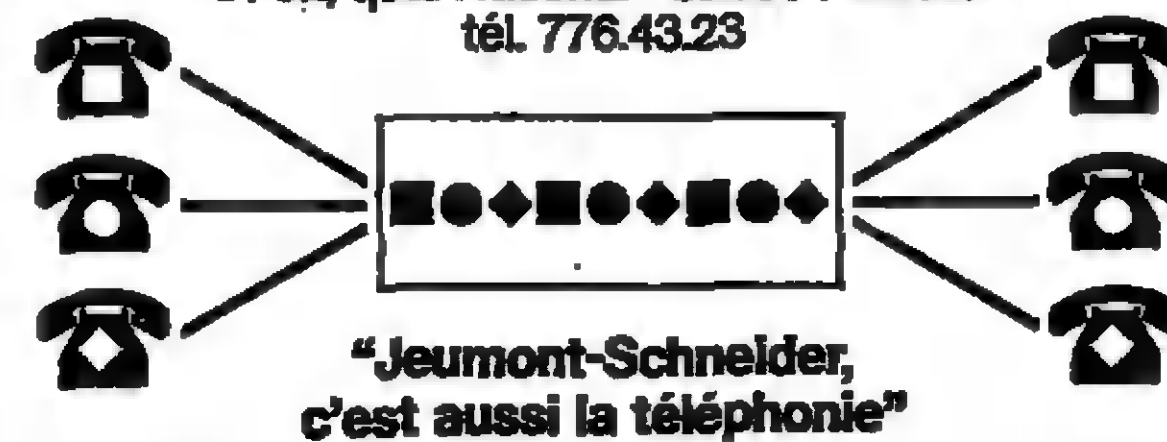
## Jeumont-Schneider est actuellement le 1<sup>er</sup> fabricant Français en téléphonie électronique privée

### POURQUOI ?

- Jeumont-Schneider a été le premier et demeure l'incontestable leader de la commutation temporelle dans le secteur privé,
- Jeumont-Schneider offre une gamme complète d'autocommutateurs dans les familles JISTEL et TLC 10,
- Jeumont-Schneider a réalisé tous ces types d'autocommutateurs dans un minimum d'encombrement,
- Jeumont-Schneider, ayant opté pour l'électronique, confère à ses produits la plus grande fiabilité,
- Jeumont-Schneider assure une technicité éprouvée et une expérience sans cesse confirmée,
- Jeumont-Schneider a conçu des appareils d'une grande souplesse d'exploitation, avec de larges possibilités d'extensions,
- Jeumont-Schneider poursuit le développement des fonctions para-téléphoniques,
- Jeumont-Schneider allie la qualité supérieure de ses produits à des prix compétitifs.

#### JEUMONT-SCHNEIDER

31-32, quai National - 92806 Puteaux  
tél. 776.43.23



"Jeumont-Schneider,  
c'est aussi la téléphonie"

Les autocommutateurs JISTEL et TLC 10 seront en démonstration sur le stand Jeumont-Schneider n° 3510 niveau 3 E du SICOB, du 21 au 30 septembre 1977.

## L'information en informatique...

**DI hebdo**

TOUTE L'ACTUALITE  
PROFESSIONNELLE  
ET COMMERCIALE

**DI mensuel**

LE MAGAZINE  
DES TECHNIQUES  
ET DES METHODES

**DI Digest**

L'ANNUAIRE  
GENERAL DES  
FOURNISSEURS

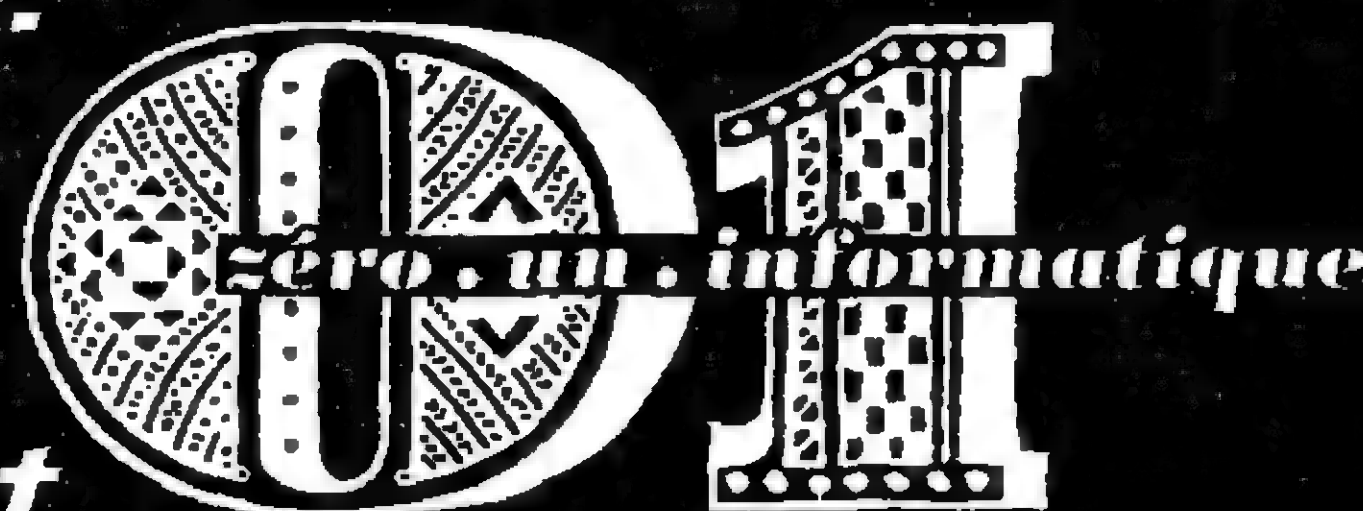
**minis et micros**

LA LETTRE DE  
L'Industrie Informatique

Deux fois par mois  
LE BREVETIER DE LA  
"NOUVELLE" INFORMATIQUE

L'INFORMATION  
QUOTIDIENNE  
DES DIRIGEANTS

...c'est



éditions tests : 41, rue de la Grange-aux-Belles - 75010 PARIS - Tél. 202 29 10 - Telex EDITEST 230 589

مركز امتحان الأمل



## L'INTERPHONE, CE MÉCONNU

DANS l'esprit de beaucoup de personnes, l'interphone est un système de communication restreint destiné à donner des ordres limités entre un chef et un secrétaire, un gestionnaire de stock et un magasinier. Une grande partie des installations existantes sont faites avec ce genre de matériels comportant deux ou trois postes, rarement plus.

Tous ces matériels fonctionnent en « simplex », c'est-à-dire que le poste appelant manœuvre une touche écoute-parole pour permettre au sens de la conversation de s'inverser. Il est fréquent que ces postes forment un réseau en étoile, seul le poste central disposant de la touche écoute-parole, et prenant donc l'initiative des conversations. Un tel réseau revient à environ 350 francs la branche ; si l'on veut que chaque poste puisse appeler les autres, il faut compter 500 francs le poste. Il n'y a pas de sélection de l'auditeur, chacun s'adresse à tous.

Il existe cependant une catégorie de matériels permettant de repenser entièrement les communications internes dans l'entreprise. Il s'agit des interphones « duplex », permettant la sélection de l'auditeur, et les conversations les mains libres tant pour la personne appelante que pour la personne appelée. C'est une discrimination sur le niveau sonore aux deux postes mis en relation qui oriente la transmission de celui qui parle vers celui qui écoute (1).

Ces interphones constituent en quelque sorte, « le haut de la gamme ». Les systèmes proposés sur le marché comportent soit un central — comme dans le téléphone — soit une électronique décentralisée dans des postes reliés entre eux par des câbles multiconducteurs. Une marque propose même un central entièrement électronique, dont le fonctionnement est basé sur un échantillonnage dans le temps des voies de conversation, tout comme dans

les téléphones électroniques basés sur la commutation temporelle. Les prix sont évidemment plus élevés que ceux des matériels « simplex ». Certains constructeurs proposent des postes chers (1000 francs), mais un central bon marché. Chez d'autres, le poste marginal coûte environ 600 francs, mais le central est cher. Ces deux formules s'équilibrent aux alentours de la vingtaine de postes.

Les interphones « duplex » permettent de constituer un véritable réseau de communications internes avec un certain nombre d'options intéressantes : appel général, appel de groupe (appel de toutes les personnes d'un service, ou appel de tous les responsables de sécurité, par exemple), recherche de personnes, distribution sonore de signaux horaires, d'informations ou de musique à la demande, établissement de conférences, etc.

Un tel réseau paraît entrer en concurrence avec le téléphone intérieur. Il y a cependant des différences marquées :

— Les conversations « mains libres » à chaque extrémité permettent à chaque correspondant de consulter des dossiers ou de continuer un travail en cours pendant toute la durée de la liaison.

— Les conversations à l'interphone sont en général plus brèves qu'au téléphone, d'où un gain de temps général.

— La sélection électronique de l'auditeur permet un établissement très rapide de la liaison.

— L'attente sur occupation est un dispositif classique en interphonie, alors qu'elle n'existe qu'à ses débuts sur le téléphone électronique.

Enfin, le téléphone est illégitime pour pouvoir recevoir des communications vers l'extérieur de l'établissement, ce qui évite

bien des attentes et des énerveries.

Le réseau général d'interphone est particulièrement bien adapté à certains grands organismes comme les aéroports ou les hôpitaux, où une part importante du personnel ne reste pas assise à un bureau, mais se déplace à l'intérieur d'une zone restreinte. Il existe en France des réseaux de plusieurs centaines, voire d'un millier de postes.

Le marché français de l'interphone « duplex » est encore restreint. On l'évalue à 15 000 postes par an. Son développement, bien plus important dans les pays nordiques — la plupart des constructeurs sont scandinaves — montre pourtant que le téléphone et l'interphone ne sont pas des frères ennemis, mais trouvent simultanément leur place dans une conception globale de la communication dans l'entreprise.

## Maitriser l'« infotecture »

par PHILIPPE DREYFUS (\*)

« Le cortège s'était formé à Montparnasse. Il descendait dans le calme vers la Mission à l'Informatique. Un arrêt était prévu, rue du Cherche-Midi, devant la Direction des industries électroniques et de l'informatique. Les orateurs défilés portaient de nombreux slogans : « Halte à la pollution informatique » ; « Une information pure et limpide » ; « Pour une informatique de l'usage » ; « Grands ensembles, non ! Mini-ordinateurs, oui ! » ; « Non aux banques de données » ; « Pour une informatique verte »... »

Non, ces lignes ne sont pas extraites d'un article du *Monde* rendant compte d'une manifestation revendicative des usagers de l'informatique. Et pourtant, après l'accueil enthousiaste qui a salué l'arrivée de l'ordinateur, est venue l'indifférence, puis la critique de la machine elle-même que l'on rendait responsable des plus grands errements et d'entraves à la liberté des hommes.

Pourquoi, dans une époque qui pratique la remise en question de toutes les nouvelles techniques, la seule industrie informatique a-t-elle pu échapper à ce mouvement « écologique » ?

## S'attaquer aux nuisances économiques

La réponse pourra paraître présumable : certains, mais la raison en est, semble-t-il, que, dès l'origine du calcul électronique, les conséquences d'une dissémination d'informations d'ordre scientifique, technique ou administratif « polluées » — c'est-à-dire inexactement élaborées ou calculées — ont été considérées par les professionnels du traitement de l'information eux-mêmes comme des nuisances. Pour ces derniers, le souci de la rigueur, de la conformité et de l'exactitude des procédures employées et des résultats obtenus n'a cessé d'être la dominante de leurs préoccupations.

Informatique pourrait être synonyme de contrôles répétés, de recherche de cohérence, de mise en ordre logique jusqu'à l'exacerbation. Que l'on n'oppose pas les « nombreuses erreurs » recensées — *errata humanum est* — mais que l'on sache, sans conteste possible, que l'informatique a réduit d'un million fois le nombre de celles-ci, même si les rares inexactitudes qui subsistent font maintenant — du fait de leur rareté même — l'objet d'une large publicité, toujours friande d'exceptionnel.

Que les informaticiens aient attribué à la crédibilité de leur prestation la plus haute des priorités les honore et ne fait que les rapprocher d'autres spécialistes, chimistes ou transporteurs aériens, électriciens et gaziers, qui tout comme eux ont eu à surmonter avant tout un *a priori* justifié de défiance de la part de leurs usagers potentiels. Cependant, en même temps qu'ils assuraient la

fiabilité de l'instrument informatique et de son emploi, les informaticiens, constructeurs ou programmeurs, s'attaquaient résolument aux nuisances économiques :

— Abaisser les coûts pour ouvrir le champ d'application de leur technique à de nouveaux domaines moins rentables, à de nouveaux partenaires sociaux, moins riches et moins puissants, mais tout aussi « honorables » ; les petites et les moyennes entreprises, les collectivités locales, et bientôt le petit commerce et même le foyer ;

— Réduire les durées de réalisation des projets et assurer leur adéquation aux besoins réels des usagers ;

— Populariser les modalités d'emploi en les simplifiant et surtout en en assurant une vaste diffusion par l'enseignement, la formation et le recyclage sans chercher à s'en réserver seuls les arcanes ;

— Permettre enfin, par une diffusion de plus en plus large de ceux-ci, le rapprochement physique des moyens indispensables vers l'usage final pour laisser à celui-ci la liberté et la responsabilité directe de ses actions.

Que l'on ne croie pas résolu déjà de façon satisfaisante tous ces problèmes. Mais il est remarquable de constater que la profession informatique, formée de groupes aux intérêts économiques apparemment divergents, constructeurs de matériel, sociétés de conseil et de service et utilisateurs exploitants, retrouve un consensus pour aborder en commun tous les aspects évoqués précédemment qui doivent faire de l'informatique une technique parmi d'autres pour contribuer à cette recherche du « mieux-vivre » qui est l'aspiration la plus profonde des sociétés modernes.

## Dépasser l'informatique

J'en veux pour preuve le thème de la Convention informatique, qui accueille deux mille participants venus de tous les coins du monde (quarante-huit pays) pour examiner comment « Maitriser son informatique ».

A cette ouverture à un plus vaste public, la Convention informatique ajoute aussi l'élargissement de ses thèmes de réflexion : dépassant les seuls problèmes liés aux techniques de l'informatique, qui continuent à en constituer un des volets nécessaires, elle aborde aujourd'hui l'ensemble des aspects sociaux, politiques et humains qui se manifestent dans cette activité considérable que représentent l'élaboration, le traitement et l'échange d'informations, et que j'ai proposé récemment de dénommer « infotecture ».

(\*) Président du comité de programme de la Convention informatique.

## SYSMO SICOB 77 SYSMO SICOB 77

**SYSMO**  
AVEC SES MICRO-ORDINATEURS EN APL  
avec ses micro-systèmes et sa sysmothèque

offre aux entreprises bâtiment  
travaux publics et bureaux d'études



SANS REQUÉRIR D'INFORMATIENS  
NI DE CONNAISSANCES INFORMATIQUES.  
DES TRAITEMENTS AINSI VARIÉS QUE :

La Gestion de l'entreprise ;  
Comptabilité, Paie analytique par chantier,  
Gestion du parc matériel, Planification et suivi de chantier,  
Devis automatique, Situation de fin de mois.  
L'exécution de calcul :  
Calcul de structures planes, Calcul de poutres béton armé,  
Bilan thermique du bâtiment, (OTU), etc.  
L'automatisation du dessin (technique et  
architecture) sur une table à dessiner.

SICOB - STAND 4100 - NIVEAU 4 - ZONE A

VOUS OBTIENDREZ TOUTS RENSEIGNEMENTS EN RETOURNANT CE BULLETIN

Entreprise \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
Nom \_\_\_\_\_ Activité \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

SICOB  
4, boulevard Jourdan  
75014 Paris  
Tél. 588.94.26

Parce que la compétition est forte  
notre copieur Océ 1700 se devait d'être le meilleur.  
Tant mieux pour vous.



Le copieur Océ 1700 peut vous aider à être gagnant dans bien des domaines. Vous attendez d'un copieur des copies impeccables ? Elles le sont.

Vous attendez d'un copieur comme l'Océ 1700 environ 40 copies à la minute ? Vous les aurez.

Vous attendez d'un copieur comme l'Océ 1700 qu'il soit fiable et qu'il n'ait besoin que d'un minimum d'entretien ? C'est fait.

Et pour votre budget, la tarification de l'Océ 1700 est si simple qu'elle vous permet de connaître à l'avance le prix de revient exact de vos copies. N'est-ce pas un langage sérieux ?

Le copieur Océ 1700 a été conçu par Océ. Un des grands noms de la reprographie dans le monde.

**Copieurs Océ.**  
Un choix réfléchi.

Nos copieurs seront en démonstration au Sicob, niveau 5, zone E, stand 5500

Nom \_\_\_\_\_  
Raison sociale de l'entreprise \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_

Océ

Océ-Photosia S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.

Agences : 780.61.75 - Bordeaux : 29.23.29 - Grenoble : 87.78.04 - Lille : 95.11.24 - Lyon : 20.80.34 - Marseille : 48.88.18 - Nancy : 51.42.51 - Montrouge : 657.12.24 - Nantes : 46.54.84 - Paris : 942.90.65 - Rouen : 66.22.64 - Strasbourg : 32.64.18 - Toulouse : 40.07.38

## La convention informatique

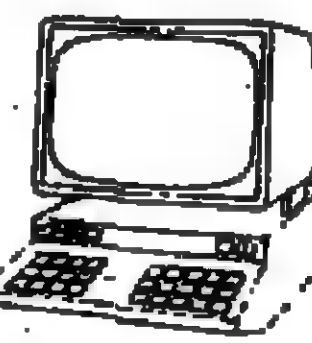
PLACÉE sous l'égide du SICOB, la convention informatique est, chaque année, un des plus grands congrès européens d'informatique. Sur le thème « Maitriser son informatique », elle devrait réunir, cette année encore, au palais des Congrès de la porte Maillot, plus de deux mille participants venus de quarante pays.

La séance d'ouverture, lundi 19 septembre, sur le thème « Informatique et régionalisation », est présidée par M. René Monory, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat.

Les participants à la convention, qui se prolonge jusqu'au 23 septembre, pourront prendre part à plus de cent trente conférences et à une douzaine de tables rondes ou débats abordant des sujets très variés, mais, pour la plupart, directement tournés vers les utilisateurs ; ceux-ci représenteront, en effet, habituellement plus des trois quarts des personnes présentes. Trois axes seront plus particulièrement développés : la gestion de l'information, les aides logicielles, la distribution de l'information pour une meilleure accessibilité.

telesystemes

SOCIÉTÉ DE SERVICES en INFORMATIQUE



TÉLÉINFORMATIQUE ET TRANSMISSIONS DE DONNÉES

CYCLES DE FORMATION

enseignements et inscriptions à :

telesystemes

115-117, rue du Bac 75007 Paris - Tél : 544.38.98 - Téléc : 200515

سكوب من الأصل



# RADIO-TÉLÉVISION

# ARTS ET SPECTACLES

## Révolutions désenchantées

En marge des débats politiques, où s'affrontent bruyamment deux camps, les « réalistes » et les « idéalistes », deux émissions de radio, « Questionnaire » de Jean-Louis Servan-Schreiber sur TF 1, et « L'homme en question » sur FR 3, réussissent depuis quelques années à faire entendre la voix d'intellectuels — écrivains, sociologues, journalistes, économistes — qui réfléchissent sur les divers aspects du monde contemporain et qui, comme l'écrit Jean-Louis Servan-Schreiber dans l'introduction d'un recueil de douze de ces entretiens (1), « abordent chacun sous un angle différent la crise multiforme que nous vivons depuis le début des années 70 ».

Dimanche soir, André Glucksmann, philosophe, auteur de « Questionnaire », de Jean-Louis Servan-Schreiber, tandis que Jean Daniel, directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, était mis « en question » par Jean Elie, philosophe, journaliste et philosophe de Saint-Robert.

D'une chaise à l'autre, la discussion n'a pas tardé à tourner autour d'un seul et même thème : le Goulag. Au centre de la pensée d'André Glucksmann, cette question « obédite », de son propre aveu, Jean Daniel. L'un et l'autre ont ainsi mis l'accent sur le leçon majeure de Soljenitsyne : une leçon de résistance. « Ce que j'ai trouvé dans Soljenitsyne », a dit Jean Daniel, « ce n'est pas seulement l'horreur des camps, c'est surtout la façon dont on peut résister à l'humiliation, à la terreur ». Et André Glucksmann : « Soljenitsyne ne nous a pas appris l'existence du Goulag, mais comment on lui résiste ».

Corollaire : le capitalisme n'est pas la seule source de tous nos

Dante, d'aliénation, de corruption, de guerre, sacrées par le régime capitaliste qui n'ait de correspondance avec une autre aliénation, une autre corruption, une autre guerre dans les pays qui ont encore, abusivement et scandaleusement, s'appellent socialistes. André Glucksmann renvoie, parallèlement des à dos l'Est et l'Ouest.

Ces traits communs n'empêchent pas les divergences. Dans le style d'abord. Avec méthode, et détermination, il analyse, démontre, tranche. Jean Daniel s'adresse plus au cœur qu'à la raison. On le sent parfois hésitant, attentif à la moindre nuance. Il ne se défend pas d'être un peu sentimental. Il a ce mot qui le définit bien : « Nous allons plus certains de nos nostalgiques que de nos espérances ».

THOMAS FERENCZI.

André Glucksmann prône la résistance, la contestation, la dissidence. Il ne cache pas sa méfiance à l'égard de Georges Marchais comme de François Mitterrand et pense que la gauche n'a pas réfléchi sur l'U.R.S.S. Jean Daniel se réclame d'une « vigilance inquiète » à l'extérieur de l'union de la gauche. Il ne croit pas que le Goulag soit déjà dans Marx, mais sait que les révolutions sont toujours trahies.

La télévision, ce dimanche soir, n'aura certes pas contribué à servir l'union de la gauche. On peut se le reprocher. On peut aussi se dire que les signaux du programme commun ont leur part de responsabilité dans le désenchantement des intellectuels dits de gauche.

THOMAS FERENCZI.

(1) Questionnaire pour demain. Ed. Grasset, 307 pages, 45 F.

## Piste suspecte

La seconde chaîne s'est donc engagée dimanche — et, à sa suite, le public familial des après-midi de Jacques Martin — Sur la piste des Cheyennes. Il y a toujours eu pas mal d'unités, de têtes folles, de piteuses et de bosses dans les séries étrangères choisies par Antenne 2 en prélude à l'harmonie latine de « l'Ecole des lances ». Franche camaraderie, titres brûlés ou anciens combattants. Il paraît que ça plaît aux enfants. Ce qui leur plaît — ils n'ont pas manqué le premier épisode — ce sont les douze séquences à venir de la piste des Cheyennes. Les frères Boudine (l'événement est « historique ») sauront-ils leur tour, prisonniers de la tribu indienne ? Réponses dans douze dimanches. Mais déjà,

que de péripéties ! Un capitaine bien sympathique — il est tuberculeux, ça s'annonce — a été tué — a perdu sans cérémonie quelques suspects. Un adolescent timide s'est engagé comme à la parade dans les brigades mexicaines pilardes et lubriques ont été tués dans une embuscade irrégulière. Le drol — du plus fort — a prévalu. L'ordre a régné, dans l'illégalité. Et les autorités civiles et militaires — des troupes militaires — se sont trompées en dégradant le courageux militaire. Tout ça parce que quelques Mexicains coloniaux, expulsés du Texas, gardaient l'aspiré au gré de récupérer leurs terres !

ANNE REY.

LUNDI 19 SEPTEMBRE  
— M. Joseph Fontanet, ancien ministre, à 17 h. sur France-Inter.

TRIBUNES ET DÉBATS  
MARDI 20 SEPTEMBRE  
— M. Robert Fabre, président

du Mouvement des radicaux de gauche, à 8 h. 30 sur Europe 1.

## LUNDI 19 SEPTEMBRE

### CHAÎNE I : TF 1

20 h. Journal.

20 h. 30. FILM : LES MARAUDEURS ATTAQUENT, de S. Fuller (1961). avec J. Chandler, T. Hardin, P. Brown, A. Duggan (rediffusion).

En 1944, en Argentine, les soldats américains d'un corps d'élite s'installent dans la jungle pour une périlleuse mission et se battent dans des conditions difficiles. Un film de guerre violent mais inhabituel par sa peinture de la dégradation physique des combattants. Le style-choc de Fuller.

**LIVRET D'ÉPARGNE MANUELLE : 8,50% NET D'IMPOT\* DANS TOUTES LES BANQUES POPULAIRES.**

\* Voir les conditions de versement et de rachat sur le livret d'épargne.

22 h. 5. Emission de l'INA : Je t'aime, tu m'aimes, de F. Weyerhans.

Deux danseurs (Maurice Béjart, Rita Poulson) filmés au cours de répétitions : l'un de la danse moderne, l'autre de la danse classique, se livrent à une gymnastique par un « fou » du cinéma français.

23 h. 30. Journal.

## MARDI 20 SEPTEMBRE

### CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Chronique : Au-delà de l'horizon. Vasco de Gama ou Le trésor des Andes ; prod. A. Bombard, réal. J. Flouan ; 21 h. 30. Série documentaire : Monde sans frontières. (Des Allemands tranquilles), de Cl. Flouan et J. Manthoullis.

22 h. 25. Tennis : Coupe Davis.

22 h. 55. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Les dossiers de l'écran. FILM : QUE LA FÊTE COMMENCE, de B. Tavernier (1974). Ph. Noiret, J. Rochefort, J.-P. Marielle, Ch. Pascal, M. Vio.

Gouvernement de Philippe d'Orléans, régent du royaume de Louis XV, intrigues de son ministre, l'abbé Dubois, et mouvement de révolte l'émancipation par un noble breton.

Vers 22 h. Débat : La Régence.

Après M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, Yves-Marie Bérès, professeur d'histoire à l'université de Limoges, et Mme Claude Dulong, historienne. Un débat éminent de ce qui pourrait être la vie quotidienne sous la Régence, à partir d'écrits authentiques. Une magnifique leçon d'histoire.

23 h. 30. Journal.

### CHAÎNE II : A 2

20 h. Journal.

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Documentaire : Portrait de l'univers (film de M. Tosiello et J. Lallier) ; 23 h. 10. Zig-Zag : le peintre Robert Motherwell.

### CHAÎNE III : FR 3

20 h. Les Jeux.

20 h. 30. FILM (cinéma public) : DUEL DANS LA BOUE, de R. Fleischer (1958), avec D. Murray, R. Egan, L. Remick, P. Owens, S. Whitman (rediffusion).

Un gardien de troupeau résiste à devenir un grand éleveur de Montana. Il met ses four en jeu en situation sociale pour régler ses comptes avec son ennemi de toujours. Les mœurs sauvages du vieux Ouest dans un film vigoureux qui touchait, à l'époque, sur la mythologie habituelle du western.

22 h. Journal.

### FRANCE - CULTURE

20 h. Dramatiques : « Le Temps vivant », d'A. Adamov (rediffusion) ; 21 h. 5. Hommage à Jean Martinon : Schmitt, Martinon, Dutilleul ; 22 h. 30. Entretiens avec François Mauriac (rediffusion) ; 23 h. De la nuit.

### FRANCE - MUSIQUE

Étant donnée la crise intervenue à France-Musique après le départ de M. Louis Dauterive, les programmes de la chaîne risquent d'être perturbés.

20 h. 30. Présentation du concert : 21 h. En direct de Berlin : Semaines musicales 1977 (Perceyhouse, Bauer, Rüch, Brahms-Schubert), par l'Orchestre symphonique de Berlin, direction H. Waksanyi ; 23 h. 30. Chansons juives ; 0 h. 5. Feuilleton musical : « Les Poulx de paroles » ; 0 h. 25. Lecture à trois voix du livre d'Isaïe, par la Chapelle Antiqua de Munich.

### CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM : LA MONTAGNE DES NEUF SPENCER, de D. Daves (1963), avec H. Fonda, M. O'Hara, J. McArthur, D. Crisp, W. Cox, M. Farmer.

Un descendant de pionniers, vivant dans une vallée du Wyoming avec sa femme et ses neuf fils, accepte difficilement que l'indépendance de la région soit compromise par l'arrivée d'un fermier qui finit par se convertir. Un film glorieux et émouvant d'une profonde vérité humaine.

22 h. 10. Journal.

### FRANCE - CULTURE

20 h. Dialogues, par S. Fillaudin : « Littérature et subversion aux U.S.A. », avec L. Vena et P. Domergue ; 21 h. 15. Musique de notre temps, par G. Léon ; 22 h. 30. Entretiens avec... François Mauriac, par J. Amrouche (rediffusion) ; 23 h. De la nuit.

### FRANCE - MUSIQUE

20 h. 30. Présentation du concert : 21 h. En direct des Semaines musicales de Berlin 1977, le Quartetto Italiano : « Adagio et fugue en ut mineur, K 546 » (Mozart) ; « Grande fugue en si bémol majeur, opus 133 » (Bach) ; « Double canon pour quatuor à cordes et « Concertino » (Grieg) ; « Quatuor en la majeur, opus 41, no 3 » (Schumann) ; 23 h. 15. Une chanteuse israélienne : Sara Alexander ; 0 h. 5. « Les Poulx de paroles » ; 0 h. 10. Les gens du livre : I. h. 45. Extraits du « poème de David » (Schütz).

## Musique

### « SAUL » A SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS

Créé en 1738 au King's Theatre de Londres, Saul de Handel est un vaste oratorio en trois actes, à vrai dire un opéra sans le rythme dramatique imposé par la scène. Le sujet, tiré des Évangiles, comporte évidemment un double aspect symbolique et édifiant : pour honorer la victoire de David sur les Philistins, en même temps que son habileté à faire sonner la harpe, le roi Saul décide d'en faire son parrain ; mais la popularité du jeune homme l'exaspère bientôt, et, jaloux de l'amitié, il s'attache à l'écarter d'Israël et son aide l'espion Samuel qui lui prêche le salut par la mort prochaine. Lorsque revient David, le peuple d'Israël le fait monter sur le trône de Saul.

Les diverses péripéties, illustrées par des réécrits, des airs à l'opéra et des chœurs composés d'interprètes, ont été traitées en son langage de statique. Cela donne l'occasion non seulement d'admirer l'habileté des mélomanes britanniques du dix-huitième siècle, mais une fois de plus, de constater que l'ère trop fidèle à la lettre d'une partition baroque ou finit par en trahir l'esprit : sous la conduite d'un chef excellent dans la répartition classique ou romantique, Charles Mackerras, le nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France et le Bach Choir de Londres font preuve d'excellence sans convaincre jusqu'au bout. On a si souvent associé le style présumé de cette époque à l'impression d'authenticité rythmique due à une notation simplifiée qu'il en reste toujours quelque chose : une sorte de raideur originelle que le chef s'efforce d'effacer, sans trop oser pourtant afin de préserver cet idéal de rigueur magistrale.

La beauté de ce qu'on a pu entendre à Saint-Germain-des-Prés est celle d'une architecture sonorielle et d'un jeu fidèle, admirable par ses qualités de deux siècles et demi : à l'époque, on ne pratiquait pas cette forme de respect d'un peu triste.

Une distribution satisfaisante dans l'ensemble sans être exceptionnelle. Benjamin Luxon (Saul), Philip Langridge et Pierre Michel Legrand (Samuel), James Bowman (contre-ténor), Felicity Lott et Louise Lebrun (soprano), des chœurs homogènes et bien entraînés, mais peu d'instants de grâce où l'on oublie l'inconfort des sièges et les rigueurs de l'acoustique. Les quelques intrusions de la partition : des ensembles chorals en général ; le duo d'amour entre David et Michal ; le début du dernier acte, lorsque David contemple le soleil et qu'apparaît Samuel ; la marche funèbre richement harmonisée, mêlant les trombones aux cordes et les bassons aux flûtes, avec la ponctuation sombre des timbales ; c'est, cinquante ans plus tôt, certaine page de la Flûte enchantée : l'éclat enfin, où les vers du poème sont dictés à la musique.

GERARD CONDÉ.

■ RECTIFICATIF. — A la suite d'une confusion dans l'annonce des programmes du T.M.P. (« le Monde » de 16 septembre), il a été écrit que la troupe polonaise Crobot 2, et la Taganka de Moscou viennent à Villeurbanne à l'occasion du Festival d'automne.

DELTA PHI  
8, rue Ch.-rue - DIJON  
BIO ÉNERGIE

Conférence exceptionnelle  
**DU DOCTEUR ALEXANDER LOWEN**  
DIJON  
21 SEPTEMBRE - 20 h. 30  
Tél. : 20-20-12-95

**ATHENEE LOUIS JOUVET**

**FRANÇOIS PERIER**

**EQUUS**

à partir du 19 septembre tous les jours à 21 h sauf lundi

dimanche matinée 15 h 30

loc. 073.82.23 et agences

## Culture

### Dernier des grands seigneurs humanistes

### LE COMTE VITTORIO CINI MEURT À VENISE

Le comte Vittorio Cini, créateur de la fondation Cini est mort, à Venise, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, dans la soirée du 18 septembre. Il avait obtenu, en 1951, la location du couvent de Villa San-Giorgio-Maggiore, pour y installer une fondation en mémoire de son fils mort en action sur la plage de Carnes, deux ans auparavant. Très vite, l'une des plus importantes collections d'œuvres d'art italiennes, une bibliothèque de cent cinquante mille volumes, et une collection de sept mille dessins des écoles vénitienne et émilienne.

Plusieurs écoles d'État (métiers de la mer, arts et métiers) et des instituts pour l'étude de la civilisation vénitienne y tiennent des conférences et des réunions sur les thèmes de la science et de la culture. S'il avait réuni avec juste la tradition des grands seigneurs humanistes, le comte Vittorio Cini était appuyé sur la fortune que lui avait procuré le développement de Venise, dont il avait été l'un des animateurs depuis 1907, quoique n'étant pas Vénitien, mais Ferraro.

Nommé sénateur du royaume en 1934, il fut ministre des communications dans le dernier gouvernement Mussolini, avant l'armistice. Il se démissionna en juin 1943, après avoir envoyé à ce dernier une lettre prémonitrice. Arrêté par les Allemands quelques mois plus tard, il fut déporté à Dachau.

Le comte Cini fut parmi les tout premiers industriels à faire de loyaux voyages en Chine avant 1949 et à entretenir en pleine guerre froide de bonnes relations avec l'Union soviétique. — J. N.

### LA SUCCESSION PICASSO DANS SA PHASE D'ACCOMPLISSEMENT

L'accord intervenu entre les héritiers Picasso en décembre dernier sur le partage de la succession (le Monde du 20 janvier), d'abord remis en question par Jacqueline Picasso, a été signé définitivement le 15 septembre par la veuve du peintre et les cinq autres héritiers, Maya, Claude et Paloma, enfants naturels de Picasso ; Marina et Bernard, ses petits-enfants.

« Désormais », a dit M. Zecri, l'un des avocats chargés de l'affaire, on ne parlera plus de succession Picasso. On y enlève... On va en effet passer au paiement des droits de succession qui s'élèvent à 20 % de l'évaluation totale de la fortune du peintre (environ 1,3 milliard de francs). Avant tout partage, l'état doit d'abord se faire payer. Il choisira les œuvres qui lui conviennent et qu'il accepte donc sur la base de l'héritage, œuvres destinées à être vendues à l'étranger. C'est ensuite que le délicat partage entre les six héritiers Picasso pourra être entrepris : il doit veiller à attribuer équitablement à chacun d'eux des œuvres de chaque période du peintre, qui n'ont pas toutes, on le sait, la même importance, tant sur le plan artistique que sur le plan de leur valeur marchande.

### LA M.J.C.-THÉÂTRE DES DEUX-PORTES

### REPREND SES ACTIVITÉS

Expulsée le 6 août dernier, la M.J.C.-Théâtre des Deux-Portes organisait samedi 17 septembre, devant ses anciens locaux du 40, rue Louis-Lumière, dans le vingtième arrondissement, une manifestation de protestation. Quelques dizaines d'adhérents et de sympathisants s'étaient rassemblés pour soutenir de leur présence la démarche toute symbolique tentée par M. Robert Lenoir, président de la Fédération française des maisons de jeunes et de la culture, venu demander aux nouveaux occupants des lieux — l'Association des jeunes des administrations parisiennes — la restitution des lieux.

En attendant la fin de l'entre-ven, on se pressait, sous le regard placide d'une trentaine de policiers, autour de la 2 CV du Théâtre de l'Unité, réquisitionnée pour la circonstance. Le Théâtre des Deux-Portes, aménagé en mini-théâtre à l'italienne, avec lustre et rideaux rouges, talc CV peut accueillir deux spectateurs, qui assistent à une « pièce » d'une dizaine de minutes, tandis qu'un dehors le pompier de service, la caisse et un garde républicain échangeant des commentaires.

Sortie de M. Robert Lenoir : « Vite sans résultat, dit-il, mais le combat continue. » Pour le moment, la M.J.C. n'est pas à la rue : elle s'est installée provisoirement dans un entrepôt que lui loue à bas prix un de ses adhérents, 8, rue Monte-Cristo, 33<sup>e</sup> (tél. 370-42-81 ou 370-38-24).

Quant à l'association qui lui a succédé rue Louis-Lumière, elle se propose, après avoir géré pendant six ans un foyer socio-éducatif dans le quatorzième arrondissement, d'ouvrir un « centre d'accueil et d'animation populaire ». Elle aura pour elle des locaux spacieux et des subventions convenables.

Mais la M.J.C. peut compter sur la solidarité de la plupart des associations de l'arrondissement et sur son propre dynamisme, qui lui a permis de recruter depuis 1963 une expérience d'action culturelle unique dans la capitale, expérience à laquelle, pour d'obscures raisons, le conseil de Paris tente aujourd'hui de mettre fin. — T.F.

### DES BANDES DU FILM « SWASTIKA » SONT RETROUVÉES AU PÈRE-LACHAISE

Des bandes du film anglais Swastika, montage de documents sur la vie privée d'Hitler, ont été retrouvées, le 18 septembre au matin, par des documents commémoratifs des victimes du nazisme, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris. Elles avaient été déposées par un groupe qui s'était dit « antinazisme » dans un « antiracisme conséquent », dans un communiqué téléphonique à l'A.F.P.

Le groupe avait dérobé la veille la copie du film au ciné Olympia (dans le quatorzième arrondissement), peu avant la séance de 22 heures, et avait expliqué dans un tract qu'il s'agissait de « lutter contre le capitalisme et contre le fascisme. Swastika n'est pas de l'histoire ancienne. C'est notre histoire qui se joue, et c'est parce que nous refusons de nous taire et de nous terrer que nous avons décidé d'intervenir sur ce film », déclarait notamment le groupe.

Dans le même arrondissement, une bombe avait été découverte le 6 septembre dans un cinéma où était projeté Swastika. L'action avait été revendiquée par « un groupe d'action contre le nazisme ».

**PALME D'OR FESTIVAL DE CANNES 77**  
**PADRE PADRONE**  
UN FILM DE PAOLO ET VITTORIO TAVIANI

A PARTIR DU MERCREDI 21 SEPTEMBRE

**KUNG-FU WU-SU**  
après « VALHALLA » le nouveau film de Jean-Luc Magnan

**LE PREMIER FILM SUR LES SECRETS DES ARTS MARTIAUX**

avec des photographies de l'entraînement des combattants

**Maitriser l'infotecture**

La convention...

20 h. 30. Journal.

20 h. 30. FILM : LES MARAUDEURS ATTAQUENT, de S. Fuller (1961). avec J. Chandler, T. Hardin, P. Brown, A. Duggan (rediffusion).

En 1944, en Argentine, les soldats américains d'un corps d'élite s'installent dans la jungle pour une périlleuse mission et se battent dans des conditions difficiles. Un film de guerre violent mais inhabituel par sa peinture de la dégradation physique des combattants. Le style-choc de Fuller.

**LIVRET D'ÉPARGNE MANUELLE : 8,50% NET D'IMPOT\* DANS TOUTES LES BANQUES POPULAIRES.**

\* Voir les conditions de versement et de rachat sur le livret d'épargne.

22 h. 5. Emission de l'INA : Je t'aime, tu m'aimes, de F. Weyerhans.

Deux danseurs (Maurice Béjart, Rita Poulson) filmés au cours de répétitions : l'un de la danse moderne, l'autre de la danse classique, se livrent à une gymnastique par un « fou » du cinéma français.

23 h. 30. Journal.

20 h. 30. Chronique : Au-delà de l'horizon. Vasco de Gama ou Le trésor des Andes ; prod. A. Bombard, réal. J. Flouan ; 21 h. 30. Série documentaire : Monde sans frontières. (Des Allemands tranquilles), de Cl. Flouan et J. Manthoullis.

22 h. 25. Tennis : Coupe Davis.

22 h. 55. Journal.

20 h. 30. Les dossiers de l'écran. FILM : QUE LA FÊTE COMMENCE, de B. Tavernier (1974). Ph. Noiret, J. Rochefort, J.-P. Marielle, Ch. Pascal, M. Vio.

Gouvernement de Philippe d'Orléans, régent du royaume de Louis XV, intrigues de son ministre, l'abbé Dubois, et mouvement de révolte l'émancipation par un noble breton.

Vers 22 h. Débat : La Régence.

Après M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, Yves-Marie Bérès, professeur d'histoire à l'université de Limoges, et Mme Claude Dulong, historienne. Un débat éminent de ce qui pourrait être la vie quotidienne sous la Régence, à partir d'écrits authentiques. Une magnifique leçon d'histoire.

23 h. 30. Journal.

مكتبة الأمل



# ARTS ET SPECTACLES

## Expositions

### Le retour aux particularismes

(Suite de la première page.)

Le système du marché international de l'art incite les producteurs d'art à suivre les courants et, finalement, à créer des modes dominants qui excluent ou minimisent tout ce qui reste en marge.

Depuis sa création en 1959, tous les deux ans, la Biennale de Paris a témoigné de ce phénomène qui s'est développé au milieu d'une grande activité artistique stimulée par un nombre d'expositions sans précédent dans le passé et par la multiplication des galeries et des musées. Or en dix ans, depuis 1968 environ, l'art contemporain a subi une mutation dont on mesure tous les jours un peu plus les conséquences avec la radicalisation de l'anti-art, qui a récusé le système du musée, de l'œuvre et de ses valeurs plastiques, de ses matériaux traditionnels, de ses formes, et avec la rupture de toutes les digues qui distinguaient les différents arts entre eux. Les mots « tableau » et « sculpture » ne recouvrent plus aujourd'hui les mêmes choses. L'art n'a pas cessé de s'écarter du traditionnel domaine de l'expression plastique pour transformer en valeurs artistiques de nouveaux territoires des sciences humaines.

Après la grande agitation, il semble curieusement qu'on soit parvenu à un état où toutes les formes de l'art contemporain se ressemblent d'un pays à l'autre. L'avant-garde est devenue un « style international » sécrétant partout un même ennui de déjà vu. Ainsi retrouve-t-on à la Biennale de Paris bien des artistes montrés récemment à la Documenta de Kassel, et en tout cas le même type d'art qui a pourtant adopté le principe de l'invention et de l'innovation.

Il y a encore peu, l'avant-garde pouvait jouer son rôle de facteur dérangeant et récusateur. Elle a perdu cette vertu liée à sa nature. L'éclatement de toute contrainte et la règle du « tout est permis » font que les remises en question perdent de leur force et de leur signification. L'avant-garde artistique a dépassé sa stimulante phase oppositionnelle qui lui permettait de jouer contre les systé-

mes. Elle a atteint le versant « positif » qui conduit fatalement au nouvel académisme qui marque l'art des années 70.

A chaque manifestation, l'interrogation sur les nouveaux horizons du jeune art finit par mettre en cause l'institution même d'une exposition comme la Biennale. C'est un sentiment dont on est familier à Kassel, où la dernière Documenta avait été retardée d'un an faute d'une vision claire de ce qu'il fallait montrer. A Venise, la Biennale avait connu une crise encore plus profonde, en raison de la situation italienne bien sûr; il n'en est pas moins vrai que ses organisateurs avaient éludé le problème en se tournant vers des rétrospectives historiques : l'art sous Franco en Espagne, l'architecture fasciste mussolinienne, le design depuis le Bauhaus.

L'uniformisation de l'avant-garde artistique contemporaine suit celle du système industriel. La crise de l'un répond à celle de l'autre. Le temps n'est plus où de grandes prophéties utopiques à la Le Corbusier annonçaient dans leur art ou leur architecture un monde meilleur.

#### Des systèmes hors système

L'artiste aussi s'interroge sur la nature de ce qu'il fait, se demande d'où il vient, où il va. Ayant supprimé toute contrainte, il en est réduit à inventer les siennes propres, systèmes souvent clos, hermétiques, initiatiques, qui accusent la rupture avec un public large. Car après son âge d'or, durant les années 50 et 60, l'avant-garde artistique est en ce moment l'objet d'une désaffection tant du public que des professionnels — marchands et autres. Elle a perdu de son allant et de son pouvoir d'entraînement.

L'exposition illustrerait plutôt le « dégoût » de l'artiste et le repli sur soi, dans une auto-analyse égocentrique qui est peut-être une autre manière de s'engager. Fait caractéristique, on voit à la Biennale de Paris s'amorcer une réaction au grand nivellement de l'art contemporain qui a conduit à supprimer les représentations par nationalités. Réaction saine, consciente ou inconsciente, l'artiste

s'éloigne des mouvements qui ont dominé la scène ces dernières années pour tenter de créer quelque chose de particulier, un système à lui. On verra ici des choses insolites. Un triad de 5 mètres de haut par une jeune Suissesse, Raymond Arcier; un autre Suisse fait de l'aquarelle, ce qu'on n'avait pour ainsi dire jamais vu dans une manifestation d'avant-garde; le groupe Untel (France) qui s'est livré à une enquête archéologique sur la vie quotidienne à Paris; le Suedois Anders Aberg, qui a reconstruit un étonnant site des « favelas » brésiliennes pour en dénoncer la misère.

Derrière cette atomisation des styles et des approches, on devine un nouveau combat — d'avant ou d'arrière-garde — que livrent les jeunes pour tenter de créer des systèmes hors systèmes et lutter contre le grand arasement internationaliste. Et en même temps, plus largement, hors de ces « espaces mentaux », on voit se développer un art des espaces géographiques et culturels. Une nouvelle manière d'arts locaux ou folkloriques. Il faut placer en tête ce groupe d'artistes du Texas, avec sa roulotte chromée, qui se manifeste d'autre part au Centre culturel américain de la rue du Dragon; travaux ouvrages sur cuir, musique « Western Country », mélange indien. Une culture particulière et un des derniers existences avant que toute culture de ce globe ne s'uniformise en « culture de la Terre ».

Mais les genres sont nombreux et atteignent à la confusion des périodes de déclin avant que les artistes d'avant-garde, qui mettent en question le monde de l'art et le monde tout court, ne se mettent à leur tour salutairement en question. Et il fallait s'y attendre: l'uniformisation devait apporter son contraire. Précisément, après les « particularismes » et les « régionalismes », le retour aux nationalismes. Depuis sa refonte, c'est la première fois que la Biennale de Paris innove en créant une salle consacrée à l'art en Amérique latine, dont l'organisation a été confiée à Angel Kalenberg, directeur du musée de Montevideo.

Parmi les vingt et un pays d'Amérique latine, il n'a pu trouver d'art d'avant-garde, dit-il, que dans six pays — en tenant compte des contraintes de la censure: Brésil, Mexique, Venezuela, Bolivie, Argentine, Colombie. Rien de neuf là non plus, mais les Latino-Américains sont les seuls à produire un art en relation avec un milieu particulier. Au Mexique surtout, pays qui depuis Zapata vit avec le mythe de la révolution, où des groupes d'artistes peignent des images et assemblent anonymement des objets dans la filiation du muralisme de Siqueiros et d'Ortizco.

Dans la peinture de tableaux, Sberini et Gluffe (Argentine), Pacheco (Venezuela) et Munoz (Colombie) se rattachent d'une manière ou d'une autre à la descendance du pop art, mais avec une teinte baroque et surréaliste qu'affirment davantage Jorge Alvarez et Ferrn Eguia (Argentine) et Biscardi (Venezuela).

Faut-il s'étonner enfin que les artistes présentant des œuvres en vidéo soient surtout des Américains et des Anglais? Depuis quelques années, ils font leur apparition dans les grandes manifestations internationales à Paris comme à Kassel. La vidéo, c'est le nouveau territoire pénétré par l'avant-garde d'une génération formée au contact de la télévision. L'art électronique en est encore aux jeux visuels primaires, au film de paysage ou d'histoire racontée. Pour l'instant, c'est encore un art contemplatif et lent. Mais il change toutes les règles du jeu. Sa vision requiert une longue pose et la passivité du spectateur. Peu adapté aux lieux d'exposition traditionnels, c'est l'espace du musée lui-même qu'il faudrait modifier s'il devait se développer.

JACQUES MICHEL.

\* La Biennale de Paris au Palais de Tokyo et au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11 et 13, avenue du Président-Wilson.

#### SIX CONCERTS

Dans le cadre de la dixième Biennale des jeunes artistes, l'Atelier de création radiophonique organise au Musée d'art moderne de la Ville de Paris six concerts qui auront lieu chaque mercredi, à 18 h. 30, jusqu'à la fin du mois d'octobre.

Cette série de manifestations débutera le 21 septembre avec les seize saxophonistes de l'ensemble français Urban Sax: une musique répétitive se voulant à l'écart des conceptions américaines. La semaine suivante, le compositeur argentin Horacio Vaggione interprétera ses nouvelles pièces pour synthétiseur et claviers électroniques. En octobre, deux concerts seront consacrés à de nouvelles formes de lutherie. Le 5, les instruments fabriqués par les frères Levoniant et le 12, la lyre électronique de Pierre Jean Croset. Le jazz d'avant-garde enfin sera représenté le 19 par le trio italien de Tony Russo et le 26 par le percussionniste anglais Paul Lytton.

Ces concerts seront diffusés ultérieurement sur France-Culture.

\* Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Entrée libre (avec le ticket de la Biennale).



à partir du 22 septembre 20 h 30  
**jean harlow**  
contre **billy the kid**

comédie de  
Michael Mac Clure Roland Dubillard  
avec Chantal Darget et Dominique Maurin

**RECAMIER BOURSEILLER**  
3, rue Recamier - location 548.63.81 - M<sup>o</sup> Sévres-Babylone

ÉLYSÉES LINCOLN - QUINTETTE - SAINT-LAZARE PASQUIER - LA CLEF - OLYMPIC - ENTREPOT



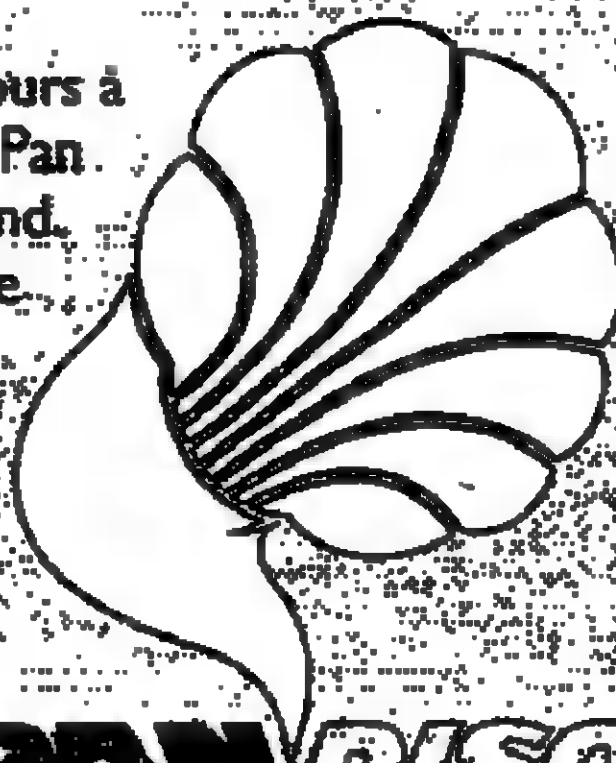
le nouveau film de  
**LA MACHINE**  
PAUL VECCHIALI



Un rapt  
d'enfant !  
La peine  
de mort ?

## L'événement musical de la rentrée: Pouverture de Pan-disques boulevard St Germain.

Pan s'agrandit. Toujours à St-Germain-des-Près, le nouveau Pan sera près de trois fois plus grand. Pan rue Jacob se consacre désormais à la haute-fidélité, tandis que Pan-disques boulevard Saint-Germain sera



le spécialiste de tous les genres de musique: classique, chanson française, folklore, pop music, jazz. Ne ratez pas cet événement. Le cœur de l'actualité musicale se trouve maintenant 176 boulevard St-Germain.

**Pan haute-fidélité**  
11, rue Jacob  
75006 Paris

**PANDISQUES**  
Le carrefour de la musique

**Pan-disques**  
176, bd St-Germain  
75006 Paris

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles  
**- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -**  
704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34  
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés).

Lundi 19 septembre

## théâtres

#### Les salles subventionnées

**Les salles municipales**  
Comédie-Française, 20 h. 30 : Lorenzaccio.

#### Les autres salles

Arts-Hébertot, 20 h. 45 : Si t'es beau, t'es con.  
Athénée, 21 h. : Bague.  
Bouffes du Nord, 21 h. : le Select Motel.  
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeuf-Boeing.  
Daumesnil, 21 h. : Poupée.  
Fontaine, 21 h. : Irma la Douce.  
Gaiety, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve; la Lepou.  
Mademoiselle, 21 h. : Peau de vache.  
Montferrand, 21 h. : Ecroustade.  
Poésie-Montparnasse, 20 h. 30 : Sigismond.  
Saint-Georges, 20 h. 30 : Topaze.  
Théâtre Oblique, 18 h. 30 : les Cires Chères.  
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : le Communisme agricole.  
Théâtre La Fenêtre, 20 h. 30 : le Retour.

#### Les cafés-théâtres

Café de la Gare, 21 h. : Coluche.  
Café d'Edgar, 21 h. 45 : Ambade à Lydie.

#### Festival estival

Festival, 20 h. 30 : Orchestre symphonique de Lyon, dir. C. Diederich (Bastrop, Debussy).

#### Les concerts

Lucernaire Forum, 19 h. : Roger Tchal (Gervais, Bach, Sussato Haendel, Baroque).  
Eglise de Saint-Louis, 21 h. : Orchestre de chambre avec l'Orchestre de Paris (Schubert, Mozart).  
Maison de la Radio, 20 h. 30 : Ensemble studio 111 de Strasbourg dir. D. Kleffer (Schoenberg, Auric, Banequart, Xenakis).

#### Jazz, pop, rock et folk

Lucernaire Forum, 21 h. et 22 h. 45 : Bobby Free.  
La Vieille Grille, 18 h. 30 : Jean Silden (Jazz).  
Grand-Palais, 20 h. : Groupe Bell Olympia, 21 h. : Cliff Richard.

#### La danse

Bobino, 21 h. : Ballet national du Sénégal.  
Théâtre des Champs - Elysées, 20 h. 30 : Ipi-Tombi (chants et danses soulous).  
Centre culturel du Marais, 20 h. 30 : japonais Dance, Dornit II.

#### Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Plan, rade plan... et re plan plan.  
Deux-Anes, 21 h. : Marianne r... vote-tu rien venir ?  
Dis-Sœurs, 22 h. : Le maître a démonté.

Rien n'est comparable à la terreur qui les attend.

## LES GRANDS FONDS

COLUMBIA FILMS et RAI présentent  
une production Columbia Pictures  
de Peter Benchley  
ROBERT SHAW · JACQUELINE BISSET · NICK NOLE  
LES GRANDS FONDS · LOUIS GOSSET · ELI WALLACH  
d'après le roman de PETER BENCHLEY  
Scénario de PETER BENCHLEY et TRACY KEENAN MANN  
Produit par PETER GUBER · Réalisé par PETER YATES · Musique de JOHN BARRY  
Distribué par WARNER COLUMBIA FILM

**MERCREDI**

PARIS - V.F. - U.S.C. NORMANDE MARIGNAN PATHE U.S.C. DANTON QUINTETTE ROMA PATHE - V.F. - GAUMONT RICHIEUX GAUMONT MADELINE NAPOLEON HELDER	BRETAGNE GAUMONT SUD MAGIC CONVENTION WEPLER PATHE U.S.C. GOSLANS 3 BATHON U.S.C. SIRE DE LYON - V.F. - PERIPHERIE - V.F. - CYRANO/VERSAILLES C.21/ST GERMAIN PALAIS DU PAIN/LE PERREUX	ARTS/VELDRE/ST GERMAIN ROMA PATHE HOLLYWOOD/ST GERMAIN ARTS/NOIRY TRICITY/ASNIERES BELLE EPINE/THIAS GAUMONT/ST GERMAIN BIS/ST GERMAIN ARIEL/NOIRY CARREFOUR/PATHE FLANADES/SARCELLES
--	---	---

مكتبة الأصيل



# SPECTACLES

## cinémas

(\*) Films interdits aux moins de 16 ans  
(\*\*) Films interdits aux moins de 18 ans

### La cinémathèque

Lundi 19. — Belin.

### Musée d'art moderne

(17-11-13)  
15 h. (du 14 au 18 septembre) : Onega, de D. Poe; Peeking, de L. Grenier; The Peeking, de M. Fine; A Child's Introduction to the Cosmos, de E. Barwood; An American Time Capsule, de D. McLaughlin; Microcosm, de D. McLaughlin. 19 h. : Art Vidéo.

### Les films nouveaux

L'OPHION ET LE BATON, film algérien d'Ahmed El Mechri, v.o. Palais des Arts, 9 (17-18-19).  
LA MACHINE, film français de Paul Verhoeven, v.o. Cinéma, 10 (17-18-19).  
LA CHAMBERE DE L'ÉVÊQUE, film italien de Dino Ris, v.o. Saint-Germain, 2 (17-18-19).  
GLORIA, film français de Claude Autant-Lara, ABC, 3 (17-18-19).  
IL STAIT UNE FOIS L'ARIZONA, film italien de Sergio Sollima, v.o. Paramount, 15 (17-18-19).  
ANNIE HALL, (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
CASANOVA, film français de Claude Autant-Lara, ABC, 3 (17-18-19).  
CET OBSCUR OBJET DU DESIR, (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).  
CONTE LA LUNE, (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).  
LE CONTINENT OUBLIÉ, (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
LA DENTELLE, (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
LE DERNIER DES GÉANTS, (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
LES ENFANTS GATES, (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
DONA FLORE ET SES DEUX MARIS, (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
DUELLES, (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
ELVIS VIDA MIA, (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

### Les exclusivités

ACCELERATION PUNK (A. v.o.), v.o. : Vidéo, 10 (17-18-19).  
L'AMOUR EN HERBE, (F.), v.o. : Montparnasse, 15 (17-18-19).  
ANNIE HALL, (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
CASANOVA, film français de Claude Autant-Lara, ABC, 3 (17-18-19).  
CET OBSCUR OBJET DU DESIR, (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).  
CONTE LA LUNE, (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).  
LE CONTINENT OUBLIÉ, (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
LA DENTELLE, (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
LE DERNIER DES GÉANTS, (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
LES ENFANTS GATES, (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
DONA FLORE ET SES DEUX MARIS, (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
DUELLES, (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).  
ELVIS VIDA MIA, (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

### SEUL A PARIS

### STUDIO CUNAS

14h-18h25-20h30

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES

de François Truffaut

20, RUE CUNAS 5° - 033-89-22

sous-titré anglais

### L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.)

Saint-André-des-Arts, 6 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'IMPÉRICATEUR (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (F.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS (A. v.o.), v.o. : Paramount, 15 (17-18-19).

### FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.o.)

Cinéma Saint-Germain, 6 (17-18-19).

GUERRE ET PAIX (U.R.S.S., v.o.)

Kinoparadise, 15 (17-18-19).

RELIQUAIRE (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LE BONHEUR PERDU DE KATHARINA BLUM (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES LARMES AMÈRES DE PETRA VON KANT (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LE LAUREAT (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LITTLE SIG MAN (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

MACABRE COW-BOY (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

MORE (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LA NOUVEAU (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LA NUIT DES MORTS-VIVANTS (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LA NUIT DU CHASSEUR (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

ORANGE MECHANIQUE (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

PORTIER DE NUIT (A. v.o.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra, 9 (17-18-19).

LES VALSEUSES (F.), v.o. : OGC-Opéra,



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	48,18
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,82

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

### emplois internationaux

### emplois internationaux

### emplois internationaux

**GROUPE INTERNATIONAL**  
recherche pour ses Filiales  
**D'AFRIQUE NOIRE**  
francophone  
**deux chefs des services comptables**  
28 ans minimum  
DECS complet + solide expérience  
- Formation aux méthodes du groupe pendant quelques mois à Paris avant affectation en Afrique.  
- Possibilité de développement ultérieur de carrière en France.  
Adresser CV détaillé en précisant rémunération souhaitée sous référence 6269 à :  
LTF 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra

**E. S. I.**  
Jeune Société Française en Expansion  
Activité, Recrutement et Location Personnel recherche son  
**CHEF D'AGENCE ET ANIMATEUR POUR TEHRAN (IRAN)**  
Profil : 28 ans minimum, dynamique, anglais indispensable, ayant expérience poste similaire, célibataire préférable.  
- Réelles possibilités d'avancer pour candidats ambitieux et dynamiques.  
- Ecrire avec C.V. détaillé à :  
E.S.I. - B.P. 4 - 31490 FRANCE  
(Discrétion et réponse assurées).

Offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens pour l'Amérique latine (Venezuela, Argentine, Brésil, Colombie, etc.) de revue spécialisée doc. ALE (ES), B.P. 424-9 PARIS.

**ECOLE POLYTECHNIQUE FEDERALE**  
LAUSANNE - SUISSE  
Institut d'électrochimie et de radiochimie

**CHERCHEUR EXPERIMENTAL CHIMISTE ou PHYSICIEN**  
Expérience de un ou deux domaines suivants : radiochimie analytique et chimie nucléaire ; chimie nucléaire ; spectrométrie ; méthodologie des mesures de radioactivité.  
Durée de l'engagement : 1 an.  
Entrée en fonction à des conditions à convenir.  
Les offres de service avec C.V. détaillé et copies de certificats sont à adresser au :  
Service de personnel de l'EPFL, Av. du Cour 55, CH-1015 Lausanne.

Recherches pour TRAFIC INTERNATIONAL  
**SPECIALISTE**  
ROUTE et APPRENTISSAGE  
Env. C.V. et prétentions à :  
M. T. 01.171 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

le département imprimerie d'une société importante implantée au Maroc.  
recherche dans le cadre d'une forte expansion et d'une modernisation de ses installations hébergement (spécialistes dans la fabrication d'emballages)  
**un directeur technique**  
missions : • direction de l'imprimerie (40 personnes)  
• responsable de l'ensemble des fabrications et contribution au développement technique et commercial  
profil : • très bonne connaissance de l'hébergement indésirable, des autres techniques d'imprimerie, et, si possible, des travaux préimpressionnels • expérience confirmée • excellentes aptitudes à l'encadrement, à la formation et à l'animation du personnel.  
• Bas du poste : grande ville du Maroc  
• conditions intéressantes  
Mettre d'adresse votre candidature avec C.V. détaillé et prétentions sous référence 7235 A  
**AVISO conseil** 49, RUE SERVANT 69003 LYON  
REPOSE ET DISCRETION ASSURÉES

**Bureau d'études recherche AGRONOME TROPICAL**  
28 ans environ  
pour préparation projets d'aménagement rural  
Résidence sous-contructure Afrique Noire.  
Expérience économique rurale et programmation.  
Adresser C.V. à B.P. 218 - 75094 PARIS CEDEX 01.

## REGIONAL DEVELOPMENT PLANNING MALAYSIA and THE PHILIPPINES

**THE WORLD BANK is seeking DEVELOPMENT ECONOMISTS to serve as members of planning advisory teams attached to planning organizations in Malaysia and the Philippines under projects designed to improve regional planning and to accelerate regional development in those countries.**  
The advisers will, among other duties, assist in policy formulation and implementation, analysis of socio-economic data and the preparation of regional and sectoral development plans and programs. The advisers will also participate in the identification and appraisal of development projects and the training of counterpart staff.  
Applicants should have good academic qualifications and relevant field experience in national or regional planning in a developing country. The successful candidates will be seconded under World Bank contracts for at least two years. Remuneration is internationally competitive and will be commensurate with the qualifications and experience of the successful candidates.  
Please quote reference number 78-2-00401 and send detailed resume in English to :  
Recruitment Division - The World Bank  
1818 "H" Street, N.W.  
Washington, D.C. 20433 - USA

### offres premier emploi

### offres premier emploi

## HEC, ESSEC, ESCP + MBA

Premier emploi  
**Votre objectif : atteindre des positions de Direction Commerciale dans une structure internationale.**  
Au niveau européen, c'est un C.A. de 25 milliards de francs, une implantation dans 15 pays, 22 unités de production, 135 mille personnes.  
C'est aussi un ensemble d'états majeurs qui a pour vocation de consolider les informations des filiales, en assurer le contrôle de gestion, concevoir les produits, définir les politiques commerciale, financière et administrative.  
Premier importateur de voitures, FORD en France commercialise également des Poids Lourds, des Tracteurs, du matériel de Travaux Publics.  
Avec le doublement des unités de production de Bordeaux, FORD FRANCE renforce sa position d'industriel et d'exportateur dans la vie économique nationale (500 millions de C.A. janvier/juin 1977).  
Notre croissance est spectaculaire : le C.A. a progressé de 70% par rapport à celui de 1976; 1.000 personnes recrutées à Bordeaux en 1976, et le siège a vu croître ses effectifs de 30% dans le même temps.  
Notre équipe actuelle qui a permis d'atteindre cette nouvelle dimension commerciale et industrielle assurera votre formation et vous développera pour que vous deveniez nos directeurs demain.  
Dans un premier temps, intégré à la direction commerciale voiture, nous vous confierons (6 mois) des missions précises qui vous familiariseront avec nos structures et nos méthodes de travail.  
Votre évolution se fera par le passage à des postes clés tels que conseiller de gestion, chef de région, marketing manager...  
Ecrire Sec du Personnel  
FORD FRANCE S.A.  
344, av. N.-Bonaparte  
92504 Rueil-Malmaison



UNE DIMENSION NOUVELLE

## ESCAE

du niveau équivalent  
Le Groupe PROMODES est un des leaders de la Distribution Alimentaire en France (Gros, Supermarchés, Hypermarchés).  
**SA BRANCHE**  
**PROMODISTRIBUTION**  
(gros, superettes, succursales) réalise plus de la moitié du chiffre d'affaires du Groupe et place Promodis au 1<sup>er</sup> rang des grossistes Européens.  
Son extension progresse au rythme de 25 % par an.  
Pour soutenir cette expansion exceptionnelle nous recherchons :  
**DES STAGIAIRES ENCADREMENT**  
- Si vous êtes disponibles, mobiles sur le plan géographique,  
- Si vous possédez un tempérament affirmé et une bonne résistance physique,  
- Si vous avez un goût marqué pour des tâches concrètes et variées, réclamant initiatives et sens des responsabilités.  
Si vous êtes diplômés des obligations militaires.  
Nous vous proposerons après une période de formation rémunérée de 9 mois, un poste à responsabilité, l'accession rapide au statut cadre, un développement de carrière qui sera en rapport direct avec vos résultats.  
Adresser C.V., photo et prétentions en précisant réf. M. 704 à Françoise VUILLEMINOT  
**Promodis** Service Recrutement  
Boite Postale No 17  
14120 - MONDEVILLE  
Réponse garantie.

## 20 ROIS ET REINES DU TELEPHONE

**NOTRE SOCIETE RECHERCHE :**  
20 jeunes diplômés pour des actions de prospection et d'enquêtes téléphoniques.  
Ces postes conviendront parfaitement à des étudiants (tes), ou des femmes mariées recherchant un emploi à mi-temps, ou un 1<sup>er</sup> emploi.  
Nous attendons des candidats (tes) ayant une bonne présentation, une très bonne élocution et des dons certains de persuasion.  
La rémunération sera en fonction des compétences et de l'expérience des candidats (tes).  
Env. curric. vitae, photo, et le n° T 081.522 M à :  
REGIE-PRESSE  
85 bis, rue Réaumur, PARIS (2<sup>e</sup>).

### offres premier emploi

**Le Monde** met chaque jour à la disposition de ses lecteurs cette rubrique dans les pages d'annonces classées :  
**« OFFRES PREMIER EMPLOI »**  
afin de regrouper les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

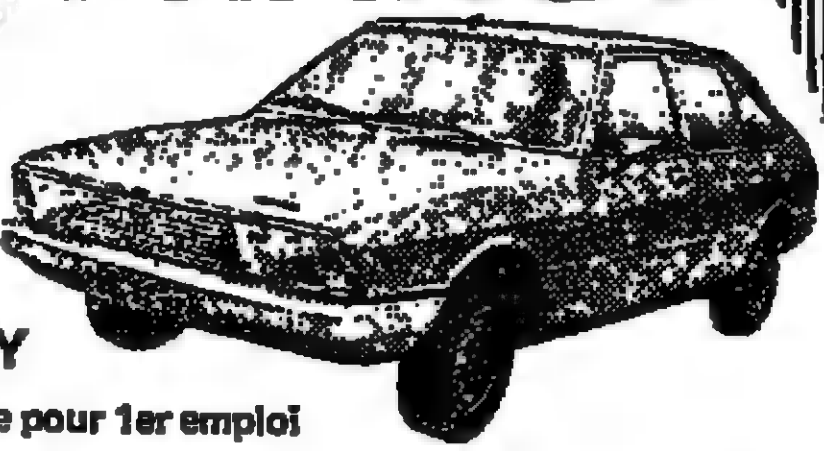
## BUREAU NATIONAL D'ÉTUDES HYDROTECHNIQUES

**UNITÉ CENTRE DE CALOUL**  
**RECHERCHE**  
**INGÉNIEURS - INFORMATIENS**  
**GESTION :** Les candidats sélectionnés auront une bonne maîtrise des points suivants :  
- Conception et Analyse  
- Programmation et système EXEC 8 (UNIVAC)  
- Langages évolués (COBOL, PL/I, FORTRAN)  
- Organisation des Fichiers.  
**EXPÉRIENCE : 10 ans**  
Et ayant géré de vastes projets informatiques.  
**INFORMATIQUE - MATHÉMATIQUE APPLIQUÉE :**  
Ayant une bonne expérience dans le domaine du Dessin Automatique (Matériel KONGSBERG)  
Spécialisés dans l'utilisation des Packages de :  
Calcul d'ouvrages Hydrauliques, de Génie Civil, de Cartographie, etc.  
**EXPÉRIENCE : 5 ans**  
**SYSTÈME D'EXPLOITATION :**  
Ayant une expérience d'au moins 7 années sur le système d'exploitation EXEC 8.  
Les candidats de toutes nationalités, mais ayant une bonne maîtrise de la langue française) devront écrire avec C.V., références et prétentions au Bureau National d'Etudes Hydrotechniques Unité Centre de Calcul (ex : Grand Séminaire Kouba - ALGER).

## LA SOCIÉTÉ ANONYME DE LA RAFFINERIE DES ANTILLES

(500.000 tonnes/an, 150 Agents)  
proposent à un  
**INGÉNIEUR ANTILLAIS**  
le poste d'  
**adjoint au chef du service du matériel**

Il devra s'occuper plus particulièrement : • de la préparation des gros travaux et suivi technique (interventions sur gros matériels) • des approvisionnements : gestion, magasin, achats.  
Les candidats auront une formation supérieure d'ingénieur et une expérience confirmée de 8 à 10 ans de préférence dans l'industrie du Pétrole.  
Si ces perspectives vous intéressent, envoyez rapidement lettre manuscrite avec C.V. et photo à No 27909 CONTESSÉ Publiaté 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.



**POISSY**  
recherche pour 1<sup>er</sup> emploi

## ingénieurs débutants

(LIBERES OBLIGATIONS MILITAIRES)  
Ces candidats retenus seront diplômés d'une école d'ingénieurs (Arts et Métiers - INSA - ESME ou équivalent) et auront bonne connaissance de la langue anglaise.  
Ils posséderont le goût du travail en équipe et l'aisance dans les contacts humains.  
Durant une période d'environ 2 ans, des affectations successives leur permettront d'acquérir une expérience pratique en vue d'accéder à des postes de responsabilités dans l'un des secteurs suivants :  
- FABRICATION  
- ORDONNANCEMENT  
- MÉTHODES OU INSTALLATIONS  
- QUALITÉ  
Adresser dossier de candidature manuscrite (C.V. + photo) à : CHRYSLER FRANCE Administration du Personnel Cadres et ATAM, 45 rue J.P. Timbaud 78307 POISSY.



OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	46,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,75
AGENDA	30,00	34,75
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	Le Monde col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux    emplois régionaux

## SKIS ROSSIGNOL S.A.

recrute dans le cadre du développement de son activité TENNIS

**1) UN INGÉNIEUR de RECHERCHE** (R4. 120)

Il est demandé de très sérieuses connaissances en résistance des matériaux. Un D.S.A. un mécanisme des solides serait souhaité, de plus un très bon niveau en tennis acquis en compétition niveau seconde série.

**SA MISSION :**  
Sous la responsabilité du Directeur du Service Recherche, il devra étudier par des mesures sur le terrain et en laboratoire ainsi que par le calcul les caractéristiques relatives à la résistance des raquettes de tennis et à leur comportement en jeu.

**2) UN INGÉNIEUR ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR** (R4. 121)

Ayant environ 5 ans d'expérience et possible dans une unité de production.

Il est demandé une bonne formation en mécanique ainsi qu'une connaissance approfondie des méthodes de transformation des matériaux plastiques et des statiques fibre de verre.

**SA MISSION :**  
Sous la responsabilité du Directeur du Service de Développement des produits industriels, il participera à la conception et à la mise au point des nouvelles raquettes à structures composites.

Pour ces deux postes, une précédente expérience dans l'étude et la mise au point de raquettes de tennis serait très appréciée.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions en précisant la référence du poste sollicité à : SKIS ROSSIGNOL S.A. - Service du Personnel, 8810 VORON (Nantes 44).

## directeur financier

**SUD-OUEST**

Nos produits sont des produits de grande consommation mondialement réputés parce qu'ils ont été conçus et développés par des hommes qui ont répondu à l'attente d'un nombre croissant de consommateurs.

Notre société est de taille moyenne et n'a pas encore acquis la notoriété que justifiaient sa grande ancienneté et la qualité traditionnelle de ses produits. Néanmoins, appartenant à un puissant groupe commercial et financier français, elle est décidée à se développer rapidement en alliant au respect des méthodes de production qui font son mérite les méthodes de gestion les plus élaborées.

Nous recherchons un collaborateur direct de notre Directeur Général. Le candidat retenu aura la responsabilité complète des services financiers et comptables.

Ayant acquis une expérience d'environ 4-5 ans dans un poste à responsabilité, il aura une formation supérieure financière et comptable (D.E.C.S. ou équivalent) et maîtrisera les techniques les plus modernes de sa spécialité : report accounting, management accounting, profit analysis, plan à moyen terme, plans de trésorerie, gestion des charges, consolidation, ... Il sera un organisateur et un animateur capable d'innover.

Nous offrons :

- une rémunération initiale en rapport avec l'expérience antérieure du candidat retenu, puis à la mesure de la réussite dans la fonction,
- une vie professionnelle active, variée, ouverte sur les cinq continents,
- une ambiance de travail exigeante, mais que nous souhaitons amicale et conviviale.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez aux Conseils de Département Recrutement d'EUREQUIP sous référence 40-80-M auxquels nous avons confié le soin d'examiner confidentiellement les candidatures.

**EUREQUIP**  
Département Recrutement  
B.P. 30 - 92420 Vanvres

## SOCIÉTÉ NATIONALE ELF AQUITAINE

(PRODUCTION)  
recherche

### UN CADRE COMMERCIAL DEBUTANT ATTACHE A LA DIRECTION SOUFRE

Sous l'autorité d'un responsable commercial, ce cadre participera à la gestion et à la négociation des contrats de vente de soufre.

Formation exigée : HEC, ESSEC, ESCP. Anglais indispensable.

Aptitudes requises : dynamisme, sens commercial, esprit d'équipe, vocation aux déplacements, puis à l'expatriation dans le cadre du développement de carrière. Dégagé des obligations militaires.

Ecrire en rappelant la référence 27.579 avec C.V. et photo à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement - 21 bis, avenue des Lilas Bâtiment Mestresat 84000 PAU

## ingénieur

chef des services généraux

Province Ouest

Très importante société industrielle 2200 personnes, 65000 m2 couverts, produisant en grande série de matériel électro-mécanique recherche.

30 ans minimum, de formation type A.M., et ayant plusieurs années d'expérience en mécanique et électricité.

Directement rattaché au Directeur Général, il dirigera 30 personnes, sera en contact d'investissement supérieur à 10 M de F par an et aura la responsabilité des travaux neufs et des services de maintenance.

Toutes informations sur cette offre sont données confidentiellement au téléphone par Information Carrière SVP 11.11 9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h du Lundi au Vendredi qui donnera en rendez-vous les candidats concernés.

**Information Carrière SVP 11.11**

On peut aussi adresser son dossier à SVP Ressources Humaines 85 avenue de la République 75017 PARIS

## INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

de préférence École Supérieure des Télécommunications.

Formation économique souhaitée. Débutant ou 2 ans d'expérience maximum. Poste basé à LYON.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé, sous référence 2832, à Nevea Contact - 49, rue du Président-Henri, 69002 Lyon.

## EATON SAM MONACO

recherche

### directeur du personnel

Responsable du personnel ouvrier de l'unité de production (250 personnes électromécanique) et du personnel collaborateur et cadre de l'ensemble, comprenant à MONACO, l'usine, les services administratifs de la Division et un département de recherche et développement.

Cette offre s'adresse à un homme jeune, ayant au moins trois ans d'expérience de gestion de personnel à un poste de cadre responsable.

Anglais et Italien indispensables.

Ecrire avec C.V., prétentions, références, rémunération à EATON SAM, boîte postale 84 MONTE CARLO - MONACO.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE

(2200 personnes, 450 millions de C.A. filiale d'un groupe international de 120.000 personnes, stable dans son organisation et ses résultats bénéficiaires).

recherche dans le cadre de son développement pour son Usine LE MANS

**1) INGÉNIEURS DEBUTANTS - MÉCANICIENS**

**2) INGÉNIEUR DE FABRICATION**

Formation type A.M., ayant quelques années d'expérience et destiné à devenir dans les meilleurs délais :

**CHEF D'UNITÉ DE FABRICATION** (300 personnes), usinage moyennes et grandes séries et traitements thermiques.

Ce poste est prévu avec une large autonomie de gestion : économique, technique et humaine. Larges possibilités de perfectionnement et de promotion au sein de la société et du groupe.

Très bons niveaux de rémunération.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions et photos à : n° 27.584, CONTRASSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra. Discretion absolue assurée.

## P.D.G. d'un GROUPE INDUSTRIEL

SIEGE SOCIAL PARIS

recherche pour usine mécanique et presses Centre de la France

### DIRECTEUR de FABRICATION

— dynamique ayant sens de l'organisation

— Age minimum 30 ans

Envoyer C.V. et lettre manuscrite avec prétentions à 3210 PUBLICITEES REUNIES 112, Bd Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

## Midi-Pyrénées COMMERCIAL

L.I.T., B.T.S. ou Ingénieur en électronique, 30 ans minimum, ayant une expérience commerciale. Après période comme représentant auprès d'entreprises et de grossistes, possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

Le salaire de départ, fixe à 4.000 F m. n., selon sélection, pourra évoluer rapidement.

Adresser C.V. complet sous référence 127 à 4, rue Gabriel-Péri, 31000 TOULOUSE.

## le responsable de la comptabilité analytique

Nous sommes la filiale française de JOHNSON ET JOHNSON S.A., groupe international, leader dans les produits soins et hygiène.

Nous cherchons pour notre usine de SEZANNE (51)

**le responsable de la comptabilité analytique**

Votre mission : avec une dizaine de collaborateurs, produire la comptabilité analytique (en mettant la main à la pâte) mais surtout analyser les écarts, suivre les prix de revient. Vous participerez également à l'élaboration et au suivi des budgets, aux études de rentabilité, etc.

Qui êtes-vous ? Vous avez 28 ans minimum, quelques années d'expérience en comptabilité analytique et souhaitez vous affirmer comme patron d'une équipe (notre comptabilité analytique est sophistiquée, notre outil informatique performant).

Ecrire à Mme M.C. TESSIER ss réf. 3162 LM.

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - ULLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

## L'E.N.S.I. des TRAVAUX PUBLICS à ABIDJAN (Côte d'Ivoire)

recherche

### PROFESSEURS

Titulaires dans les matières suivantes :

- MATHÉMATIQUES (agréation) ;
- PHYSIQUE (agréation) ;
- HYDRAULIQUE (L.N.S.I. ou équivalent).

• Congés annuels de 2 mois ;

• Transport de la famille à la charge de l'école, ainsi que le logement et divers autres avantages.

Env. d'urgence curriculaire détaillés à C.E.B.T.P., 12, rue Brancion, 75017 PARIS CEDEX 13.

## IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALE ALGÉRIENNE

recherche

pour l'implantation de son système d'information de gestion

### CONSEILLERS EN ORGANISATION ET SYSTÈMES COMPTABLES

**PROFIL :**

- Expertise comptable - L.Q.G. - ESSEC ou équivalent ;
- Expérience d'au moins 5 ans dans les domaines suivants :
  - Comptabilité analytique,
  - Budgets,
  - Comptabilité générale,
  - Stocks.
- Une expérience dans la mise en place de systèmes comptables dans l'industrie pétrolière (forage et transport d'hydrocarbures) sera appréciée ;
- Bonnes connaissances en informatique de gestion.

**ILS AURONT POUR MISSION :**

- transmettre les cadres nationaux chargés de l'application des systèmes ;
- d'implanter le système comptabilité analytique et budgétaire dans des unités nouvelles ;
- de participer à la conception d'un guide comptable analytique spécifique à chaque unité.

**IL EST OFFERT :**

- de bonnes conditions de travail ;
- un contrat de 2 ans renouvelable ;
- un logement ;
- une rémunération intéressante.

Les demandes, qui devront être accompagnées de C.V., indiquant le numéro de téléphone pour contacts et porter sur l'enveloppe la mention « CONSEILLERS ».

Les candidats seront convoqués pour interview du 10 au 15 octobre 1977.

Ecrire sous le n° 1.371 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9<sup>e</sup>), qui transmettra.

## SOCIÉTÉ INTERNATIONALE BRANCHE MÉTALLURGIE

900 personnes - situées dans les Vosges recherche pour sa Division Méthodes

### UN INGÉNIEUR METHODES

rattaché au responsable du service et assisté d'une équipe de préparateurs.

Il sera notamment chargé :

- des méthodes de fabrication d'une gamme de produits ;
- du lancement des prototypes ;
- de l'implantation des équipements ;
- du fonctionnement des machines à commande numérique ;
- des traitements de surface.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur diplômé, intéressé par les problèmes de fabrication.

Anglais nécessaires.

Les candidats intéressés enverront leur C.V. photo et prétentions sous réf. 6763 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra

## SOCIÉTÉ DES GRUES B.P.R.

3 UNITÉS DE PRODUCTION  
1.100 PERSONNES

Dans le cadre de l'organisation de sa direction financière, crée postes de :

**• RESPONSABLES DE LA GESTION COMPTABLE D'UNITÉ DE PRODUCTION**

- 1 poste à Commeny (03)
- 1 poste à Belley (01)

— Niveau D.E.S. ;

— Expérience minimum 3 ans dans l'industrie métallurgique.

**• MISSION :**

- Analyse et contrôle comptes de gestion ;
- Prévision de revient ;
- Gestion des stocks ;
- Comptabilité analytique ;
- Mise en place des procédures ;
- Liasons avec direction financière.

Envoyer C.V. et prétentions au Chef du Personnel 14, rue Crapet, 69007 LYON.

## NOUS RECHERCHONS CADRE FINANCIER SUPÉRIEUR

Connaissant méthodes modernes de gestion ayant et possible expérience de plusieurs années dans entreprise anglo-saxonne et/ou cabinet d'audit.

Acceptant de travailler quelques années en AFRIQUE DE L'OUEST

Fonction susceptible d'évoluer suivant potentiel professionnel et humain du candidat.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo n° 27.587 CONTRASSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

مكتبة الأمل

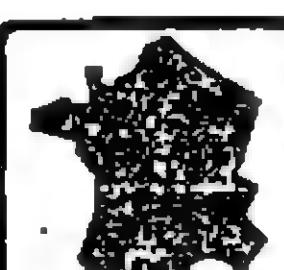


	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENGAGEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

**TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE**

recherche

**2 ACHETEURS**

Produits Hygiène Beauté (R&F. 100)  
Textile Bonneterie (R&F. 102)

Niveau études supérieures souhaité  
Expérience professionnelle indispensable (5 ans)  
Connaissance de la vente en magasin appréciée

Place stable en Province  
Discretion assurée

Ecrire : Rhône-Alpes Recrutement  
18, rue Crillon, 69006 Lyon

**Important Groupe d'Assurances**  
**RÉGION OUEST-FRANCE**

recherche un

**AUDITEUR**  
Cette fonction conviendrait à un

**JEUNE DIPLOMÉ**  
**H.E.C. - ESSEC - E.S.C.P.**

Option finances, comptabilité, contrôle de gestion

- Il recevra une formation spécifique en assurance.
- Il assistera l'Auditeur responsable du contrôle général des sociétés du Groupe, qui lui définira ses missions. Il conduira ses analyses et préparera les documents des rapports destinés à la Direction Générale.
- De réelles et diverses possibilités d'ouverture dans le groupe lui seront offertes.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 1977 à M. Albert DUPETIT.

**SKIS ROSSIGNOL**  
**VOIRON (Isère)**

recrute pour son Service  
**Recherches et Développement**

**UN INGÉNIEUR**

Débutant ou 2 à 3 années d'expérience

- Excellent skieur.
- Expérience compétition demandée.
- Bonnes connaissances en résistance des matériaux.
- D.E.A. en mécanique des solides souhaité.

IL AURA POUR MISSION :  
d'étudier par des mesures sur le terrain et en laboratoire, ainsi que par le calcul, les caractéristiques relatives à la résistance des skis et à leur comportement sur neige.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prêt. à  
Service du Personnel - 3509 VOIRON  
Discretion assurée.

**SOCIÉTÉ SECTEUR**  
**HYGIÈNE - SANTÉ**

Située dans périphérie de Lyon, filiale d'un Groupe International de grande renommée recherche pour compléter l'encadrement d'une unité de production en développement

**Chef du Personnel**

A qui sera confiée la responsabilité de la gestion et de l'administration du personnel (450 personnes)

Les candidats devront justifier de 5 à 10 ans d'expérience dans la fonction acquise en milieu industriel.

Adresser C.V., photo et prétentions se réf. GOST (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil  
**EMPLOIS et CARRIÈRES**  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

**IMPORTANT SOCIÉTÉ**  
leader dans sa branche,  
plusieurs établissements en province,  
fabrication petits matériels, moyennes séries

recherche

**DIRECTEUR**  
**UNITÉ DE PRODUCTION**  
Région SAINT-QUENTIN  
Effectif 700 personnes

MISSION :

- gestion générale et adaptation de l'organisation de l'unité dans un souci constant des prix de revient et des délais.

QUALITÉS REQUISES :

- si possible formation diplôme Ingénieur ;
- 10 ans au moins d'expérience industrielle avec réussite prouvée dans un poste similaire ;
- forte personnalité ayant qualités certaines d'organisation et de coordination.

Adr. C.V., photo, prêt. se le n° 27.812 à CONTESSÉ  
Publicité, 30, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

**FILIALE D'UN TRÈS IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL FRANÇAIS DE DISTRIBUTION**

recherche

**DIRECTEUR DE VENTES**  
**MARKETING**

Rattaché au Directeur Général de la Société, le CADEE

- animera et gèrera une quinzaine de points de vente spécialisés dans l'équipement de la maison ;
- élaborera et appliquera la stratégie marketing ;
- franchisera au fur et à mesure de leur création une trentaine d'autres points de vente.

Agé de 35 ans au minimum

- Il justifiera d'une expérience réussie de gestion dans le domaine de la grande distribution.
- Il aura une bonne connaissance du milieu Marketing et Publicité.

Le poste est à pourvoir dans une ville importante du Sud-Est de la France.

Env. lettre man. av. C.V., photo et prêt. à n° 27.821  
CONTESSÉ Publ., 30, avenue Opéra, PARIS-19.

**SUNDSTRAND FRANCE**  
Membre d'un groupe international travaillant à 80 % pour l'exportation, recherche un :

**SALES**  
**ADMINISTRATION**  
**SUPERVISOR**

Possédant bien la langue anglaise, écrite et parlée, avec l'expérience suivante :

- administration des ventes, contrôle des stocks, gestion des commandes, facturation export.
- connaissance de l'informatique - apte à superviser du personnel de bureau.

Résidence DIJON - position cadre - rémunération envisagée : de l'ordre de 90.000 F/an.

Adresser C.V., photo et prêt. à M. F. de Bucy  
SUNDSTRAND FRANCE - Z.I. Dijon Sud  
21600 LONGVIC

**GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL**  
Société en grande expansion recherche

**COLLABORATRICE**  
**au POSTE de DIRECTION**  
rémunération annuelle 100 000 F

- La candidate devra être diplômée d'une Ecole Supérieure de commerce ou licenciée en droit et avoir une bonne connaissance du Secrétariat.
- Poste convenant à personne ayant de l'ambition et désirant très rapidement obtenir cette promotion.
- Ce poste implique également une grande volonté, être très libre et dynamique.

Travail sur Toulouse et Paris

Lettre de présentation manuscrite, C.V. avec photo. L'ensemble très complet.

Ecrire sous le n° 1.387 à « Le Monde » Publicité,  
3, rue des Italiens, 75247 PARIS (9<sup>e</sup>).

Important groupe horticole  
leader dans sa branche (Angers)  
recherche dans le cadre de son expansion

**un directeur**  
**commercial**

Profil :

- agé d'au moins 30 ans
- solide expérience professionnelle dans un poste similaire
- connaissance circuits distribution.
- capable de négocier à tous les niveaux

Fonction :

- animation du réseau commercial (15 représentants)
- implantation de points de vente
- mise en place V.P.C.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à FIDAL 8, rue Saint-Maurille 49000 Angers - qui transmettra

**Très important Groupe français à vocation internationale**  
recherche pour l'une de ses divisions :

**UN PHARMACIEN**

Il aura un rôle de contrôle pharmacologique mais surtout un rôle de développement de produits d'hygiène, en liaison avec les services techniques, de fabrication et de marketing.

Ses meilleurs atouts seront :

- son sens de la collaboration.
- une imagination créatrice allée à un esprit rigoureux.

Expérience et connaissance de l'anglais souhaitées.

Lieu de travail : NORMANDIE

Adresser C.V., manuscrit, photo + prêt. sous référence 3562/S à A.M.P.  
40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra) - Discretion garantie

**SOCIÉTÉ DES GRUES B.P.R.**  
**3 UNITÉS DE PRODUCTION**  
**1.100 PERSONNES**

Dans le cadre de l'organisation de son département informatique, crée poste

**ANALYSTE**

Cherche candidat expérimenté pour gérer, maintenir et développer un système complet de

**GESTION DE PRODUCTION**

- Quelques programmations ;
- Expérience indispensable du matériel I.B.M. ;
- Connaissance approfondie du système D.E.C.M.P.

Envoyer C.V. et prétentions au  
Chef du Personnel  
14, rue Crépet, 69007 LYON.

**RHONE-ALPES**  
Groupe métallurgique français parmi les plus importants recherche pour une de ses Sociétés (effectif : 700 personnes)

**directeur du personnel**

Il est responsable de la gestion et de l'administration du personnel, ainsi que des relations paritaires. Il apporte une contribution active au développement et à la mise en œuvre d'une politique dynamique dans ces domaines.

De formation supérieure, il a au minimum 35 ans et justifie d'une expérience de 5 à 10 ans des différents aspects de la fonction. C'est de préférence en usine, dans la métallurgie lourde.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération actuelle sous réf. 6984 à notre Conseil

**centor** DEPARTEMENT EMPLOI  
13bis rue Henri Monnier  
75009 PARIS

**S.I.G.**  
**SYSTEMES INFORMATIQUES DE GESTION**  
pour participer à la mise en place de systèmes Temps réel dans les entreprises :

**INFORMATIQUES**  
**FORMATION SUP. DE CO**  
**FORMATION IUT**

Pour ces postes, les candidatures de débutants sont acceptées.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à :  
C.P.A. MICHEL AUBRY, 10, impasse Pierre-Louis,  
85000 LA ROCHE-SUR-YON.

**MATERIALS RESEARCH**  
Leader dans l'équipement de la déposition sous vide et de la fabrication des métaux et céramiques de très haute pureté

recherche dans le cadre de son expansion européenne, un :

**EUROPEAN CONTROLLER**

Basé à Toulouse, il aura la responsabilité totale de la comptabilité des 4 Sociétés du groupe sous le contrôle direct de notre maison mère américaine.

Le poste conviendrait à un candidat niveau DECS minimum, complété par une maîtrise parfaite de la comptabilité française.

Anglais indispensable pour négociation.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à M.R.C., avenue du Général-Eisenhower, 31308 Toulouse.

**SOCIÉTÉ SECTEUR**  
**HYGIÈNE - SANTÉ**

Située dans région lyonnaise, filiale d'un groupe international de grande renommée, recherche, pour compléter son équipe d'encadrement

**Chef de Service**  
**MAGASINS EXPÉDITIONS**

- Il sera responsable de 3 000 tonnes/mois mouvement rail et route et stockage sur 20 000 m<sup>2</sup> magasins et quais.
- Il aura autorité sur le personnel des équipes de jour et de nuit (75 personnes).

Expérience 5 à 10 ans dans la fonction exigée, en milieu industriel ou transports.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. GUTN (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil  
**EMPLOIS et CARRIÈRES**  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

**C.D.S. WESTINGHOUSE**  
**LE MANS**  
recherche :

pour son département Equipement Redresseurs

**UN INGENIEUR**  
**TECHNICO-CIAL**

de formation électronique pour :

- travaux et assistance technique clientèle,
- suivi des commandes et des livraisons,
- liaison avec Direction Commerciale et Services Usine.

Quelques années d'expérience et une bonne connaissance de l'anglais sont souhaitables.

Écrire Service du Personnel  
B.P. 107  
72008 LE MANS Cedex

Ecole Ingénieurs recherche  
UN PROF. EXP. RECHERCHE  
UN PROF. EXP. FONDERIE  
Ecrire M. SIMON, B.P. 325,  
ANGERS Tél. (01) 85-54-25

Association Tourisme social  
recherche  
pour terrain de camping  
**HOMME D'ENTRETIEN**  
à l'année, logé, apte à diriger et prendre respons. R&M. souhait.  
Ecr. n° 708140 M. Régis-Pressé,  
55 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

Cherchez  
**CHEF COMPTABLE**  
Expérience, intérêt par fiscalité agricole et formation des agriculteurs.  
Centre de la France.  
Ecr. n° 781.09 M. Régis-Pressé,  
55 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

Recherchons d'urgence pour AUSAINE  
**ECONOME**  
av. expér. gestion du personnel, comptabilité, organisation.  
Ecr. n° 781.10 M. Régis-Pressé,  
55 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

ORGANISME PROFESSIONNEL  
à INTERPROFESION  
NORD-OUEST, n° 10

**COLLABORATEUR**  
diplômé INGENIEUR  
Justifiant d'au moins plusieurs années d'expérience de l'industrie métallurgique intéressé par les problèmes de formation (primaires ou 1<sup>ères</sup> techniques) formations complémentaires.

Le candidat devra être capable de donner un avis éclairé pour les problèmes de relations humaines de tr. et notamment pour ceux de l'emploi.

Après une période d'essai concluante, il sera nommé à grande Direction des Services de formation et de l'emploi.

Adresser lettre, C.V. manuscrit, photo, à n° 1.085,  
CONTESSÉ Publicité,  
30, av. de l'Opéra, Paris-19  
Il sera répondu à toute correspondance

**R.A.T.V.M.**  
recherche  
**MÉCANICIEN**  
confirmé pour poste de  
**CHEF D'EQUIPE**

Qualités requises :

- Expérience professionnelle en machine-outil B.T.S.-B.T. ou niveau, sans du commandement et expérience dans ce domaine.

Adresser C.V. à R.A.T.V.M., Bureau du Personnel,  
6, rue Sénac, MARSEILLE-19.

**Société Européenne de Propulsion**  
recherche pour son établissement de

**BORDEAUX**

**UN INGENIEUR**

ayant obligatoirement plusieurs années d'expérience dans la caractérisation des FBRES, pour recherches en laboratoire, dans le domaine des matériaux composites plastiques.

Adr. C.V. dét. avec photo, à S.E.P. (Service du Personnel), B.P. 37, 33160 ST-MEDARD-EN-JALLES.

**IMPORTANT SOCIÉTÉ**  
**PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION**  
recherche pour la mise en place et la suivi de la comptabilité analytique dans ses usines :

**2 CADRES COMPTABLES DE GESTION**  
(D.E.C.S. ou équivalent)

Lieu de travail : PROVINCE OUEST et NORD

Les candidats devront pouvoir justifier d'une expérience de comptabilité analytique avec support informatique, de préférence au sein d'une société pratiquant les méthodes de comptabilité anglo-saxonne.

Connaissance de l'anglais indispensable

Adresser C.V. dét. + photo à : « LE MONDE » Publicité, 3, rue des Italiens, 75247 Paris-9<sup>e</sup>, qui transmettra

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هكذا من الأصل



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.O.
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	T.O.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,86
AUTOMOBILES	20,00	22,86
AGENDA	20,00	22,86

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**Cabinet Claude Vitet**  
GESTION DE PERSONNEL, RECRUTEMENT, FORMATION  
propose les postes suivants :

**directeur technique** 160.000 F  
Société d'informatique-recherche un homme expérimenté, possédant de bonnes connaissances techniques des ordinateurs et périphériques pour embaucher, former et développer son équipe de maintenance. C'est avant tout un ingénieur électronicien de haut niveau qui ait un bon sens de l'homme, et qui parle couramment l'anglais. Réf. : 7708 M.J.

**directeur services généraux** 100.000-120.000 F  
Cet homme, âgé de 30 ans minimum, sera chargé du contrôle du planning de fabrication, en liaison avec la Direction de la fabrication et de la direction commerciale. Il aura la conduite de l'ensemble des services généraux, y compris le service des livraisons, les rapports avec les sous-traitants. Il effectuera l'ensemble des achats. Il aura une expérience des achats, de la gestion des stocks, des matières premières, des produits en cours de fabrication et des produits finis. Homme de caractère, possédant une autorité naturelle, il serait souhaitable qu'il connaisse l'Anglais. Réf. : 1211 M.S.

**coordonnateur des ressources humaines** 110.000 F+  
Dans le cadre de la restructuration de la Direction des relations humaines, notre client (Société internationale d'informatique), recherche une personne de 25 ans minimum, de formation universitaire, bilingue Anglais/Français. Elle posséderait une formation complémentaire en Sciences Sociales (Psychologie appliquée, psychologie du travail, spécialiste des problèmes de classification des emplois etc.). Il serait souhaitable qu'elle connaisse le secteur informatique. Une expérience de recrutement en cabinet ou dans une société importante serait appréciée. Sa fonction : elle sera très évolutive. Dans un premier temps, elle consistera à adapter les méthodes et les circuits de recrutement et de planification des effectifs, puis, elle devra s'attacher au suivi du personnel et au développement de l'organisation. Cette fonction évoluera ensuite vers le conseil et l'assistance auprès des managers, en particulier dans les domaines de l'orientation, l'évolution du potentiel humain, la sélection du personnel. Ce poste conviendrait à une personne qui dispose d'un gros potentiel et qui voudrait se réaliser dans la fonction humaine. Réf. : 7712 M.J.

**ingénieurs d'études** 90.000 F+  
Responsables du développement d'un nouveau produit. Formation Physique-Chimie ESPCI ou ENSI. Capables de faire la synthèse de données scientifiques diversifiées (Électronique, Informatique, J. Expérience industrielle, environ 3 années. Inventifs, esprit concret, de synthèse. Anglais exigé. Lieu de travail : banlieue sud de Paris. Réf. : 7724 M.F.

**ingénieurs commerciaux** 100.000 F+  
Expérimentés dans la vente de moyens et gros ordinateurs. Les candidats auront un minimum de trois années de vente, et auront prouvé leur valeur par la réalisation de leur quota. Il serait souhaitable de connaître l'Anglais. Réf. : 7722 M.V.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel à Joëlle DUJOUR  
Cabinet Claude VITET - 30, rue Croix-des-Petits-Champs - 75001 PARIS

Cherchez  
**REDACTEUR**  
ANIMATEUR  
pour journal agricole et  
fédération syndicale  
Ecr. au 7 000 M, Rôle-Press  
85 bis, rue Réaumur, Paris-2.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
INTERNATIONALE  
recherche  
pour stage de  
formation

**MESSIEURS**  
25 ans minimum.  
Bacheliers ayant  
terminé leurs études ou  
libérés du service militaire  
depuis moins d'un an.  
Anglais et français  
indispensables.  
3 langues souhaitées.  
Salaire rémunéré.  
Situations d'avenir.  
Ecrire avec C.V. et photo, à  
HAYAS CONTACT,  
15, bd Beaumartin,  
75008 PARIS sous n° 35.184.

**DELEGUES**  
CONSEILS  
sont les hommes de valeur  
et ambassadeurs de leur  
entreprise. Ils ont des  
contacts de haut niveau  
dans une équipe dynamique  
et orientée vers le succès.  
Vous recevrez formation  
et appui permanents.  
Si vous habitez Paris et  
région parisienne, êtes libre  
régulièrement, possédez voiture  
et téléphone personnel,  
appelez AL D'AMICO pour  
C.V. au 86-11-27.

**OFFICIER**  
SUPERIEUR  
RETRAITE  
Poste actif à caractère  
social. Voture et bonne  
santé indispensables.  
Ecr. avec C.V. à S.V.B.M.,  
30, r. Beaumartin, 75008 Paris.

**STÉ C.O.C. CUSENIER**  
recherche  
**CHEF DE BUREAU**  
**DU PERSONNEL**  
(Homme ou Femme)  
Connaissance des lois sociales  
et expérience en gestion des  
effectifs. Qualités de contact  
indispensables.  
C.V. et prétentions à adresser  
à Silex Social,  
226, bd Voltaire, PARIS-11.

**AT 2 B - AT 3**  
**ELECTRONICIENS**  
CIRCUITS DIGITAUX  
travaux de montage  
mise au point.  
CIRCUITS LOGIQUES  
Sérieuses références exigées.  
BASIC, 74-76, rue M-Angé,  
Paris-14.  
METRO EXELMANS.

**chef**  
**comptable**  
**ORSAY**

Société (par personnes) de distribution, filiale  
d'un grand groupe français en forte expan-  
sion, recherche un **CHEF COMPTABLE** EXPÉ-  
RIMENTÉ, avec D.E.C.S. ou équivalent.  
Ce poste de responsabilité recouvre tous les aspects  
de la comptabilité : générale, analytique, fiscale et  
sociale. Une expérience de la mécanisation des sys-  
tèmes comptables est souhaitée.  
Le candidat devra en outre faire preuve de réelles  
qualités d'organisation afin de transmettre ses servi-  
ces en véritable esprit d'intégrité et de qualité, tant  
à l'usage des services internes qu'à celui de la So-  
ciété mère.  
La rémunération est intéressante et le groupe offre  
de réelles possibilités d'évolution pour un candidat  
de valeur.  
Adresser lettre manuscrite et C.V. indiquant salaire  
souhaité sous réf. 1220-M à I.C.A. qui transmettra.  
Les candidatures seront traitées confidentiellement  
par un Consultant garantissant réponse et discrétion.  
**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, rue d'Auteuil - 75010 PARIS

**MAZDA**  
lampes et appareils d'éclairage  
recherche pour

**SA DIRECTION FINANCIERE à PARIS**  
**un responsable du service**  
**études financières et trésorerie**

De Formation HEC - ESSSC - SUP de Co...  
il aura 35 ans au moins et une solide ex-  
périence des études financières, de la gestion  
de la trésorerie et des problèmes de finan-  
cement France et Exportation.  
Ecrire avec C.V. + photo + prétentions à :  
COMPAGNIE DES LAMPES, Service du  
Personnel, 29, rue de Lisbonne 75008 Paris.  
Discrétion assurée.

**SKF** recherche  
pour travail à CLAMART  
**PROGRAMMEUR-ANALYSTE**

5 ans d'expérience assembleur/COBOL  
sur IBM 370 sous OSVS1. Il sera chargé  
de maintenir le système de paie et de  
gestion du personnel, domaine dans  
lequel une connaissance préalable  
serait appréciée.  
La pratique du temps réel et d'un SGBD  
lui permettront de participer rapide-  
ment au développement de systèmes  
nouveaux importants.  
Anglais parlé souhaité.  
Envoyer C.V. et prêtent à SKF  
Service du Personnel  
1, avenue Newton 92140 CLAMART

**DOWELL**  
Schlumberger  
Compagnie internationale  
de Services dans  
l'Industrie Pétrolière  
recherche

**INGÉNIEUR**  
**CHIMISTE**  
**DÉBUTANT**  
ou  
**TECHNICIEN**  
**CHIMISTE**  
**TRÈS QUALIFIÉ**  
Indispensable, connaissances  
en chimie analytique et  
méthodes de séparation.  
INDISPENSABLE.  
Envoyer C.V., photo et prêtent  
à Dowell Schlumberger,  
20, rue Jean-Jaurès,  
92130 MONTEUIL.

Dans le domaine de l'industrie alimentaire, notre place n'est pas négligeable.  
S.A. créée en 1966, 350 MF, de C.A., 1000 personnes, des produits de  
notoriété à couverture nationale, 50% de notre activité à l'export, des  
implantations industrielles dans plusieurs régions de France, une croissance  
tant interne qu'externe constante.

Nous cherchons à intégrer au sein de notre équipe de direction un homme  
de valeur pour lui confier des responsabilités étendues de

**SECRETAIRE GENERAL**

Votre formation supérieure et vos acquis professionnels vous incitent  
aujourd'hui à rechercher une société où vous pourriez faire la synthèse de vos  
différentes expériences. Celle-ci vous est bien sûr pensée de vous familiariser  
avec les divers aspects de la comptabilité et les méthodes modernes de gestion,  
mais aussi de suivre les aspects juridiques et financiers d'une société moderne.  
Vos préoccupations depuis plusieurs années se sont orientées vers la politique  
du personnel et la vie sociale de l'entreprise.

Vous aimez la responsabilité directe des services : comptabilité, administration,  
informatique, mais vous serez surtout le garant et le coordinateur en matière  
de personnel, et l'homme de réflexion et de synthèse pour tout ce qui touche  
à la vie sociale et au développement de l'entreprise. Pendant un an, vous  
devrez apprendre l'entreprise, et donc être disponible pour vivre près des  
usines avant de vous fixer au siège à Paris.

Si vous pensez avoir le profil de l'homme que nous recherchons et si vous êtes  
intéressés par ce poste de synthèse, prenez rapidement contact avec les  
conseillers de SERIFO à qui nous avons confié la sélection de nous assister  
dans cette recherche ou écrire leur sous référence 8277 M à

**SERIFO** CONSEILS DE  
DIRECTION

38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS  
TÉLÉPHONE : 522.83.10 & 587.55.09

**HACHETTE**  
**DÉPARTEMENT FORMATION**  
103, boulevard Saint-Michel, 75005 PARIS  
recherche

**Responsable de Formation**  
**Commerciale**

Il sera chargé plus particulièrement au niveau des secteurs commerciaux :  
- de l'analyse des besoins ;  
- de l'élaboration de programmes de formation et de perfec-  
tionnement ;  
- de l'animation de stages relevant de son domaine d'activité ;  
- de l'évaluation et du suivi des actions réalisées.

Le travail d'équipe étant largement développé au sein du département, il  
participera également à certaines actions telles que :  
- conception et réalisation de supports audio-visuels de formation ;  
- participation à la conception de simulateurs pédagogiques ;  
- co-animation de séminaires utilisant les simulateurs conçus  
par le département ;  
- animation de programmes de perfectionnement aux méthodes  
de gestion.

Profil recherché :  
- DIPLOME D'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE ET  
GESTION, type E.C.E., E.S.E.C., ou E.C.P.  
- EXPERIENCE DE QUELQUES ANNEES DANS LE DOMAINE  
COMMERCIAL ;  
- CONNAISSANCE DES PROBLEMES DE FORMATION.

Après quelques années passées dans le poste (3 ans minimum), le candidat  
retenu devra être capable d'évoluer vers d'autres secteurs du groupe.

Adresser les candidatures, avec prétentions, au Service de l'Emploi,  
HACHETTE, 70, bd Saint-Germain, 75006 PARIS, sous référence 12.977.

**IMPORTANT GROUPE D'ETABLISSEMENTS FINANCIERS**  
**PARIS**  
recherche  
pour son réseau commercial métropolitain

**- JEUNES CADRES**  
diplômés Ecoles Supérieures de Commerce, à la recherche d'un  
premier emploi.

**- CADRES**  
ayant 2 à 3 ans d'expérience professionnelle dans activité simi-  
laire, diplômés ou non.

Pour postes d'

**INSPECTEURS COMMERCIAUX**

chargés de :  
- l'animation commerciale dans le cadre de réseaux de vente  
(domaine véhicules automobiles particuliers ou industriels),  
- l'étude et le suivi de dossiers de financement,  
- la gestion d'agences régionales.

Les candidats retenus auront la possibilité d'évoluer vers d'autres  
postes de façon à compléter leur formation.

Ecrire avec C.V. + photo sous n° 12163 B à :

**SOCIÉTÉ DE PREMIER PLAN, recherche**  
**spécialiste des**  
**CONTROLES NON DESTRUCTIFS**  
**HAUT NIVEAU DE SALAIRE**

C'est un ingénieur confirmé qui dispose d'une bonne expérience de ces  
techniques et qui souhaite évoluer vers d'importantes responsabilités.  
Ecrire en précisant éventuellement le nom des entreprises auxquelles  
vous ne souhaitez pas que votre courrier soit transmis sous réf 6297 à :  
L.T.P. 31, Boulevard Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra

**DU PONT**

**ingénieur**  
**agronome**

Spécialiste du développement technique des  
produits phytosanitaires.

L'expansion continue et régulière du département  
phyto-sanitaire de DU PONT DE NEMOURS France S.A.  
donne toute son importance à cette fonction.  
Il s'agit essentiellement de tester et de mettre au point, sur  
le plan technique, les nouveaux produits, afin d'aboutir à  
leur distribution sur le marché français.

Outre l'étude technique en plein champ des nouveaux  
produits et la préparation des dossiers d'homologation,  
le candidat devra entretenir des relations régulières avec  
les services de recherche des distributeurs et les  
organismes officiels.

Une expérience similaire de plusieurs années nous paraît  
indispensable.  
Le poste, basé à Paris, demande des déplacements fréquents  
dans toute la France. Connaissance de l'Anglais très  
appréciée.

Nous vous remercions d'adresser vos candidatures sous  
référence 405 M à DU PONT DE NEMOURS France S.A.  
Service du Personnel,  
9, rue de Vienne,  
75008 PARIS.

مكتبة الأصيل



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,82

## ANNONCES CLASSEES

	Le m/m. val.	T.C.
ANNONCES ENCADEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

### CITROËN

RECHERCHE

#### FUTURS INSPECTEURS DE VENTE

- Les candidats devront :
- posséder un B.T.S. ou D.U.T. Technique de commercialisation ou équivalent,
  - être âgés de 25 ans et libérés des O.M.,
  - avoir une certaine expérience de la vente.

Nous recherchons des hommes aptes à recevoir une formation très complète, et disponibles pour déplacements et résidences.

Ils doivent être organisateurs, commerçants, posés.

Chaque candidature sera étudiée avec le plus grand soin.

Si vous pensez remplir ces conditions, envoyez un C.V. manuscrit + photo au : Service du Personnel - Bureau 44 C - 133, quai A. Citroën - 75747 PARIS CEDEX 15

CITROËN

### CREUSOT-LOIRE



recherche pour développer l'Unité de gestion d'un ENSEMBLE INTERNATIONAL DE SOCIÉTÉS COMMERCIALES en forte expansion

#### X-Mines-H.E.C. bilingues ou trilingues

ayant une formation économique, âgés d'au moins 25 ans et ayant de 2 à 5 ans de pratique des techniques comptables, financières et budgétaires. Il s'agit de postes d'entrée dans le Groupe, comportant des responsabilités personnelles immédiates et devant évoluer vers des fonctions opérationnelles.

Les dossiers de candidatures - sous R.H.M. 1365 - seront traités confidentiellement par M. TAVIER, CREUSOT-LOIRE, 8, rue de la Rochefoucauld 75009 Paris.

### GenRad

leader mondial dans le domaine des systèmes de tests automatiques, propose, depuis son siège à Paris 20ème, les postes de

#### INGENIEUR DE FORMATION

parfaitement bilingue anglais et justifiant : d'une expérience certaine en formation, d'une solide connaissance pratique en électronique logique et analogique, ainsi que celle de la technique des ordinateurs. Nombreux déplacements en Europe.

#### TECHNICIENS DE MAINTENANCE EXPERIMENTES

les candidats bilingues anglais, prouveront une connaissance certaine en mini-ordinateurs (de préférence PDP 8, PDP 11, Disques) et bénéficieront en outre d'une formation complémentaire. Déplacements fréquents mais de courte durée en France et à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et photo à GENRAD - réf. MCA 1 ou MCA 2 - 96, rue Orfila 75020 PARIS

### COMPAGNIE FRANÇAISE DE TRANSPORTS MARITIMES

#### INSPECTEUR COMMERCIAL PARIS

de l'ordre de 70.000 F. Responsable du recrutement. Monique PRISARD - PREMIER TRANSPORTEUR NATIONAL DE VOLUMINEUX (BOISSONS).

#### ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

de l'ordre de 52.000 F. Responsable du recrutement : Solange MONTÉL. Vous recevrez : - par retour du courrier, une description de la fonction, - quelques jours plus tard, si vos qualifications le permettent, un proposition de R.V. PLEIN EMPLOI 10, rue du Mail, 75002 Paris.

#### projets nucléaires

- Si vous avez acquis une expérience professionnelle dans le secteur nucléaire,
- Si vous souhaitez travailler quelques années dans des pays en voie de développement, (Indonésie, Singapour, etc.),
- Si vous joindrez à une équipe ou dirigez un projet vous-même,

Envoyez sous réf. 10.88-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 12, rue d'Alberville 75010 PARIS

### CABINET CONSEIL D'ENTREPRISES INTERVENANT DANS P.M.E.

#### CADRE CONSEIL CONFIRMÉ

Age indifférent

- la pratique de l'économie de l'entreprise et de sa direction ;
- une expérience confirmée de conseil ;
- une personnalité affirmée lui permettant d'être un interlocuteur écoute des dirigeants d'entreprises ;
- être disponible pour des déplacements de courte durée France entière.

Ecrire avec C.V. et photo sous le n° T 081.107 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, 75003 PARIS

### direction commerciale

TRACTION, LEVAGE

Notre société (90 personnes) nouvellement implantée dans le Val d'Oise, fabrique à l'unité des équipements de traction et de levage sur véhicules industriels.

Jusqu'à présent c'est notre image de marque qui avait tendance à tenir lieu d'activité commerciale. Mais nous avons constaté que notre marché potentiel est beaucoup plus large et nous nous organisons pour y faire face.

Vous avez une expérience technique, ainsi qu'une première expérience commerciale.

Nous vous proposons le poste d'adjoint au Directeur Commercial. Dans un premier temps, vous prendrez la responsabilité de l'établissement des devis et des cotations. Par la suite, vous serez appelé à couvrir rapidement tous les aspects de la direction commerciale : études de marchés, enquêtes...

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez sous référence 40.85-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP auxquels nous avons confié le soin d'examiner les candidatures.

EUREQUIP B.P. 30 - 92420 Vanvreson

### INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - PHYSIQUE BIOLOGIE - MEDICINE - INFORMATIQUE

recherche : 1) Pour son service organisation :

ANALYSTES PROGRAMMEURS (Réf. 655) confirmé et débutants qui seront chargés de la réalisation d'applications sur le mini-ordinateur Réalité 20 pour la gestion interne de l'entreprise.

Formation et expérience : - école d'ingénieurs, institut de programmation ou équivalent ; - D.U.T. Informatique ayant expérience en analyse programmation de gestion ; - expérience dans le domaine des applications de gestion en temps réel sur mini-ordinateurs sera très appréciée.

2) Pour Direction Commerciale Informatique, pour faire face au développement de ses ventes d'ordinateurs de gestion - Réalité 20 :

INGENIEURS DE VENTES (Réf. 656) INGENIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

(Réf. 657)

ANIMATEUR DE FORMATION (Réf. 658)

Connaissance ou expérience en informatique de gestion temps réel sera appréciée. Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. avec photographies en précisant références aux Services de Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78130 - PLAISIR

### SORA

CONSEILS EN MANAGEMENT

accueille

#### X, MINES, CENTRALE

Votre personnalité vous rend facile les contacts de haut niveau.

Vous avez une expérience industrielle de quelques années, et la capacité d'encadrer des groupes d'études et de projet.

Vous êtes attiré par des réalisations variées au sein de grandes sociétés et par la vente de services dans tous les domaines de la gestion d'entreprises. Vous recherchez une large autonomie d'action.

Nous vous offrons la possibilité d'une carrière professionnelle variée, formatrice, ouverte sur le changement, et d'un accès rapide aux responsabilités de

#### CONSEIL D'ENTREPRISES INGENIEUR EN CHEF

Préparez lettre manuscrite, C.V., photo et photographies, 2, avenue Hoche, 75008 PARIS.

### PROMOTEUR IMMOBILIER SOCIAL

recherche

#### SON DIRECTEUR (TRICE) DE LA PROSPECTION

pour son collectif de 1 % logement. Il sera chargé de développer la collecte et de participer à la promotion des activités nouvelles du groupe.

Une expérience similaire est exigée.

Adresser C.V. détaillé et photographies à : N° T 01281 M REGIE PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, PARIS (2°)

### HAVILAND

Porcelaines de prestige

occupe déjà une place de choix sur le marché mondial et en particulier aux U.S.A.

Disposant de nouveaux moyens, nous souhaitons confier le poste de

#### directeur international

- à un homme
- de classe internationale,
- Il connaît en particulier les U.S.A. où il a peut-être vécu,
- rodé à la commercialisation de produits de luxe,
- ayant une formation supérieure commerciale et 10 ans d'expérience professionnelle,
- parfaitement bilingue Français-Anglais,
- Il parle correctement l'Allemand et si possible d'autres langues.

Rattaché au Directeur Général, il aura une double mission de marketing et de vente.

Le lieu de travail est à PARIS.

Les déplacements sont fréquents.

Pour recevoir informations complémentaires écrire, sous réf. 4.217 A, à notre Conseil Christian Lalé,

5, rue Meyerbeer 75009 Paris

egor

PARIS - BANLIEUE SUD

pour faire face au développement de nouvelles applications DB/DC (matériel IBM, 2 x 370/148 - CICS - DL/1)

LA SOCIÉTÉ

INTERNATIONAL HARVESTER FRANCE recherche pour son Département Informatique

#### UN INGENIEUR-ANALYSTE

Débutant

- Diplômé d'une Grande Ecole
- Intéressé par la télématique et les bases de données
- Bonne connaissance de l'anglais

#### DES ANALYSTES ET DES PROGRAMMEURS

- D.U.T. ou équivalent

- 1 à 2 ans d'expérience en assembleur LRM.

- CICS ou DL/1

Envoyer C.V., photo et photographies à : I.H.F. - S.D.S. réf. AS - 1, av. Mac Cormick 91130 - BIE-ORANGIS

### Nos concessionnaires exclusifs

diffusent, sur certains secteurs de province, nos systèmes de gestion auprès des PME.

Ces concessionnaires recherchent des

### ingénieurs commerciaux

Professionnels de la vente

sur ce marché

La rémunération (fixe important + primes liées aux résultats) est très attractive.

Adresser cv et photographies à M. BONHOMME, OLIVETTI FRANCE, D.V.C.A., 85, rue du Landy, 93305 Aubervilliers Cedex.

olivetti

l'imagination au service de la vente

TRANSFORMATION METAUX NON FERREUX (100 personnes)

2 Unités Fabrication - Siège Sud Paris (25 km)

cherche

#### RESPONSABLE ADMINISTRATIF

35 ans minimum

Formation : Ecole de Commerce - D.U.T. Gestion (Finance-Comptabilité).

Expériences : P.M.E. - Gestion - Contrôle

comptabilité analytique, gestion financière et du personnel, informatique, droit.

Rémunération : Début : 80.000 francs annuels.

Capable assurer responsabilité de Secrétaire Général à moyenne échelle.

Déplacements hebdomadaires (2 jours).

Rapide - Actif.

Sans responsabilité.

Connaissance de l'Anglais.

Libre immédiatement

Ecrire sous le n° T 01223 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, - PARIS (2°).

### ingénieur mise au point

BOPTAGEM

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

## ANNONCES

### MODCOMP

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS

PARIS



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	40,00	48,18
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**3M**

**ingénieur mise au point**

Formation : Chimiste débutant, ENSI, ESCOM, INSCIR, etc. Connaissances en photochimie et statistiques industrielles appréciées. Rôle : maintien et amélioration des produits existants en terme de qualité et de coût. Développement de produits nouveaux.

Anglais indispensable.

Envoyer C.V. photo et prétentions au Service Recrutement 3M FRANCE, avenue Sully, 93590 BEAUCHAMP.

**DANS LE CADRE DE SON EXPANSION**

**MODCOMP**

L'un des premiers constructeurs de « MINIS » 16 et 32 BITS

recherche pour la France

**des INGENIEURS COMMERCIAUX**

ayant au moins 3 à 5 ans d'expérience dans la vente de mini-ordinateurs ou des logiciels technico-commerciaux confirmés désirant évoluer vers les ventes.

Anglais courant indispensable.

Envoyer curriculum vitae à MODCOMP FRANCE, 1, place des Eaux-Vives, 92115 CLICHY-LEZ-LYON, à l'attention de Mlle DUBREUIL, réf. 01.

**MARKETING**

Pour faire face à l'expansion de notre société (C.A. doublé en 4 ans)

notre Directeur Commercial souhaite structurer son service et recruter un

**RESPONSABLE MARKETING**

MISSION :

Il est responsable de toutes les études (marchés potentiels, concurrence, rentabilité des produits, contrôle activité, etc.) pouvant orienter ou modifier la politique commerciale à moyen et long terme.

Il déterminera avec le Directeur Commercial les objectifs annuels de vente et de profit, les investissements commerciaux correspondants et proposera un programme précis d'actions à engager pour les réaliser dans un marché très ouvert (biens d'équipement).

Si vous avez au minimum 25 ans, une bonne formation commerciale (ESSEC ou SUP. de CO) et au moins 3 ans d'expérience en ce domaine.

Adresser lettre et C.V. sous n° 13020 3 à ELEC Publicité, 77, rue Lebel, 92090 Vincennes, qui transmettra.

**UN PROFESSEUR D'ANGLAIS**

(mi-temps - position CADRE)

Au sein du service formation, disposant d'un important matériel audiovisuel, il sera chargé de l'animation des cours de langues.

30 ans minimum, de formation supérieure, maîtrise anglaise et diplômes de commerce britannique souhaités. Il devra justifier d'une expérience similaire en entreprise.

Poste à pourvoir : proche banlieue OUEST (REB).

Adresser C.V. détaillé + photo et prétention de salaire, à n° 27.729 CONTEXTE Publicité, 20 av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**SOFRAGEM**

Filière Informatique du groupe BOTSCHILLO

**UN INGENIEUR**

sortant d'école ou ayant 1 à 2 ans d'expérience informatique de gestion. Connaissances financières et bancaires appréciées.

**UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**

Minimum 1 an d'expérience COBOL. Applications financières ou bancaires appréciées.

**UN ANALYSTE PROGRAMMEUR**

Minimum 2 ans d'expérience COBOL. Connaissances paie et gestion personnel appréciées.

Envoyer photo, C.V. et prétention à Mlle BERTIN, 68, Champs-Élysées, 75008 PARIS.

**CONSTRUCTIONS INDUSTRIALISEES**

Société française - C.A. 40 MF - recherche

**COLLABORATEURS EXPERIMENTES**

a) RESPONSABLE COMM.-VENTES exp. Bât.

b) Resp. ADMINISTRATION des VENTES

c) ACHETEUR produits métallurgiques

d) INGENIEURS Constructions métalliques

e) Agent de MÉTHODES - métallier

A.T. Adresser C.V. et prétentions au réf. 70.012 à J.R.P., 38, rue de l'Arcade, 75008 Paris qui transmettra.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE LEADER SUR SON MARCHÉ**

de produits de grande consommation

recherche

**UN INGENIEUR**

X, PONTS, MINES, SUPAERO

**UN HEC/ESSEC**

Spécialiste en gestion/organisation

Il aura acquis une première expérience industrielle de 3 ans. Dans le cadre d'un plan à long terme, il sera chargé de missions dans les usines du groupe pour en améliorer les conditions d'exploitation. La diversité des problèmes à traiter pourra éventuellement leur permettre de prendre ultérieurement d'importantes responsabilités de gestion.

Adresser lettre et C.V. sous n° 13020 3 à ELEC Publicité, 77, rue Lebel, 92090 Vincennes, qui transmettra.

**Foxboro France S.A.**

Leader mondial en instrumentation Régulation et Informatique Industrielle recherche pour son Siège

**INGENIEUR chargé d'affaires**

Responsable du suivi des projets de systèmes numériques industriels, en relation avec les ingénieurs Commerciaux. Plusieurs années d'expérience en contrôle de procédés sont nécessaires pour postuler à cette fonction.

Anglais parlé et écrit indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : Monsieur le Directeur Général - FOXBORO FRANCE, 92, Boulevard Victor Hugo, 92115 CLICHY.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ NATIONALE DE TRANSPORT**

recherche pour développer l'activité de son Département International

**cadre de haut niveau**

Il devra posséder :

- une expérience approfondie du trafic international dans les domaines technique et commercial (douane, affrètement dans les différents modes de transport, connaissance des différents types d'entreprises spécialisées)
- l'aptitude à animer une équipe
- le goût des contacts à tous les niveaux
- la maîtrise parfaite de la langue anglaise.

Le poste sera situé dans la Région Parisienne.

Adresser C.V. et prétentions à No 27194 - CONTEXTE Publicité, 20, Avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**TRES IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCE VIE PARIS**

recherche

**CHEF D'UNITE**

Ce collaborateur aura pour mission principale de réaliser des études concernant l'assurance vie collective dans ses aspects technique, juridique et fiscal en vue d'assister les services opérationnels et de conseiller la Direction. De formation supérieure, âgé de 30 ans au moins, le candidat doit nécessairement détenir une expérience de l'assurance vie acquise auprès d'une Direction d'un groupe important d'assurance vie. Très bon climat de travail. Tâche très variée. Stabilité assurée.

Adresser C.V. + photo + prétentions référence 728M à SODECI, 18, rue Violet, 75015 PARIS.

**TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGENIERING**

(Usines clés en main) recherche

**INGENIEUR D'AFFAIRES DE HAUT NIVEAU**

X - MINES - CENTRALE

35 ans environ

Le candidat devra justifier d'une expérience de quelques années dans la gestion et la responsabilité complète de contrats d'équipements industriels de plusieurs dizaines de millions de francs (au plan international de préférence).

La connaissance de langues étrangères : Anglais - Allemand ou Russe sera particulièrement appréciée.

Le poste est à pourvoir à Paris.

REMUNERATION : 130.000 / 150.000 +

Prévoir d'adresser C.V. manuscrit et prétention à M. P. MATHIEU, 4, rue Faustin Latour, 75016 Paris qui transmettra.

Les ingénieurs, qui souhaitent que leur candidature ne soit pas transmise à certaines Sociétés, sont priés d'en aviser le destinataire. Une discrétion totale sera de toutes façons observée.

**PHILIPS**

recherche pour son

**Service Informatique d'aide à la gestion**

**DIPLOMÉ Grandes Écoles**

(CENTRALE, HEC ou équivalent)

2 à 3 ans d'expérience.

Ce poste conviendrait à candidat intéressé à la fois par l'économie et par les MÉTHODES SCIENTIFIQUES appliquées à la gestion.

Anglais indispensable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions à : PHILIPS, Département I.S.A. Service du Personnel, 8/8, rue Firmin-Gillot, - PARIS (18<sup>e</sup>).

**Telemecanique**

BANLIEUE OUEST RECHERCHE

**RESPONSABLE MARKETING DE HAUT NIVEAU**

ESSEC ou HEC

- anglais courant.
- 3 à 5 ans d'expérience de marketing opérationnel secteur industriel.
- connaissance théorique et pratique des méthodes d'analyse de marché, de la programmation des ventes et des techniques de vente.

Adresser C.V., photo et prétentions à : TELEMECANIQUE (At. B. CAZALS), 43-45, bd F.-Roosevelt 92500 Rueil-Malmaison.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION**

recherche

**1 CONTROLEUR DE BUDGET**

Lieu de travail : PARIS (quartier Etoile). Agé d'au moins 28 ans, parfaitement bilingue français/anglais. Le candidat doit pouvoir justifier d'au moins deux ans d'expérience dans la fonction de préférence au sein d'une société pratiquant les méthodes de comptabilité anglo-saxonne.

Adresser C.V. détaillé + photo à n° 7.568 à LE MONDE, 5, r. des Italiens, 75221 PARIS-8<sup>e</sup>, q. transmettra.

**IMPORTANT ORGANISME SOCIAL**

Centre Paris, recherche pour son

**SERVICE DU PERSONNEL**

**UN COLLABORATEUR**

justifiant d'une formation secondaire ou supérieure et de quelques années d'expérience dans un service similaire, plus particulièrement dans les domaines suivants :

- Recrutement,
- Relations humaines et sociales,
- Formation.

POSTE EVOLUTIF.

Avantages sociaux.

Salaire x 131/2.

Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. photo et prétentions sous référence 12.614 M à HAVAS CONTACT, 156 Bd Haussmann 75008 PARIS.

**LE CREDIT CHIMIQUE BANQUE PRIVEE**

recherche

**organisateur**

Sa mission :

- responsabilité de la conception et de la mise en place fonctionnelle de systèmes de gestion,
- maintien de procédures administratives existantes,
- liaison entre les services utilisateurs et l'informatique.

Son profil :

- expérience de 3 à 5 ans dans l'organisation,
- connaissance des activités bancaires et de l'informatique absolument indispensables,
- maîtrise dans les contacts.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions sous réf. COM à B. AMELOT.

**CREDIT CHIMIQUE**

20, rue Trudaine - 75002 Paris

**Les Laboratoires WYETH-BYLA**

recherchent

**UN MEDECIN**

POSSÉDANT UNE EXPÉRIENCE DES ESSAIS THÉRAPEUTIQUES (MÉTÉODOLOGIE ET TESTS STATISTIQUES) ET CERTAINES CONNAISSANCES EN PHARMACOLOGIE ET EN PHARMACOCINÉTIQUE

Une excellente pratique de l'Anglais écrit est indispensable.

En étroite collaboration avec le Directeur Médical, il participera à la recherche des experts et à l'élaboration des protocoles, au suivi des expérimentations.

Nombreux déplacements en Province à prévoir.

Ce poste conviendrait à un candidat, même débutant, particulièrement dynamique et désireux faire carrière dans l'industrie pharmaceutique.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et prétentions à Laboratoires WYETH-BYLA, Direction Médicale B.P. 408 - 75008 PARIS CEDEX 13

**Lansing Bagnall**

Premier constructeur européen de chariot élévateurs.

Notre expansion en France nous conduit à recruter au

**CHEF DE PUBLICITÉ**

la coordination de nos projets publicitaires et promotionnels, la traduction de documents publicitaires et la communication avec les services homologues du groupe.

Une première expérience réussie dans ce domaine, une excellente capacité d'organisation doublée de créativité et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Adresser votre C.V. et vos prétentions sous réf. L 114 à Tour de Lyon, 185, rue de Bercy 75012 Paris.

**INFRAPLAN CARRIERES**

**EDITIONS EDMOND DUJARDIN**

l'un des leaders du jeu de société (Mille Bornes - Othello - Autoroute) recherche

**CHEF DES VENTES**

encadrant sur le territoire national une quinzaine de représentants exclusifs.

- Vendeur de premier plan avec résultats confirmés en grande distribution.
- Essentiellement homme de terrain.
- Déplacements permanents
- Minimum 35 ans.

Poste basé à PARIS

Envoyer C.V. et photo à l'attention de Mme BUEZ, Editions DUJARDIN - Parc Industriel 92800 LA TESTE.

**IMPT ÉTABLISSEMENT PUBLIC**

recherche

**UN INGENIEUR CIVIL**

DES PONTS ET CHAUSSÉES

pour assurer pendant 3 ans la coordination des études et des interventions de ses différents services pour un grand projet d'aménagement à l'étranger (génie civil, bâtiment, équipements).

- Le lieu de travail est à PARIS, mais le poste implique des déplacements fréquents.
- Le candidat devra avoir 30 ans env. et avoir assuré pendant 4/5 ans une responsabilité dans un grand chantier ou dans un bureau d'études.
- Il parlera l'anglais couramment.

Envoyer C.V. manuscrit à (79) LEBEUF, 6, place de la Madeleine 75008 PARIS, qui transmettra.

**Société internationale secteur électro-mécanique**

recherche pour région parisienne

**RESPONSABLES PROSPECTION**

35 ans env. - ESSEC - Sup de CO ou équivalent

- Expérience biens d'équipement.
- Anglais indispensable.
- Espagnol ou Allemand souhaité.
- Rémunération non inférieure à 96.000 F an.

Envoyer C.V. et photo sous référence 27 E à : L'ADEEC, 3, square du Thimerais, 75017 PARIS.

**G. I. S.**

Gestion Informatique Système recrute immédiatement

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

confirmés (réf. A.P. 38).

Expérience GAF II appréciée.

Envoyer curriculum vitae : 48, rue du Ranelagh, 75016 PARIS.

**L'AGENCE POUR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE**

recherche

pour son Département Industrie et Agriculture

**DES INGENIEURS**

ayant trois à dix années d'expérience industrielle et des compétences en thermique dans les secteurs suivants :

- chimie, pétrochimie ;
- sidérurgie ;
- industrie mécanique.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à : L'Agence pour les Économies d'Énergie, 30, rue Cambronne, 75017 PARIS CEDEX 15.

مكتبة الامم المتحدة



offres d'emploi

offres d'emploi

IMPT. CABINET EXPERTISES  
REG. PARIS RECHERCHE

ESTIMATEURS

de biens immobiliers  
et fonciers  
Baccalauréat  
Généraliste Bâtiment  
et Immobilier.  
Notions juridiques.  
Fréquent déplacements.  
Travail intéressant  
et poste d'avenir  
Env. lettre manuscrite, C.V.,  
photo et prêt, à Pyc-Publicité  
100, rue de la République,  
75013 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE  
MECANIQUE DE PRECISION  
Leader dans sa technique  
Plusieurs filiales étrangères  
(EUROPE - ETATS-UNIS)  
recherche pour  
son département technico-  
commercial international

INGÉNIEUR

DIPLOME GRANDE ECOLE  
expérience de 3 à 5 ans dans  
l'industrie mécanique et réalisa-  
tion applications.  
Base proche banlieue GUEST.  
Poste intéressant pour candidat  
capable d'initiative et ayant le  
sens des contacts à haut niveau.  
Discretion absolue.

Envoyer C.V., photo et préten-  
sions sous référence 400 à  
PUBLIPANEL, 23, rue Richer,  
75017 Paris, Cédex 07 qui trans.

Le Centre Technique  
Informatique (C.T.I.) recherche  
des informaticiens

de haut niveau. Spécialistes de  
mini-informatique et micro-  
informatique (utilisation et réalisa-  
tion applications).  
Expérience professionnelle mini-  
mum 5 ans.  
Env. C.V. et photo, à I.R.I.A.,  
Service du personnel, B.P. 105,  
78150 LE CHESNAY.  
IMPORTANT CENTRE  
technique  
grande banlieue  
NORD de PARIS  
recherche

INGÉNIEUR  
MECANICIEN  
DIPLOME  
pour travail dans une équipe  
dont la vocation est d'améliorer  
et d'innover dans le domaine  
des METHODES DE FABRICATION  
MECANIQUE.  
Des connaissances en Informa-  
tique appliquées à ce domaine  
sont indispensables.  
La préférence sera donnée au  
candidat ayant des connais-  
sances en :  
— Méthodes de fabrication ;  
— Exploitation des machines à  
commande numérique ;  
— Utilisation des logiciels de  
commande numérique ;  
— Ecriture de post-procédés  
(APT, IFAPT) ;  
— Utilisation du Basic ou  
Fortran ;  
— Utilisation d'ordinateur de  
bureau du type HP 30 ou  
Wang 2200.  
Anglais souhaité.

Adresser C.V., photo et prêt,  
no 2200, Centre Technique,  
20, av. de l'Opéra, Paris-17,  
à M. GUYOT, qui transmettra.

CABINET D'EXPERTISE  
COMPTABLE, quartier  
Saint-Philippe-du-Roule  
recherche

UN (UNE) BON  
TECHNICIEN  
COMPTABLE  
Niveau D.E.C.S. minimum  
Expérience : 3 à 4 ans  
de cabinet order

Les qualités de compétence et  
de souplesse doivent  
permettre :  
— le suivi des dossiers,  
— et la coordination d'une petite  
équipe de collaborateurs.

Env. C.V., manuscrit, photo (re-  
tourner) et prêt, sous réf. 1.102 à  
Centre  
de Psychologie  
17, rue des Arcades Paris

STE D'ASSURANCES  
recherche  
POUR SERVICE  
DU PERSONNEL  
ET DES REGIES  
DE RETRAITE  
ET DE PREVOYANCE.  
Promotion possible. Ecrire avec  
C.V. et photo n° 1303 B BLEU,  
17, rue de la République, 75013  
Paris, qui transmettra.

IMPT CENTRE  
TECHNIQUE  
Grande banlieue  
NORD de PARIS  
recherche pour son  
département CALCULS

UN INGÉNIEUR  
MECANICIEN  
20 ans minimum  
ayant quelques années d'expe-  
rience dans le calcul des  
structures par la méthode des  
éléments finis.

Le titulaire du poste sera  
chargé d'études pratiques en  
surtout sur les points  
suivants :  
— établissement de devis  
(termes contractuels et per-  
sonnel, détails) ;  
— mise en œuvre à l'échelle  
par des agents techniciens ;  
— exploitation des résultats et  
redaction de rapports  
d'études ;  
— aide à la conception des  
structures.

Il devra avoir utilisé des pro-  
grammes de calculs appliqués à la  
mécanique dans un bureau  
d'études ou en chef de calculs.

Adresser C.V., photo et prêt  
no 2200, Centre technique,  
20, av. de l'Opéra, Paris-17,  
à M. GUYOT, qui transmettra.

STE DE ROUTAGE POSTAL  
recherche  
SECRÉTAIRE  
AGENT DE PLANNING  
lente et dynamique pour assurer  
relations direction générale,  
fabrication clientèle.  
Téléphoner à Mme VIDALONE,  
65-66-67 pour rendez-vous.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL  
DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE  
(Près Pont de Neuilly) recherche

un ingénieur

AM - ECP - ENSTA ou équivalent  
Cet ingénieur disposant d'une expérience des  
codes de calculs de structure sur ordinateur,  
participera au sein d'une équipe jeune aux  
développements nouveaux des programmes du  
C.T.I.C.M. orientés vers les calculs en grande  
déplacement.  
Prévoir d'adresser CV manuscrit et prétentions  
Monsieur CAMBON - C.T.I.C.M.  
20 rue Jean Jaurès 92807 Puteaux

ENTREPRISE DE TOUT 1<sup>er</sup> PLAN  
dans son DOMAINE INDUSTRIEL  
recherche pour un de ses départements  
de PETITE MECANIQUE

UN INGÉNIEUR MECANICIEN

ayant déjà eu l'occasion de faire ses preuves dans  
une fonction d'encadrement en production (fabri-  
cations mécaniques).  
Il sera chargé de la fonction d'analyse de la  
valeur, qu'il assurera en étroite collaboration  
avec les divers services techniques, les études, la  
création, etc.  
Il devra progressivement s'élargir son champ d'ac-  
tivité et, à terme, évoluer vers un poste  
d'encadrement de production de haut niveau.  
Lieu de travail : VAL-DE-MARNE (94)  
Env. C.V. man., photo et prêt, sous numéro 28.004,  
Contesse Publ., 30, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

SEL France

Pour son équipe logiciel chargée des développe-  
ments et de l'assistance après-vente des mini-  
ordinateurs SEL 32

INGENIEURS SYSTEME

connaissent les techniques des moniteurs temps  
réel, multiprogrammation, gestion de fichier,  
télétransmission.  
Adresser curriculum-titre à :  
Monsieur le Chef du Personnel  
SYSTEMS ENGINEERING LABORATORIES SA  
29, rue de Noisy  
78870 BAILLY

GECO

GROUPEMENT POUR LA GESTION  
DES RISQUES DE LA CONSTRUCTION  
recrute

INGÉNIEUR DIPLOMÉ

BATIMENT, T.C.E.  
— Instruction de dossiers de sinistres.  
— Recherche des causes de responsabilité.  
— Collab. réparations et préjudices.  
Poste sédentaire mais possibilité de déplacements.  
Expérience chantiers recherchée.  
Adresser curriculum vitae, photo  
et indiquer prétentions à :  
GECO - Service du Personnel  
2, rue du Pont-Neuf - 75001 PARIS.

BALLESTER MARCHAL CONSULTANTS

Institut d'Etudes de Marché engage

CHARGÉ (E) D'ETUDES

pour assumer la responsabilité d'études  
quantitatives et qualitatives dans le domaine  
des produits grand public.  
Le candidat doit avoir 3 à 5 ans minimum  
d'expérience d'études de marché sur des  
produits similaires.  
Nous souhaitons une formation supérieure,  
de bonnes notions d'anglais et d'excellents  
contacts clientèle.  
Adresser C.V. manuscrit, photo et préten-  
sions, sous réf. 1476, à PLAIN CHAMPS, 5, rue  
du Helder 77009 Paris.

RECHERCHONS

JEUNE INSTITUTRICE  
pour deux 2 enfants 5 et 6 ans,  
le matin ou le temps complet,  
3 jours par semaine.  
Séjourner, références obligées.  
SALAIRE IMPORTANT  
TEL. pour R.V. : 82-18-88.  
Recherche un(e) institutrice,  
Compétente 20 ans, ser. infér.,  
Ecrire Ag. PERRIS, 9, r. Bleue,  
Paris-17, qui transmettra.

GENIE CLIMATIQUE  
Périodeur spécialisé cherche  
INGÉNIEUR BUREAU ETUDES  
pour conseil est. Ecr. ARNET,  
9, rue d'Amsterdam, Paris-8.

ALLIANCE FRANÇAISE,  
recherche pour tous postes  
diversifiés, J.F., immédiate,  
disponible, sachant l'esp.,  
cultivée, apte synthèse,  
expérience classement, ordre,  
méthode, mémoire indispensable  
Téléphone, à mail,  
54-38-28, Poste 07.

Recherche COLLABORATEUR,  
niveau élevé possible, rémuné-  
ration intéressante.  
Tel. de 10 h. à 12 h. et 14 h. à  
17 h., 22-74-00, poste 320.

ATTACHE COMMERCIAL  
TRES BON VENDEUR  
30 ans minimum  
ayant forte expérience vente  
journalière à collectivité.  
Activité région parisienne.  
Ecr. avec C.V., photo, adresser  
à M. LA BOIVIE  
B.P. 304, 92083 Nanterre Cedex.  
Revue et classement profession-  
nel d'immersion offre poste à

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE  
COMPTABLE  
ET DE RÉVISION  
recherche

REVEILERS  
Ecr. SECOR, 8 bis, rue d'Amann  
75008 PARIS

COMPAGNIE D'ASSURANCES  
Import Group Privé

rech. pour ses services ad-  
ministratifs et commerc.  
JEUNES GENS, diplômés en  
enseignement supérieur (ESSEC,  
Droit, Sciences Économiques,  
Sup. de CO, etc.).  
Ecr. no 2570 « Le Monde » Pub.,  
5, r. des Italiens, 75007 Paris-7

AUTOPHON

RECHERCHE

AGENTS TECHNIQUES  
NIVEAU D.T.S. BEL  
ou équivalent professionnel  
équivalent.  
Spécialités circuits logiques  
microprocesseurs.  
Connaissance langue  
allemande appréciée.  
Ecrire au téléphone  
K. REINHARDT  
AUTOPHON, rue Bayle,  
92011 LEVALLOIS,  
TEL. : 37-04-00.  
(Métro Anatole-France.)

AGENTS FONCIERS

CONFIRMES  
POSSESSANT VOITURE ET  
POUVAIR COMMERCIAL  
DANS TOUTE LA FRANCE.  
Connaissances relatives :  
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ  
NEGOCIATION  
Candidatures :  
— de préférence bacheliers  
ou licenciés en droit.  
— 13<sup>e</sup> mois.  
— restaurant d'entreprise ;  
— nombreux avantages sociaux et une réelle  
stabilité d'emploi.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions  
à HAVAS CONTACT,  
sous référence 12700,  
156, bd Haussmann,  
75008 PARIS.

UN COLLABORATEUR  
DE CONTRÔLE DE GESTION  
R.V. : 82-18-88.  
3 ans exp. min. pour mis-  
sion au siège et dans les unités  
de Province.  
Connaissance informatique né-  
cessaire. Déplacements fréquents  
en Province.  
Ecrire C.V. et prétentions sous  
réf. 320, à P. LICHAN S.A.,  
B.P. 220, 75003 Paris, Cédex 02  
qui transmettra.

de Conditionnement air rech.  
pour son bureau projets

JEUNES INGÉNIEURS

Capables ultérieurement  
de prendre la responsabilité  
de chantiers à l'étranger.  
Connaissance parfaite  
de l'anglais.  
Ecrire avec C.V. et prétentions,  
lors photo à M. J. P. A., SVP,  
37, r. de la République, Paris-11.

COLLABORATEUR grand standing  
pour contact, haut niveau.  
Poss. gains importants. 236-12-30.  
Service de formation continue  
pour toutes les spécialités.  
FORMATEUR COMPTABLE  
temps plein.

Expérience comptabilité  
en entreprise ou cabinet désirée.  
Service formation continue.  
Université Paris Val-de-Marne,  
avenue du Général-de-Gaulle,  
93011 CRETEIL.

CADRE ADMINISTRATIF  
35 ans minimum  
ayant D.E.C.S. et expérience  
devant assurer comptabilité  
sans budget comptabilité an-  
glo-saxonne, suivi de personnel, pour  
organisme international.  
Stabilité d'emploi.  
Ecrire avec C.V.  
CABINET DARMON et Cie,  
3, r. Saint-Christophe, Paris-19.

Organisme  
de dimension nationale  
pour le développement  
de l'industrie juive en France  
recherche  
pour la création et la Direction  
d'un département de collecte  
à Paris

UN HOMME DYNAMIQUE  
(30 ans minimum)  
ayant le sens  
des « Public relations »  
et de la gestion des affaires  
de marketing.  
Adresser demande avec C.V. et  
photo à M. J. P. A., SVP,  
37, r. de la République, Paris-11.  
EQUIPE cherche un ou une  
FORMATEUR-BATEUR  
vente, communication,  
relations humaines.  
Intéressé(e) par recherches et  
mise en œuvre pédagogique,  
emploi salarié à temps partiel.  
Envoyer C.V. à Jean-Guy ROIN,  
A.S.F. P. 100, rue de la  
Démocratie, 75007 PARIS.

IMPT STE 17<sup>e</sup> art  
recherche pour  
sa CHAÎNE CONTROLE  
ET ORGANISATION  
DES COMPTABILITES  
SUCCESSIONALES ET FILIALES

UN COMPTABLE  
Niveau supérieur  
ou D.T.S.  
Ecrit d'initiatives et sens des  
déplacements très fréquents  
responsabilité élevée

Env. C.V., photo et photo  
no 2200, Centre Technique,  
20, av. de l'Opéra, Paris-17,  
à M. GUYOT, qui transmettra.

ORGANISME PROFESSIONNEL  
recherche

FISCALISTE  
hautement spécialisée

FISCALITE  
DES ENTREPRISES  
pour travaux d'études deux  
fois par mois. La connaissance  
approfondie de la législation  
et de son application compo-  
sante nécessaires. Discrétion  
absolue. Ecrire no 2776,  
Contesse Publ., 30, av. Opéra,  
Paris-17, qui transmettra.

Centre commercial de luxe  
pour travaux d'études deux  
fois par mois. La connaissance  
approfondie de la législation  
et de son application compo-  
sante nécessaires. Discrétion  
absolue. Ecrire no 2776,  
Contesse Publ., 30, av. Opéra,  
Paris-17, qui transmettra.

CA. J. A. J. millions de francs  
annuel distribution gros, import.  
STE DE SERVICE au petit  
indus. Ecr. C. PRAT, 6, av.  
Pierre-Granier, 92100 Boulogne.

Centre commercial de luxe  
pour travaux d'études deux  
fois par mois. La connaissance  
approfondie de la législation  
et de son application compo-  
sante nécessaires. Discrétion  
absolue. Ecrire no 2776,  
Contesse Publ., 30, av. Opéra,  
Paris-17, qui transmettra.

capitax ou  
proposit.com.

EDITEUR cherche associé  
disposant 20 000 F. par hebdo-  
maire. Grand-Jour (47) 57-34-00.

Recherche POUR MOI-MÊME  
région parisienne affaires  
C.A. J. A. J. millions de francs  
annuel distribution gros, import.  
STE DE SERVICE au petit  
indus. Ecr. C. PRAT, 6, av.  
Pierre-Granier, 92100 Boulogne.

Centre commercial de luxe  
pour travaux d'études deux  
fois par mois. La connaissance  
approfondie de la législation  
et de son application compo-  
sante nécessaires. Discrétion  
absolue. Ecrire no 2776,  
Contesse Publ., 30, av. Opéra,  
Paris-17, qui transmettra.

CA. J. A. J. millions de francs  
annuel distribution gros, import.  
STE DE SERVICE au petit  
indus. Ecr. C. PRAT, 6, av.  
Pierre-Granier, 92100 Boulogne.

Centre commercial de luxe  
pour travaux d'études deux  
fois par mois. La connaissance  
approfondie de la législation  
et de son application compo-  
sante nécessaires. Discrétion  
absolue. Ecrire no 2776,  
Contesse Publ., 30, av. Opéra,  
Paris-17, qui transmettra.

CA. J. A. J. millions de francs  
annuel distribution gros, import.  
STE DE SERVICE au petit  
indus. Ecr. C. PRAT, 6, av.  
Pierre-Granier, 92100 Boulogne.

Centre commercial de luxe  
pour travaux d'études deux  
fois par mois. La connaissance  
approfondie de la législation  
et de son application compo-  
sante nécessaires. Discrétion  
absolue. Ecrire no 2776,  
Contesse Publ., 30, av. Opéra,  
Paris-17, qui transmettra.

CA. J. A. J. millions de francs  
annuel distribution gros, import.  
STE DE SERVICE au petit  
indus. Ecr. C. PRAT, 6, av.  
Pierre-Granier, 92100 Boulogne.

Centre commercial de luxe  
pour travaux d'études deux  
fois par mois. La connaissance  
approfondie de la législation  
et de son application compo-  
sante nécessaires. Discrétion  
absolue. Ecrire no 2776,  
Contesse Publ., 30, av. Opéra,  
Paris-17, qui transmettra.

CA. J. A. J. millions de francs  
annuel distribution gros, import.  
STE DE SERVICE au petit  
indus. Ecr. C. PRAT, 6, av.  
Pierre-Granier, 92100 Boulogne.

Centre commercial de luxe  
pour travaux d'études deux  
fois par mois. La connaissance  
approfondie de la législation  
et de son application compo-  
sante nécessaires. Discrétion  
absolue. Ecrire no 2776,  
Contesse Publ., 30, av. Opéra,  
Paris-17, qui transmettra.

secrétaires

Secrétaires de direction

IMPORTANT  
GROUPE  
MULTINATIONAL,  
situé dans le Sud de Paris,  
recherche pour seconder le  
Directeur du Personnel et  
des Relations Humaines

une Secrétaire  
de Direction

(niveau B.T.S. ou équivalent)

Ce poste conviendrait à une candidate possédant :  
— la maîtrise de la langue anglaise ;  
— une expérience de 2 à 3 ans minimum de la  
fonction personnel (appréciée) ;  
— l'esprit d'initiative et le sens de l'organisation.

Situation intéressante par l'autonomie et les  
responsabilités qu'elle implique dans une Société  
offrant :  
— 13<sup>e</sup> mois ;  
— restaurant d'entreprise ;  
— nombreux avantages sociaux et une réelle  
stabilité d'emploi.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions  
à HAVAS CONTACT,  
sous référence 12700,  
156, bd Haussmann,  
75008 PARIS.

MUSIQUE DIFFUSION FRANÇAISE

recherche  
pour son service commercial

1 SECRÉTAIRE DE DIRECTION

bilingue : Français/Anglais  
■ Sténo-dactylo.  
■ Expérience du poste exigée.  
■ Aptitude à prendre des initiatives.  
■ Bonne présentation, niveau études supérieures.

1 STENO-DACTYLO

correspondant  
Lieu de travail : VILLEJUIX (78).  
Poste à pourvoir immédiatement.  
Téléphoner pour prendre rendez-vous, à :  
M. LE DORNE 946-97-82.

SECRÉTAIRE  
DE DIRECTION

PROCHE BANLIEUE SUD-EST - Notre groupe  
a connu un développement extraordinaire,  
notre expansion est remarquable et nous sommes  
aujourd'hui une des toutes premières sociétés  
de distribution. Nous recherchons une Secrétaire  
de Direction confirmée pour notre Directeur  
Administratif et Financier.

Votre expérience passée auprès d'une Direction  
importante, et si possible financière, vous a  
permis d'acquiescer la maîtrise des différentes  
fonctions d'un Secrétaire de Direction. Vous  
êtes intéressée maintenant, sans être rebutée  
par les tâches matérielles, par un poste où vous  
pourrez faire preuve d'initiative, où vous  
senserez l'organisation trouver sa pleine mesure,  
où vos qualités relationnelles pourront s'exercer  
dans un esprit de discrétion rigoureux.

Vous bénéficiez d'une rémunération en  
rapport avec votre expérience et votre  
compétence, et des avantages de la Société.

Si vous pensez avoir le profil de la personne  
que nous recherchons, écrivez, sous réf. 6178,  
aux Connaissances de SÉRIPO qui exa-  
mineront avec vous l'intérêt d'une future  
collaboration.

SERIPO CONSEILS DE  
DIRECTION  
30, rue de Lisbonne - 75008 PARIS

FERGUSON  
Secrétaires de direction  
pour travail à pourvoir  
Paris-VII propose, à partir du Lundi 3 octobre,  
des stages destinés aux travailleurs de la Santé,  
Santé mentale et du secteur social :

1. Formation clinique des praticiens de la  
santé et de la santé mentale.  
2. Communication et langage du corps.  
3. Formation et perfectionnement à l'ac-  
tion psychosociale et à la dyna-  
mique de groupe.  
4. Initiation à la thérapie par le cri.  
5. Initiation au psychodrame.  
6. Perfectionnement aux techniques pro-  
jectives (D.A.T. Village, Morbach).  
7. Vieillesse, nouvelles idées.  
8. L'U.E.R. peut étudier la mise en place  
de stages particuliers.

Recherchons et inscriptions : INSTITUT DE  
FORMATION PERMANENTE, U.E.R. Sciences  
Humaines Cliniques, Université Paris-VII,  
Centre Censier, 13, rue de Saint-Victor, PARIS-5.  
TEL. : 33-12-41 - 33-13-50.

formation professionnelle

L'Institut de Formation Permanente de l'U.E.R.  
Sciences Humaines Cliniques de l'université  
Paris-VII propose, à partir du Lundi 3 octobre,  
des stages destinés aux travailleurs de la Santé,  
Santé mentale et du secteur social :

1. Formation clinique des praticiens de la  
santé et de la santé mentale.  
2. Communication et langage du corps.  
3. Formation et perfectionnement à l'ac-  
tion psychosociale et à la dyna-  
mique de groupe.  
4. Initiation à la thérapie par le cri.  
5. Initiation au psychodrame.  
6. Perfectionnement aux techniques pro-  
jectives (D.A.T. Village, Morbach).  
7. Vieillesse, nouvelles idées.  
8. L'U.E.R. peut étudier la mise en place  
de stages particuliers.

Recherchons et inscriptions : INSTITUT DE  
FORMATION PERMANENTE, U.E.R. Sciences  
Humaines Cliniques, Université Paris-VII,  
Centre Censier, 13, rue de Saint-Victor, PARIS-5.  
TEL. : 33-12-41 - 33-13-50.

1. Formation clinique des praticiens de la  
santé et de la santé mentale.  
2. Communication et langage du corps.  
3. Formation et perfectionnement à l'ac-  
tion psychosociale et à la dyna-  
mique de groupe.  
4. Initiation à la thérapie par le cri.  
5. Initiation au psychodrame.  
6. Perfectionnement aux techniques pro-  
jectives (D.A.T. Village, Morbach).  
7. Vieillesse, nouvelles idées.  
8. L'U.E.R. peut étudier la mise en place  
de stages particuliers.

Recherchons et inscriptions : INSTITUT DE  
FORMATION PERMANENTE, U.E.R. Sciences  
Humaines Cliniques, Université Paris-VII,  
Centre Censier, 13, rue de Saint-Victor, PARIS-5.  
TEL. : 33-12-41 - 33-13-50.

1. Formation clinique des praticiens de la  
santé et de la santé mentale.  
2. Communication et langage du corps.  
3. Formation et perfectionnement à l'ac-  
tion psychosociale et à la dyna-  
mique de groupe.  
4. Initiation à la thérapie par le cri.  
5. Initiation au psychodrame.  
6. Perfectionnement aux techniques pro-  
jectives (D.A.T. Village, Morbach).  
7. Vieillesse, nouvelles idées.  
8. L'U.E.R. peut étudier la mise en place  
de stages particuliers.

Recherchons et inscriptions : INSTITUT DE  
FORMATION PERMANENTE, U.E.R. Sciences  
Humaines Cliniques, Université Paris-VII,  
Centre Censier, 13, rue de Saint-Victor, PARIS-5.  
TEL. : 33-12-41 - 33-13-50.

1. Formation clinique des praticiens de la  
santé et de la santé mentale.  
2. Communication et langage du corps.  
3. Formation et perfectionnement à l'ac-  
tion psychosociale et à la dyna-  
mique de groupe.  
4. Initiation à la thérapie par le cri.  
5. Initiation au psychodrame.  
6. Perfectionnement aux techniques pro-  
jectives (D.A.T. Village, Morbach).  
7. Vieillesse, nouvelles idées.  
8. L'U.E.R. peut étudier la mise en place  
de stages particuliers.

demandes d'emploi

ANIMATEUR CONSEIL  
DE FORMATION 30 ans

■ expérience enseignement  
■ animation socio-culturelle  
■ 2 ans organismes de formation :

— animation groupes entreprises  
— formation de formateurs  
— conception programmes  
— analyse de besoins  
— lancement et suivi animateurs

cherche emploi salarié plein temps

Ecrire no 7847 M. REGIE PRESSE  
85 bis, rue Réaumur, PARIS (2<sup>e</sup>)

INGÉNIEUR INFORMATIEN

J. F. 38 ans, 12 ans d'expérience en Informatique  
Conception de logiciel. Gestion de projets. Exploi-  
tation. Relations européennes. Responsable  
Centre. Anglais courant. Italien, quelques mots  
allemand. Dynamique, efficace, diplomate. Imma-  
gination créatrice. Aiment l'organisation et le  
goût du contact humain - Grande disponibilité  
recherche

POSTE RESPONSABLE GRANDS PROJETS  
EUROPÉENS  
Ecr. no T 081245 M. REGIE-PRESSE  
85 bis, rue Réaumur, PARIS-2<sup>e</sup> qui transmettra

DIRECTION DEVELOPPEMENT / MARKETING

Ingén. ECP + Sc.Po.

■ 5 ans développement industriel pays outre-mer.  
■ 4 ans direction ventes parcellaires.  
■ 7 ans direction développement industrie méca-  
nique rompu problèmes diversification.  
Etude toute proposition.

Ecrire no 1596 « Le Monde » Publicité, 5 rue des  
Italiens, 75007 PARIS-7.







# CARNET

## Naissances

— M. Jean Debenet et Mme, née Geneviève Thomas, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, né le 13 septembre 1977 à Spinal, 20, rue de Varenne, 79007 Paris.

## Mariages

— M. et Mme Henri Castagnet, M. et Mme Maurice Bourgeois, sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille, née le 13 septembre 1977, qui a été célébré l'après-midi le samedi 17 septembre 1977, 1, rue César-Poulain, 51100 Reims, 72, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

## Décès

— M. et Mme Henri Barraque, leurs enfants et petits-enfants, Mme Denise Barraque, M. et Mme Léon Barraque et leurs enfants, M. et Mme Georges Barraque et leurs enfants, Mme Albert Planter, ses enfants et petits-enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de **Mme Joseph Barraque**, née Octavie Planter, survenue le 16 septembre dans sa quatre-vingt-douzième année. Les obsèques seront célébrées ce jour, lundi 19 septembre, à 10 h. 30, en l'église de la Madeleine, où l'on se réunira. 12, rue Lapoullie, 84000 Pau.

— On nous prie de rappeler le décès de **comte Bertrand de Bodinat**, survenu le 23 juillet 1977 à Chevignolles (Allier). Une messe sera célébrée le vendredi 23 septembre 1977 à 18 h. 30, en la chapelle Saint-Louis-des-Invalides, Paris (77). De la part de : La comtesse Bertrand de Bodinat, née Geneviève de Gaudart d'Albignac, du comte et de la comtesse Jacques de Bodinat, M. Christian de Bodinat, Mlle Marie-Édith de Bodinat.

— On nous prie d'annoncer le décès de **Mme André BONNET**, née Jenny Puet, survenue à Versailles le 21 juillet 1977, dans sa quatre-vingt-unème année. De la part de : M. André Bonnet, ingénieur général de l'Armée, officier de la Légion d'honneur, son époux, Du comte et de la comtesse de Reichenbach, M. et Mme Max Lavigne, ses enfants, M. et Mme André Klein, sa sœur, Et de toute sa famille. La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité à Versailles, en l'église Saint-Jeanne-d'Arc.

— Mme Louis Carré, son époux, Son fils, M. et Mme Dominique Bongers et leur fils, M. et Mme Patrick Bongers et leur fils, M. et Mme Marc Bongers, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et Mme Jacques Maury et leurs enfants, M. et Mme Georges Guillemin et leurs enfants, M. et Mme Jean Le Bris et ses enfants, Les familles Carré, Bongers, Maury, Guillemin et Le Bris, ont la douleur de faire part du décès de **M. Louis CARRÉ**, éditeur d'art, officier de la Légion d'honneur, officier des Arts et des Lettres, survenu le 11 septembre. La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité à Reims, en l'église Saint-Aubin de Bonne-Nouvelle, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille. Cet avis tient lieu de faire-part. 10, avenue de Mézière, 75008 Paris, 2, rue Pontgénéral, 33009 Bordeaux, « Le Monde » du 17 septembre.

— Le docteur et Mme Jacques Chabanon, M. Pierre Chabanon, ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père **M. MARCEL CHABANON**, instituteur honoraire, ancien maître de Thoiry-la-Rochette (Loir-et-Cher), croix de guerre 1914-1918, officier de l'Instruction publique, le 16 septembre 1977 dans sa quatre-vingt-quatrième année. Cet avis tient lieu de faire-part. 21, rue de la République, 75001 Paris.

— M. André Grabar, Océ et Nicolas Grabar, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de **Mme André GRABAR**, née Julie Ivanova, docteur en médecine, chef de laboratoire honoraire à l'Institut Pasteur, leur épouse, mère et grand-mère, survenue le 14 septembre, à Boulogne (82). L'inhumation aura lieu, dans l'intimité familiale. Un service funéraire sera célébré au début du mois d'octobre en la cathédrale Alexandre-Nevoï, de Paris. Le jour sera annoncé ultérieurement, par voie de presse.

— M. et Mme Georges Hanla et leurs enfants, M. et Mme Albert Sultan et leur fils, Mlle Pascale Hanla, Mme Vve Ernest Zeltoun, M. et Mme Jacques Hanla et leurs enfants, Mme Vve Marie Nadjar et ses enfants, M. et Mme Victor Talt et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher et regretté **M. Claude HAKI**, survenu le 17 septembre à l'âge de cinquante-neuf ans. Les obsèques auront lieu mardi 20 septembre. On se réunira à la porte principale du cimetière de Puteaux-Parisien, à 11 heures. Cet avis tient lieu de faire-part. 205, bd Vincent-Auriol, 75013 Paris.

## MOTS CROISÉS MÉTÉOROLOGIE

**PROBLEME N° 1871**  
1 2 3 4 5 6 7 8 9

**HORIZONTALEMENT**  
I. N'effectuant pas leur travail sans une certaine retenue. — II. Court, court; Abbréviation. — III. Veiller à avoir le dernier mot. — IV. Préface; Cause d'un légisme méconnaissance. — V. Brevé ou économiste français; Fraction du temps. — VI. Émulsion. — VII. Cardinaux; Nette-ment sur le retour. — VIII. Beauté piquante; Point biblique. — IX. Ensemble vocal. — X. Pronom. — XI. Un qui ne saurait prétendre qu'il n'a rien à déclarer.

**VERTICALEMENT**  
1. Font de belles robes. — 2. Façon de se tenir; Lisse. — 3. Dispense une faible clarté. — 4. Exporte bien des vêtements; Bien charpenté. — 5. Tenaient compagnie aux dieux (épée); Rester sur ses positions. — 6. Fait autorité. — 7. Surveillance de près; Symbole chimique; Bon pour rien. — 8. Dans l'eau, il paraît heureux comme un poisson. — 9. Riches en certaines essences.

**Solution du problème n° 1870**  
**Horizontalement**  
I. Réves; Ciel. — II. Outillage. — III. Taupe; Les. — IV. Lerne. — V. Rhône; Nis. — VI. Rases. — VII. Cr; Eden. — VIII. Ma; On; Les. — IX. Abrus; X. Iris; Océ. — XI. Nicée; NL.

**VERTICALEMENT**  
1. Retard; Main. — 2. Cabri. — 3. Voulait; Rie. — 4. Rapen; Ouse. — 5. Chantiers; Ad; In. — 7. Chantiers. — 8. Ile; Méta; En. — 9. Lestes; Ciel.

**GUY BROUTY.**

## Concours

— A l'Assistance publique, un concours est ouvert pour un emploi d'ouvrier premier catégorie monteur en chauffage, le 24 octobre 1977. Les candidatures sont à adresser, du 19 septembre au 7 octobre, à la Direction du personnel, service de l'enseignement et de la promotion, bureau des concours, 4, rue Saint-Martin, 75100 Paris R.P.

— M. Benoît Tordjman demande à tous ses amis et connaissances de témoigner leur sympathie à son fils **M. David Tordjman**, élève au lycée de la rue de la République, 75001 Paris, 11, rue Pierre-Ange, Neuilly-sur-Seine.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

# AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS MÉTÉOROLOGIE

**PROBLEME N° 1871**  
1 2 3 4 5 6 7 8 9

**HORIZONTALEMENT**  
I. N'effectuant pas leur travail sans une certaine retenue. — II. Court, court; Abbréviation. — III. Veiller à avoir le dernier mot. — IV. Préface; Cause d'un légisme méconnaissance. — V. Brevé ou économiste français; Fraction du temps. — VI. Émulsion. — VII. Cardinaux; Nette-ment sur le retour. — VIII. Beauté piquante; Point biblique. — IX. Ensemble vocal. — X. Pronom. — XI. Un qui ne saurait prétendre qu'il n'a rien à déclarer.

**VERTICALEMENT**  
1. Font de belles robes. — 2. Façon de se tenir; Lisse. — 3. Dispense une faible clarté. — 4. Exporte bien des vêtements; Bien charpenté. — 5. Tenaient compagnie aux dieux (épée); Rester sur ses positions. — 6. Fait autorité. — 7. Surveillance de près; Symbole chimique; Bon pour rien. — 8. Dans l'eau, il paraît heureux comme un poisson. — 9. Riches en certaines essences.

**Solution du problème n° 1870**  
**Horizontalement**  
I. Réves; Ciel. — II. Outillage. — III. Taupe; Les. — IV. Lerne. — V. Rhône; Nis. — VI. Rases. — VII. Cr; Eden. — VIII. Ma; On; Les. — IX. Abrus; X. Iris; Océ. — XI. Nicée; NL.

**VERTICALEMENT**  
1. Retard; Main. — 2. Cabri. — 3. Voulait; Rie. — 4. Rapen; Ouse. — 5. Chantiers; Ad; In. — 7. Chantiers. — 8. Ile; Méta; En. — 9. Lestes; Ciel.

**GUY BROUTY.**

## Concours

— A l'Assistance publique, un concours est ouvert pour un emploi d'ouvrier premier catégorie monteur en chauffage, le 24 octobre 1977. Les candidatures sont à adresser, du 19 septembre au 7 octobre, à la Direction du personnel, service de l'enseignement et de la promotion, bureau des concours, 4, rue Saint-Martin, 75100 Paris R.P.

— M. Benoît Tordjman demande à tous ses amis et connaissances de témoigner leur sympathie à son fils **M. David Tordjman**, élève au lycée de la rue de la République, 75001 Paris, 11, rue Pierre-Ange, Neuilly-sur-Seine.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

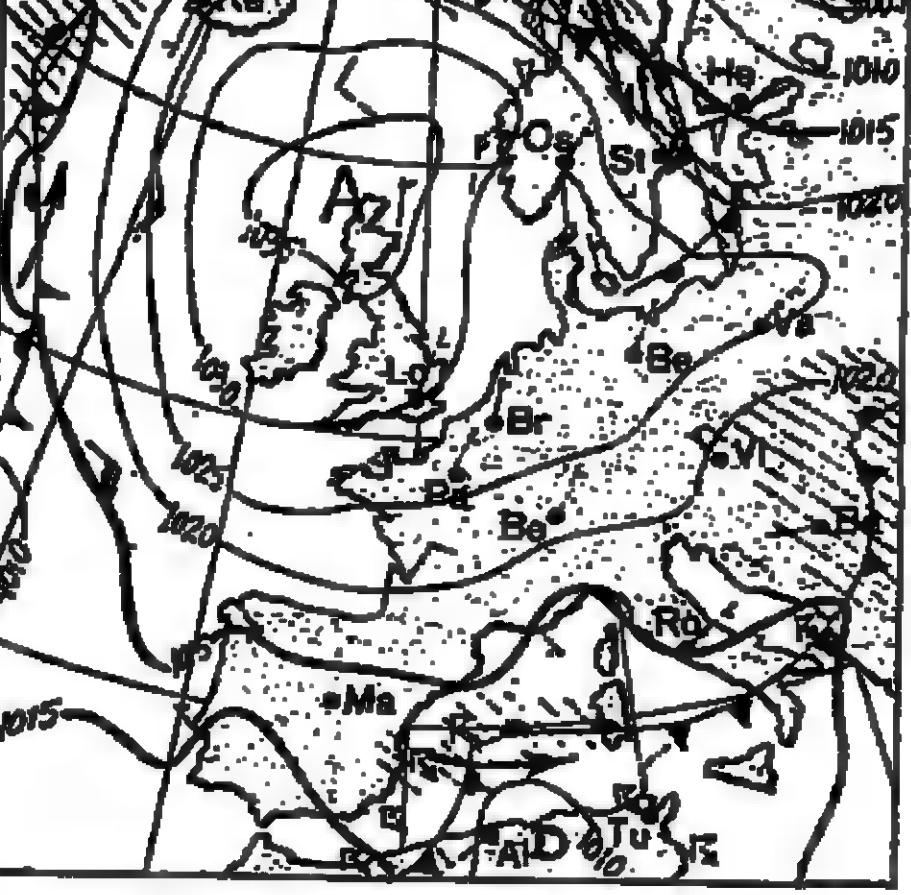
— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

— M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

## SITUATION LE 19.09.77 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 19 septembre à 6 heures et le mardi 20 septembre à 24 heures : Les hautes pressions d'Europe occidentale restent centrées sur le nord des Britanniques. Elles continueront de protéger une grande partie de la France des perturbations qui circulent sur la Méditerranée et de celles qui progressent de la Scandinavie à l'Europe centrale. Cependant, nos régions du Sud-Est et du Nord seront en bordure de ces courants. Mardi, le temps sera souvent très nuageux sur l'est des Alpes, le Sud-Est et la Corse, où quelques pluies ou averses, localement orageuses, seront observées. D'autres part, les nuages deviendront plus abondants du nord de la Somme aux Ardennes. Sur le reste de la France, le temps sera ensoleillé. Les vents, orientés au secteur nord-est, seront faibles à modérés en général, mais assez forts à forts par moments sur les régions méditerranéennes. Il fera très frais au lever du jour, et des gelées blanches seront observées sur les hauteurs de l'intérieur, sauf près de la Méditerranée.

**Journal officiel**  
Sont publiés au Journal officiel du 18 septembre 1977 : **DES DECRETS**  
— Portant publication de la convention internationale sur la sécurité des contenus (O.S.C.) (ensemble deux annexes), faite à Genève le 2 décembre 1973 ;  
— Réglementant les conditions d'entrée et de séjour dans les départements d'outre-mer des étrangers ressortissants des États membres de la Communauté économique européenne bénéficiaires de la libre circulation des personnes et des services.

**UN ARRÊTÉ**  
— Relatif au contrôle de l'emploi des personnes dans les établissements de soins, le personnel est exposé à l'action des poussières d'amiant.

## VENTE A CHARTRES (28)

**GALERIE DE CHARTRES**  
DIMANCHE 25 SEPT. à 10 et 14 h.  
40 JOURS DE POUVOIR DE COLLECTION  
BOITE A MUSIQUE  
FANFANES MARIANES  
Catalog. Expo. vend. 25-15-18 h. : sam. 25-16-12 h. 15-17 h. 20-22 h. M. J. et J.-P. LEBLANC, C.F. 27, assoc., 1, place du Gal-de-Gaulle, CHARTRES - Tél. : (37) 26-04-33.

## MATELAS SOMMIERS ENSEMBLES

**SIMMONS**  
présente toutes ses literies chez **CAPELOU**  
DISTRIBUTEUR  
LIVRAISON TRÈS RAPIDE  
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI  
Sous adresse de vente : 37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE PARIS XI<sup>e</sup> Métro Parmentier Tél. 357.46.35

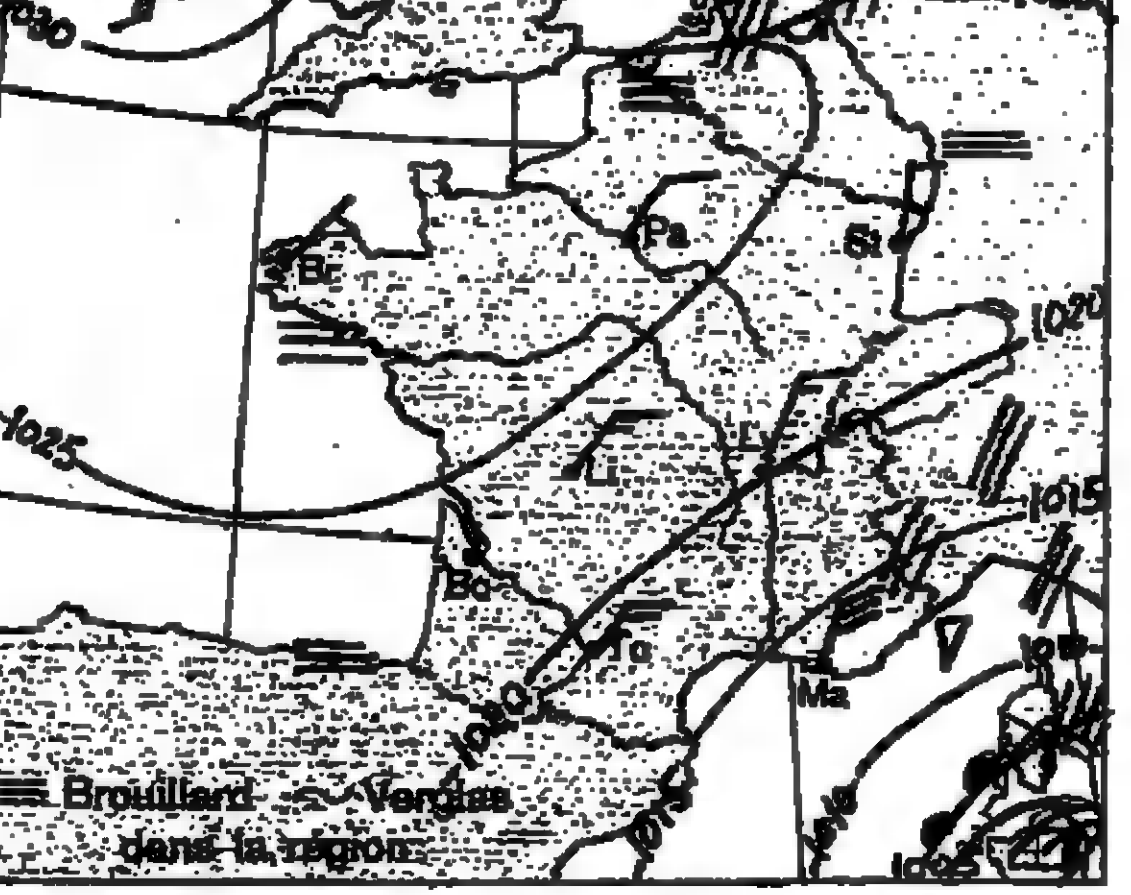
## HERMÈS

24 Faubourg Saint-Honoré  
**COUTURE**  
Collections  
Automne-Hiver  
Présentation à 15 h les 15-16-20-21-22 et 23 Septembre

## Seize relations par jour entre Paris et Lille

Entre PARIS et STRASBOURG, un nouvel aller et retour en première et deuxième classe, desservant les principales villes intermédiaires, sera créé au départ de Paris, à 16 h. 34 (arrivée à Strasbourg à 21 h. 04), et au départ de Strasbourg à 8 h. 22 (arrivée à Paris à 12 h. 38). Entre PARIS et LILLE, le nombre des relations quotidiennes en semaine, de Paris vers Lille, sera porté à seize grâce à la création d'un nouveau train circulant les jours ouvrables dans l'horaire : Paris, 12 h. 25; Arras, 13 h. 58; Douai, 14 h. 02; Lille, 14 h. 33. Dans l'autre sens, une nouvelle relation sera créée de Lille (7 h. 59) à Paris (9 h. 47) effectuée par un train Corail de par-cours entre les deux villes : 1 h. 52. L'équilibre en sera assuré par un train circulant dans l'horaire Paris (17 heures)-Lille (19 h. 02), également sans arrêt, qui sera un train Corail de par-cours, nommé « le Lys de Flandre », sera assuré en voiture Corail de première et deuxième classe, et aura lieu du lundi au vendredi. Cette aménagement sera complété par la mise en marche, les vendredis, d'un aller et retour nouveau (Paris, 16 h. 27; Lille, 18 h. 40 et Lille 16 h. 44; Paris,

## PRÉVISIONS POUR LE 20-09-77 DÉBUT DE MATINÉE



Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 29 degrés; Amsterdam, 15 et 16; Athènes, 27 et 28; Berlin, 14 et 15; Bonn, 14 et 15; Bruxelles, 14 et 15; Casablanca, 23 et 24; Copenhague, 14 et 15; Genève, 13 et 14; Lisbonne, 22 et 23; Londres, 15 et 16; Madrid, 22 et 23; Moscou, 16 et 17; New-York, 22 et 23; Palma-de-Majorque, 22 et 23; Rome, 24 et 25; Stockholm, 12 et 13; Téhéran, 32 et 33.

## Transports

### LE SERVICE D'HIVER DE LA S.N.C.F.

Le service d'hiver des trains de voyageurs entrera en vigueur le 25 septembre 1977. Il se caractérisera par des améliorations horaires et de desserte portant sur les relations inter-régionales, notamment entre la Champagne, la Lorraine et le Sud-Est, entre la Normandie et le Val-de-Loire, sur les liaisons entre Paris et le Nord ainsi qu'entre Paris et les Alpes.

Entre la Champagne et la Bourgogne, une nouvelle relation REIMS-DIJON, aller et retour, sera mise en service tous les jours : départ de Reims à 16 heures (16 h. 53 les vendredis) et de Dijon à 16 h. 43 (17 h. 12 les vendredis).

Sur la relation METZ-LYON, une liaison directe entre Metz, Nancy et Lyon se substituera à une liaison établie par correspondance à Dijon grâce à la continuation jusqu'à Lyon d'un train Metz-Dijon, selon l'horaire suivant : Metz, 6 h. 48; Nancy, 7 h. 29; Lyon, 11 h. 42. En sens inverse, l'horaire de ce train sera le suivant : Lyon, 17 h. 45; Nancy, 21 h. 59; Metz, 22 h. 44. D'autre part, un nouveau train circulerait chaque jour entre Dijon (16 h. 48) et Metz (19 h. 57).

Grâce à de nouvelles liaisons, la relation directe CAEN-LES-MANS et TOURS seront sensiblement améliorées. En soirée, un train nouveau sera créé au départ de Caen à 18 h. 03 pour Tours (arrivée à 18 h. 27), où il sera à Saint-Pierre-des-Corps une correspondance pour Bordeaux (arrivée, 22 h. 40). Du lundi au dimanche, en matinée, au départ du Mans (6 h. 45), un nouveau train, également, permettra d'être à Caen à 8 h. 30. D'autre part, deux aller et retour, l'un entre Caen et Le Mans, et deux aller et retour Caen-Tours seront désormais assurés par des turbodiesels, plus rapides et plus confortables. Enfin, deux aller et retour Rouen-Le Mans-Tours seront désormais assurés par la mise en correspondance à Mézidon, de trains Rouen-Caen et Caen-Le Mans-Tours.

Sur la relation NANTES-LYON, en raison du succès croissant des services de jour assurés depuis décembre 1973 par des turbodiesels, la totalité du service sur cette relation sera désormais effectuée par des trains Corail d'une capacité supérieure.

### Seize relations par jour entre Paris et Lille

Entre PARIS et STRASBOURG, un nouvel aller et retour en première et deuxième classe, desservant les principales villes intermédiaires, sera créé au départ de Paris, à 16 h. 34 (arrivée à Strasbourg à 21 h. 04), et au départ de Strasbourg à 8 h. 22 (arrivée à Paris à 12 h. 38). Entre PARIS et LILLE, le nombre des relations quotidiennes en semaine, de Paris vers Lille, sera porté à seize grâce à la création d'un nouveau train circulant les jours ouvrables dans l'horaire : Paris, 12 h. 25; Arras, 13 h. 58; Douai, 14 h. 02; Lille, 14 h. 33. Dans l'autre sens, une nouvelle relation sera créée de Lille (7 h. 59) à Paris (9 h. 47) effectuée par un train Corail de par-cours entre les deux villes : 1 h. 52. L'équilibre en sera assuré par un train circulant dans l'horaire Paris (17 heures)-Lille (19 h. 02), également sans arrêt, qui sera un train Corail de par-cours, nommé « le Lys de Flandre », sera assuré en voiture Corail de première et deuxième classe, et aura lieu du lundi au vendredi. Cette aménagement sera complété par la mise en marche, les vendredis, d'un aller et retour nouveau (Paris, 16 h. 27; Lille, 18 h. 40 et Lille 16 h. 44; Paris,

## 75 experts représentent 75 conférence mondiale d'Isle

Les 75 experts représentant 75 conférence mondiale d'Isle, se réuniront à Paris, du 25 septembre au 1er octobre 1977, pour discuter des problèmes liés à l'énergie nucléaire.

## Horizon 2000

Le service d'hiver des trains de voyageurs entrera en vigueur le 25 septembre 1977. Il se caractérisera par des améliorations horaires et de desserte portant sur les relations inter-régionales, notamment entre la Champagne, la Lorraine et le Sud-Est, entre la Normandie et le Val-de-Loire, sur les liaisons entre Paris et le Nord ainsi qu'entre Paris et les Alpes.

## Transports

### LE SERVICE D'HIVER DE LA S.N.C.F.

Le service d'hiver des trains de voyageurs entrera en vigueur le 25 septembre 1977. Il se caractérisera par des améliorations horaires et de desserte portant sur les relations inter-régionales, notamment entre la Champagne, la Lorraine et le Sud-Est, entre la Normandie et le Val-de-Loire, sur les liaisons entre Paris et le Nord ainsi qu'entre Paris et les Alpes.

Entre la Champagne et la Bourgogne, une nouvelle relation REIMS-DIJON, aller et retour, sera mise en service tous les jours : départ de Reims à 16 heures (16 h. 53 les vendredis) et de Dijon à 16 h. 43 (17 h. 12 les vendredis).

Sur la relation METZ-LYON, une liaison directe entre Metz, Nancy et Lyon se substituera à une liaison établie par correspondance à Dijon grâce à la continuation jusqu'à Lyon d'un train Metz-Dijon, selon l'horaire suivant : Metz, 6 h. 48; Nancy, 7 h. 29; Lyon, 11 h. 42. En sens inverse, l'horaire de ce train sera le suivant : Lyon, 17 h. 45; Nancy, 21 h. 59; Metz, 22 h. 44. D'autre part, un nouveau train circulerait chaque jour entre Dijon (16 h. 48) et Metz (19 h. 57).

Grâce à de nouvelles liaisons, la relation directe CAEN-LES-MANS et TOURS seront sensiblement améliorées. En soirée, un train nouveau sera créé au départ de Caen à 18 h. 03 pour Tours (arrivée à 18 h. 27), où il sera à Saint-Pierre-des-Corps une correspondance pour Bordeaux (arrivée, 22 h. 40). Du lundi au dimanche, en matinée, au départ du Mans (6 h. 45), un nouveau train, également, permettra d'être à Caen à 8 h. 30. D'autre part, deux aller et retour, l'un entre Caen et Le Mans, et deux aller et retour Caen-Tours seront désormais assurés par des turbodiesels, plus rapides et plus confortables. Enfin, deux aller et retour Rouen-Le Mans-Tours seront désormais assurés par la mise en correspondance à Mézidon, de trains Rouen-Caen et Caen-Le Mans-Tours.

Sur la relation NANTES-LYON, en raison du succès croissant des services de jour assurés depuis décembre 1973 par des turbodiesels, la totalité du service sur cette relation sera désormais effectuée par des trains Corail d'une capacité supérieure.

### Seize relations par jour entre Paris et Lille

Entre PARIS et STRASBOURG, un nouvel aller et retour en première et deuxième classe, desservant les principales villes intermédiaires, sera créé au départ de Paris, à 16 h. 34 (arrivée à Strasbourg à 21 h. 04), et au départ de Strasbourg à 8 h. 22 (arrivée à Paris à 12 h. 38). Entre PARIS et LILLE, le nombre des relations quotidiennes en semaine, de Paris vers Lille, sera porté à seize grâce à la création d'un nouveau train circulant les jours ouvrables dans l'horaire : Paris, 12 h. 25; Arras, 13 h. 58; Douai, 14 h. 02; Lille, 14 h. 33. Dans l'autre sens, une nouvelle relation sera créée de Lille (7 h. 59) à Paris (9 h. 47) effectuée par un train Corail de par-cours entre les deux villes : 1 h. 52. L'équilibre en sera assuré par un train circulant dans l'horaire Paris (17 heures)-Lille (19 h. 02), également sans arrêt, qui sera un train Corail de par-cours, nommé « le Lys de Flandre », sera assuré en voiture Corail de première et deuxième classe, et aura lieu du lundi au vendredi. Cette aménagement sera complété par la mise en marche, les vendredis, d'un aller et retour nouveau (Paris, 16 h. 27; Lille, 18 h. 40 et Lille 16 h. 44; Paris,

M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.

M. et Mme David Strouk, Mme André Strouk et ses enfants, Les familles Strouk et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté **M. André STROUK**, Réunion, cimetière de Bagneux-Parisien, mardi 20 septembre, à 16 h. 30.



**SICOB - Niveau 4, zone E, stand 4501**



## ÉCONOMIE - SOCIAL

## SALAIRES

## LES NÉGOCIATIONS DANS LE SECTEUR PUBLIC

## Les cheminots ne signeront pas d'accord sans nouvelles concessions de la direction

Les négociations salariales dans le secteur nationalisé arrivent à leur terme sans que la signature des syndicats modérés obtenue par la direction de la R.A.T.P. ait ouvert la voie à d'autres accords, exception faite de l'E.G.F. Les cheminots F.O., après une réunion de leur commission exécutive où les avis furent fort partagés avant de s'orienter vers une réponse positive, ont demandé à la direction de l'entreprise de poursuivre les discussions. En revanche, les

mineurs F.O. jugent inacceptables les offres des Charbonnages de France, c'est aussi l'avis de la C.F.T.C. influente dans les houillères, étant entendu que, comme partout ailleurs, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont, dès le début, fait connaître leur position. Les chances d'un accord paraissent donc minces à la S.N.C.F., où les syndicats devaient être reçus ce lundi 19 septembre à 17 heures.

À la fonction publique, on le sait, le gouvernement doit faire connaître ses propositions lors de la réunion des fédérations, le 29 septembre.

Les responsables des secteurs public et nationalisés C.F.D.T., comme l'avaient fait leurs homologues de la C.G.T., ont, le 18 septembre, lancé un appel au développement de l'action. M. Henry, secrétaire général de la FEN, a pris rendez-vous avec les dirigeants confédéraux de la C.F.D.T. le 21 septembre, et le 28 septembre avec ceux de F.O., puis ceux de la C.G.T.

Pourquoi, dans ces conditions, les syndicats ne donnent-ils leur signature ici et là ? Le refus de la C.G.T. et de la C.F.D.T. est, lui, catégorique depuis le début : ces syndicats ne veulent pas « contourner la politique d'austérité du gouvernement » et ne voient d'autre issue que l'action, revendicative, ce qui n'empêche pas les travailleurs d'empêcher le bénéfice des accords signés par d'autres, aussi modestes soient-ils. L'attitude des autres organisations dépend d'éléments divers : le rapport de l'entreprise, son climat social, la situation des salaires, les revendications professionnelles, le niveau des salaires, la proportion des rémunérations modestes, les avantages liés aux salaires ou en jeu lors de la négociation de l'accord.

## 72 % du salaire d'activité

Ainsi, à la R.A.T.P., M. Ulrich (F.O.) explique : « Sans l'accord, l'ajustement, après coup, des salaires sur les prix, aurait institué un décalage de près de 1 % entre coût de la vie et rémunérations. Notre pouvoir d'achat ne s'en serait pas maintenu. Le versement d'un rappel qui pourrait être de 400 francs va être apprécié. Nous aurons une proposition de salaire d'achat, mais cette année on ne peut rien espérer de plus par la voie contractuelle. Enfin, nous avons obtenu une amélioration des retraites. La prime de production sera en outre, à compter du 1<sup>er</sup> juillet, intégrée en trois années dans l'assiette du calcul des retraites. À ce moment, la pension atteindra 72 % du salaire d'activité. »

À l'E.G.F., Force ouvrière estime que les discussions actuelles permettent aux syndicats de négocier les modalités de répartition du crédit affecté au pouvoir d'achat, et de le répartir prioritairement aux catégories modestes. Or 45 % des électriciens appartiennent au personnel d'exécution.

Aux Charbonnages, au contraire, la forte proportion des salaires donne un moindre intérêt à la redistribution d'un crédit complémentaire. Les mineurs ont le sentiment d'être oubliés, même en ce qui concerne la réajustement du travail manuel. Le climat est comparable à la S.N.C.F., où, malgré les performances techniques, les perspectives économiques ne sont pas optimistes. L'écart est trop grand entre ce que souhaitent les cheminots et ce qu'offrent les pouvoirs publics. Cependant, certaines organisations, comme la F.M.C. (maîtrise et cadres, autonome) pourraient s'inscrire dans des concessions sur les retraites.

Quant à la fonction publique, les syndicats sauront, à la fin du mois, que les formules de négociation pour adapter les propositions gouvernementales faites ailleurs. Les fédérations, on le sait, se refusent à négocier en « masse salariale » et se contentent comment l'on pourrait évaluer les « résultats économiques » des administrations. Autre difficulté : les responsables syndicaux, plus qu'ailleurs, ont ici le sentiment de traiter directement avec le pouvoir, et ils ne veulent pas être soupçonnés de pactiser avec lui.

JOANINE ROY.

● La C.F.T.C. réclame la généralisation d'une cinquième semaine de congés payés, en priorité pour les travailleurs manuels. Selon le conseil fédéral chrétien, réuni le 18 septembre, cette mesure concourrait à la réduction du chômage. Il demande, d'autre part, « la distribution immédiate des excédents des caisses d'allocation familiales ».

## CONJONCTURE

## M. CHIRAC PARTISAN D'UNE RELANCE PLUS FERME

« Malgré tous les efforts méritoires du gouvernement, le rouge persiste sur presque tous les tableaux économiques », a déclaré le 18 septembre à Toulon, M. Jacques Chirac, Partisan d'une relance plus ferme, il a préconisé une « politique de l'économie adaptée » où le pouvoir serait « réellement responsable de l'administration ». Cette reprise en main devrait s'effectuer par « un système de planification démocratique » entre que l'ancien système ultra-dirigé, sans direction, et une politique plus libérale pour les prix et les revenus.

## A L'ÉTRANGER

## La menace des pétrodollars

De notre correspondant

New-York. — Selon une étude d'une sous-commission du Sénat, publiée sous le titre « Dette internationale, banques et politique étrangère américaine », les pays arabes disposent d'une arme financière redoutable — 50 milliards de dollars — dont ils pourraient se servir contre les États-Unis et leurs alliés à l'occasion d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient. Cette étude affirme que la moitié de ce montant se trouve actuellement placée aux États-Unis, les 50 milliards qui représentent les recettes pétrolières étant déposées à court terme dans les banques occidentales. Malgré les relations amicales qui existent entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis, rappelle le document, l'arme pétrolière a été utilisée en 1973.

Le retrait soudain de ce pécule ne manquerait pas de faire chavirer le système financier occidental tout entier. Ni le gouvernement américain ni ceux des autres pays industrialisés ne se sont jusqu'ici efforcés sérieusement de remédier à ce déséquilibre structurel et de réduire la dépendance de l'Occident à l'égard de l'OPEP.

Le rapport examine, par ailleurs, avec inquiétude l'ampleur du problème des pétrodollars, à savoir la dette croissante des pays les moins développés. Selon lui, leur situation est tellement précaire qu'elle risque de faire sauter le système bancaire privé tout entier. La dette publique de ces pays atteint aujourd'hui 200 milliards de dollars, dont 80 milliards ont été avancés par des banques privées américaines. Ces banques s'emploient aujourd'hui — avec l'aide du F.M.I. — à empêcher qu'un pays (Zaire, Pérou ou Turquie par exemple) ne se déclare dans l'impossibilité de faire face à ses obligations et ne provoque des faillites en chaîne.

Le président de la sous-commission du Sénat, M. Frank Church, a déclaré : « On ne voit pas comment sortir du carrelage vicieux formé d'une part par un petit nombre de pays auxquels le pétrole fournit des surplus financiers chaque jour plus importants, de l'autre par un grand nombre de pays de plus en plus endettés par suite de leurs importations pétrolières. » Le rapport souligne certaines contradictions de la politique étrangère de l'administration Carter. Dans la mesure où le F.M.I. sera amené à imposer aux pays du tiers-monde des mesures d'austérité plus sévères pour prix de son soutien, il incitera leurs gouvernements à durcir leurs politiques à l'égard de leurs plus répressifs. M. Carter pourrait donc être contraint de se montrer moins exigeant à propos des droits civils au Brésil, en Uruguay, en Argentine, pour ne citer que ces pays.

LOUIS WIZNITZER.

## LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES DEVICES

	COURS DU MOIS	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
		Rep. + en Sep.	en Sep.	Rep. + en Sep.	en Sep.	Rep. + en Sep.	en Sep.
\$ U.S.....	4,3200	4,3250	+ 60 + 90	+ 200 + 250	+ 400 + 5		
£ cas. ....	4,3350	4,3500	+ 20 + 60	+ 100 + 150	+ 200 + 3		
Yen (100) ..	1,9450	1,9500	+ 20 + 60	+ 100 + 150	+ 200 + 3		
D.M. ....	2,1150	2,1250	+ 50 + 80	+ 200 + 270	+ 450 + 5		
Florin .....	3,0000	3,0040	+ 40 + 80	+ 100 + 200	+ 250 + 10		
F.S. (100) ..	13,74	13,75	+ 100 + 200	+ 700 + 800	+ 1.200 + 10		
F.S. ....	2,8700	2,8725	+ 20 + 120	+ 250 + 320	+ 500 + 7		
L. (1 000) ..	5,2140	5,2150	+ 200 + 250	+ 1.000 + 1.000	+ 1.800 + 10		
£ ....	5,5550	5,5550	+ 100 + 200	+ 450 + 550	+ 820 + 10		

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/12	4/14	3/14	4	2 1/2	4 1/8	3 1/8	4 1/2
D.M. ....	3 1/8	4 1/4	3 3/4	4	2 1/2	4 1/8	3 1/8	4 1/2
£ U.S. ....	6 1/8	6 3/8	6 5/8	7	6 1/2	6 3/4	6 5/8	7
Florin .....	3 3/4	4 1/4	4 1/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
F.S. ....	5	5 1/4	5 1/4	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
F.S. ....	1 3/4	2 1/4	2 1/4	2 1/4	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
L. (1 000) ..	12	15	15	15	14	14	14	14
£ ....	5 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
F.S. franc ..	8 1/2	9 1/4	9 1/4	9 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	11

Notes : Les données ci-dessus sont les cours pratiqués sur le marché international des devises tel qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par un grand banque de la place.

NOUVEAU

dans tous les bureaux de poste

BONS D'ÉPARGNE PTT

Des placements faciles :  
• disponibles dans tous les bureaux de poste.  
• remboursables à tous moments dès le 4<sup>e</sup> mois.  
• émis au porteur.

Des placements sûrs :  
• garantis par l'Etat.

Des placements intéressants :  
• rendement progressif.  
• taux actuariel brut pouvant atteindre 9,75 % pendant 5 ans.

pour vos bons d'épargne  
**LES PTT SONT LÀ**

## APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

## SPÉCULATION M2 ARTISTIQUE

المترموج الفني

La Société Civile Immobilière du M2 Artistique Fred FOREST fait savoir à son aimable clientèle, et contrairement à certaines rumeurs visant à porter atteinte à son honorabilité qu'elle existe toujours. Elle rappelle que la maîtrise artistique présente pour le spéculateur offre l'avantage d'un placement double à haut rendement. En période de crise économique internationale ce mode d'investissement astucieux, à cheval sur l'art et l'immobilier, s'ouvre aux perspectives de développement du marché dans nos sociétés libérales avancées. C'est la seule société au monde à proposer cette formule inédite de spéculation dont elle entend vous faire bénéficier à vos risques et périls.



An cours de la vente internationale d'Art Contemporain que dirigent Maître Blanche le 22 mars à l'Espace Cardin le n° 83 bis « M2 ARTISTIQUE » a été l'objet de vente et remporté par le n° 62 sur le M2 ARTISTIQUE, adjugé 6.500 F. Nous précisons que cette intervention contre laquelle nous faisons appel était les modalités techniques de cette vente à la suite d'un conflit de compétence survenu entre la Chambre des Notaires et celle des Commissaires-Priseurs. Cette intervention se faisait au même maître d'œuvre, au M2 ARTISTIQUE EN LUI-MÊME, c'est-à-dire à la qualité de marchand d'ARTISTIQUE-IMMOBILIERE rigoureusement légal conforme au code commercial français.

## OFFRE D'ACHAT PAR SOUMISSION

Rien de plus simple : vous fixez vous-même en toute liberté subjective le montant de votre offre. Aucun montant maximum ou minimum n'est conseillé. CETTE OFFRE VOUS L'ADRESSEZ SOUS PLI CHUQUET AVANT LE 15 OCTOBRE 1977 À M. LE MAIRE, HUISSIER DE JUSTICE, 6, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 75005 PARIS. EN PORTANT EN EVIDENCE LA MENTION « M2 ARTISTIQUE » EN ROUGE SUR L'ENVELOPPE. CE DERNIER PROCÉDURA L'OUVERTURE PUBLIQUE DES ENVOIS LE 20 OCTOBRE 1977 À 18 H. 30. DANS LES SALONS DE L'HOTEL CRILLON, 10, PLACE DE LA CONCORDE, PARIS (8<sup>e</sup>). Cette ouverture se fera en présence de spécialistes.

de l'immobilier, de l'art contemporain et de la presse. Afin d'ouvrir à tous nos amis étrangers les facilités spéculatives de notre système artistique-immobilier nous assurerons une large information au-delà de nos frontières notamment en direction des pays du Moyen-Orient vers lesquels s'orientent les tendances du marché. Notre société, contrairement à certaines allégations sénégalaises, ne veut nullement brider le territoire national, parcelle par parcelle, mais entend faire bénéficier dans un esprit de parfait écumenisme l'accès du plus grand nombre au défilé de l'art comme de la spéculation.

## PROMESSE D'ACHAT

Je soussigné, M. ou Mme

Avisé par

Téléphone

offre par la présente d'acheter « LE M2 ARTISTIQUE » aux termes et conditions proposées par la Société Civile Immobilière du M2 ARTISTIQUE FRED FOREST pour la somme de .....

en chiffres et en lettres Laquelle somme je m'oblige à régler entre les mains du notaire susnommé Maître Jean-Luc FAYRE délégué par la Société vendeuse dans un délai de quinze jours suivant l'acceptation ou la présente offre par la société du M2 ARTISTIQUE desquels maurs fait connaître qu'elle a été retenue.

Fait à ..... le ..... 1977. Signature

سكزا من الأصل



## A L'ETRANGER

# La menace des pétrodollars

[illegible]

LA BIENNE INTERNATIONAL GEE

**TAKES OVER EURO-4000**



**NOUVEAU**

## 4001

# BOND D'EPARGNE ET

## Des placements

Des placements  
à court terme  
Des placements

• **Equipment**  
 • **Site Survey**  
 • **Estimate**  
 • **Contract**  
 • **Construction**  
 • **Closeout**

pour vos bons d'épargne  
**LES PTT SONT L**

## EURO-OBLIGATIONS

## La concurrence émissions britanniques

Avril. — Fort andré la semaine dernière encore, le marché international des capitaux est satisfait par une sollicité essentiellement pour des actions d'entreprises d'hydrocarbures et de pétrole et du fait de l'absence de capitaux de l'étranger, les valeurs haussées des mines d'or, en liaison avec celle du métal.

148 points (Bourse) : 148 20 contre 148 20

VALEURS	CLOTURE	
	18/4	19/4
Banque de France	848	830
Crédit Foncier	922	928
Comptants	127	122
Crédit Commercial	127	122
Imperial Chemical	434	424
Rio Tinto Zinc Corp.	228	234
Shell	628	634
Gold	127	122
War Loan 3 1/2 %	35/7 1/2	35
West African	33 1/4	32 1/4
Gold	127	122

(\*) En dollars U. S. net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

L'autre handicap est la forte concurrence des émissions britanniques, qui ont été lancées tout par fait que la livre sterling, en dépit d'une monnaie de bon aloi, n'est pas encore parvenue à un statut d'entente internationale. Les statistiques entrecroisées la possibilité d'augmenter de 1.50 dollar avant la fin de l'année, et de 2.50 dollar le dollar vendredi soir. D'autre part, et surtout, les investisseurs étrangers, certains experts, il y a actuellement une grande disparité entre les taux de rendement des placements américains et ceux, à long terme qui sont de 4 à 5 pour cent, des placements à court terme, de 2 à 3 pour cent. Les premiers devraient s'aligner progressivement sur les seconds, mais cela entraînerait une hausse des cours des actions et des plus-values importantes en capital.

[illegible]

Les spécialistes voient donc là le principal motif de la disgrâce dont les nouveaux emprunts euro-obligataires ont fait l'objet durant la semaine écoulée.

## LONDRES

**Très vil repli**  
Le marché accentue vivement sa  
ruchute de vendredi sous l'effet des  
ventes bénéficiaires intervenant au  
lendemain de la hausse record de la  
semaine dernière. Recul, également,  
des pétroles et du Fonds d'Etat.  
Légère hausse des mines d'or, en  
liaison avec celle du métal.

OR (ouverture) (dollars) : 149 20 contre 149 30

VALUES	CLOSURE	
	16/3	18/3
Seaboard	648	638
Artificial Petroleum	822	808
Coastal	127	122
De Beers	232	226
Imperial Chemical	434	422
Shell	628	614
Shell	520	506
Victory	235	215
War Loan 3 1/2 %	35 7/8	36
West. Africotele	23 3/4	24 1/4
Western Holdings	20 1/2	20 7/8

\* En dollars U.S. net de prime sur le dollar investissement.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**MARINUS WENDEL**, la transmutation des entreprises par l'absorption de la Compagnie locale (famille Wendel) se traduira par une série d'opérations complexes, qui comportent notamment la création de la Compagnie générale d'industrie et de participations, regroupant les actifs non sidérurgiques, d'industrie chimique et de nouvelles sociétés des actifs sidérurgiques et connexes. Au terme de ces opérations, le propriétaire des quatre actions Marins-Wendel anciennes se trouverait détenir, en principe, une action Marins Wendel nouvelle et une action Compagnie générale d'industrie et de participations.

**NORSE HYDRO.** — Le démarrage de la production de gaz du gisement anglo-norvégien de Frigg procurera à la société l'équivalent de 1 million de tonnes de pétrole par an, dans un premier temps, et de 3 millions de tonnes dans un deuxième temps. Dans ce gisement, la part globale de Norsk Hydro est de 20 %. Avec la mise en fonctionnement du gisement reliant le gisement d'Ekofisk à Esso, les investissements de la société dans la production d'hydrocarbures ont atteint 6 milliards de couronnes) entrant dans leur période de rentabilité.

mière mois de l'exercice en cours, la société a réalisé un bénéfice de 21,15 millions de francs contre 9,88 millions de francs un an plus tôt. Pour l'année entière, le bénéfice par action de la société devrait atteindre 21 F.

**B. A. L. O**

**Le Bulletin d'annonces légales obligatoires** daté 19 septembre publie notamment les insertions suivantes :

**Société des autoroutes Paris-Rhône.** — Emission d'un emprunt obligataire, d'un montant de 100 millions de francs, représenté par cent mille obligations de 1 000 F. Le prix de l'émission est fixé à 975 F par obligation.

Ces obligations rapporteront un intérêt de 12,50 % et seront amorties en quinze ans au maximum, soit par versements annuels au pair, soit par rachat en Bourse.

**Credit Industriel de l'Ouest (C.I.O.)** — Attribution gratuite de deux cent mille actions nouvelles de 50 F, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1977 (une pour cinq) représentant l'augmentation de capital de 50 millions à 60 millions de France.

**G.M. Industries** — Attribution gratuite de cent cinquante mille actions nouvelles de 50 F, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1977 (une pour dix), représentant l'augmentation de capital de 75 265 000 F.

à 22 791 500 F.

**Compagnie générale d'assurances contre les accidents, l'incendie et les catastrophes.** — Attribution gratuite de soixante-dix huit mille actions nouvelles de 100 F (une action nouvelle pour trois anciennes), jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1977. Le capital a été porté de 23 millions à 31,2 millions de francs.

**Le Patrimoine.** — Attribution gratuite de cinquante mille actions nouvelles de 100 F (une action nouvelle pour quatre anciennes), jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1977. Le capital a été porté de 20 millions à 25 millions de francs.

**Leary et de la Roche.** — Attribution gratuite de quarante-cinq mille trois cent soixante actions nouvelles de

50 F chacune (une action nouvelle pour huit actions anciennes), représentant l'augmentation du capital de 18 144 000 F à 20 412 000 F.

---

### INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 = 31 déc. 1976.)

	15 sept.	18 sept.
Valeurs françaises ..	92,1	91,5
Valeurs étrangères ..	104,1	103,6
 Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 = 29 déc. 1961.) 		
Indice général .....	68,4	59,7

---

Taux du marché monétaire		
Effets privés .....	8 3/8 %	
<b>COURS DU DOLLAR A TOKYO</b>		
	16/9	19/9
1 dollar (au yen) ...	268 00	267 10

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier		Cours	Dernier	

précéd.		cours		précéd.		cours		précéd.		cours	
Provincias (A.)	62 50	69 53	Duc-Lafayette	361	382	Thun et Muhl.	21 20	21 30	Reveret	176 18	176 18
Provincias (B.)	71 70	78 53	J. A. Lafont	301	322	Primer S. M. D.	21 10	21 20	Stent	174 18	174 18
Provincias (C.)	171 80	168 80	Ernest-Somma	282	282	Angelo-Willot	429	429	Brace and Co.	170 18	170 18
Provincias (D.)	219 80	219 80	Pachon	262	262	Agreste-Willot	18 30	18 30	Pizier Inc.	170 18	170 18
Provincias (E.)	21 30	21 30	Leclercq	51 60	51 60	Leclercq	18 30	18 30	Fraser-Bennett	429	429
Provincias (F.)	21 30	21 30	(F.) V.M.N. ch. fm	101	101	Leclercq	18 30	18 30	Est-Astoria	102 20	102 20
Provincias (G.)	71 70	78 53	Prémont	200	202	Leclercq	18 30	18 30	Camden-Pack	82 50	82 50
Provincias (H.)	200	192 50	Leclercq	200	202	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (I.)	48 70	48 70	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (J.)	353	353 70	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (K.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (L.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (M.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (N.)	79 30	81 30	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (O.)	169 20	169 20	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (P.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (Q.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (R.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (S.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (T.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (U.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (V.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (W.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (X.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (Y.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20
Provincias (Z.)	30 20	32 50	Leclercq	178 50	178 50	Leclercq	18 30	18 30	Leclercq	102 20	102 20

**BOURSE DE PARIS - 16 SEPTEMBRE - COMPTANT**

[illegible]

# MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Competition	VALUES					Competition	VALUES					Competition	VALUES					Competition	VALUES											
	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Count. premier cours		VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Count. premier cours		VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Count. premier cours		VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Count. premier cours							
658 2010	A.S. % WTR. C.N.E. S. 4.	657 58	658 10	657 1578	658 30	198	E.I. Lefebvre Eura S.A.F.	187 20	182 10	182 90	178 30	120	Glück-Drey. Oyff-Parisis.	120 80	121 91	121 91	120 91	178	Tal. Ericsson Thomson-B.	177 60	177 60	177 60	177 60	325	Railroads Harroby	335 50	338 10	339 10	339 10	339 10
335	Algérie Occ.	342	342	342	342	172	Eura S.A.F.	178 90	178 10	178 10	178 10	164	Thomson-B.	177 60	177 60	177 60	177 60	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
335	Air Liquide.	281 20	276 274 90	276 50	276 50	355	Europe n° 1.	360 362 20	358 10	358 10	358 10	74	Par. France.	94 10	92 50	91 10	91 10	215	(-)(d.).	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
9	Ais. Par. Ind.	58	58	58	58 50							215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
131	Ais. Supérie.	134 34	134 134	134 20	134 20	345	Ferdin.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
142	Alc. S. 1.	142 142	142 142	142 142	142 142	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 385	385 385	385 385	345	Paris n° 1.	358 359	359 50	359 50	359 50	215	U.E.B.	215 215	215 215	215 215	215 215	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203	Harroby	203 20	203 20	203 20	203 20	203 20
256	Alc. Supérie.	385 385	385 38																											

### COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	BILLET		de gr <sup>s</sup> et 10/8	MONNAIES ET DEVISES	
	COURS préc.	COURS 16/8		COURS préc.	COURS 16/8
Euro-Dink (5 %)	4 930	4 930	4 930		
Allemagne (100 DM)	211 365	212 060	211	Dr fin (100 ex barre)	24000
Belgique (100 F)	12 750	12 749	12 675	Dr fin (100 ex barre)	24195
Canada (100 C)	336 000	336 000		Flous français (100 fr.)	24195
France (100 F)	100	79 750	360	Flous français (100 fr.)	24195
Italie (100 lire)	101 490	101 600	(1)	Flous italiens (200 fr.)	24195
Norvège (100 C)	88 850	88 910	88 760	Flous italiens (200 fr.)	24195
Pays-Bas (100 f.)	100	100	100	Flous italiens (200 fr.)	24195
Portugal (1 000 Esc.)	5 579	5 579	5 600	Flous italiens (200 fr.)	24195
Suisse (100 F)	206 480	206 900	206	Flous italiens (200 fr.)	24195
Union (100 sch.)	29	29	29	Flous italiens (200 fr.)	24195
Grèce (100 dr.)	5 829	5 835	7 550	Flous italiens (200 fr.)	24195
Canada (100 esc.)	12 770	12 185	11	Flous italiens (200 fr.)	24195
Parmis (ex esc.)	4 586	4 593	4 575	Flous italiens (200 fr.)	24195

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MARCHÉ OFFICIEL	BILLET		de gr <sup>s</sup> et 10/8	MONNAIES ET DEVISES	
	COURS préc.	COURS 16/8		COURS préc.	COURS 16/8
Euro-Dink (5 %)	4 930	4 930	4 930		
Allemagne (100 DM)	211 365	212 060	211	Dr fin (100 ex barre)	24000
Belgique (100 F)	12 750	12 749	12 675	Dr fin (100 ex barre)	24195
Canada (100 C)	336 000	336 000		Flous français (100 fr.)	24195
France (100 F)	100	79 750	360	Flous français (100 fr.)	24195
Italie (100 lire)	101 490	101 600	(1)	Flous italiens (200 fr.)	24195
Norvège (100 C)	88 850	88 910	88 760	Flous italiens (200 fr.)	24195
Pays-Bas (100 f.)	100	100	100	Flous italiens (200 fr.)	24195
Portugal (1 000 Esc.)	5 579	5 579	5 600	Flous italiens (200 fr.)	24195
Suisse (100 F)	206 480	206 900	206	Flous italiens (200 fr.)	24195
Union (100 sch.)	29	29	29	Flous italiens (200 fr.)	24195
Grèce (100 dr.)	5 829	5 835	7 550	Flous italiens (200 fr.)	24195
Canada (100 esc.)	12 770	12 185	11	Flous italiens (200 fr.)	24195
Parmis (ex esc.)	4 586	4 593	4 575	Flous italiens (200 fr.)	24195

مَكْرَمَاتُ الْأَهْلِ



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES  
— ETRANGER  
— Mme Gandhi et M. Bhutto face à la justice.

4. AFRIQUE  
— Les combats dans l'Ogaden : les forces éthiopiennes ont subi de nouveaux revers.

5. PROCHE-ORIENT  
— LIBAN : Beyrouth réclame des garanties à Washington contre une intervention israélienne dans le Sud.

6. EUROPE  
— ALLEMAGNE FÉDÉRALE : un nouvel échange de messages entre le gouvernement et les rivaux de M. Schleyer.

8 à 14. POLITIQUE  
— Avant la reprise du « sommet » de la gauche.  
— LIBRE OPINION : « Giscardien de gauche », par Bernard Irib, Roger Tisseray et Jack Boulle.

16. PRESSE  
— Un nouveau quotidien du soir : l'Inform.

18. JUSTICE  
— TENNIS : l'élimination de l'équipe de France en Coupe Davis.

20. RÉGIONS  
— Ivan Illich parmi les siens.

21. EN ÎLE-DE-FRANCE  
— Un nouveau budget pour les espaces verts.

22. ÉDUCATION  
— M. Huby relance la polémique sur la politisation de l'enseignement.

22. RELIGION  
— Quand les enfants troquent.

22. SOCIÉTÉ  
— Quand les enfants troquent.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE  
PAGES 23 à 28  
— Le plan Breznev, un an après.  
— POINT DE VUE : Un projet dangereux : nationaliser les assurances, par B. Pégibet.

27 à 32. LE XXVII<sup>e</sup> SIOBB  
33 à 35. ARTS ET SPECTACLES  
— MUSIQUE : Scall à Saint-Germain-des-Près.

45-46. ÉCONOMIE SOCIALE  
— SALAIRES : les négociations dans le secteur public.  
— ÉNERGIE : 3 500 experts représentent 75 pays à la conférence mondiale d'Istanbul.

LIRE ÉGALEMENT  
RADIO-TELEVISION (33)  
Annonces classées (36 à 43) : Aujourd'hui (44) ; Carnet (45) ; Journal officiel (46) ; Météorologie (47) ; Mots croisés (48) ; Bourse (49).

parlez ANGLAIS...  
ALLEMAND ITALIEN ESPAGNOL ARABE RUSSO JAPONAIS.

LOGOS international  
centre privé de formation  
3, villa Ornano 75018  
PARIS Tél. : 255.09.05  
TOURS 20.98.21 NANTES 47.70.90  
ORLÉANS 62.24.20 NICH 87.87.87

NOUVEAUX DIPLOMES  
pour ceux qui ont appris une langue étrangère

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe), que ce soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter, parallèlement à leurs activités professionnelles, leur formation par un des diplômes suivants :

— Diplôme des Langues et de la Traduction  
— Diplôme des Langues et de l'Interprétation  
— Diplôme des Langues et de la Traduction et de l'Interprétation

Le département Information-Orientations de Langues et d'Affaires, Service 400, 35, rue Collange, 92300 Paris-Levallois, envoie sur demande une documentation gratuite sur ces diplômes (préparation et débouchés). Tél. : 578-81-88 (organ. privé).

MEUBLES ET SIÈGES  
LITS MEUBLES-LITS BOISERIES  
FABRICANT SPÉCIALISTE  
VOTRE SALON DE SÉJOUR  
VOTRE SALON  
VOTRE CHAMBRE  
VOTRE BUREAU  
VOS DÉCORATIONS INTÉRIEURES  
VOS TENDUS MURS  
VOS BOISERIES ÉLÉGANTES  
A VOTRE SERVICE  
TOUTS TRAVAUX  
NEUF ET RÉNOUVELLEMENT  
TAPISSEUR - ÉBÉNISTE  
INSTALLATION  
STYLE ET CONTEMPORAIN

A. Meyssignac  
DECORATEUR ENSEMBLIER  
ATELIERS - BUREAU D'ÉTUDES - MAGASIN  
DANS NOS IMMEUBLES 2500 m<sup>2</sup>  
42-44, FAUBOURG ST-ANTOINE  
PARIS 12 - BASTILLE - PARIS  
COMPLÈTEMENT DÉCORÉES - DÉPOS  
Tél. 343.96.31 4 LIGNES

ÉCOLE DE DIRECTION  
D'ENTREPRISES DE PARIS  
Établissement privé d'enseignement technique, supérieur  
Préparation sur trois ans, simultanée ou non, aux diplômes d'Etat suivants :

— Diplôme d'Études Commerciales Supérieures (Cours du jour ou du soir)  
— B.T.S.D. (Brevet de Technicien Supérieur de Distribution)  
— D.E.U.G. de Sciences Économiques et 1<sup>re</sup> année de la Maîtrise de gestion (pour bacheliers uniquement)

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS  
252.27.27 Documentation gratuite sur demande

Le numéro du « Monde »  
daté 18-19 septembre 1977 a été  
tiré à 511 704 exemplaires.

A B C D E F G

## Des universités françaises offrent l'hospitalité au mathématicien soviétique Tchoudnovsky

Le chercheur et sa famille sont arrivés à Vienne  
De notre correspondante

Vienne. — Le jeune mathématicien soviétique d'origine juive Grigori Tchoudnovsky, ses parents et son frère David sont arrivés dimanche 18 septembre à Vienne venant de Kiev via Moscou (le Monde des 6 et 27 août 1977). Il aurait l'intention de se fixer soit en France, soit aux États-Unis. La famille devait être reçue ce lundi 19 septembre par le chancelier Kresky, qui était intervenu dans le passé en sa faveur. C'est un homme visiblement très fatigué, le visage pâle et émacié encadré d'une épaisse chevelure noire, qui est apparu dimanche, tassé dans son fauteuil roulant. Agé de vingt-cinq ans, il souffre depuis l'âge de onze ans d'une myopathie aiguë (blocage neuro-musculaire) et ne peut se déplacer seul. Il a été accueilli par trois membres du comité des mathématiciens, MM. Michel

Waldschmidt (Paris), Maurice Migonot (Strasbourg) et Dale Brownawell (États-Unis), ainsi que par M. Lionel Melon (Paris), du comité des quinze. Ce comité, créé en janvier, travaille en liaison avec le comité des mathématiciens, qui s'était fait connaître par sa campagne pour la libération de Leonid Ploouchitch. Il s'est fixé pour premier objectif d'aider quinze personnes juives ou non juives à sortir d'U.R.S.S. Deux autres personnes, le physicien Iouri Mitrokhine et l'ingénieur en informatique Valentin Touratchine, ont déjà reçu l'autorisation d'émigrer.

Les membres du comité des mathématiciens ont été accueillis à Vienne par deux invités, les professeurs de l'université Paris-VI. Ces deux instituts offrent en même temps au jeune mathématicien, qui se fixe à Paris, une indemnité qui couvrira ses frais de séjour et ceux de sa famille durant un an, tandis que l'Institut des hautes études scientifiques lui a réservé une petite maison dans sa résidence. En outre, Grigori Tchoudnovsky bénéficiera gratuitement (la Ville de Paris les prenant en charge) des soins médicaux spécialisés que nécessite son état. C'est un brillant mathématicien, mondialement connu, qui perd l'Union soviétique. Ses premières recherches datent de 1968 et concernent la logique. En 1970, alors qu'il n'avait pas encore vingt ans, il a résolu un problème mathématique posé en 1900 par Hilbert. Il a ensuite étudié les nombres transcendants et, plus récemment, les courbes algébriques. Deux raisons principales ont poussé Grigori Tchoudnovsky à demander un visa d'émigration : « L'impossibilité, dit-il, d'avoir un travail scientifique normal dans mon pays » et le désir de faire bien savoir à l'Union soviétique qu'il ne croit pas possible actuellement en U.R.S.S.

Grigori Tchoudnovsky nous a déclaré qu'en U.R.S.S. le groupe muscovite de l'émigration de l'application des accords d'Helsinki a été le plus actif à le soutenir et à l'aider, et tout particulièrement le professeur Naoum Moïman, mathématicien, qui est l'un des personnes prises en charge par le comité des quinze.

ANITA RIND.  
(1) C'est-à-dire qui ne sont pas d'aucun pays et ne sont pas citoyens d'aucun pays.

En Chine  
RADIO-PÉKIN ANNONCE  
UNE PURGE DANS L'ARMÉE

Hongkong (A.F.P.). — Une purge parmi les chefs militaires chinois est effectuée dans l'ensemble du pays, a annoncé lundi 19 septembre Radio-Pékin, citant un article écrit par le maréchal Hou Hsiang-chien, vice-président de la très influente commission militaire du parti communiste chinois, selon lequel une enquête était en cours sur les cas des membres de l'armée qui ont été associés à un moment ou à un autre avec la « bande des quatre ».

Le maréchal rappelle que depuis la mort, en septembre 1971, de l'ancien ministre de la Défense, le maréchal Lin Biao, après un coup d'État manqué, les équilibres ont été à plusieurs reprises ébranlés et le pouvoir militaire a été remis en question. L'armée, dit-il, doit être purgée de tous les éléments qui ne sont pas fidèles au parti communiste et à la discipline militaire. Les membres de la « bande des quatre » ont été purgés, mais il y a encore des éléments qui ne sont pas fidèles au parti communiste et à la discipline militaire. Les membres de la « bande des quatre » ont été purgés, mais il y a encore des éléments qui ne sont pas fidèles au parti communiste et à la discipline militaire.

Après les incidents  
de Saint-Etienne  
MANCHESTER EST ÉLIMINÉ  
DE LA COUPE D'EUROPE  
DE FOOTBALL

Berne (A.F.P.). — La commission de discipline de l'U.E.F.A. (Union européenne du football amateur), réunie dimanche 18 septembre à Berne, a décidé de disqualifier pour la saison 1977 le club Manchester United, en raison du comportement de ses supporters au cours du match qui l'opposait le 14 septembre à Saint-Etienne (le Monde du 16 septembre). Le match retour, prévu le 28 septembre, n'aura donc pas lieu et Saint-Etienne est qualifié d'office pour le tour suivant, indiquent l'U.E.F.A. dans un communiqué publié à Berne lundi matin. L'équipe britannique a jusqu'au 22 septembre pour faire appel.

C'est la première fois, semble-t-il, que l'U.E.F.A. prend la décision de disqualifier un club en cours de compétition. Des sanctions aussi sévères avaient déjà été prises, rappelle-t-on, à la Fédération française de football, mais elles ne compromettent pas la saison en cours. C'est ainsi que le club britannique de Leeds n'est vu interdire toute participation aux coupes d'Europe pendant quatre ans après la finale « mouvementée » qu'il disputa à Paris, le 28 mai 1975, face au Bayern de Munich. Cette fois encore, c'est l'attitude des supporters d'outre-Manche qui provoque la réaction de l'U.E.F.A. Il peut, certes, paraître surprenant de faire payer des joueurs le mauvais comportement du public, mais il ne semble pas que l'Union européenne ait d'autres choix pour contenir les passions qui suscitent les matches de coupe d'Europe. — F. S.

LA GRÈVE  
DES PÉTROLIERS DE LA SHELL  
PERTURBE  
L'APPROVISIONNEMENT  
DES PORTS

Une réunion devait avoir lieu le lundi 19 septembre au siège de la Société maritime Shell, à Paris, entre les représentants syndicaux et les représentants de la direction de la Shell pour tenter de résoudre le conflit qui dure depuis le 8 septembre sur les pétroliers de la compagnie. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de marins et d'officiers de la Shell demandent pour les équipages une augmentation des jours de congé et la durée d'embarquement ne doit pas dépasser 100 jours. Des accords d'entente ont été conclus par exemple chez Esso, chez Mobil et chez B.P. Actuellement, trois pétroliers de la Shell sont immobilisés aux ports de déchargement au Verdon, à Fos et à Rotterdam, entraînant ainsi l'approvisionnement de ces ports en pétrole brut.

LA CRISE DE L'INDUSTRIE TEXTILE  
Sept cents emplois vont être supprimés  
à la Lainière de Roubaix  
De notre correspondant

Lille. — Des licenciements sont annoncés cette semaine à la Lainière de Roubaix. On parle de 700 à 800 emplois supprimés, notamment dans les services généraux qui sont installés à Roubaix. La direction a décidé de consulter le comité d'établissement le 23 septembre : « sur ce projet de réduction d'effectifs et sur un plan social pour en modifier les effets ».

Dans un communiqué, la direction fait état de la conjoncture médiocre, de la stagnation des ventes de fil à tisser, de la non-rentabilité des filatures, de plus en plus concurrencées par les fibres chimiques, de la mauvaise rentabilité des ventes de fil industriel, et, dit-elle, indispensable de limiter à l'essentiel les frais de fonctionnement. Cela veut dire qu'en sauvegardant ce qui est possible, la direction se doit de réduire sensiblement le poids relatif des services généraux, industriels, administratifs et commerciaux.

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont répondu à cette déclaration en affirmant que les raisons invo-

## AVANT LA REPRISE DU « SOMMET » DE LA GAUCHE M. Marchais : il semble que la raison l'emporte

M. Georges Marchais, qui donnait lundi 19 septembre une conférence de presse, a rappelé que l'objectif du P.G.P. est d'instaurer un « socialisme aux couleurs de la France ». Il a dénoncé la « caricature » que l'on présente de la politique de son parti. « Que cette caricature soit le fait des hommes de la droite ne peut surprendre, s'il est ajouté, c'est dans la nature des choses. Mais qu'elle vienne de nos alliés renforcer les nous que l'on nous porte n'est ni compréhensible ni acceptable ».

Le secrétaire général du P.C.F. a ensuite expliqué que le programme commun élaboré en 1972 constitue « un bon compromis ». « Pour nous, s'il est ajouté, il est une étape, pour d'autres un aboutissement. Il laisse à notre peuple le soin d'en décider souverainement le moment venu. Nous avons pu le justifier parce qu'il a défini les orientations et les grands objectifs d'une politique qui peut commencer à sortir le pays de la crise actuelle. Selon M. Marchais, les propositions d'actualisation faites par le parti communiste « ne modifient ni l'équilibre d'ensemble du programme commun, ni la portée générale des transformations qu'il préconise ». Le dirigeant communiste a poursuivi : « Depuis trente ans les Français ont d'abord vu se succéder des gouvernements oublieux de leurs promesses, inefficaces, qui ont conduit la IV<sup>e</sup> République à la faillite. Ils ont eu ensuite à subir l'emprise croissante d'une caste protégée sur leur vie, sur l'économie et sur l'état. C'est à cette source, à cette accumulation de gâchis, d'inégalités, d'injustices, de mépris des intérêts nationaux, de renoncement et de mystification que l'on a pu faire croire, en expliquant qu'elle seule pouvait répondre à cette crise. Revenant sur l'initiative « regrettable » de M. Robert Fabre, il a ajouté : « Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour bien nous faire comprendre et débarrasser la situation. Il semble que la raison l'emporte puisque les travaux doivent reprendre demain mardi. Nous souhaitons que la discussion se déroule de manière positive et aboutisse à un bon accord. Nous l'avons dit, et le tiens à le répéter, nous sommes prêts pour cela, et dès lors que nos partenaires font preuve de la même bonne volonté, à faire tous les efforts nécessaires ».

Informé des propositions du P.S., le secrétaire général du P.C. a indiqué qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que la ren-

contre ait lieu mercredi.

Radio  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme

WASHINGTON  
M. Carter déclare que la de  
est le meilleur rempa  
contre le communisme